שם הפריט: אלפא -מדריך השרטוט בע"מ

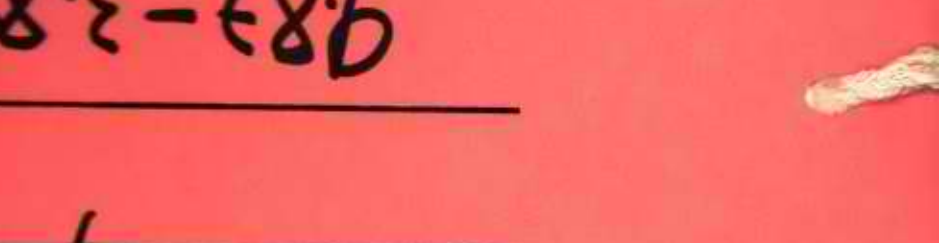
מספר פריט: 9729/7-ענ

מספר ברקוד: 0001fbpb

תאריך הקצאה: 20/02/2017

כתובת ספרייה: 2-120-2-14-9

מספר הזמנה



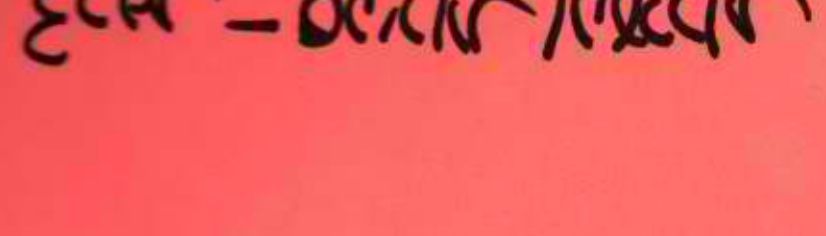
מס' עמ' מבוקש

בתורת השרטוט

הנחיות למורה

תאריך

מס' עמ'



מחבר - מדריך ומעצב הספרות

משרד ראש הממשלה

ארכיון המדינה

טופס מראה מקום להוצאת תעודות יחידות*

חטיבה מסי: 130.29

מיכל מסי: 9729/30

תיק מסי: 7

תאריך התעודה: 22/10/87

שם מחבר התעודה: _____

שם הנמען: _____

סוג התעודה (סמן √ במקום המתאים):

- ☐ מכתב
- ☐ מברק
- ☑ תזכיר או מיזכר
- ☐ דין וחשבון או זכרון דברים משיחה או דיון
- ☐ פרוטוקול של שיחה, דיון או ישיבה

*הטופס ימולא בשני עותקים. העותק הירוק יוכנס לתיק במקום התעודה שהוצאה; העותק הלבן יצורף לתעודה שהוצאה.

BULLETIN D'INFORMATION DU 12 AVRIL 1988 (68/88)

S O M M A I R E :

I.- F R A N C E - L I B A N : DECLARATION
DU PORTE-PAROLE DU QUAI D'ORSAY

(Le 11 avril 1988)

II.- DIFFUSION DU LIVRE FRANCAIS EN ISRAEL : REPONSE
DE M. JEAN-BERNARD RAIMOND
A UNE QUESTION ECRITE

(Sénat - J.O. du 31 mars 1988)

III.- ENSEIGNEMENT FRANCAIS A L'ETRANGER : REPONSE
DE M. JEAN-BERNARD RAIMOND
A UNE QUESTION ECRITE

(Sénat - J.O. du 31 mars 1988)

()()()

BULLETIN D'INFORMATION DU 12 AVRIL 1988 (68/88)

I.- F R A N C E - L I B A N : DECLARATION DU PORTE-PAROLE DU QUAI D'ORSAY

(Le 11 avril 1988)

M. Elie SALEM, Conseiller du Président GEMAYEL, est venu informer les autorités francaises des efforts actuels de réforme des institutions libanaises.

Le Gouvernement francais approuve toute démarche propre aux Libanais et qui va dans le sens de la réconciliation nationale en assumant un partage équitable des responsabilités.

La France réaffirme à cette occasion l'intérêt qu'elle porte au respect du processus constitutionnel libanais et donc à la tenue de l'élection présidentielle libanaise.

Attachée à l'indépendance, à l'intégrité et à la souveraineté du Liban, la France souhaite enfin la participation de cet Etat à une Conférence Internationale de paix au Proche-Orient qui devrait aboutir à mettre fin à l'occupation territoriale, à consacrer l'existence des Etats dans des frontières sures et reconnues, et à permettre aux Palestiniens d'assumer leur destin./.

II.- DIFFUSION DU LIVRE FRANCAIS EN ISRAEL : REPONSE DE M. JEAN-BERNARD RAIMOND A UNE QUESTION ECRITE

(Sénat - J.O. du 31 mars 1988)

Comme l'observe l'honorable parlementaire, Israel s'est situé, en 1985, au cinquante-sixième rang des acheteurs mondiaux du livre francais, avec un chiffre d'affaires de 2 397 000 francs. En 1986, ce chiffre d'affaires est passé à 3 783 000 francs (soit une augmentation de 57,8 p.100) placant Israel au deuxième rang des importateurs des pays du Proche et Moyent-Orient, venant juste après le Liban dont le chiffre d'affaires a été de 15 174 000 francs (ce chiffre ayant chuté de 17.3 p.100 par rapport à 1985).

Ce développement spectaculaire fait d'Israel le quarante-troisième (en volume) des pays importateurs de livres francais. Le ministère des affaires étrangères s'emploie, en ce qui le concerne, à renforcer encore ce redressement. A cet égard, la situation du livre francais en Israel a profité du blocage des prix, rendant accessible un produit jusqu'ici réputé cher. La concurrence la plus vive ne vient pas du livre israélien, édité en petits tirages, donc assez cher, mais du livre allemand et américain vers lesquels se tournent une partie importante des lecteurs israéliens chez qui les francophones sont loin de constituer une majorité. Dans ce contexte, l'ambassade de France en Israel mène une action soutenue de promotion du livre francais, en particulier auprès des jeunes : les mettre en rapport avec la vie littéraire francaise, renforcer les liens privilégiés qui existent dans le domaine culturel entre Israel et la France et aider le plus possible les librairies locales diffusant des livres francais. Le dynamisme de la librairie francaise au foyer qui a ouvert deux nouveaux points de vente à Tel-Aviv mérite à cet égard d'être salué. D'autre part, la foire du livre de Jérusalem, qui a lieu tous les deux ans, permet une large représentation de l'édition francaise, en regroupant quelque quatre-vingt éditeurs de France.

III.- ENSEIGNEMENT FRANCAIS A L'ETRANGER : REPONSE DE M. JEAN-BERNARD RAIMOND A UNE QUESTION ECRITE

(Sénat - J.O. du 31 mars 1988)

La gratuité de l'enseignement francais à l'étranger, souhaitable en elle-même, demeure un objectif qui ne peut être atteint que progressivement. Au demeurant, en France même, les familles participent au fonctionnement des établissements, par le biais des impots locaux. Pour éxonérer totalement les parents résidant à l'étranger des frais de scolarité, le ministère des affaires étrangères devrait augmenter, de facon très sensible, les subventions qu'il verse aux établissements. Cette charge supplémentaire, demandée à la collectivité nationale, apparaitrait dans le contexte de rigueur actuel, comme difficilement compréhensible et acceptable. Les émoluments percus à l'étranger intègrent des prestations (indemnités de résidence et majoration familiale) qui sont, en France, et souvent à l'étranger, fiscalement exonérées et qui sont, précisément, destinées à pallier l'ensemble des contraintes financières liées à l'expatriation Ces prestations sont fixées en fonction du cout de la vie dans un pays considéré et tiennent compte des augmentations des frais de scolarité qui peuvent y être constatées.

Le ministère des affaires étrangères s'efforce, bien entendu, de répartir les moyens dont il dispose, de manière à freiner ces augmentations là où elles sont le plus élevées. Un système de bourses a été mis au point, enfin, à l'étranger comme en France, pour remédier, autant que possible, aux disparités qui résultent du niveau des revenus. En 1987, 12 469 bourses ont été accordées à des élèves francais de l'étranger. Ce chiffre a été porté à 13 821, en 1988. L'examen des dossiers est conduit, par des commissions compétentes, de manière à répartir équitablement les fonds disponibles. En fonction de ces dispositions, aucun enfant résidant à l'étranger ne devrait plus être écarté de nos établissements pour des raisons financières./.

IV-. N O M I N A T I O N

Le Journal Officiel du Mercredi 13 Avril 1988 publiera la nomination de M. Pierre BOILLOT comme Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la République Francaise à Bahrein, en remplacement de M. Pierre JUSTINARD./.

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

תאריך: 27.03.88 22316

שמור ** יוצא **

**

**

**

חוזם:3,22316

אל:פריס/719

מ-:המשרד,תא:270388,זח:1134,דח:מ,סג:שמ

נד:8

שמור/מיידי

HARLEM DESIR - לשלנו 538 ולשלכם 409,

(סקירת תקשורת), אנא תשובתכם לשאלותינו.

מנהל אירופה 1.

סו

תפ: אירא

```
XXXX
```

נבנס בלמס

חודם:3/19813
אל:המשרד
מ-:פריס,נר:377,תא:230388,זח:1700,דה:מ,סג:בל
נד:@

בלמס/מידי.

אל: אירופה 1

מאת: הציר בפריס

מיטראן מועמד לנשיאות

1.אמש בשעה 2000 באנטן 2, לשאלה של המראיין פול עמר אם הינך שוב מועמד לנשיאות,ענה הנשיא 'כנ'.

2.שני נשיאים של הרפובליקה החמישית הגישו שניתן,בעבר את מועמדותם לנשיאות-זה גול שנבחר בסיבוב השני וזיסקארד שנבשל.הירידה של שניהם במערכות אלה היה מיטראן.

3.מיטראן הדגיש שהיה מוכן להיות צעיר בעשר שנים אבל עם זאת מציין שיש לו ארבע שנים בחרת מהמועמד דה גול בשנת 1965.

4.לשאלה מה דחף אותו להתייצב שנית ענה:

JE FAIS SLLUSION DE FACON TRES CLAIR AUX PARTIS.AUX GROUPS. AUX FRACTIONS DONT L'INTOLERANCE ECLATE TOUS LES SOIRS DANS LES PROPOS QU'ILS TIENNENT'

פרשנים רואים בתגובה זו של מיטראן דרישה לאיחוד אנטי שיראקי למען

. LA PAIX CIVIL ET LA PAIX SOCIALES

מיטראן אמר דברים אלה שבוע נאמרו עי עוזריו של באר
בתגובה להצעותיו של בלדור (המאמר נשלח אלינם בדים
LE MONDE)שטענו שה-
CODE DE BONNE CONDUITE עומד על חוט השערה.

הפרשנים מציינים שה- RASSEMBLEMENT MITTERRADISTE
אינו מסתיר את כוונותיו האנטי-שיראקיים,כאשר רואים
בקרב של הנשיאות רק את שני המועמדים ועוזבים בצד
את באר. לדעתם,צריכה להיות מערכת בחירות אחת עד ה
3.5 בעד או נגד מיטראן -בעד או נגד שירק.

5.מיטראן הודיע שאין בכוונתו ללכת לבחירות פרלמנטריות.הוא
ימנה ראש ממשלה תוך 24 שעות רק אם ראש הממשלה
לא יזכה ברוב פרלמנטרי -ימנה לבוחר לבוחר

6.מיטראן ציין גם שאין בכוונתו לערוך הלאמה בטענה
שהזמן שנותר לקראת אירופה מאוחדת (1992) לא מאפשר
שינויים דרסטיים וחופים כפי שהיו עד כה NATIONALISATION
או PRIVATISATION

7.להלן תגובת R P R להודעתו של מיטראן

ENFIN LE CANDIDAT DU PARTI SOCIALISTE VIENT DE SE
DECLARER OFFICIELLEMENT .LE DEBAT DEMOCRATIQUE
VA POUVOIR S'ENGAGER. NOUS AVONS DE NOMBREUSES
QUESTIONS A DEBATTRE,QUI CONCERNENT L'AVENIR DE
NOTRE PAYS.L'INDEPENDANCE DE L'ETAT FACE AUX
PARTIS. L'ACTION PASSEE DU PARTI SOCIALISTE NOUS
FAIT UN DEVOIR DE POSER CES QUESTIONS.A CES QUESTIONS
, M.MITTERRAND DOIT REPONDRE.LES FRANCAIS ONT DROIT
A LA VERITE.C'EST POURQUOI,JE RENOUVELLE L'OFFRE
DE DEBATTRE AVEC LUI EN PUBLIC DES GRANDS SUJETS
CONCERNANT L'AVENIR DE NOTRE PAYS. L'ENJEU EST
DESORMAIS CLAIR.IL Y A,D'UN COTE LE PARTI SOCIALISTE
QUI VEUT REPRENDRE LE POUVOIR POUR MENER UNE POLITIQUE
SOCIALISTE ET DONT LE CANDIDAT JETTE L'ANATHEME
SUR TOUS LES AUTRES ET TIENT UN LANGAGE D'UNE RARE
VIOLENCE ET D'UN SECTARISME QUI RISQUE DE DRESSER
LES FRANCAIS LES UNS CONTRE LES AUTRES.DE L'AUTRE

,IL Y A LA MAJORITE QUI GOUVERNE DEPUIS DEUX ANS
DANS LE CALME ET L'UNION .ELLE A OBTENU DES RESULTATS
EN CE QUI CONCERNE LA SECURITE,LE PROGRES ECONOMIQUE
,LA JUSTICE SOCIALE.ELLE PROPOSE AU PAYS D'ALLER
PLUS LOIN,AFIN DE CONSTRUIRE UNE SOCIETE DE LIBERTE
ET D'INITIATIVES,QUI ASSURERA PLUS DE SOLIDARITE
PLUS DE JUSTICE,UNE MEILLEURE FORMATION POUR LES
JEUNES,UNE INDEPENDANCE MIEUX GARANTIE POUR NOTRE
PAYS. ELLE CONVAINCRA LES FRANCAIS,ELLE LE PEUT
,CAR ELLE A ETE,ELLE EST,ELLE DEMEURERA UNIE.C'EST
CETTE UNION,ET NOTRE ENTHOUSIASME QUI VONT NOUS
PERMETTRE D'ALLER AUSDEVANT DES ASPIRATIONS DE
NOTRE PEUPLE.

8.שיראק בתגובתו הראשונה אמר J'AI ETE ETONNE PAR
LA VIOLENCE L'AGRESSIVITE DU CANDIDAT SOCIALISTE
QUI NE S'EST PRESENTE EN TOUT CAS PAS COMME UN
RASSEMBLEUR

9.שר הפנים בסקואה UN NON EVENEMENT

10.ליאוטרד שר התרבות LA FIN D'UNE VRAIE COMEDIE
ET LE DEBUT D'UNE VRAIE TURBULENCE

11.לה פן L-ATTENTE DE TONTON EST TERMINEE

12. רוקארד
MITTERRAND DES CET INSTANT EST LE CANDIDAT DE
TOUS LES SOCIALISTES ET BIEN AU-DELA .C'EST PSR
DON SUCCES QUE PESSE DESORMAIS LA MISE EN OEUVRE
DES IDEES AUXQUELLES JE SUIS ATTACHE

13.דוסטן
LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE A INDIQUE LES MOTIFS
DE SON ENGAGEMENT .LES ENJEUX QUIL VOYAIT POUR LA
FRANCE ET POURQUOI IL PENSAIT QU'IL POUVAIT Y FAIRE
FABE SI LE PEUPLE LUI DISAIT DE LE FAIRE

14.תגובת בא בנגד.

משרד החוץ-מחלקת הקשר

. הפ: שהח/מבנל/ממנב ל/אירא/ר /מרכז/ממד

משרד החוץ-מחלקת הקשר

בלמס נבנס

חרזם:3/19814
אל:המשרד
מ-:פריס/נר:378/תא:230388/זת:1800/דת:ר/סג:בל
נד:@

בלמס/רגיל.

אל: אירופה 1

מאת: הציר בפריס

מרעמדותו של מיטראן .בהמשך לשלי נר 377

להלן תגובתו של באר

ELU D'UNE FRACTION DES FRANCAIS CONTRE L'AUTRE,DESAVOUE
PAR LES ELECTIONS LEGISLATIVES DE 1986. MITTERRAND
A COUVERT SON IMPUISSANCE DU MANTEAU SOUVERAIN
DE L'ARBITRAGE NATIONAL.IL A EDIFIE SUR LES RUINES
DE SON POUVOIR UNE THEORIE DE LA LIMITATION DE
LA FONCTION PRESIDENTIELLE,DESORMAIS CONFINEE
A LA CRITIQUE DE LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT PLUS
QU'A L'ORIENTATION DE L'ACTION JE L'ETAT.L'HOMME
DE PARTI PU'IL FUT A L'ELYSEE PEUT'IL DEVENIR
DEMAIN L'HOMME DE LA NATION?'

שא

תפ: שהח/מנכל/ממנכל/אירא/ר/מרכז/ממד

שגרירות ישראל

AMBASSADE D'ISRAËL

פאריס, כט' אדר תשמ'ח
18 במרס 1988
מס' 41

אל; אירופה 1
מאת; הציר, פאריס

הנדון; LE MONDE - מאמרו של שר האוצר בלדור

מצ'ב מאמרו של שר האוצר בלדור,כפי שפורסם בעיתון LE MONDE מיום ה-18.3. הרעיון להקמתה של קונפדרציה בין שתי מפלגות הימין ה- U.D.F וה- R.P.R העלה את המתח בחוגים המדיניים בפאריס. יש הרואים בהצעותיו של בלדור רצון להביא לקרע בתוך ה- U.D.F ע'י הוצאתה של מפלגת ה- P.R של ליאוטרד ויצירופה המיידי, עוד לפני הבחירות לנשיאות, למסגרת הרחבה של הקונפדרציה של מפלגת הימין.
במשאלי דעת הקהל חלה ירידה בתמיכה במועמד לנשיאות מטעם ה- U.D.F, באר, 16.5%, לעומת עלייה קלה אצל שיראק שהגיע ל- 23%.
מיטראן הגיע לשיא התמיכה המסתכמת ב- 39%.
כל משאלי דעת הקהל מצביעים על מיטראן כמנצח בשני הסבובים.

בברכה,

יצחק אבירן

3, RUE RABELAIS - 75008 PARIS - TÉL. 42.56.47.47

Un point de vue de M. Edouard Balladur

L'ardente nécessité d'une confédération RPR-UDF

A propos de la controverse ouverte dans nos colonnes (le Monde du 16 mars) sur les discussions en cours au sein de la majorité pour la constitution d'un grand parti conservateur, le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, M. Edouard Balladur, précise ses orientations dans l'article ci-contre.

Il se déclare partisan de la création d'une confédération nouvelle rassemblant le RPR et l'UDF, mais hostile, en revanche, à la poursuite de toute cohabitation éventuelle après l'élection présidentielle. Ces derniers jours, des dirigeants du PR avaient démenti toute tractation avec le RPR.

Les campagnes électorales sont propices aux simplifications. Celle que nous sommes en train de vivre n'y échappe pas. Mais elle permet aussi, nous aidant à sortir du train ordinaire des jours, de mieux voir les grandes questions de notre vie politique. Est-ce le moment de répondre à ces questions ? Je le crois.

Deux d'entre elles méritent d'être évoquées. Elles concernent, l'une comme l'autre, nos institutions, la meilleure façon de les maintenir, et pour cela de les bien utiliser.

En premier lieu, pourquoi la cohabitation, qui était inévitable en 1986, ne peut-elle que prendre fin en 1988, et pourquoi est-il souhaitable qu'elle prenne fin ?

En second lieu, puisque les deux grands mouvements politiques de la majorité sont et se disent très proches l'un de l'autre, pourquoi présentent-ils chacun un candidat à l'élection présidentielle, et pas un candidat unique, et pourquoi ne se rapprocheraient-ils pas progressivement davantage pour constituer un seul grand courant politique ?

On voudra bien se rappeler qu'en 1983, j'avais indiqué que l'essentiel de l'autorité politique et de la force juridique du pouvoir présidentiel résidait dans l'existence d'une majorité parlementaire unie à lui. Evoquant l'éventualité qu'il pourrait ne pas en être toujours ainsi, j'indiquais qu'en pareil cas les responsables politiques auraient le choix entre deux attitudes : ou bien rechercher l'affrontement, la majorité nouvelle tentant de paralyser le président, le président refusant de tenir compte dans la composition du gouvernement de l'existence d'une majorité nouvelle ; ou bien tenter la cohabitation, ce qui supposait que chacun accepte d'être quelque peu empêché dans la liberté de ses mouvements et de ses choix.

En pareille hypothèse, l'Assemblée ne renoncerait pas plus à son droit de renverser le gouvernement que le président à celui de dissoudre l'Assemblée. Mais, avant d'en arriver là, ils exploreraient, l'un et l'autre, les possibilités d'une certaine vie en commun. Faute de quoi, nous courrions le risque de transformer tout changement politique en crise de régime.

Ainsi la Constitution de 1958 démontrerait-elle à la fois son ambivalence et sa faculté d'adaptation : quasi présidentielle, quand le président dispose d'une majorité à l'Assemblée, plus parlementaire quand ce n'est pas le cas. En un tel cas, le premier ministre, charnière entre le Parlement et le président, verrait son rôle s'affirmer.

ÉDOUARD BALLADUR.

(Lire la suite page 7.)

Les obsèques avaient commencé mercredi matin dans le calme le plus absolu, sans un soldat britannique ni un policier en vue, contrairement à d'autres enterrements comparables dans le passé.

Dix mille personnes avaient accompagné jusqu'au cimetière Mairead Farrell, Daniel McCann et Sean Savage dont les corbillards étaient précédés, selon la tradition, par des joueurs de cornemuse. Les cercueils étaient recouverts par le drapeau tricolore irlandais, vert, jaune et orange, mais l'IRA avait respecté son engagement de ne pas apparaître publiquement.

La famille de Mairead Farrell, en délicatesse avec le Mouvement républicain, avait organisé un service religieux à part, mais les trois cercueils avaient été réunis devant l'église Sainte-Agnès, où était dite la messe pour McCann et Savage. Dans son sermon, le curé de la paroisse a évoqué « *la colère accumulée devant le traitement du peuple irlandais par la Grande-Bretagne durant les semaines et les mois écoulés* ». Il a qualifié de « *meurtre* » la façon dont les trois membres de l'IRA avaient été tués à

dans les quartiers catholiques du Bogside et de Craiggan.

Les occasions d'affrontement ne manquent pas dans les jours qui viennent. Les obsèques de Kevin McCracken, un militant de l'IRA tué lundi dans un échange de coups de feu avec des soldats britanniques, devaient avoir lieu jeudi en fin de matinée. Il y aura ensuite les funérailles des trois victimes de l'attaque contre le cimetière.

Cette dernière a eu lieu quasiment en direct devant les caméras de télévision mais la personnalité du tireur protestant reste mystérieuse. A-t-il été réellement rejeté par l'UDA, la principale organisation paramilitaire protestante ? Celle-ci a connu récemment de graves dissensions internes. Son numéro deux, M. John McMichael, a été tué le 25 décembre dernier par l'IRA. Son président depuis quinze ans, M. Andy Tyrie, a démissionné de ses fonctions le 11 mars après avoir échappé cinq jours plus tôt à un attentat à la voiture piégée commis apparemment par ceux qui, au sein de son organisation, lui reprochent sa mollesse dans la lutte armée.

DOMINIQUE DHOMBRES.

dre.

Le front du refus

Il s'agit là d'une telle nouveauté que la plupart des signataires ont exigé que leur nom ne soient pas rendus public et qu'aucune citation directe de leurs noms ne soient pas rendus publics et qu'aucune citation directe de leur lettre ne puisse être donnée.

On devra donc se contenter d'indiquer ici que, outre les signatures, sans surprise, d'Elem Klimov, président de l'Union des cinéastes, et de romanciers aussi connus qu'Anatoly Ribakov, on relève celles de huit académiciens ou membres correspondants de l'Académie, six directeurs de théâtre et quatre rédacteurs en chef de journaux ou revues officiels, dont celui de *Novy Mir*, Serguei Zalyguine.

Les frontières entre ce qui est officiel et ce qui ne l'est pas s'érodent ainsi un peu plus encore, car, si l'on peut, par facilité, classer des artistes ou des écrivains dans la catégorie des esprits critiques, on peut le faire moins facilement avec des académiciens et certainement pas avec des responsables de la presse.

Depuis les débuts de l'ère Gorbatchev et depuis un an plus particu-

Makhno et Bakounine. Si stupéfiant soient ces phénomènes, ils n'en demeurent pas moins, jusqu'à présent tout à fait marginaux.

Le pouvoir serait parfaitement à même de replacer cette soif de savoir sous la bannière unique du retour au léninisme, et ce n'est en réalité rien d'autre que suggèrent les cent sept signataires de la lettre.

Le moins qu'on puisse dire pourtant est qu'ils placent la barre haut en demandant à M. Gorbatchev non

● **Le musée de Gori fermé pour « travaux ».** — Le musée de Staline dans sa ville natale de Gori, en Géorgie, est actuellement fermé pour « travaux », rapporte l'agence Reuter. Ni l'objet ni la durée des travaux n'ont été précisés, mais aux yeux d'intellectuels géorgiens, il pourrait s'agir d'un prélude à une fermeture définitive que justifierait la remise en cause du stalinisme par Moscou. Un lecteur de l'hebdomadaire *Ogoniok* s'était récemment indigné du maintien de ce musée, « *monument au subjectivisme et au culte de la personnalité* » (*le Monde* du 12 mars).

● **URSS : reprise de l'agitation tatare en Ouzbékistan.** — Les Tatars de Crimée, chassés de leur territoire sur ordre de Staline, provo-

La campagne dans la majorité

L'ardente nécessité d'une confédération RPR-UDF

(Suite de la première page.)

Cette analyse, qui contenait implicitement la suggestion d'accepter la cohabitation, fut l'objet de réserves au sein de l'opposition d'alors. Cependant, les années passant et la victoire électorale du RPR et de l'UDF aux élections législatives devenant probable, ces deux mouvements prirent ensemble, la décision de gouverner après les élections du 16 mars 1986 ; ils le firent malgré la volonté de M. Mitterrand de demeurer président de la République, alors qu'il avait perdu sa majorité parlementaire en dépit du soutien personnel qu'il lui avait apporté.

Force est de constater que les maux que l'on nous prédisait ne se sont pas produits : notre pays a évité, grâce à la cohabitation, une crise politique qui aurait pu devenir une crise de régime ; le gouvernement, malgré les critiques et parfois l'obstruction de M. Mitterrand, a pu mettre en œuvre de nombreuses réformes et commencer le redressement du pays. Cependant, si le président de la République, a vu dans les faits son pouvoir considérablement diminué au profit d'un gouvernement qui a exercé la plénitude des attributions que lui confère l'article 20 de la Constitution, le respect manifesté par la nouvelle majorité pour les institutions et l'habile usage des possibilités qu'offre l'univers médiatique ont empêché son effacement, grâce au recours répété au droit à la parole qui lui a fait perdre, un peu plus encore, sa fonction d'arbitre. Mais il est vrai que le silence l'eût conduit à une totale inexistence.

Intermède

Nous voilà, à nouveau, à la veille d'une échéance politique essentielle. Il peut arriver, bien que je n'y croie pas, que le président de la République élu en mai 1988 ne soit pas issu de la majorité actuelle à l'Assemblée nationale. Faudrait-il alors continuer la cohabitation ? Certains le pensent, considérant qu'elle a bien fonctionné, ce qui est un hommage rendu au talent des deux principaux protagonistes ; ils estiment, surtout, qu'elle conduit à un nouvel équilibre institutionnel qui met un frein à la prépotence présidentielle et restaure la liberté de manœuvre du gouvernement et l'indépendance du Parlement face à l'exécutif.

Je ne suis pas de cet avis. La cohabitation était une réponse de circonstance à des circonstances particulières, une transition inévitable. Les transitions ne doivent pas être éternelles.

Regardons les choses en face : si un président socialiste venait à être élu en 1988, il tirerait de son élection force politique et légitimité morale. Pareil choix par le peuple constituerait un désaveu de l'actuelle majorité et de l'action du gouvernement qu'elle a soutenue. Le nouveau président, qui aurait nécessairement défendu des projets politiques et économiques différents, tiendrait à les mettre en œuvre. Ce serait même son devoir, pour respecter la volonté populaire. Il ne pourrait le faire qu'avec un gouvernement différent appuyé sur une majorité différente, l'actuelle ne pouvant, sans se renier, soutenir une politique autre que celle qui a été menée de 1986 à 1988.

Dans nos institutions, l'essentiel du pouvoir exécutif est concentré dans les mains du gouvernement et la totalité du pouvoir législatif dans celles du Parlement. Force serait donc à un président de la République socialiste de s'appuyer, pour mener une politique nouvelle, sur un gouvernement et sur une Assemblée partageant ses convictions. Ou alors, il faudrait imaginer qu'un président nouvellement élu se résignerait au rôle qui a été celui de M. Mitterrand durant deux ans, et laisserait la majorité poursuivre la mise en œuvre de sa politique. C'est proprement inconcevable.

En résumé, l'actuelle majorité ne pourrait soutenir l'action d'un président socialiste, et un tel président aurait le choix entre se résigner, aussitôt élu, à l'impuissance, ou tenter de trouver une majorité à sa convenance en prononçant la dissolution de l'Assemblée. La première cohabitation a pu fonctionner en raison de l'effacement du président désavoué en 1986. Il ne faut pas compter sur le même effacement de la part d'un président nouvellement élu.

Si la cohabitation devait s'installer de façon durable dans nos institutions, et non plus être un intermède inévitable et provisoire, il en résulterait un risque de paralysie réciproque des deux responsables du pouvoir exécutif dont les compétences sont enchevêtrées, le premier s'appuyant sur sa récente élection populaire pour tenter d'agir, le second sur la majorité actuelle de l'Assemblée. Cet équilibre instable serait fragile et précaire, dans l'attente d'une inévitable épreuve de force.

Il est tout à fait clair que ceux qui souhaitent une nouvelle cohabitation veulent ainsi, et certains le disent déjà, parvenir à une nouvelle répartition des pouvoirs, et modifier radicalement nos institutions. Tel est le sens du « rééquilibrage institutionnel » que prônent quelques-uns.

Que la cohabitation ait duré deux ans, c'était une contrainte à laquelle on ne pouvait se soustraire, une façon de démontrer la solidité et la souplesse de nos institutions, la volonté d'entamer sans perte de temps le redressement du pays ; qu'elle dure plusieurs années de plus, ce serait changer nos institutions elles-mêmes, ce serait changer de régime.

La première cohabitation ne pouvait être évitée, la seconde le pourrait et le devrait. Toute la différence est là.

Je souhaite donc que l'ensemble des mouvements qui forment l'actuelle majorité s'y refusent dès à présent de la manière la plus claire.

Un grand mouvement libéral

La campagne électorale fait apparaître au grand jour un second problème dont on n'a que trop tardé à prendre conscience, afin d'en tirer toutes les conséquences : l'existence dans l'actuelle majorité de deux grands mouvements politiques est pour elle une source d'incertitude. Elle constitue un risque pour toutes les élections, générales ou partielles.

Le centre et la droite sont majoritaires en France. L'existence de deux grandes tendances politiques risque, on l'a déjà vu, de les empêcher de profiter de cette situation majoritaire. Considérons l'histoire de la Ve République : les choses ont évolué de façon rigoureusement inverse à droite et à gauche. Jusqu'en 1974, le candidat du mouvement gaulliste à l'élection présidentielle réunissait, avec le soutien des républicains indépendants, 45 % des suffrages, dès le premier tour. Avec l'appoint des voix du centre, son succès au second tour était quasi nécessairement assuré. La gauche, elle, demeurait divisée en deux partis d'importance sensiblement égale. Depuis une quinzaine d'années, la recomposition du Parti socialiste qui groupe toute une série de mouvements d'histoire fort diverse, l'affaiblissement du Parti communiste, ont à gauche donné au Parti socialiste une place prépondérante. Dans le même temps, la droite et le centre se fractionnaient eux-mêmes en deux mouvements d'importance voisine, ayant chacun leur candidat au premier tour de l'élection présidentielle. On ne peut guère expliquer autrement le succès de M. Mitterrand en 1981. La structure de l'actuelle majorité fait peser sur elle un risque permanent.

A cet inconvénient majeur, il faut en ajouter un autre : cette structure complique les rapports entre les deux organisations et les hommes qui les dirigent.

Qu'est-ce qui peut la justifier ? Les idées et les convictions, certainement pas, elles sont très largement les mêmes. Certes, l'on peut être au sein de l'actuelle majorité plus ou moins européen, plus ou moins social, plus ou moins libéral ; il s'agit de nuances qui existent dans tous les grands mouvements politiques, au sein du Parti socialiste, comme du RPR ou de l'UDF, comme de la CDU en Allemagne ou du Parti conservateur en Grande-Bretagne.

Non, la seule justificaion de cet état de choses, ce sont les situations acquises, le goût de les conserver ou d'en conquérir de nouvelles. Ce sont là problèmes qui peuvent se régler pour peu que l'on y consacre un minimum d'imagination et que l'on y mette un minimum de doigté, s'il le faut de hauteur de vue.

L'intérêt de la majorité est de mettre fin à cette organisation en deux mouvements, qui pose un problème à chaque élection.

La responsabilité de toux ceux qui ont un rôle dans la direction des partis de la majorité est claire : après s'en être accommodé du mieux possible dans la période présente, éliminer ce risque pour l'avenir. Pour cela, il faut tout d'abord rassurer : l'unité de la majorité ne doit pas signifier la domination des uns par les autres, l'élimination des uns au profit des autres ; elle doit au contraire conduire à coordonner l'action de tous en répartissant les responsabilités au niveau national, comme au niveau local. Il ne s'agit pas de bouleverser la géographie politique de notre pays, il s'agit au contraire de la stabiliser dans un équilibre dont tous tireront leur profit et notre pays en premier lieu. Le succès de la gauche ne peut se nourrir que des divisions du centre et de la droite.

Il s'agit de faire en sorte qu'existe, face au Parti socialiste, un grand mouvement politique regroupant tous ceux qui sont attachés aux valeurs de liberté, d'initiative et de solidarité. Le jeu serait plus clair en tout cas à l'intérieur de la majorté actuelle et, dès lors, la désignation d'un candidat unique de la majorité se ferait sans difficulté.

Pareille évolution dégagerait-elle pour l'extrême droite un espace trop grand ? Je ne le crois pas du tout, et je suis persuadé au contraire que le sentiment de force que donnerait la majorité grâce à ce regroupement dans un grand mouvement nouveau laisserait moins d'espace à l'extrême droite.

Pareille démarche serait rigoureusement inverse de celle que poursuit M. Mitterrand et, avec lui, tous les partisans de la représentation proportionnelle : il s'agit d'empêcher que ne s'opère, sous l'effet du scrutin majoritaire, un regroupement de l'ensemble du centre, de la droite et des gaullistes, et de favoriser l'émiettement propre à toutes les variétés de combinaisons et d'alliances.

Ce qui est en cause, c'est l'avenir de la Ve République : le maintien du scrutin majoritaire et la création d'un grand mouvement de la liberté l'assureraient durablement ; le retour à la représentation proportionnelle et l'émiettement partisan nous feraient revenir en arrière vers la IVe République.

Peut-être dira-t-on que pareille démarche tendrait à accroître la coupure de notre pays en deux. Je ne le crois pas. Nos institutions portent en elles-mêmes, dès lors que le scrutin majoritaire a été rétabli et que l'élection présidentielle procède du suffrage universel, une logique majoritaire. D'ailleurs, dans tous les pays du monde qui connaissent ce type d'institutions, c'est-à-dire dans tous les grands pays démocratiques, en Allemagne comme en Grande-Bretagne ou aux Etats-Unis, ce ne sont pas les hommes situés aux extrêmes qui ont le plus d'influence sur la vie parlementaire et sur l'action des gouvernements.

« Une nécessité pressante »

Il est vrai que pareil projet peut susciter un certain nombre de réserves, voire d'inquiétudes. En premier lieu, dira-t-on, il serait facile à mettre en œuvre parce que la nécessité en apparaîtrait plus pressante en cas de victoire du candidat de la majorité. Je ne le crois pas du tout. Je suis même persuadé de l'inverse. Quel que soit le résultat de l'élection présidentielle, une union plus forte de la majorité est indispensable. Elle serait indispensable aussi à un président issu de ses rangs et qui devrait, surtout si la dissolution de l'actuelle Assemblée n'est pas prononcée, pouvoir compter sur une majorité unie en vue des prochaines échéances qui comportent les élections cantonales, les élections sénatoriales, les élections municipales et les élections européennes de l'année qui vient.

Un président nouvellement élu serait d'ailleurs le mieux en mesure d'amener le parti dont il est issu aux concessions nécessaires, en se comportant comme le responsable de l'ensemble de la majorité.

En second lieu, dira-t-on, ce rapprochement risque de susciter des inquiétudes au sein de l'UDF, en raison de son caractère plus divers et moins homogène que celui du RPR. Mais il est vrai aussi que rien ne serait possible si le RPR ne faisait pas sa part des efforts nécessaires pour que cette union, éventuellement cette confédération organisée, permette un bon équilibre de toutes les tendances et fasse sa juste place à chacun. Il s'agit là d'une discusion à mener sur les candidatures uniques, sur la constitution de comités départementaux communs, sur la constitution d'un comité directeur commun à l'échelon national, sur la répartition des postes de direction de la nouvelle confédération envisagée. Rien ne sera possible si chacun n'y met du sien.

Troisième réserve enfin, il ne faudrait pas que la création de cette confédération nouvelle se traduise par l'éloignement de l'une des composantes de l'UDF. Soyons clairs : il ne faudrait pas que le rapprochement envisagé ait lieu uniquement entre le RPR et le Parti républicain et que le CDS n'en soit pas partie prenante, ou inversement. C'est l'UDF tout entière, dans sa diversité et dans sa richesse, qui doit entrer dans cette nouvelle confédération pour que celle-ci soit solide et viable. Tout rapprochement qui conduirait à l'éclatement de l'UDF ferait plus de mal que de bien ; mieux vaudrait, en pareille hypothèse, s'en tenir au *statu quo*.

Rien de tout cela ne sera facile, je le sais. Combien de problèmes à surmonter ! Combien d'inquiétudes à dissiper ! Combien de souvenirs à oublier ! Mais le moment n'est pas à remâcher l'ancienne histoire. Il s'agit de créer les conditions d'une force plus grande de la majorité, d'une efficacité accrue, de créer les conditions d'un meilleur équilibre de nos institutions pour lutter contre la tendance qui se manifeste au retour vers la IVe République.

Il est temps que nous tirions toutes les conséquences, à la fois des institutions qui sont les nôtres et que nous devons préserver, et des convictions communes qui sont aussi les nôtres.

Respecter la Constitution, être fidèle à soi-même, ce n'est pas refaire sans cesse le même raisonnement, c'est adapter la vie politique au cadre et aux règles qui la régissent.

C'est l'enseignement que nous a légué le général de Gaulle.

ÉDOUARD BALLADUR.

(Le titre et les intertitres sont de la rédaction du Monde.)

Démentis en tout genre

M. Jacques Chirac a déclaré, le mercredi 16 mars, à Nantes, *« totalement dépourvues de fondement »* les informations faisant état de *« négociations tendant à envisager la création de liens privilégiés entre le RPR et l'un des mouvements appartenant à l'UDF »*. Selon le premier ministre, seul un *« renforcement des liens »* entre le RPR et l'UDF *« dans leur ensemble »*, mais *« pas entre morceaux de ces familles »*, peut être envisagé.

Le candidat du RPR à l'élection présidentielle a observé que M. François Léotard avait *« démenti, à juste titre »*, les informations relatives aux contacts entre le PR et le RPR. Sans citer *le Monde*, M. Chirac a déclaré qu'il s'agissait là d'une *« petite opération de diversion, qui n'est certainement pas tout à fait innocente »*. *« Tout ce qui peut permettre d'essayer de créer une petite zizanie dans la majorité est utilisé par nos adversaires,* a-t-il dit. *C'est toujours, d'ailleurs, dans la presse qui leur est dévouée que l'on trouve ce type d'informations. »*

Les barristes ont, eux aussi, imputé aux socialistes ce qu'ils qualifient de *« rumeurs »* sur des négociations PR-RPR. MM. Philippe Mestre, Jean François-Poncet et Philippe de Villiers se sont exprimés en ce sens mercredi. M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS, après avoir dénoncé *« l'intoxication socialiste »*, a mis en garde les membres de la majorité qui éprouveraient la *« tentation de véhiculer des rumeurs infondées »*, ce qui les ferait entrer *« dans l'engrenage du défaitisme »*. — **P. J.**

Allo Raymond Barre

Tél : (16) 1 45 49 45 49

Service Accueil Comité Barre 88
195 Bd. Saint Germain 75007 Paris

DU 17 AU 21 /

5 JOUR
CHAM

CHAMPION LA REPR

5000 F minimur
neuve*,
ancienne
et son éta
plus si son état le justifie. Cette offre e
taires d'un véhicule dont la carte gr
trois mois.
*dans la limite des stocks disponibles.

CHAMPION LE CRÉDI

0 F **par mois pendant 12**
d'achat sur toute la gamm
croyable ! Et pourtant... V
prix de reprise couvre l'a
votre PEUGEOT neuve et ne payez
*Exemple : 205 Junior 3 Portes – Prix – Tarif c
tial : 16 520 F (dépôt de garantie, 4 720 F +
par le montant de votre reprise. Suivi de 12 lo
Option d'achat en fin de location : 4 720 F co
en cas d'acquisition au terme du contrat de
*Sous réserve d'acceptation de votre dossie

CHAMPION LA NOU

Toute blanche aux couleurs de Peu
couvrir ! Et ce qui est vraiment Ch
GAGNER UNE 205 RALLYE en jou
Peugeot.

RESEAU PEUGEO

משרד החוץ
ירושלים

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS
JERUSALEM

כח' באדר התשמ"ח
17 במרס 1988
200

אל : הקונכ"ל מרסיי
מאת: מנהל אירופה 1.

הנדון : ביקורך בבורדו.

מכתבך מ-16/3.

תודה על הדיווח, ודרך אגב, אנא, דאג למען דיווחים כאלה גם לשגרירות בפאריס.

בברכה,

מ. בבלי

העתק : השגרירות פאריס.

CONSULAT GENERAL D'ISRAEL

הקונסוליה הכללית של ישראל

מרסיי, כז' באדר תשמ"ח
16 במרץ 1988
281

אל: אירופה 1
מאת: הקונסול הכללי, מרסיי

הנדון: דוח נסיעה ל - BORDEAUX ו - AGEN

בימים 7 ו - 8 במרץ שהייתי ב - BORDEAUX וב - AGEN. ביוזמתה של קהילת BORDEAUX ובתיאום עם לשכתו של ראש העיר מר CHABAN DELMAS נשיא הסנט.

בצהרים אורגנה ארוחה בהשתתפות ראשי האירגונים בקהילת BORDEAUX ולאחר מכן נפגשתי בבנין העירייה עם מר CHABAN DELMAS, הידוע כידיד ישראל. הפגישה נערכה במשך כ - 25 דקות, הנ"ל דיבר על תרומתו לעידוד הקשרים בין ישראל לצרפת בהיותו שר ההגנה, ראש הממשלה. הביא לידיעתי דאגתו על האירועים בשטחים ועל הצורך עבורנו להתחיל בהידברות לקידום תהליך השלום. למרות גילו הגבוה הנ"ל מתמודד שוב לרשות העיר (ראש העיר נאז 1948), הרגשתי אמון מלא בישראל.

מאוחר יותר נפגשתי במשרדי הקהילה עם עיתונאים מקומיים והתראיינתי לתחנת רדיו אזורית.

בערב קויימה הרצאה שנושאה היה מטבע הדברים "המצב באיץ" והתקיימה בפני קהל של כ - 300 איש באולם שהושכר ע"י הקהילה המקומית. הרגשתי עויינות בקרב חלק קטן מהקהל, ואימון מלא בישראל בקרב המשתתפים היהודים שנכחו באולם.

מצ"ב כתבה על האירוע.

למחרת בחזרה לכיוון מרסיי עצרתי בעיר AGEN, נפגשתי עם ראשי הקהילה. הופתעתי לדעת שב - AGEN ישנם מספר יהודים הפעילים למען LE PEN ואפגש עימם מאוחר יותר עפ"י בקשתי במסגרת הופעה בעתיד בפני הקהילה.

בברכה,

דוד י. סורנה

העתק: מח"ע
הסברה
יועץ השר לתפוצות

Le Président et les Membres
du Consistoire Israélite de Bordeaux,
vous invitent à la Conférence de

Monsieur Yehouda Soussana

Consul Général d'Israël à Marseille

sur **Israël,**

l'information et les faits

le Lundi 7 Mars 1988, à 20 heures 30, dans la grande salle de l'Athénée Municipal, Place Saint-Christoly - Bordeaux.

A. C. I. B.
213, rue Sainte-Catherine
BORDEAUX
☎ 56.91.79.39

ISRAEL : ENFIN LA VERITE

Le consul général d'Israel a commencé son intervention en citant GOLDA MEIR, ancien premier ministre d'Israël : "Nous pleurons la mort de nos enfants victimes d'attentats terroristes mais nous ne pourrons jamais pardonner aux arabes de nous obliger à tuer leurs enfants pour nous défendre". M. SOUSSANA a su convaincre son auditoire par des paroles SIMPLES ET PERCUTANTES. Il a rappelé l'œuvre d'Israel dans les territoires depuis 1967 :

- **Installation** dans des logements décents, réduction du chômage, niveau de vie plus élevé, création d'écoles, etc...

Il a souligné par des exemples concrets comment les médias tronquent la relation des événements par des montages filmés.

Il a appelé la COMMUNAUTE JUIVE à *ne pas se démarquer* de l'Etat d'Israël. Il faut serrer les rangs et soutenir ISRAEL dans cette dure épreuve.

M. Willy SCHWARTZ, Président du Consistoire et organisateur de cette manifestation a tenu à rappeler que des voix autorisées se sont élevées dans notre ville comme la Tribune Libre du Professeur Jacques ELLUL diffusée dans notre bulletin ainsi que l'article du Père REMAUD et de la lettre d'un prêtre, dominicain dont lecture fut donnée.

D'ailleurs les membres de l'AMITIE JUDEO-CHRETIENNE AVAIENT MANIFESTES par leur présence nombreuse leur solidarité, l'archevêque-coadjuteur MONSEIGNEUR EYT ayant accepté de reporter sa conférence programmée de longue date pour le même soir.

N'est-ce pas là le signe d'une amitié sincère entre nos communautés ?

A la question d'un membre de l'assistance "L'ETAT D'ISRAEL EST-IL PRET A NEGOCIER AVEC L'O.L.P.?", le consul répondit qu'en l'absence d'un porte parole représentatif de ***l'ensemble*** des palestiniens la question ne peut se poser.

PHOTO CHARBAT INFO

Mr. SOUSSANA Consul général d'Israël et **Mr. SCHWARTZ** Président du Consistoire

Louis Faurisson

Bordeaux

8/3/88

12594 תאריך : 15.03.88

משרד החוץ-מחלקת הקשר

יוצא ** שמור

**
**
**

חוזם:3,12594
אל:פריס/411
מ-:המשרד,תא:150388,זח:1721,דח:ר,סג:שמ
נד:@

שמור/רגיל

אל:הציר,עמישב

ב'על המשמר' מ-15.3 מאת כתבם בפריס ארנון יפה כי 'ליונל ז'וספן הודיע שנשיא צרפת ימלא תפקיד פעיל למען הסדר בין ישראל לפלשתינים - למחרת הבחרו לנשיאות צרפת' וכי 'מקורבי מיטראן מסרו כי הוא חולם מזמן לכנס באליזה מפגש בין ישראלים,פלשתינים,ירדנים ומצרים בחסות בינלאומית'.

היש בידיכם פרטים אודות הודעתו של ז'וספן?

אירופה 1

צש.ר

תפ: ממנכל,אירא,אביטל,מעת,הסברה

```
DEFINE FILE 1(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 2(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 3(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 4(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 5(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 6(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 7(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 8(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 9(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 10(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 11(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 12(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 13(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 14(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 15(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 16(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 17(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 18(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 19(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 20(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 21(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 22(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 23(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 24(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 25(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 26(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 27(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 28(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 29(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 30(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 31(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 32(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 33(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 34(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 35(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 36(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 37(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 38(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 39(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 40(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 41(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 42(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 43(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 44(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 45(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 46(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 47(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 48(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 49(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 50(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 51(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 52(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 53(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 54(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 55(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 56(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 57(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 58(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 59(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 60(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 61(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 62(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 63(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 64(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 65(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 66(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 67(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 68(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 69(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 70(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 71(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 72(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 73(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 74(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 75(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 76(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 77(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 78(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 79(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 80(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 81(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 82(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 83(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 84(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 85(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 86(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 87(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 88(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 89(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 90(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 91(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 92(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 93(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 94(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 95(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 96(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 97(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 98(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 99(1000,1024,U,IRN)
DEFINE FILE 100(1000,1024,U,IRN)
```

13136 משרד החוץ-מחלקת הקשר תאריך : 16.03.88

בלמס נבנס

הרזם:3,13136
אל:המשרד
מ-:פרים,נר:270,תא:150388,זה:1900,דה:ר,סג:בל
נד:פ

אל: אירופה 1

מאת :הציר פרים

הודעת A.F.P. מה-15.3

9

107.3
3 (ס

UNE DELEGATION MINISTERIELLE ARABE EST ATTENDUE MARDI APRES MIDI A PARIS POUR DES ENTRETIENS AVEC LES AUTORITES FRANCAISES SUR LA SITUATION EN CISJORDANIE AT A GAZA- COMPOSEE DES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES OU DES REPRESENTANTS DE SIX MEMBRES DE LA LIGUE ARABE (ALGERIE-JORDANIE IRAK SYRIE TUNISIE OLP) AINSI QUE DU SECTETAIRE GENERAL DE L ORGANISATION PAN ARABE- M. CHADLI KLIBI-LA DELEGATION DEVRAIT ETRE RECU MERCREDI EN FIN DE MATINEE PAR LE MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES M.JEAN BERNARD RAIMOND. L'ENVOI DE CETTE DELEGATION AVAIT ETE DECIDE PAR LE CONSEIL MINISTERIEL DE LA LIGUE ARABE REUNI LE 25 JANVIER DERNIER A TUNIS,ELLE RELEVE D'UNE DEMARCHE DIPLOMATIQUE DES PAYS ARABES AUPRES DES CINQ MEMBRES PERMANENTS DU CONSEIL DE SECURITE)U.S. URSS CHINE FRANCE ET GRANDE BRETAGNE) EN VUE DE FAVORISER UN REGLEMENT DU CONFLIT ISRAELO ARABE A LA FAVEUR DES MANIFESTATIONS ANTI ISRAELIENNES QUI SE DEROULENT DEPUIS QUATRE MOIS DANS LES TERRITOIRES OCCUPES.

אבירן

משרד החוץ-מחלקת הקשר

תפ: שהח,רהמ,שהבט,מנכל,ממנכל,ר/מרכז,רט,אמן,ממד,אירא,ליאור,
מזתים,אבינל,הסברה

12092 תאריך : 15.03.38

משרד החוץ-מחלקת הקשר

נננס בלמס

חדם:3/12092
אל:המשרד
מ-:פרים/נר:245/תא:140388/זת:1800/דת:ד/סג:בל
נד:@

בלמס/רגיל.

אל: אירופה 2

מאת: עתונות פאריס

מאמר שגשורדיה
שלנס 357 מ-13/3

מאמר התשובה מאת השגריר בבר נמסר ל''ליבראסיון''.
השגריר קיים שיחה טלפונית עם השגריר הראל בשטוקהולם

שא
.

תנ: ממנכל/אירא/אירב/אביטל/מעה/הסברה

11208

משרד החוץ-מחלקת הקשר

תאריך : 13.03.88

שמור

דחוף **
**
**
**

תרזם:3,11208
אל:פרים/357,שטוקהולם/130
מ-:המשרד,תא:130388,דת:1837,דח:מ,סג:שמ
נד:@

103.3

מיידי/שמור

5605

פרים

דע: שטוקהולם

מאמר שגשגדיה. שלך 200

מציעים שתשובת השגריר למאמר תתואם עם שגרירנו בשטוקהולם.

לידיעתך: שגשגדיה בפרים פרסם מאמר דומה גם בעתון שבדי חשוב.

אירופה 2

ת.ב.

תם: ממנבל,אירא,אירב,אביטל,מעת,המברה

10152 תאריך 12.03.68

סודי נכנס **
**
**
**

הודעה:10152/3
אל:המשרד
מ-:פריס,נר:209,תא:110388,זח:1400,דח:ר,סג:סו
נד:@

סודי/רגיל

אל אירופה 1

דע מצפא ממד

מאת שרקת פריס

תהליך מדיני.

ממדר,דסק ישראל-ערב ברצף (10):

1.מרפי החל את סיבובו הנוכחי בפריס (9)בדרכו לרומא בון ומסקבה.הציג את תכנית שולץ בפני שהה ריימרן (הצרפתים רצו שיבגש עם ראש אגף מזה"ר דגאמה,אך האמרקאים התעקשו שיראה את שהה 'כמר ברומא ובונ') התרשמו ממנו כי הסובייטים נוקטים בעמדה מתונה ו'מעורדת אופטימיות'. ברצף מסיקים שהתגלו ומתגלים שורת נגעים אמריקני-סובייטים בנושא המזהה המעבר לידוע ברבים.

2.עמדתו הפומבית השלילית של אסאד נבי שבאה גם לפחות חלקית לבטוי בנאומו האחרון,אינה משקפת עמדותיו האמיתיות. האמריקנים מסרים כי אסד אמנם לא יתן גושבנקא לנחות חלקית לבטוי בנאומו האחרון ,אינה משקפת עמדותיו האמיתיות.האמריקנים מוסרים כי אסאד אמנם לא יתן גושבנקא רשמית להצטרפות ירדנית לתהליך אך בנראה לא יפריע .ניתן להעריך שהמלך מוכן להשתלב בתהליך בפרוץ לאור ירוק -ויש אצלם אף המרחיקים לכת האומרים 'הנחיות' מדמשק.בשאלה השאלה מה שקלול הטורים ומה הם מקבלים בתמורה . אנשרויות:

א.הבטחות לסיוע כלכלי

ב.יתר חופש פעולה בלבנון(האמריקנים לוחצים על הלבנונים לשפר מסמך ההסדר של גומייל באורח קביל יותר למחנה המוסלמי וסוריה)

ג.הבטחות כלשהן בנושא הטריטוריאלי ,אין מידע על כן.

ד.בראיה אסטרטגית הסורים אולי סבורים כי יחידה מדינית ירדנית-פלסטינית בחסות המלך תהיה שברירית וחלשה בלאו הכי וסוריה תוכל להשפיע עליה ואף להשתלט עליה ברבות הימים.

3.לא מן הנמנע שקיימת הבנה כללית סורית ירדנית לגבי המשלחת הירדנית- פלסטינית ,הסורים יפעילו השפעתם דרך ירדן ומקורביהם באשפ' לבחירת נציגים פלסטינים שיהיו לטעמם.

4.ההתיחסות הצרפתית לתכנית שוצץ חיובית.הם מקדמים בברכה את השנויים שחלו בעמדה האמריקנית לגבי הועידה הבינל והם מזדהים עם תפיסת ה - INTERLOCK ולוח הזמנים של ההסדר הסופי .יש להם ספקות ושאלות:

א.באשר למשמעות האזכור הכפול באגרת שולץ של החלטה 338 שבזמנו שמשה בסיס לועידת גנבה עם CO - SPONSORSHIP האמריקני -סוביטי,כמו גם תהיות על כוונות אמריקניות ו/או ישראליות לחזור על נוסחה של חסות דו מעצמתית בפתיחה בינל עם נוכחות בדרג נמוך יותר של יתר חברות מועביט.

ב.אי בהירות לגבי המודוס אופרנדי של הועידה ,הגם שהם תומכים בועידה לא כופה .

תפ: שהח,רהמ,שהבט,מנכל,ממנכל,סמנכל,ממד,רם,אמן,אירא,אירב, מצפא,מזתים

10533 תאריך : 12.03.88

משרד החוץ-מחלקת הקשר

נכנס בלמס

תודעה:3/10533
אל:המשרד
מ-:פריס/נר:212/תא:110388/זת:1900/דח:ר/סג:בל
נד:@

בלמס/רגיל

אל אירופה 1

מאת הציר פריס אבירן

להלן הודעת ADL לידיעתכם.

COMMUNIQUE
AU MOMENT OU L'OPINION PUBLIQUE COMMENCAIT A S'INQUIETER
DES EVENEMENTS QUI SE PRODUISENT DEPUIS TROIS
MOIS DANS LES TERRITOIRES ADMINISTRES PAR ISRAEL
,LE SANGLANT ATTENTAT ,EN PLEIN COEUR DU NEGUEV'QUI
A COUTE LA VIE A DES CIVILS ,A ETE REVENDIQUE PAR
L'OLP

CETTE CENTRALE TERRORISTE SE MONTRE AINSI SOUS SON
VRAI JOUR ET NE PEUT DONC ,EN AUCUN CAS,PARTICIPER
A D'EVENTUELS POURPARLERS EN VUE D'ETABLIR LA PAIX
AU PROCHE ORIENT .

PARIS LE 8 MARS 1988

תג: שהח/מנכל/ממנכל/אירא/ליאדר/נזתים

8347 משרד החוץ-מחלקת הקשר תאריך : 10.03.88

בלמס נבנס

חוזם:3,8347
אל:המשרד
מ-:פריס,נר:167,תא:090388,זה:1900,דה:ר,סג:בל
נד:פ

בלמס/רגיל

אל:אירופה 1

מאת:שרקת פריס

בלמס

פחע דימונה-תגובת צרפת

להלן הודעת הרצינ'' (סיץ 8):

(''LE GOUVERNEMENT FRANCAIS,QUI N'A CESSE DE S'ELEVER
CONTRE LES ACTSES DE VIOLENCE ET DE REPRESSEION
DANS LES TERRITOIRES OCCUPES CONDAMNE LA PRISE
D'OTAGES QUI A EU LIEU LUNDI EN ISRAEL (PRES
DE DIMONA,DANS LE DESERT DU NEGEV) ET DEPLORE LA
MORT DE PLUSIEURS CIVILS ISRAELIENS'')
(''FACE A LA POURSUITE DES VIOLENCES,LE GOUVERNMENT
SOULIGNE UNE FOIU DE PLUS LA NECESSITE DE MOBILISER
TOUS LES EFFORTS EN VUE D'UN REGLEMENT DE PAIX
QUI ASSURE LA SECURITE DES ETATS DE LA REGION
ET LA JUSTICE POUR LES PEUPLES'')

שרקת.

תפ: שהח,רהמ,שהבט,מנכל,ממנכל,ר/מרכז,רכ,אמן,אירא,אירב,אביטל,
הסברה,מעת,ליאור,מזהים,ממז

7364 תאריך 09.03.88

נכנס ** סודי
**
**
**

חוזם:3,7364
אל:המשרד
מ-:פריס,נר:118,תא:080388,זח:1700,דח:ר,טג:סר
נד:פ

סודי/רגיל

אל אירופה 1

מאת הציר פריס

שיחה עם ראש אגף מזה DEJAMMET

1. האירועים בשטחים כפי שהם משתקפים על מסך הטלויזיה משפיעים קשה על דעת הקהל בצרפת,דבר שייחיב את המנהיגות הפוליטית תוך זמן קצר (מיד לאחר הבחירות לנשיאות) להביע דעתה ולגנות את מדיניותנו בשטחים. גם הדיווחים מנציגיהם בארץ קשים מאד.

2. צרפת תומכת ביוזמת שולץ ורואה בה פתרון למציאת הסדר במזהת,צרפת בעד קיומה של וועידה בינל, (או כל מונח אחר) שלצרפת יהיה מה לתרום בגלל האינטרסים המיוחדים שלה באיזור,צרפת מתנגדת שהטיפול בנושא כה רגיש יוטל רק על שתי המעצמות הגדולות .

3. צרפת הינה בעד שלום תמורת שטחים,בהסתמכות על החלטות 242-ו 338

4. לצרפת קשרים עם אשפ(באותו יום התקבל פארוק קדומי אצל שהח ריימונד) לדעתו אשף מייצג את הפלסטינאים בשטחים,הם מוכיחים זאת יום יום,וקשה למצוא בר-שיח אחר במקומם. על המעצמות ללחוץ על אשף לבטל האמנה הפלסטינית להכיר בישראל ובהחלטות 242 ו 338 כדי לא לתת סיבות לישראל להתחמק מלדון איתם.
לדעתו מדיניות זו של צרפת כלפי אשף לא תשתנה ולא חשוב מי הנשיא שיבחר.

אבירן.====

תב: שהח/רהמ/שהבט/מנכל/ממנכל/סמנכל/ממד/רם/אמן/אירא/אירב/
מצנא/מזתים

4067 משרד החוץ-מחלקת הקשר תאריך : 04.03.88

סודי נכנס **
**
**
**

חרזם:3,4067
אל:המשרד
מ-:פריס,נר:65,תא:030388,זח:1800,דח:ר,סג:סד
נד:פ

סודי/רגיל

אל אירופה 1

דע ממד

מאת פריס

משיחה עם דוקה,יועץ במטיניון (2)

1. תהלין מדיני שוררת אצלם פסימיות לגבי סכוי יוזמת שולץ אף שמייחלים להצלחתה.סבור שלוז ההסדר לפי נוסחת שולץ אופיני מידי לקצב האמריקאי, זה לא ישים בשטח. הם מצדדים בועידה בינל מהכרת הצורך במתן ערובות לביצוע הסדר שידרוש ויתורים ולקיחת סכונים.

2 . מפרץ,הסובייטים ממשיכים בסחבת במועבט' בנושא הסנקציות ופעילות מועבט' נותרה משותקת.על רקע זה יוזמת הטילים העיראקית.כנראה מדובר ב SS-12 סובייטי.

3. ביקור באסם אבו שריף.נמנעתי מלשאלו על זהות בני שיחו של אבו שריף בביקורו (החזוי) כאנ(שלנו 415) בהנחה שלא יגלה אוזני,אולי אף יאלץ לשקר וניסחתי שאלתי לאמור האם בפגישות בביקורו כאן היה מסר שיש בו ענין כלשהו.השיבני כי לאיש לא היה מה לחדש על הידוע על עמדות אשף. השאלה אם אבו שריף ראה את רהם שיראק או מישהו אחר נותרה,אם כן פתוחה.

שוקת.====

תפ: שהח,רהמ,שהבט,מנכל,ממנכל,סמנכל,ממד,רם,אמן,אירא

משרד החוץ-מחלקת הקשר

2470

תאריך : 03.03.88
דף 1 מתוך 3
עותק 7 מתוך 10 עודי בירתר נכנס

חודש:3/2470
אל:המשרד
מ-:פריס/נר:37/תא:020388/זה:1545/זה:ר/סג:סב
נד:@

עודי-בירתר/רגיל

אל:אירופה 1

דע:מיים והייים ושר החוץ

מאת:השגריר/ פריס

מברישה באלידה (29/2) עם CHARLES SALZMANN:

זלצמן מסר לי שבירם ראשון ההולך ונבוהגר הוא מתלוזה למיטראן בטיול ביער והשניים מדברים על ענייני דוגמא בצורה חברית ובלתי מחייבת. זלצמן נוגע שאלה הן השיחות שמשקפות את עמדתו ואישיותו של הנשיא.

מיטראן עוקב בקרוב אחר ההתרחשויות בשטחים וההתפתחויות בקשר ליוזמה האמריקנית ויש לו דעות ברורות משלו בנושא אך במהלך השיחה עם זלצמן חזר והדגיש מיטראן שמוטב לנשמים להגיח לדעות האישיות ולהמנע מכל פעולה היכולה להזיק ולטבן מצב שבלאו הכי מורכב ואין למצוא לו פתרונות קסמים מחוייבי הרגע. לבן, חזר על עמדתו המוצקה שאין לנקוט במהלכים שיכולים להגריע ושיש להמתין לשעה בשרה בה הצדדים עצמם- ואליבא דזלצמן:כל הצדדים הנגועים ישירות בסכסוך-יבקשו את שירותיה הטובים של צרפת. הנשיא מאמין שאין אפשרות להתעלם מהסמליות הטמונה באש"ף בבציג הפלסטינאים, אם בי הנשיא ער לעובדה שאין אש"ף של היום מייצג את הדרם החדש בשטחים שהתחבן בישראלים והושפע מדעותי התנהגות וחשיבה של החברה הישראלית. עם זאת, אין בדעת הנשיא לעשות דבר או חצי דבר בדי לשנות את מתכונת היחסים הקיימת עם

משרד החוץ-מחלקת הקשר

*
* דף 2 מתון 3
* עותק 7 מתון 10
*
*אש"פ והוא יימנע מכל הצהרה ופעולה שתתפרש במישרין
*או בעקיפין כסטייה מהעמדה המסורתית כלפי אש"פ.
*
*הנשיא דבק בעמדתה המוצהרת של צרפת ותמיכתה בועידה
*בינלאומית ומיטראן אף לוקח לעצמו "אבהות" על הרעיון
*שלדעתו יכול לאפשר מו"מ ישיר בין הצדדים. מיטראן
*אינו מסכים עם הבלעדיות בטיפול בבעיה שלוקחות לעצמן
*שתי מעצמות העל ומשום כך תמיכתו בעיקרון של מו"מ
*ישיר בין הצדדים במסגרת הועידה הבינלאומית ובחסות
*חמש הקבועות של מועב"יט. המו"מ הישיר מחד והכיפוי
*המעצמתי מבטיחים, לדעתו, שני העקרונות גם יחד:
*לא להתערב במו"מ אן שלא להפקיר את הזירה לשתי מעצמות
*העל.
*
*זלצמן אינו מטיל ספק במועמדות הנשיא לבחירות והסביר
*לי בפרוטרוט "הסדר החדש" שיוולד עם הבחרותו מחדש
*של הנשיא. הנשיא מהווה נח משיכה ומרכז ללכוד כוחות
*חדשים שיאפשרו לצרפת לחפוס את מקומה הראוי במאה
*ה-21. דבריו האחרונים של זלצמן משקפים את הפילוסופיה
*שמסתתרת מאחורי סיסמת הבחירות של המפלגה הסוציאליסטית
*GENERATION MITTERRAND והדברים מבטאים את דעת
*המנהיגות הסוציאליסטית, גם אם זלצמן אינו חבר פורמלי
*של המפלגה הסוציאליסטית.
*
*זלצמן דיבר בהתרגשות רבה ביהודי הרואה בישראל עוגן
*לקיומו של העם היהודי. חזר והדגיש שהוא מאושר להרוכח
*שלמרות התעמולה העויינת בתקשורת, השכבה הפוליטית
*האחראית בצרפת מגלה איפוק ואפילו הבנה למצב שאליו
*נקלעה ישראל. הוא ציין שביהודי הוא מאושר מהתהלין
*של ההתקרבות בין שתי המדינות שהחל בו מיטראן ושהיום
*מקיף על כל המועמדים הראשיים האחרים, החל משיראק
*רוקארד ואפילו את באר "הודות לפעילות ננונה וטיפוח
*קשרים הוגנים עם כולמ", זלצמן בטוח שמיטראן הינו
*המשענת הבטוחה ביותר לישראל. העיד על עצמו כמי שסבל
*רבות מהאנטישמיות במיוחד בתקופת הניבוש. הוסיף שכיום
*יהודי צרפת יכולים להתברך בעובדה שבהנהגה עומדים
*אישים שאי-אפשר לחשוד בהם באנטישמיים. נקב בנשימה
*אחד בשמות על המועמדים הראשיים לנשיאות.
*
*סוכר.

```
*                                                    *
* דן 3     מהרן 3                                   *
* ערתק 7    מהרן 10                                 *
*                                                    *
*תב: שהח,מנבל,ממנבל,אירא                            *
```

משרד החוץ-מחלקת הקשר

2342 תאריך 03.03.88

בלמס נננס

חרזם:3,2342
אל:המשרד
מ-:פריס,נר:49,תא:020388,זח:1920,דח:ר,סג:בל
נד:8

ד

103.3

נוס

בלמס/רגיל

אל:אירופה -1

מאת:פריס

מסיבת עיתונאים של רה"מ שיראק. "הקטע המזה"תי"
להלן:

1. "LA FRANCE A TOUJOURS DIT QUE SEUL, LE DEALOGUE POUVAIT RETABLIR LA PAIX, OU EN TOUS LES CAS UNE CERTAINE PAIX. NOUS COMMES DANF UNE SITUATION DEFFICELE C'EST VRAI, PUISQUE DANS CES TERRITOIRES, NOUS AVONS DES PALESTINIENS QUI N'ACCEPTENT PAS LE STATUT D'OCCUPATION AUQUEL ILS SONT SOUMIT DEPUIS LONGTEMPS ET QUI REAGISSENT NOTAMMENT AU NIVEAU DE LA JEUNESSE. ET LORSQUE J'AI RECU L'ENSEMBLE DIRIGEANTS PALESTINIEN S AU CONSULET GENERAL DE FRANCE A JERUSALEM, A L'OCCASION DE MON VOYAGE EN ISRAEL, J'AVAIS ETE TRES FRAPPE-C'ETAIT JUSTE AVANT LES EVENEMENTS-DE VIOR LEUR DECOURAGEMENT ET LEUR ANGOISSE, QUI SE SONT HELAS CONFIRMES. ET IL Y A L'AUTRE COTE ISRAEL QUI EST INQUIET POUR SA SECURITE ET ON LE COMPRENF DANS LE MESURE OU IL N'EST PAS RECONNU DANS CETTE ZONE. NOUS AVONS UN AFFRONTEMENT D'INTERETS FORTS JE NE PENSE PAS QU'ON PUISSE TROUVER UNE SOLUTION A CE PROBLEME DANS LE CADRE NI DU STATU-QUO, NI DE LA FORCE.

2. FRANCE, COMME SES PARTENAIRES EUROPEENS, SOUTIENT PROCEDURE DE DIALOGUE QUI EST CELLE D'UNE CONFERENCE INTERNATIONALE. NON PAS CONFERENCE QUI AURAIT POUR RASULTAT DE DECIDER ET D'IMPOSER UNE SOLUTION A PARTENAIRES QUI SONT MAJEURS ET GESPONSABLES NATURELLEMENT MAIS CONFERENCE QUI AURAIT AU MOINS POUR OBJECTIF PERMETTRE L'OUVERTURE DU DIALOGUE ENTRE LES PARTIS CONCERNES ET DEFINIR LE CAS ECHEANT LES MODALITES DES GARANTIES INTERNATIONALES QUI POURRAIENT ETRE MISES EN OEUVRE. CE N'EST PAS FACILE. DEFINITION DE L'OBJET DE CETTE CONFERENCE DEFINITION DES PARTICIPANTS, NOTAMMENT LA FACON DONT LES PALESTINIENS SERONT REPRAUENTES, POSE TOUTE UNE SERIE DES PROBLEMES.

3. JE N'AI PAS L'INTENTION DE MODIFIER LA NATURE DES RELATIONS QUE L'OLP A AVEC NOTRE PAYS. BEAUCOUP DE PALESTINIENS-C'EST VRAI- SE RECONNAISSENT L'OLP. IL Y A D'AUTRES REPRESENTANTS DES PALESTINIENS QU'IL CONVIENT EGALEMANT DE RESPECTER.

שרקת.

תפ: שהח,רהמ,שהבט,מנכל,ממנכל,ר/מרכז,רם,אמן,אירא,אירב,ליאור,
מזתים,ממד,אביטל,מעת,הסברה

15480 תאריך : 25.02.88 משרד החוץ-מחלקת הקשר

בלמס נכנס

מדדם:2/15480
אל:המשרד
מ-:פריס/נר:439/תא:250288/זת:1700/דת:ר/סג:בל
נד:ב

בלמס/רגיל.

אל: אירופה 1

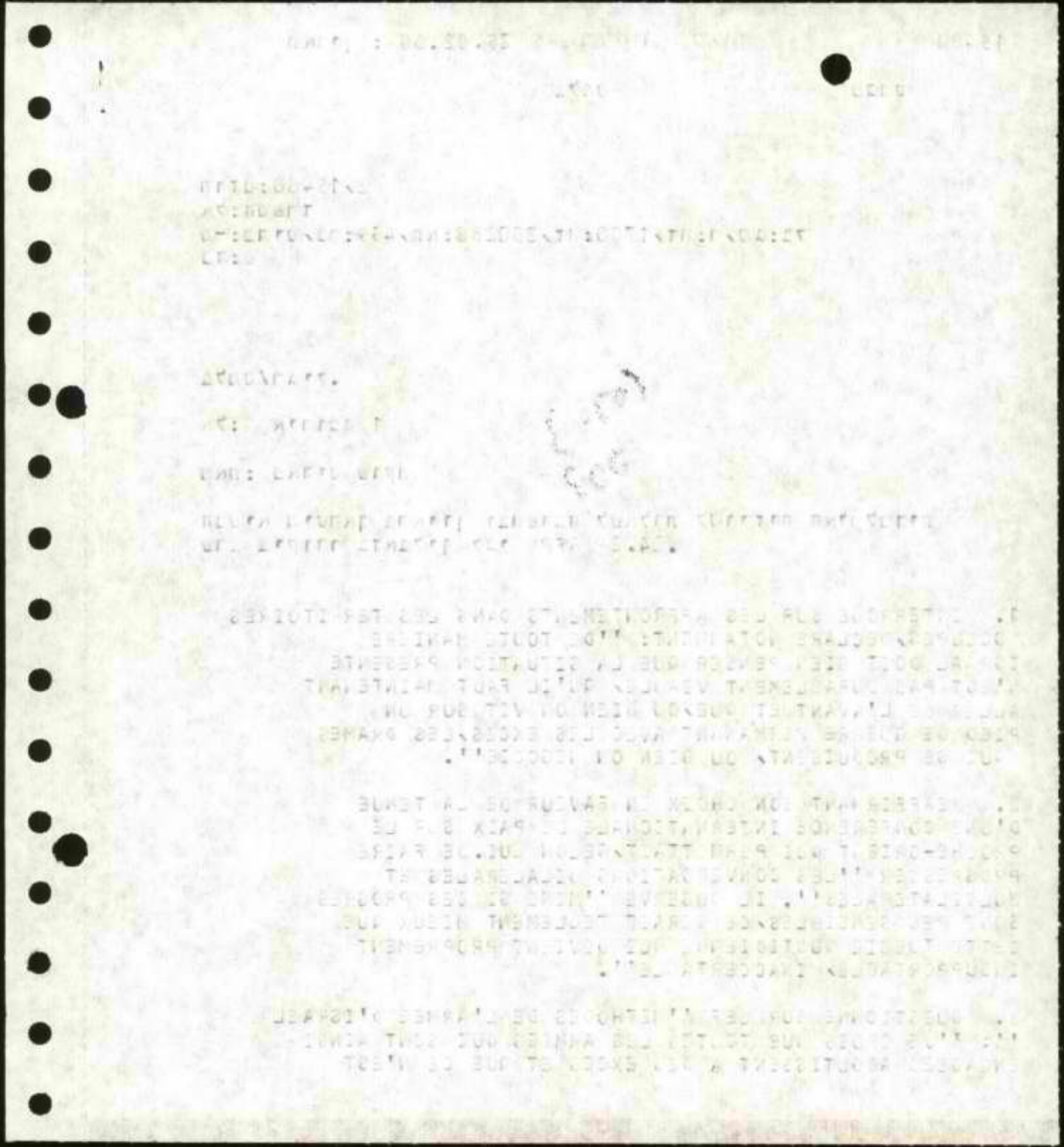
מאת: פאריס שוקת

הנשיא מיטראן בראיון ובתשובה לשאלות לטוידיה האירלנדית
ערב ביקורו בדאבלין לפי AFP 24.2.

1. INTERROGE SUR LES AFFRONTEMENTS DANS LES TERRITOIRES OCCUPES, DECLARE NOTAMMENT: ''DE TOUTE MANIERE ISRAAL DOIT BIEN PENSER QUE LA SITUATION PRESENTE N'EST PAS DURABLEMENT VIABLE, QU'IL FAUT MAINTENANT ALLER DE L'AVANT ET QUE, OU BIEN ON VIT SUR UN PIED DE GUERRE PERMANANT AVEC LES EXCES, LES DRAMES QUI SE PRODUISENT, OU BIEN ON NEGOCIE''.

2. REAFFIRMANT SON CHOIX EN FAVEUR DE LA TENUE D'UNE CONFERENCE INTERNATIONALE DE PAIX SUR LE PROCHE-ORIENT QUI PERMETTAIT, SELON LUI, DE FAIRE PROGRESSER ''LES CONVERSATIONS BILALERALES ET MULTILATERALES''. IL OBSERVE ''MEME SI CES PROGRES SONT PEU SENSIBLES, CE SERAIT TELLEMENT MIEUX QUE CETTE TUEGIE QUOTIDIENNE QUI DEVIENT PROPREMENT INSUPPORTABLE, INACCEPTABLE''.

3. QUESTIONNE SUR LEF ''METHODES DE L'ARMEE D'ISRAEL '': ''JE CROIS QUE TOUTES LES ARMEES QUI SONT AINSI ENGAGEES ABOUTISSENT A DES EXCES ET QUE CE N'EST



PAS SPECIALEMENT LE COMPORTEMENT DE L'ARMEE QU'IL FAUT CORRIGER,BIEN QUE CELA SOIT SOUHAITABLE,C'EST L'ANTAGONISM POLITIQUE QU'IL FAUT TENTER DE REGLER A LA SOURCE.ATREMENT ON IRA INEVITABLEMENT VERS UNE AGGRAVATION DE CETTE SITUATION''

שא

תפ: שהח,מנכל,ממנכל,אירא,אירב,ר/מרכז,ממד,אביטל,מעת,הסברה,
רם,אמן

הקונסוליה הכללית של ישראל

CONSULAT GENERAL D'ISRAEL

מרסיי, א' באדר תשמ"ח
19 בפבר. 1988

אל: אירופה 1 - מר בבלי
מאת: הקונסול הכללי, מרסיי

שלום רב,

היות ובטח אתה יודע מי זה מר ג'באני אגנלי Giovanni Agnelli
ראה כתבה שבה הוא חולם על הידגלו הצרפתי.

תודה על האישור ואנא תשומת לבך והערותיך
לדו"ח.

בברכה,

דוד י. סוזנה

Hidalgo: la Juve en rêve..

LE MERIDIONAL 15/02/88

Michel Hidalgo à la barre de la prestigieuse Juventus? Agnelli en rêve. Il faut dire qu'actuellement son équipe joue à côté de ses crampons. Même Vérone, qui n'avait pourtant jusque là jamais réussi à s'en sortir au Stadio Comunale, est parvenu hier à arracher le nul.

Il n'en fallait pas davantage pour que l'entraineur Rino Marchesi, successeur de Trappatoni, devienne la cible des tifosi. Et que le "patron" Giovanni Agnelli lorgne de plus en plus du côté du manager général des Blancs.

Pour l'heure, on ne connait pas encore le sentiment de l'intéressé. On ne connait pas non plus le poids des propositions financières du haut responsable de la Juve.

Des rumeurs insistantes indiquent cependant que Giovanni Agnelli serait disposé à monter sérieusement dans les enchères afin de s'adjoindre le concours de celui qui mena, grâce (il est vrai) à une génération de joueurs exceptionnels conduite par Platini, le Onze tricolore au sommet mondial.

Gageons qu'avant de donner sa réponse, Michel Hidalgo prendra aussi le pouls de la Canebière et des supporters olympiens. Qui ne sont sans doute pas tellement "chauds" pour le laisser s'expatrier, au moment d'aborder la dernière ligne droite en Coupe des Coupes. (Photo Marcel GARNIER)

Dans le cahier sportif l'article de René VOLERY

משרד החוץ
ירושלים

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS
JERUSALEM

כח' בשבט התשמ"ח
16 בפברואר 1988
113

אל : המשנה למנכ"ל
מאת: אירופה 1.

הנדון : התבטאות François LEOTARD על המצב במזה"ת

להלן קטעים מתורגמים מתוך ראיון François LEOTARD, שר התרבות ומנהיג המפלגה הרפובליקנית של צרפת לכתב העת "Politique Etrangère", (חורף 88-87, ע' 25-9) :

- שאלה : מה דעתך על הסכסוך הישראלי-ערבי, זאת באופן בלתי תלוי במאורעות האחרונים שזיעזעו את עזה והגדה. האם אתה בעד מדינה פלסטינית בשליטת אש"פ ?

- ליאוטר : אי-אפשר להשיב לשאלה זו בלי לעסוק מעט בגיאוגרפיה. קיימים 2 אזורים שיצירת "מדינה פלסטינית" נוגעת להם : ירדן - שרוב אוכלוסייתה ממוצא פלסטיני - והשטחים הכבושים בידי ישראל בגדה המערבית. השאלה היא האם להעריך שקיימת כבר מדינה פלסטינית (ירדן) ושדי בכך; או שמא יש ליצור כעין קונפדרציה ירדנית-פלסטינית בשיתוף ירדן וחלק מן השטחים הכבושים. אינני חושב שידידינו הישראלים מתנגדים באופן סופי ומוחלט לרעיון שכזה. הרגשתי מכל מקום שבאמצעות מו"מ בין ירדן, ישראל וראשי הערים הפלסטינים בגדה יוכל להתגבש פתרון.

- שאלה : אם הבינותי נכון, הנך נוטה יותר לתמוך בקונפדרציה ירדנית-פלסטינית מאשר במדינה פלסטינית חדשה...

- ליאוטאר : נכון.

- שאלה : .... ואתה נוטה להתנגד לתשתית פלסטינית בשליטת אש"פ.

- ליאוטאר : נכון. אש"פ טרם וויתר בשעה זו על עקרון האלימות המנחה את התנהגותו. זאת ועוד, האמנה שלו עדיין קובעת את חיסולה הפיסי של ישראל. לכן איש אינו יכול לחשוב באופן הגיוני שמדינה - או כל תשתית אחרת דמוי מדינתית - בשליטת אש"פ תוכל להוות גורם של שלום באזור. תמיד חשבתי, אמרתי וכתבתי שלענין הפלסטיני שורשים שיש להבין אותם. אך אש"פ אינו לבדו ההתגשמות של הענין הפלסטיני. הטעות של הדיפלומטיה האירופית שהיא עשתה הערכת יתר של הלגיטימיות והייצוגיות של אש"פ.

./2/.

- שאלה : התוכל להיות יותר ספציפי בנקודה זו ?

- ליאוטאר : ברצון. אני חושב : א) שתוך מתן לגיטימיות לרדיקליזם האנטי-ישראלי של אש"פ, האירופאים הפכו את הפתרון לבעיה ליותר מסובך; 2) שמסוכן עבור הפלסטינים עצמם להיות מזוהים עם אש"פ, כי כאשר אש"פ מוצא את עצמו מובס, כמו בירדן, ב-1970 או לאחרונה בלבנון -, הוא גורר באופן בלתי נמנע גם את הענין הפלסטיני בנפילתו.

- שאלה : האם אתה תומך ברעיון - שהוא מאד באופנה בימים אלה - של "ועידה בינלאומית לשלום במזה"ת"?

- ליאוטאר : כעיקרון אני בעד ועידה שכזו, אך לא בצורה בה מציגים את הרעיון בימים אלה. אני מאמין שועידת שלום במזרח התיכון תוכל בהחלט לקדש ולהבטיח, בסופו של תהליך, מו"מ ישיר* בין ישראל ושכנותיה, אולם היא אינה צריכה להוות תחליף למו"מ ישיר זה, לישראלים עמדה עדיפה עלינו כדי לבחור את בני שיחם והמסגרת המתאימה ביותר למו"מ : מדוע עלינו להחליט ללא הרף עבור אחרים? מדוע עלינו לקבוע במקומם את גורלם של הישראלים? אנו הצרפתים איננו פוסקים מלהכריז שעצמאותנו וחופש הפעולה הדיפלומטית שלנו אינם סובלים כל פגיעה : מדוע לא ניישם גם לגבי ישראל את העיקרון הזה אליו אנו שואפים - ובצדק - לגבי צרפת?

.....

- שאלה : אם תיקרא ימים אחד לנהל ברמה הגבוהה ביותר את מדיניות החוץ של צרפת, מה יהיו התחומים בעלי סדר העדיפות שלך?

משרד החוץ
ירושלים

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS
JERUSALEM

./3/.

- ליאוטאר : א. הים התיכון, אנו המעצמה הגדולה הים-תיכונית ואף-על-פי-כן אף פעם לא היתה לנו מדיניות שאפתנית ממש באזור כה חיוני זה מבחינה תרבותית ואסטרטגית,

ב. העולם הפרנקופוני (...)

ג. אפריקה (...)

ד. יבשת צפון אמריקה (...)

ה. ישראל והנוצרים בלבנון. 2 עמים אלה מהווים ללא ספק עמדות קדמיות לתרבותנו ולזהותנו, לא אזניח אותם.

עד כאן.

בברכה,

אריה אבידור,

העתק : לשכת השר
לשכת המנכ"ל המדיני,

10.2.88

בברכה
שגרירות ישראל בפריס

Avec les compliments de
L'AMBASSADE D'ISRAEL
à Paris

3, RUE RABELAIS, 75008 PARIS

(88 - '87 fin) - Politique Internationale

Entretien avec François Léotard *

LA FORCE DES PRINCIPES

Cet entretien a été conduit par Patrick Wajsman

Patrick Wajsman — *François Léotard, vous avez quarante-cinq ans. Diriez-vous que les hommes de votre génération abordent la politique étrangère d'une manière originale?*

François Léotard — Certainement. D'abord, je vous rappelle que nous n'avons pas connu la guerre. Notre vision du monde s'en ressent, à l'évidence. Pour nous, l'URSS est moins la puissance libératrice de Berlin qu'une superpuissance marquée encore par l'hégémonisme et l'expansionnisme : celle qui a fait déferler ses chars sur Budapest et sur Prague; celle qui a envahi l'Afghanistan; celle qui aide les Vietnamiens à asservir et à coloniser le Cambodge; celle qui occupe, militairement, l'Europe centrale. Je ne nie pas — vous vous en doutez — le rôle historique de l'Union soviétique dans le combat contre le nazisme; mais je dis, simplement, que ce rôle-là n'occupe pas, dans nos représentations mentales, la place prééminente qu'il occupe chez nos aînés.

P. W. — *Conséquence?*

F. L. — La conséquence, c'est que nous sommes, plus que d'autres, viscéralement attachés à l'idée de « monde libre », à la solidarité transatlantique, à l'unité de destin entre la Vieille Europe et le Nouveau Monde. Lorsque je tiens ce type de propos, on me qualifie parfois d'« américanophile » : si être américanophile, c'est admirer la grande démocratie américaine et refuser d'établir une symétrie morale entre l'URSS et les États-Unis, alors je le suis. Sans le moindre complexe.

En bref, je crois que notre spécificité consiste à être : 1° *plus solidaires* des États-Unis; 2° *plus sceptiques* à l'égard des évolutions « libérales » qui se produisent à l'Est; et 3° *plus attentifs* aux problèmes des droits de l'Homme.

* Ministre de la Culture et de la Communication. Secrétaire Général du Parti Républicain. Auteur, entre autres publications, de : *A mots découverts*, Grasset, 1987.

P. W. — *Que répondriez-vous à ceux qui insinuent qu'avec le temps, vous finirez par adopter une ligne diplomatique beaucoup moins tranchée, moins courageuse, plus « réaliste »?*

F. L. — Je leur répondrais qu'ils se trompent.

D'une part, parce que, par penchant naturel, je ne sacrifie jamais mes convictions profondes aux exigences fluctuantes du moment. Un exemple récent, parmi d'autres : lorsque Jonas Savimbi, le chef de l'Unita, est venu en France, j'ai été le seul homme politique français membre du gouvernement à le recevoir. Savimbi lutte armes à la main, depuis douze ans, dans les maquis angolais, contre un Pouvoir communiste soutenu par les Cubains et les Soviétiques : devais-je fermer ma porte à ce combattant de la liberté? Je ne le crois pas; et c'est pourquoi j'ai tenu à le voir, sans me préoccuper des froncements de sourcils, des menaces ou des froissements d'orgueil des uns ou des autres...

D'autre part, parce que je ne crois pas que la lâcheté paie...

P. W. — *Pouvez-vous expliciter ce point?*

F. L. — L'intérêt de l'État est une donnée essentielle avec laquelle on ne badine pas. Mais cela ne saurait, en aucune manière, effacer les préoccupations de conscience qui doivent être constamment présentes dans l'action politique. L'exemple de Sadate est là pour prouver que les questions de conscience peuvent l'emporter sur la fausse logique des États; et l'on pourrait citer de nombreux cas de renoncement, voire de lâcheté, qui ne doivent rien à je ne sais quelles « qualités d'homme d'État ». Le vrai courage, la vraie lucidité, ne consiste pas à se camoufler derrière le paravent de la « Realpolitik » pour se dispenser de condamner les atteintes aux droits de l'Homme ou d'autres exactions. Car cette Realpolitik-là, celle qui couvre les crimes, n'est plus de la Realpolitik : c'est de la complicité. En 1938, les champions de la Realpolitik soutenaient Daladier. Le vrai courage consistait, naturellement, à résister. Voilà où peut conduire le faux sens de l'État...

P. W. — *Ne pensez-vous pas que l'une des missions essentielles du monde libre devrait être d'aider ceux qui, sur le terrain, tentent de renverser des Pouvoirs communistes : l'Unita de Jonas Savimbi, dont vous venez de parler; les « Contras », au Nicaragua; les maquisards en Afghanistan?*

F. L. — Absolument. Les modalités de cette assistance n'ont pas à être définies à l'avance : elle peut être discrète, voire secrète. Mais il faut aider, aider encore, aider toujours ces hommes dont le combat pour la liberté nous renvoie en permanence l'image de notre propre destin.

P. W. — *Concrètement, estimez-vous que la France doit aider militairement la Résistance afghane? Pensez-vous, par ailleurs, que notre gouvernement devrait reconnaître cette Résistance?*

F. L. — Nous devons avoir une attitude attentive et positive à l'égard des maquisards afghans, mais sans nécessairement le proclamer à tue-tête. J'ai eu l'occasion de dire parfois : « l'Afghanistan est notre guerre d'Espagne à nous ». Alors les communistes m'ont enseveli sous des tombereaux d'insultes. Je suis pourtant convaincu d'être dans le vrai : il n'y a pas de différence de fond entre le napalm dont l'Armée Rouge tapisse les vallées afghanes et les bombes de Guernica.

A votre deuxième question, il faut également apporter une réponse de conscience et non pas d'opportunité ou de tactique. Certes, la reconnaissance diplomatique de la Résistance afghane serait beaucoup plus aisée si les résistants étaient moins divisés. A fortiori s'ils parvenaient à former un gouvernement en exil; car, alors, le problème de la représentativité des différentes factions qui constituent cette Résistance ne se poserait pas. Mais tous ces obstacles ne doivent pas devenir autant de prétextes confortables, d'incitations à l'abstention. En reconnaissant la Résistance afghane, je le répète, la France s'honorerait.

P. W. — *Ouvrons ensemble, si vous le voulez bien, le dossier moyen-oriental. Y a-t-il, à vos yeux, dans cette zone, des États que l'on devrait qualifier d'« États-terroristes »?*

F. L. — Je ne suis pas dans la confidence des Services Spéciaux! Cela dit, j'ai l'intuition que les informations dont disposent les Occidentaux permettent de désigner au moins trois États liés directement ou indirectement aux manifestations de violence terroriste, aux prises d'otages, etc. Si mon intuition est juste, le moins qu'on puisse dire est que tous les gouvernements du monde libre ne font pas ce qu'ils devraient faire — sauf parfois les États-Unis, dont j'ai approuvé l'action sur Tripoli. N'est-ce pas Voltaire qui écrivait que « la fermeté est l'exercice du courage de l'esprit »?

P. W. — *Les Syriens sont présents au Liban. Ils contrôlent, territorialement, les lieux où sont détenus nos otages. Ne devrait-on pas tirer les conséquences de cette situation et les rendre responsables de ces séquestrations?*

F. L. — Vous comprendrez que je ne veuille pas dire quoi que ce soit qui risquerait de compliquer nos contacts avec les preneurs d'otages. Mais, au plan des principes, j'estime que la bonne attitude consiste à prendre le problème « à la source »; c'est-à-dire à sanctionner politiquement, économiquement, militairement, les États qui sont responsables des prises d'otages. Lorsqu'un gouvernement « couvre » un acte terroriste et ne fait rien pour y mettre un terme alors qu'il en a pourtant les moyens, il faut le punir. Et cela, même s'il n'a pas pris l'initiative directe de cette exaction.

P. W. — *La plupart des diplomates occidentaux répètent inlassablement que la Syrie, au Liban, est « incontournable ». Que vous inspire ce constat?*

F. L. — Je n'utiliserais pas le terme « incontournable ». Je dirais, de façon neutre, que la Syrie a « un certain rôle à jouer » dans la région. Je préférerais, pour ma part, que ce rôle fût joué par un État démocratique, mais nous n'avons pas le choix.

Personnellement, je ne veux pas accepter que l'on considère, ici ou là, comme partenaire privilégié un régime dont chacun peut constater qu'il est fort éloigné des principes auxquels nous croyons. Notre premier interlocuteur doit rester le seul État réellement démocratique de la région : Israël.

Les alliés naturels des démocraties doivent rester les autres démocraties. Pourquoi n'accepte-t-on pas cette évidence? Et pourquoi pratique-t-on systématiquement la politique du « deux poids, deux mesures »? Les Israéliens sont entrés au Liban, en 1982, pour casser l'infrastructure de l'OLP. Ils n'avaient strictement aucune ambition territoriale et ont, d'ailleurs, plié bagages depuis longtemps — à l'exception d'une présence tout à fait résiduelle dans la zone frontalière israélo-libanaise. Or on continue de leur reprocher cette « occupation » et de les rendre responsables de tous les maux de cette région. Les Syriens, eux, occupent massivement le territoire libanais; ils y déploient leurs forces, sous nos yeux. Ils le reconnaissent publiquement. Et pourtant, on trouve cela parfaitement naturel.

A l'époque de Munich — nous y revoilà! —, certains expliquaient que, finalement, la Tchécoslovaquie n'était qu'une sorte d'« appendice » du Reich. Un demi-siècle plus tard, ces mêmes voix prétendent que le Liban n'est qu'une sorte d'« arrière-cour » de la Syrie.

Eh bien, ce n'est pas ma façon de voir les choses. Je pense, pour ma part, que la France ne peut pas prospérer à l'ombre du malheur des autres. Surtout quand ces « autres » sont ses alliés.

P. W. — *Pourquoi, selon vous, les chancelleries occidentales n'exigent-elles pas le retrait de toutes les troupes étrangères du territoire libanais et la reconnaissance diplomatique du Liban par la Syrie?*

F. L. — Ces deux préalables sont indispensables, en effet. Ils sont d'ailleurs très « classiques ». Or, curieusement, par une sorte d'empoisonnement intellectuel, les Occidentaux n'en font pas état à propos du Liban. Je le regrette.

P. W. — *La France a-t-elle une responsabilité « spéciale » envers les chrétiens libanais?*

F. L. — Je vous l'ai dit, d'un mot, tout à l'heure : il est normal, utile et sain qu'une démocratie comme la nôtre ait des alliés « privilégiés ». On ne peut pas être l'ami de tout le monde et verser dans un œcuménisme irénique et mensonger à la fois. Car un État sans adversaires est un État sans alliés, donc sans destin. Vous le voyez : l'idée d'une responsabilité « spéciale » envers un peuple, un État, une communauté, est une idée à laquelle j'adhère pleinement. Mais pourquoi les chrétiens libanais plutôt que telle autre famille?

La raison en est simple : la France, compte tenu de sa tradition, ne peut pas contempler la détresse d'une communauté chrétienne quelle qu'elle soit sans s'en sentir, instinctivement, solidaire. Et pour ce qui concerne le Liban, cette fraternité affectueuse et philosophique se double, tout naturellement, d'une connivence linguistique et d'une parenté historique. Les chrétiens libanais sont nos frères.

P. W. — *Jusqu'où pensez-vous que la France devrait être prête à aller si l'immunité physique des chrétiens libanais se trouvait menacée?*

F. L. — Si une véritable menace planait sur l'ensemble de la communauté chrétienne du Liban, je ne vois pas comment la

France et l'Occident pourraient laisser faire, rester passifs... Je ne vois pas comment le monde libre pourrait accepter qu'une telle menace pèse sur des centaines de milliers de chrétiens dont le seul crime serait, précisément, d'être chrétiens, d'être résolument tournés vers l'Occident et de refuser une domination syrienne, elle-même influencée par les Soviétiques. Non, vraiment, je ne vois pas par quelle extraordinaire accumulation de lâchetés les Occidentaux pourraient accepter cela...

P. W. — *Croyez-vous encore aux chances d'un Liban unitaire?*
F. L. — Ne plus y croire serait pathétique. Je ne peux pas me résoudre à accepter la situation actuelle au Liban — politiquement, géopolitiquement, intellectuellement, moralement. Ce pays a été l'un des plus subtils modèles d'équilibre interne et d'ouverture sur l'Occident : il ne faut pas tirer un trait sur cet aspect essentiel. La fermeture du monde arabe sur lui-même serait la pire des choses pour l'Humanité. C'est au contraire dans l'enrichissement réciproque de ce qui a été une très grande culture (la culture arabe) et de ce qui est aujourd'hui une culture technologique très performante (la culture occidentale) qu'on trouvera la solution. J'ajoute que si le Liban devenait l'appendice de cette « Grande Syrie » à laquelle on rêve depuis longtemps à Damas, s'il se tournait vers l'Est au lieu d'être — comme jadis — une « fenêtre » ouverte sur le monde libre, alors l'influence occidentale en Méditerranée subirait sans nul doute un choc décisif.

P. W. — *Une question, au passage : votre attachement au « monde libre » va-t-il jusqu'à vous faire souhaiter que les démocraties tentent de déstabiliser les déstabilisateurs?*
F. L. — J'estime qu'il n'y a aucune raison d'être en permanence dans la situation d'agressés sans que les agresseurs soient eux-mêmes placés en position d'insécurité. Si un pays a un comportement en rupture ouverte avec le Droit International, je ne vois vraiment pas pourquoi l'on ne ferait pas en sorte, si cela apparaît comme possible, qu'il soit ramené à la raison. D'autant que ces régimes, qui tentent de déstabiliser nos sociétés démocratiques, imposent le plus souvent chez eux une loi dictatoriale implacable. Diriez-vous que personne n'aspire à davantage de liberté dans ces pays? En résistant et en ripostant à ces fauteurs de troubles, nous luttons, bien sûr, pour un ordre international plus stable; mais nous nous battons, aussi, pour que des sociétés opprimées et asservies reprennent espoir.

P. W. — *Vous n'excluez donc aucun type de riposte à l'encontre des régimes qui bafouent l'ordre international... Même des ripostes militaires?*

F. L. — Pourquoi exclure quoi que ce soit à l'avance? Comme disent nos amis américains : *Never say never!* C'est là un principe de négociation aussi vieux que la diplomatie elle-même... Voilà pour l'aspect tactique de la question.

Pour ce qui est de l'aspect moral, j'estime qu'il existe un droit de légitime défense implicite au profit des démocraties : si nous croyons en nos valeurs, si nous sommes sûrs d'être du bon côté de l'Histoire, prouvons-le! J'allais dire : c'est un art simple et tout d'exécution...

P. W. — *Revenons au Moyen-Orient. Quel est le principal danger qui plane sur le Golfe : le déferlement chiite ou l'opération en tenaille des Soviétiques (Éthiopie, Sud-Yémen, Afghanistan...)?*

F. L. — La tenaille soviétique. Car, à mon avis, le chiisme est un mouvement de fanatisme religieux qui, bien que redoutable, trouvera de plus en plus d'antidotes au sein même du monde arabe et finira par s'apaiser. Du moins, je l'espère...

P. W. — *Si les États arabes demandaient aux Puissances occidentales d'intervenir directement dans la guerre du Golfe, devraient-elles céder à cette pression?*

F. L. — Je ne pense pas que les États arabes le demanderont. D'ailleurs, je ne vois pas ce que les Occidentaux auraient actuellement à gagner en intervenant militairement, sur le terrain même des opérations, dans un grand déploiement de blindés et de fantassins... La seule circonstance qui justifierait éventuellement une intervention directe serait, me semble-t-il, le blocus délibéré et prolongé du détroit d'Ormuz.

P. W. — *Êtes-vous favorable à l'installation de bases terrestres occidentales dans la région?*

F. L. — Pour le moment, non. Ce qui me semble le plus nécessaire, aujourd'hui, c'est la présence des marines occidentales. Une présence qui soit numériquement suffisante et qui, surtout, traduise une authentique solidarité.

A propos de solidarité, permettez-moi une incidente qui n'est pas directement liée au Golfe : j'ai proposé récemment — c'est anecdotique, mais je tiens beaucoup à ce projet — que le Président de la République française qui sera élu en mai

prochain fasse défiler, sur les Champs-Élysées, le 14 juillet 1988 ou 1989, un régiment néerlandais, un régiment ouest-allemand, un régiment britannique, un régiment italien... Le chef de l'État qui aura le courage de faire cela et de montrer ainsi aux Français que leur fête nationale, dans sa symbolique, sa mémoire et son espérance, s'étend désormais à l'échelle du Continent, aura bien mérité de l'Europe.

P. W. — *J'aimerais, François Léotard, avoir votre opinion sur le conflit israélo-arabe: et cela, indépendamment des événements récents qui ont secoué Gaza et la Cisjordanie. Êtes-vous favorable à la création d'un État palestinien dominé par l'OLP?*

F. L. — Il n'est pas possible de répondre à cette question sans faire un peu de géographie. En effet, il y a actuellement deux zones qui peuvent être concernées par la création d'un « État palestinien » : la Jordanie — dont la majorité de la population est d'origine palestinienne — et les territoires occupés par Israël sur la rive Ouest du Jourdain. La question est donc de savoir si l'on considère qu'il existe déjà un État palestinien (la Jordanie) et que cela suffit; ou si l'on estime, au contraire, qu'il faut créer une sorte de confédération jordano-palestinienne en associant la Jordanie à une partie des territoires occupés. Je ne pense pas que nos amis israéliens soient définitivement et radicalement hostiles à une évolution de ce genre. Mon sentiment, en tout cas, est que c'est à travers une discussion entre la Jordanie, Israël et les maires palestiniens de la rive Ouest que pourra s'ébaucher un règlement.

P. W. — *Si je vous suis bien, vous êtes plutôt favorable à une confédération jordano-palestinienne qu'à un nouvel État palestinien...*

F. L. — Exact.

P. W. — *... Et plutôt hostile à toute structure palestinienne qui serait dominée par l'OLP.*

F. L. — Toujours exact. L'OLP, au moment où nous parlons, n'a toujours pas renoncé au principe de violence qui inspire sa démarche. De plus, sa Charte prévoit toujours, noir sur blanc, la liquidation physique d'Israël. Par conséquent, personne ne peut raisonnablement penser qu'un État — ou n'importe quelle autre structure para-étatique — dominé par l'OLP pourrait constituer un facteur de paix dans la région. J'ai toujours

pensé, dit et écrit que la cause palestinienne avait des racines qu'il nous fallait comprendre. Mais l'OLP n'incarne pas à elle seule la cause palestinienne. Et le tort des chancelleries européennes est précisément d'avoir surévalué sa légitimité et sa représentativité...

P. W. — *Pouvez-vous être encore plus précis sur ce point?*
F. L. — Volontiers. Je pense : 1° qu'en légitimant le radicalisme anti-israélien de l'OLP, les Européens ont rendu la solution du problème moins aisée; et 2° qu'il est dangereux, pour les Palestiniens eux-mêmes, d'être assimilés à l'OLP. Car lorsque l'OLP se trouve laminée — comme ce fut le cas en Jordanie en 1970 puis, plus récemment, au Liban — elle entraîne alors, inévitablement, la cause palestinienne dans sa chute.

P. W. — *Êtes-vous favorable à l'idée — très à la mode ces temps-ci — d'une « conférence internationale pour la paix au Proche-Orient »?*
F. L. — Je suis favorable au principe d'une telle conférence, mais pas à la façon dont on présente ce projet aujourd'hui. En clair, je pense qu'une conférence sur la paix au Proche-Orient pourrait parfaitement consacrer et garantir, au terme du processus, des négociations *directes* entre Israël et ses voisins. Mais elle ne doit pas se substituer à ces négociations directes. Les Israéliens sont mieux placés que nous pour choisir leurs interlocuteurs et le cadre de négociation le plus adéquat : pourquoi devrions-nous sans cesse stipuler pour autrui? Pourquoi devrions-nous décider à leur place du destin des Israéliens? Nous ne cessons, nous Français, de déclarer que notre indépendance et notre liberté de décision diplomatique ne sauraient souffrir la moindre atteinte : pourquoi n'appliquerait-on pas à Israël ce principe que nous souhaitons voir — à juste titre — appliqué à la France?

P. W. — *Comment expliquez-vous, alors qu'il existe tant de conflits non résolus dans le monde, que le seul qui stimule l'« ardeur négociatrice » des grandes Puissances soit précisément celui-là?*
F. L. — C'est troublant, vous avez raison. Je crois qu'il existe une espèce de « déviance » — pour ne pas dire de « perversion » — des diplomaties occidentales : elles tombent toujours dans le piège des Soviétiques. L'URSS désigne (ou fait dési-

gner) aux Occidentaux le sujet d'une négociation et, aussitôt, ces mêmes Occidentaux s'empressent de mordre à l'hameçon! Vous constaterez que personne ne propose aujourd'hui une conférence internationale sur l'Éthiopie ou l'Angola : nous n'en parlons pas puisque les Soviétiques ont eu la discrétion de passer ces dossiers sous silence! En revanche — je le répète — chaque fois que les maîtres du Kremlin ou leurs affidés suggèrent une conférence qui implique l'un de *nos* amis, nous nous précipitons tête baissée autour du tapis vert pour parler à la place de cet ami. Éthiquement, c'est inadmissible. Politiquement, c'est suicidaire.

P. W. — *Pensez-vous que l'URSS devrait être, d'une façon ou d'une autre, associée à un règlement — fort hypothétique, il est vrai — du conflit proche-oriental?*

F. L. — On peut imaginer que l'URSS participe, aux côtés des Occidentaux, à la phase ultime des négociations; qu'elle apporte sa « garantie ». Mais j'avoue, sur ce point également, être plutôt sceptique. D'une part, parce que l'URSS n'a pas la même conception que nous de la parole donnée, c'est le moins qu'on puisse dire! Vous connaissez la phrase de Lénine (je la cite de mémoire) : « Les promesses que nous, Soviétiques, faisons aux capitalistes sont, comme la croûte du pâté, destinées à être brisées ».

D'autre part, parce que l'Ouest n'a aucun intérêt à réintroduire les Soviétiques dans un débat qui leur échappe largement. A quelques exceptions près, les principaux acteurs du drame moyen-oriental n'ont aucune confiance dans l'URSS et savent parfaitement qu'elle ne peut pas être un facteur de paix dans la région : je me rallie à leur analyse. Voyez-vous, il y a une grande règle en politique extérieure qui, au-delà de l'affaire moyen-orientale, a toujours inspiré mes réflexions. Celle-ci : « Celui qui, pour apprivoiser ses adversaires, croit pouvoir négliger ses amis, finit par perdre ses amis sans avoir attendri ses adversaires. »

P. W. — *Avant d'aborder les questions Est/Ouest et Ouest/Ouest, je souhaiterais que vous me disiez, en quelques phrases, comment vous percevez les développements du conflit tchadien et le rôle de la France dans ce conflit...*

F. L. — En quelques phrases? Soit! *Primo*, je suis fier que la France ait aidé, avec autant de réussite, le gouvernement légal tchadien à restaurer son autorité sur la plus grande partie de

son territoire. *Secundo*, je suis satisfait que nous ayons procédé comme nous l'avons fait : non pas en intervenant directement; mais en aidant subtilement un régime ami (celui d'Hissène Habré) à vaincre un agresseur allié aux Soviétiques (Kadhafi). *Tertio*, je pense que nous devrions, dans l'avenir, continuer de formuler avec force, dans toutes les enceintes internationales, le principe de la non-irréversibilité des conquêtes territoriales. Il faut, en effet, que l'on sache que la France n'acceptera jamais qu'un territoire africain conquis illégalement le demeure. *Quarto :* je me félicite qu'à l'occasion de la crise du Tchad, notre pays ait contribué à ébranler le régime libyen. Ronald Reagan a dit, un jour : « Lorsque je vois *Rambo*, au cinéma, je comprends comment il faut que l'Occident se comporte avec Kadhafi. » C'est son langage à lui. Quant à nous, notre action est conforme à nos responsabilités et à nos moyens.

P. W. — *Venons-en à l'analyse du système soviétique. Quelle est, selon vous, la finalité que les Soviétiques assignent à la « détente »?*

F. L. — D'un point de vue doctrinal, c'est une tactique, un moyen non militaire de triompher de l'Occident. La détente, pour les dirigeants de l'URSS, c'est le baiser qui inhibe, anesthésie, désarme et étouffe. Je vous signale, par parenthèse, que ce sont les Soviétiques eux-mêmes qui ont toujours défendu cette théorie.

Je voudrais préciser, néanmoins, que cette conception très « offensive » de la détente se heurte aujourd'hui à une évolution scientifique contre laquelle l'URSS est impuissante. Le régime soviétique est incapable d'affronter les défis technologiques du futur; il ne peut pas faire grand-chose, par exemple, pour brouiller un satellite d'images. Résultat : par un curieux retournement de la thèse marxiste, c'est la société soviétique qui va se trouver, de plus en plus, dominée par les faits. La Science se retourne, lentement mais inéluctablement, contre l'Empire...

P. W. — *Vous pensez donc que la pénétration des images occidentales en URSS sera le grand facteur d'évolution de la société soviétique...*

F. L. — Je le pense. Je crois que les dirigeants soviétiques seront désarmés face à ce phénomène. Mais cela ne signifie ni qu'ils se plieront docilement à cette évolution ni que nous, Occidentaux, devons rester les bras croisés et attendre paisiblement que l'URSS se transforme en démocratie parlementaire à

l'anglaise! L'Union soviétique est aujourd'hui une sorte de banquise menacée par le réchauffement de l'atmosphère : notre rôle, je le répète, est d'accélérer cette dislocation.

P. W. — *Comment faire? Quels moyens de pression l'Ouest doit-il utiliser, d'une part, pour provoquer la libéralisation de la société soviétique et, d'autre part, pour forcer le Kremlin à modérer ses instincts expansionnistes?*

F. L. — Tous les moyens sont utiles, des plus durs aux plus doux. Les plus « durs » : aider les pays ou les mouvements de résistance engagés dans une lutte contre l'impérialisme soviétique. Les plus « doux » : ne consentir des concessions commerciales à l'URSS qu'en échange de progrès dans le domaine des droits de l'Homme. Je vous rappelle que ce sont les dissidents soviétiques eux-mêmes qui nous suggèrent d'adopter cette attitude de fermeté et d'intelligence : je pense qu'ils sont mieux placés que les super-colombes occidentales pour apprécier le type d'« argument » auquel l'URSS est sensible...

P. W. — *Que répondez-vous à ceux qui prétendent que si l'Occident durcit son attitude envers l'URSS, celle-ci se crispera davantage encore?*

F. L. — Je leur réponds que la faiblesse, nous l'avons *déjà* essayée sans le moindre succès! Et je leur explique, une fois de plus, que la seule méthode à laquelle les Soviétiques soient sensibles est la détermination du monde libre. Quand Truman, juste après la guerre, a fait savoir à Staline qu'il n'accepterait pas que l'Armée Rouge s'attarde en Azerbaïdjan iranien, Staline a cédé. Quand Nixon et Kissinger, en 1970, ont fait savoir à Brejnev qu'ils n'accepteraient jamais que l'URSS construise une base de sous-marins nucléaires à Cuba, dans la baie de Cienfuegos, Brejnev a cédé. Et que l'on ne vienne pas nous dire qu'un comportement intransigeant de l'Occident risque d'engendrer la guerre; car c'est précisément cette intransigeance qui nous prémunit contre la guerre.

P. W. — *Je vous suis tout à fait lorsque vous décrivez les moyens de faire évoluer le régime soviétique. Mais quelle attitude suggérez-vous d'adopter envers les démocraties populaires? Pensez-vous que l'Ouest a les moyens de les « désatelliser »?*

F. L. — C'est beaucoup plus compliqué. Ce qu'il faut éviter, tout d'abord, c'est de promettre avec emphase ce que l'on ne

peut pas tenir, au moins à court terme. Dans les années cinquante, à la veille de la crise hongroise, Foster Dulles ne cessait de proclamer, sur tous les tons, à l'intention des populations captives de l'Europe de l'Est : « nous vous libérerons ». Cette rhétorique excessivement flamboyante avait contribué à créer, chez ces peuples bâillonnés, une sorte de « psychose pré-insurrectionnelle » dont la suite des événements a bien montré l'inutilité.

A l'inverse, il ne faut pas donner aux peuples de l'Europe de l'Est le sentiment que nous nous accommodons du statu quo et que nous considérons leur servitude comme irréversible. En réalité, la bonne démarche consiste à considérer ces pays comme des pays appartenant à la famille européenne : tout ce qui peut contribuer à renforcer leur identité européenne est utile. Je pense, notamment, au levier culturel — au livre, au cinéma. J'ai engagé, en tant que membre du gouvernement, des discussions avec la Pologne, avec la Hongrie. Derrière les partis communistes au pouvoir, il y a des peuples, des gens qui vibrent et qui vivent; or ces gens ont un formidable appétit culturel. Les intellectuels d'Europe centrale ne se sont principalement tournés ni vers l'Allemagne, ni vers la Grande-Bretagne, ni vers l'Italie : ils se sont tournés vers la France. Voyez, par exemple, le cas de ces Européens exemplaires que sont Milan Kundera ou Elie Wiesel...

Personnellement, je regrette que nos intellectuels, qui ont un message universel à exprimer dans notre langue, n'exercent pas davantage cette responsabilité historique. Je regrette qu'ils ne parlent que de l'Afrique du Sud — aussi justifiées les critiques soient-elles — et peu de la Hongrie ou de la Tchécoslovaquie... S'il y avait aujourd'hui des intellectuels français pour dire « NON », inlassablement, à l'asservissement de la moitié de l'Europe, quel retentissement cela aurait! Si des voix fortes et crédibles avaient la volonté d'expliquer, calmement, sereinement, que la construction de l'Europe de l'Ouest et la libéralisation de l'Europe de l'Est sont les deux volets d'un seul et même combat, quelle résonance cela aurait!

Dans *La crise de l'esprit*, Valéry a posé une question que je me pose souvent à moi-même : « l'Europe deviendra-t-elle *ce qu'elle est en réalité*, c'est-à-dire : un petit cap du continent asiatique? Ou bien l'Europe restera-t-elle *ce qu'elle paraît*, c'est-à-dire : la partie précieuse de l'univers terrestre, la perle de la sphère, le cerveau d'un vaste corps? »

P. W. — *Deux questions, pour en terminer avec ce dossier. Premièrement : partagez-vous les espérances que nombre d'observateurs occidentaux investissent dans Gorbatchev? Et, deuxièmement : à quels indices concrets estimeriez-vous que le régime soviétique commence à évoluer?*

F. L. — On se trouve, avec Gorbatchev, en présence d'un leader de très grande qualité; d'un homme qui a pris conscience d'un certain nombre d'évolutions et, notamment, de la mondialisation de l'opinion publique. Raison de plus pour s'en méfier! Vous savez bien qu'en URSS, le Système compte infiniment plus que ceux qui en sont les pièces interchangeables. Le style des dirigeants soviétiques peut changer; mais leurs objectifs et les moyens qu'ils utilisent pour les atteindre, eux, ne varient pas. Les objectifs? Ceux que nous avons évoqués brièvement tout au long de cette conversation : distendre la solidarité occidentale; faire en sorte que les Européens se résignent à être « finlandisés »; s'emparer de positions stratégiquement importantes... Les moyens? Toujours les mêmes, également : jouer sur les divisions des Occidentaux; brandir l'argument de la paix et du désarmement; manipuler les mouvements pacifistes; utiliser les faiblesses de la démocratie américaine; attiser les conflits existants... Ce sont là des constantes que les sourires de Gorbatchev ne suffiront pas à dissiper! L'ennui, c'est que l'offensive de séduction du N° 1 soviétique et le désarmement moral de l'Occident qui l'accompagne coïncident avec une tendance américaine au désengagement...

P. W. — *Nous en parlerons dans un instant, si vous le voulez bien. Mais dites-moi, au préalable, à quels signes vous estimeriez que le gorbatchévisme n'est pas exclusivement une illusion...*

F. L. — Si Monsieur Gorbatchev mettait fin à l'antisémitisme d'État qui règne en URSS; s'il octroyait massivement des visas à tous ceux qui souhaitent quitter le pays; s'il amnistiait les innombrables prisonniers de conscience; s'il ouvrait les portes des goulags; s'il renonçait à la pratique des internements psychiatriques; s'il autorisait la liberté d'expression et le pluralisme politique en URSS même et dans les démocraties populaires; s'il faisait démanteler le Mur de Berlin; s'il retirait la totalité de ses troupes d'Afghanistan; bref, si ses *actes* — et non ses *discours* — traduisaient un véritable appétit de liberté, alors je célébrerais sans la moindre restriction mentale la politique nouvelle dont il serait l'instigateur. Mais vous conviendrez

qu'on n'en est pas là... Encore une fois, je ne crois qu'aux faits : est-ce à ce point condamnable?

P. W. — *Vous avez fait allusion, tout à l'heure, à l'inquiétude que vous inspire la tendance au désengagement des États-Unis...*

F. L. — C'est vrai, il s'agit-là d'un péril que l'on ne peut plus négliger. Et je crains que, dans les années à venir, les hôtes successifs de la Maison-Blanche aient de plus en plus de mal à expliquer à leur opinion publique les vertus de l'engagement militaire américain en Europe.

Les personnalités qui, outre-Atlantique, prônent un retrait — fût-il partiel — des GI's stationnés sur le sol européen commencent à être assez nombreuses. Et, toujours aux États-Unis, des intellectuels et des experts s'interrogent désormais à voix haute sur la validité de l'Alliance atlantique. J'ai lu, à ce sujet, les commentaires d'hommes aussi réputés qu'Irving Kristol (l'une des figures marquantes du néo-conservatisme américain) ou Samuel Cohen (le « père » de l'arme à neutrons) : leurs propos n'ont rien de rassurant.

Quant à la fameuse « double option zéro », elle ne me réjouit pas davantage dans la mesure où elle porte en germe, elle aussi, le découplage euro-américain. J'ai même utilisé, à ce propos, le terme de « Munich de l'esprit »...

P. W. — *Pourriez-vous être plus précis sur ce point et me dire en quoi, au juste, le traité sur le démantèlement des euromissiles signé le 8 décembre par Ronald Reagan et Mikhaïl Gorbatchev vous inspire de l'inquiétude?*

F. L. — En supprimant les seules armes américaines qui, à partir du sol européen, peuvent atteindre le territoire de l'URSS, cet accord — je le répète — « découple » la sécurité de l'Europe de celle des États-Unis.

Par surcroît, ce traité risque d'accentuer la pression en faveur d'une dénucléarisation globale de l'Europe occidentale. Ce qui nous exposerait, nous Européens, à la suprématie écrasante du Kremlin, notamment dans le domaine des forces classiques et des armes chimiques.

J'ajoute, enfin, que le fait de renoncer à ses missiles de portée intermédiaire (les SS 20) ne privera pas l'URSS de la possibilité de frapper l'Europe avec ses missiles à longue portée (qui ne sont pas, eux, couverts par le traité) : lorsqu'on peut frapper à 10 000 km, on le peut aussi à 3 000 km!

P. W. — *Soit! Mais que rétorqueriez-vous à des interlocuteurs américains qui vous diraient : « Vous, Européens, n'êtes jamais satisfaits! Aujourd'hui, vous nous reprochez de démanteler nos euromissiles en concluant, 'sur votre dos', un accord avec le Kremlin. Or, au moment du déploiement de ces mêmes euromissiles, vous passiez votre temps à tenir des propos 'anti-yankees' et à faire défiler vos pacifistes dans toutes vos capitales. Nous ne souhaitons plus mendier auprès de vous le privilège de vous défendre »?*

F. L. — Je leur répondrais qu'il est vrai que l'Europe a [illegible], trop longtemps, qu'elle pouvait profiter des charmes de la Détente tout en abandonnant à l'Amérique l'essentiel des charges de la Défense. Mais j'ajouterais aussitôt ceci : ce n'est pas seulement pour les Européens, mais pour elle-même, que l'Amérique doit continuer d'étendre sa garantie nucléaire au Vieux Continent. Que deviendraient les États-Unis, en effet, si l'Europe versait dans le neutralisme? Que deviendrait la puissante Amérique si cette « partie précieuse de l'univers terrestre » dont parle Valéry n'était plus qu'une sorte d'espace politiquement mou où les Soviétiques pourraient imprimer leur volonté? Le « réduit » américain, c'est la fin du rêve américain qui est — pour l'essentiel — un rêve universel.

P. W. — *Je sais que vous êtes favorable à un renforcement de la solidarité européenne en matière militaire. Est-ce à dire que vous iriez jusqu'à souhaiter une force nucléaire européenne?*

F. L. — En théorie, oui. Mais il est évident qu'une force nucléaire authentiquement européenne n'est pas envisageable tant qu'une autorité politique *commune* n'existe pas. Vous savez comme moi que la responsabilité de l'utilisation de l'arme suprême ne peut pas être partagée. Cela ne doit pas, naturellement, nous empêcher de renforcer cette coopération, cette solidarité européenne, notamment dans le domaine conventionnel.

P. W. — *Souhaitez-vous une extension de la garantie nucléaire française à la RFA?*

F. L. — Ma réponse, là encore, est positive, sous réserve de l'acceptation de nos amis allemands. D'un point de vue plus général, je ne vois pas pourquoi, alors que l'on va faire en 1992

le « marché unique », nous continuerions de reculer devant l'idée — et surtout les conséquences — d'un espace unique de sécurité.

P. W. — *François Léotard, si vous aviez, un jour, à gérer directement, au plus haut niveau, les Affaires étrangères de la France, quels seraient les domaines auxquels vous attacheriez prioritairement votre intérêt?*

F. L. — Voici quelques pistes.

1° *La Méditerranée.* Nous sommes « la » grande puissance méditerranéenne et, pourtant, nous n'avons jamais eu de politique véritablement ambitieuse dans cette zone vitale du point de vue culturel et stratégique.

2° *La francophonie.* Nous devons soutenir plus vigoureusement que nous ne l'avons fait jusqu'à présent toutes les initiatives francophones dans le monde.

3° *L'Afrique.* Il nous appartient d'y renforcer le réseau de nos alliances politiques et militaires.

4° *Le continent nord-américain.* Comme toutes les amitiés, celle qui nous unit aux États-Unis et au Canada doit être cultivée. Il existe — je l'ai rappelé au début de notre rencontre — une unité de destin entre les deux rives de l'Atlantique : renforçons-la! Elle est bien entendu à favoriser et à promouvoir en parallèle étroit avec ce qui, culturellement, nous réunit à l'Amérique latine.

5° *Israël et les chrétiens du Liban.* Ces deux peuples sont, sans aucun doute, deux postes avancés de notre culture et de notre identité : ne les abandonnons pas!

J'ajoute que dans ces secteurs d'action, comme dans tous ceux dont nous avons parlé, la France ne doit pas agir solitairement, mais en équipe. Avec ses partenaires du monde libre. J'ai déjà eu l'occasion de dire qu'à la formule : « La France n'a pas d'amis, elle n'a que des intérêts », je préfère cet autre slogan : « Ce n'est qu'entourée d'alliés sûrs et d'amis fiables que la France peut faire prévaloir ses intérêts. » Je n'ai pas changé d'avis.

AMBASSADE D'ISRAËL

שגרירות ישראל

11/2/88

103.3
דנב

אל: אירופה 1

מאת: עתונות, פאריס.

הנדון: BARRE העתונות ומועמדות

ייתכן ותמצאו עניין בקטע המע"ב שפורסם בתאריך 9/2

בעיתון קי"צ

זוהי סקירת עתונות הבוקר בנדון.

3, RUE RABELAIS - 75008 PARIS - TÉL. 42.56.47.47

FRFR
FRA0019 4 P 0195 FRA /AFP-P058
Revue-Presse flt1

L'ANNONCE OFFICIELLE DE LA CANDIDATURE DE RAYMOND BARRE

PARIS, 9 fév -

Libération (Jean-Michel Helvig)

"Annoncer sa candidature à l'élection présidentielle est un acte peu fréquent de la vie publique, c'est en tout cas un art difficile. Jacques Chirac avait mis toutes les chances de son côté en s'offrant les services d'une caméra privée. François Mitterrand est à peu près sûr de ne pas laisser indifférent compte tenu du suspense entretenu sur sa décision finale. Raymond Barre a pris le risque du genre télévisuel direct, solennel et convenu. Son émotion perceptible aura fait oublier les cadrages hasardeux, et sa sincérité l'ennui d'un texte sans grand souffle. A l'évidence, il n'est toujours pas un +pro+ de la politique. (...) Etranglé par l'affection de siens, tétanisé par la peur de tomber dans +le piège de la division+ tendu par les socialistes, paralysé par la perspective des reports de voix du second tour, Raymond Barre est certes un homme libre, mais certainement pas de ses mouvements. S'il parvient quand même à faire entendre sa différence, ce sera un exploit. Pour le moment, on en est réduit à tendre l'oreille."

suivre
AFP 090434 FEV 88

FRFR
FRA0020 4 P 0105 /AFP-P052
Revue-presse flt2

PARIS -

Le Parisien (Gérard Badel)

"Un candidat à l'élection présidentielle n'a pas le droit de rater son entrée en matière. Raymond Barre a réussi son examen de passage. Il a été simple et fort. Chapeau ! il s'exhibait sans filet. Pas d'enregistrement. Il était devant les micros et les caméras. Le direct est sans pitié. Aurait-il bégayé, aurait-il le hoquet, son effet était raté, sa campagne compromise. Il a pour l'essentiel récité son texte, jetant à peine les yeux sur le manuscrit qu'il avait rédigé lui-même y mettant la dernière main dimanche chez lui, en écoutant un concerto de Mozart".

suivre
AFP 090434 FEV 88

FRFR
FRA0021 4 P 0129 /AFP-P054
Revue-Presse flt3

PARIS -

Le Figaro (Charles Rebois)

"La majorité joue cartes sur table. Après Jacques Chirac, Raymond Barre vient de faire officiellement acte de candidature, alors qu'en face c'est toujours l'inconnue, sinon le vide. Il pourrait y avoir un risque d'abattre son jeu quand l'adversaire se dérobe. Sans doute, à défaut d'un candidat à combattre, le socialisme constitue une bonne cible. Mais s'escrimer contre un fantôme n'est guère valorisant dans une élection où l'image compte autant que les idées. (...) Les deux champions de la majorité ont déjoué le calcul socialiste en respectant, jusqu'à présent, les règles d'un code tacite de bonne conduite. L'un et l'autre savent que des écarts répétés compromettraient irrémédiablement leurs chances."

suivre
AFP 090435 FEV 88

FRFR
FRA0022 4 P 0138 /AFP-P056
Revue-Presse flt4

PARIS -

La Presse de la Manche (Daniel Jubert)

"Les déclarations officielles des candidats ont ceci de commun avec les préfaces des bons ouvrages que leur utilité est souvent discutable alors que leur absence ne saurait être admise. (...) En dressant un auto-portrait basé sur ce qu'il n'est pas, il a pu tirer tranquillement sur Chirac en affirmant qu'il visait Mitterrand. La technique de la balle perdue est une spécialité de la vie politique française et Raymond Barre a démontré hier qu'il savait, lui aussi, l'utiliser. En insistant sur le fait que +lui+ il avait été toujours loyal, qu'il n'était pas adepte de la virevolte, qu'il ne cultivait pas l'esprit de parti, il peut toujours prétendre qu'il attaque le candidat socialiste et que ce n'est pas de sa faute si d'autres se sentent visés ."

suivra
AFP 090436 FEV 88

FRFR
FRA0023 4 P 0127 FRA /AFP-P067
Revue-Presse flt5

PARIS -

La Charente Libre (André Mazières)

"C'est toujours une épreuve difficile que de faire publiquement acte de candidature à la magistrature suprême. Il faut se garder à la fois de l'emphase, de la langue de bois, de l'immodestie, et bien peser ses mots pour donner d'entrée, la meilleure image possible de soi. Car en nos temps médiatiques, c'est l'image qui compte essentiellement. De ce point de vue on peut dire que Raymond Barre, hier, s'en est bien sorti .... Mais cet homme solide n'est certes pas un homme commode et il ne sera pas tendre avec ses concurrents. A cet égard, sa déclaration est un petit chef-d'oeuvre d'allusions, plus ou moins perfides à l'adresse aussi bien de François Mitterrand que de Jacques Chirac."

suivra
AFP 090436 FEV 88

FRFR
FRA0024 4 P 0136 /AFP-P069
Revue-Presse flt6

PARIS -

Les Echos

"La déclaration de candidature de Raymond Barre, prononcée comme prévu hier matin à Lyon, a été brève mais dense. L'ancien Premier ministre était manifestement ému par cette circonstance somme toute solennelle. Son texte est un assez savant dosage entre le négatif et le positif. Le négatif concerne naturellement ses adversaires mêlés dans un même bilan du sertennat qui s'achève et qui a vu +la France reculer par rapport à ses concurrents+. François Mitterrand, naturellement premier visé, mais aussi Jacques Chirac, ont été ainsi critiqués. (...) Jacques Chirac peut feindre de croire, comme il l'a fait devant quelques journalistes, que ce couplet est exclusivement destiné à François Mitterrand. Mais chacun comprend bien qu'il est lui-même bel et bien visé."

suivra
AFP 090437 FEV 88

FRFR
FRA0025 4 P 0124 /AFP-P071
Revue-Presse flt7

PARIS -

Sud-Ouest (Joël Aubert)

"Barre restera tel qu'en lui même. Qu'il gagne ou qu'il perde, il faudra le prendre comme il est, +avec ses qualités et défauts+. Ceux qui auraient pu croire que la candidature à la magistrature suprême le ferait changer de langage en seraient pour leurs frais. C'est ainsi qu'il n'a pas hésité à rappeler ses distances avec +l'esprit de parti+. (...) Les thèmes qu'il propose à la réflexion des Français lui vaudront et lui valent déjà des accusations conservatisme. (...) La chance de Raymond Barre, qui conserve une forte crédibilité dans l'opinion, viendra peut-être de sa capacité à élever le débat au cas où les dernier moments de la cohabitation tourneraient au réglement."

suivra
AFP 090437 FEV 88

FRFR
FRA0026 4 P 0122 /AFP-P073
Revue-Presse flt8

PARIS -

L'Yonne Républicaine (Gilles Dauxerre)

"L'annonce de la candidature de Raymond Barre à la présidence de la république est elle un non-évènement ? Oui si l'on considère que cette annonce n'a surpris personne. Non si l'on estime qu'il s'agit là d'un nouveau départ de la campagne et notamment de la demi-finale à droite. En passant de la catégorie +candidat implicite+ à la catégorie supérieure +candidat explicite+, Raymond Barre n'a pas vraiment laché un +scoop+. En concubinage notoire avec l'opinion depuis plusieurs mois, il a simplement régularise la situation en lui demandant sa main. Retrouvera-t-il pour autant les faveurs de la belle ? c'est là que sa déclaration devient un évènement."

suivra
AFP 090438 FEV 88

FRFR
FRA0027 4 P 0084 FRA /AFP-P085
Revue-Presse flt9

PARIS -

France Soir (Claude Vincent)

" Chirac exposera ses idées, mais ne compte pas multiplier les attaques contre son adversaire. Il souligne que ses objectifs et ceux de Raymond Barre sont voisins et qu'il s'agira pour les Français de juger les hommes et la confiance qu'on place en eux. C'est un démocrate paisible qui se présente aux suffrages de ses concitoyens. Si l'histoire est, comme on dit, une tragédie, ce nest pas lui qui, cette fois-ci, en appuiera les effets."

suivra
AFP 090438 FEV 88

FRFR
FRA0028 4 P 0139 /AFP-P088
Revue-Presse flt10

PARIS -

Le Parisien (Alain Duhamel)

"Le caractère, le look et le tempérament de l'actuel et de l'ancien Premier ministre pèseront de façon décisive dans la balance de précision qui devra les départager à l'issue du premier tour. Le climat de l'élection, une fois François Mitterrand entré dans l'arène, tiendra cependant, lui aussi, son rôle : si les Français ont le sentiment que la situation s'est améliorée sensiblement depuis deux ans, la campagne de Jacques Chirac, placée sous le signe de la continuité, en sera plus facile : en revanche, si les Français jugent que le plus difficile reste à faire, ils regarderont davantage vers Raymond Barre. Face au président de la République, ils devront donc opter entre le volontairsme confiant du maire de Paris et la détermination grave du député de Lyon."

suivra
AFP 090439 FEV 88

FRFR
FRA0029 4 P 0085 /AFP-P089
Revue-presse flt11

PARIS -

L'Humanité (Arnaud Spire)

"La courte déclaration de M. Barre vaut d'ailleurs son pesant d'arrogance. Sèche comme un tiroir-caisse qui claque, elle n'est pas tendre pour les résultats obtenus par ses concurrents : +le chômage continue à frapper. Notre économie ne crée plus d'emploi. C'est un fait : pendant le septennat qui s'achève, la France a reculé...+ Cynique comme une circulaire de banque, le député de Lyon promet de +traiter sérieusement les vraies questions+".

suivra
AFP 090439 FEV 88

FRFR
FRA0030 4 P 0095 /AFP-P091
Revue-Presse flt12

PARIS -

L'Est-Eclair (Bernard Eluy)

"Le propos a été bref, dense. Chaque mot avait été soigneusement posé, chaque phrase soigneusement articulée. La voix était grave, solennelle, l'intonation par moment gaullienne. (...) Raymond Barre a désigné son adversaire, le socialisme, qui conduit, a-t-il dit au recul et au déclin. Mais lorsqu'il a précisé qu'il n'était pas un homme de la virevolte, on a pu comprendre, certes, qu'il visait M. Mitterrand mais que quelques éclats retombaient aussi sur M. Chirac. D'une pierre, deux coups, quoi !"

suivra
AFP 090440 FEV 88

FRFR
FRA0031 4 P 0133 FRA /AFP-P099
Revue-Presse flt13

PARIS -

La Montagne (Dominique Valès)

"Coincé entre un rival que les dernier sondages placent de peu devant lui et un adversaire socialiste encore sans visage, le député du Rhône est contraint de prendre l'offensive. Il lui faut absolument trouver sa place en se gardant de valoriser l'oeuvre gouvernementale, mais de ne pas la dénigrer trop ouvertement et en portant un oeil déjà sur le second tour, sans négliger le premier. Son meilleur capital, en définitive, estime-t-il, c'est ce +lien+ direct qu'il pense avoir établi avec la population à la manière gaullienne, au-dessus des corps intermédiaires. Sa déclaration de candidature à cet égard est tout-à-fait adaptée à l'image de sérieux et de solidité qu'il entretient avec persévérance et talent depuis dix ans."

suivra
AFP 090441 FEV 88

FRFR
FRA0032 4 P 0127 /AFP-PP02
Revue-Presse flt14

PARIS -

Le Républicain lorrain (Jacques Daniel)

"Devenu à son tour candidat +explicite+, Raymond Barre ne semble pas pour autant avoir l'intention de précipiter le cours des choses. Simplement, l'entrée en lice prématurée de Jacques Chirac l'obligeait à ne plus différer l'annonce de sa candidature alors qu'il aurait préféré s'inspirer de l'attitude de François Mitterrand. Malgré la remontée du Premier ministre dans les sondages, le député de Lyon dispose toujours de sérieux atouts. Il sait surtout que les trois semaines précédant une élection présidentielle sont décisives. Et qu'il bénéficiera alors du même poids médiatique que les deux autres grands présidentiables, privilégiés initialement par leurs fonctions officielles."

suivra
AFP 090441 FEV 88

FRFR
FRA0033 4 P 0120 /AFP-PP05
Revue-Presse flt15

PARIS -

Courrier de l'Ouest (Alain Danjou)

"Raymond Barre traverse un passage difficile: lui qui pariait sur l'échec de la cohabitation doit affronter un adversaire qui a gagné au charbon une certaine crédibilité politique. Toute la difficulté pour l'ancien Premier ministre est dans la nécessité de marquer sa différence d'avec Jacques Chirac sans casser la baraque majoritaire, ce qui pourrait lui être fatal. Que Raymond Barre en fasse trop et il risque de paraître rompre le pacte de non agression qui le lie à Jacques Chirac. Qu'il n'en fasse pas assez et Jacques Chirac risque de s'imposer comme le meilleur des présidentiables faute d'un adversaire capable de démontrer le contraire."

suivra
AFP 090442 FEV 88

FRFR
FRA0034 4 P 0140 /AFP-PP07
Revue-Presse flt16

PARIS -

Ouest-France (Jean Yves Boulic)

"Finies désormais les histoires de lièvre et de tortue: les compteurs viennent d'être remis à zéro: Chirac et Barre se retrouvent sur la même ligne pour la demi-finale. Qu'est-ce qui va les départager ? Sans doute l'idée que les Français se font du rapport entre l'homme: les circonstances et la fonction. Et pour cela: l'image jouera plus que les programmes: du reste jumeaux. Barre n'apparait plus seulement comme un expert économiste: mais pas non plus comme un politique classique. Il n'est pas héros d'épopée comme Charles de Gaulle: ni mystérieux comme Mitterrand: ni cavalier d'empire comme Chirac: ni oiseau des cimes comme Giscard: ni romantique comme Léotard: il a le +look+ désuet mais rassurant d'un notaire à qui l'on confierait volontiers son portefeuille."

suivra
AFP 090442 FEV 88

FRFR
FRA0035 4 P 0126 FRA /AFP-PP30
Revue-Presse flt17

PARIS -

La Voix du Nord (Daniel Huart)

"Ni retour au système socialiste: ni poursuite du chiraquisme: le député de Lyon propose donc ce qu'il considère être une troisième voie: celle où l'on traite +sérieusement des questions essentielles+. Pourtant: la famille: l'éducation: la recherche: le poids des impôts: la protection sociale constituent aussi des thèmes prioritaires pour son rival RPR. Il compte plus que jamais sur un dialogue direct avec les Français pour se faire entendre. En effet: encore une fois: Raymond Barre a semblé hier se mettre à l'écart du +microcosme+ en avouant son peu de goût pour +l'esprit de parti+. Comme si la +ratatouille politicienne+ était un plat que ce gourmet n'inscrira jamais à son menu."

suivra
AFP 090443 FEV 88

FRFR
FRA0036 4 P 0157 /AFP-PP32
Revue-Presse flt18

PARIS -

La Depêche du Midi (Henri Amar)

"Raymond Barre en campagne ouverte: parviendra-t-il concurrent d'un Jacques Chirac tout auréolé de ce courage: de cette volonté: de ce dynamisme étalés sur ses affiches: à remonter la pente descendante dont témoignent les chiffres des sondages. Débordé par un leader du RPR fort d'une dynamique de succès: d'un puissant appareil partisan: d'une position de premier ministre: des acquis de la cohabitation et... des réticences d'une UDF peu disposée à l'unanimité à l'égard du leader sans parti auquel le député de Lyon a un lourd handicap à surmonter. Installé jusqu'ici dans la perspective relativement sereine d'un second tour: le voici contraint d'affronter une +primaire+. Retournement de situation qui nécessite un changement de stratégie. Une modification: un difficile ajustement plutôt: tant la marge est étroite qui sépare les deux alliés rivaux de la majorité."

suivra
AFP 090444 FEV 88

FRFR
FRA0037 4 P 0119 /AFP-PP34
Revue-Presse flt19

PARIS -

Le Télégramme de Brest (Michel Bassi)

"Le style sera très critique. Le ton sera modéré. Le nouveau candidat part d'un constat négatif : le système socialiste conduit au déclin de la France. Il importe donc: au moment du choix: de dire clairement que l'on y renonce. Confiance : c'est toujours le maître mot de Raymond Barre: celui qu'il avait déjà utilisé quand il menait pour Giscard la campagne des législatives: en 1978. Le député de Lyon estime: encouragé d'ailleurs par les sondages: qu'il est celui en qui les Français placent le plus spontanément leur confiance. Personne ne peut lui enlever cet avantage. Et personne ne peut lui reprocher de jouer contre son camp."

suivra
AFP 090444 FEV 88

FRFR
FRA0038 4 P 0155 /AFP-PP36
Revue-Presse flt20

PARIS -

La République du Centre (Jacques Camus)

"Très honnêtement, l'annonce officielle de la candidature de Raymond Barre n'a pas été plus surprenante, dans la forme et dans le fond, que celle de Jacques Chirac. Dans les deux cas, +l'événement+ avait été largement devancé par des commentateurs pressés. Restait donc simplement à guetter des confirmations plutôt que des révélations.(...) Soucieux de décrire les choses telles qu'elles sont et d'apparaître tel qu'il est, Raymond Barre s'est astucieusement défini par défaut. Ses allusions à la +virevolte+ et à +l'esprit de parti+ ont immédiatement alimenté les interrogations de la classe politique... Et les inquiétudes de l'entourage chiraquien. En quatre minutes et quarante secondes, Raymond Barre a dénoncé les +faux semblants+. Une manière comme une autre de souligner qu'entre lui et Jacques Chirac il n'y a pas que de vraies ressemblances."

suivra
AFP 090445 FEV 88

FRFR
FRA0039 4 P 0112 /AFP-PP39
Revue-Presse flt21

PARIS -

Le Provençal (Ivan Levaï)

"Barre, bon dans le fond, mais mauvais dans la forme, un peu étriquée de sa déclaration radio-télévisée. Chirac, remarquable sur ses affiches mais 'where is the beef?' dirait-on aux Etats-Unis, face au peu de viande du sandwich et l'inconsistance du produit. Quant à François Mitterrand, c'est le meilleur des trois puisqu'il fait campagne en n'y étant pas. Le résultat, c'est un pauvre débat, gommé tout à la fois par l'absence des socialistes sûrs de le gagner, la pauvreté sympathique des barristes, partis trop tard ou mal préparés, et le vacarme publicitaire, pas forcément nécessaire, des chiraquiens."

suivra
AFP 090445 FEV 88

FRFR
FRA0040 4 P 0124 FRA /AFP-PP53
Revue-Presse flt22

PARIS -

La Haute Marne Libérée (Dominique Pado)

"Au fond, Raymond Barre a mis 40 minutes et 40 secondes pour ressembler -fort bien- à l'image que les Français ont de lui depuis longtemps. Gaullien sans excès -c'eut été une caricature- libéral sans abus -c'eut été une erreur - le député de Lyon a, en peu de mots, campé sobrement son personnage de laboureur de la France profonde. Ainsi les deux candidats de la majorité ont maintenant pris place sur l'échiquier, dont le roi est toujours absent. Tous deux sont porteurs d'idées, de valeurs et de convictions qui se ressemblent à un point tel que beaucoup de leurs électeurs pensent -mais c'est un rêve impossible- que l'on aurait pu faire l'économie d'un champion."

suivra
AFP 090446 FEV 88

FRFR
FRA0041 4 P 0120 /AFP-PP56
Revue-Presse flt23

PARIS -

Midi-Libre (Paul Katz)

"Après Jacques Chirac et sa fougue décontractée, Raymond Barre. En quatre minutes et dix secondes, dans un style tout différent, rond-carré-raide-bonhomme- rigoureux, le député de Lyon, fidèle à un personnage qu'il veut le plus gaullien possible, a, à sa façon, cadré le débat. Les acteurs sont donc en place. Les trois coups frappés. Reste, cependant, un détail. Et de taille. Le dernier acteur tarde à entrer en scène. On le devine savourant l'irritation et l'attente de ses concurrents. Mais, n'y est-il pas déjà, par sa manière de feindre l'absence? et cette absence n'est-elle pas, pour l'instant tout au moins, plus pesante que bien des présences ?"

suivra
AFP 090446 FEV 88

FRFR
FRA0042 4 P 0137 /AFP-PP58
Revue-Presse flt24

PARIS -

La Nouvelle République du Centre-Ouest (Jean Pierre Lanskin)

"En endossant son habit de candidat officiel, Raymond Barre n'a pas changé : il a laissé la démagogie et l'électoralisme au vestiaire. Quelle que soit désormais l'arrêté de la primaire qui l'oppose au maire de Paris, le député de Lyon ne paraît pas vouloir changer sa stratégie : la cohabitation est gommée par le jugement sévère porté sur la globalité du septennat qui s'achève et Jacques Chirac semble ne pas exister, sauf à se reconnaître sous les traits du +spécialiste de la virevolte+. A l'évidence, le trait vise tout autant M. Mitterrand, rival privilégié de M. Barre. Ce dernier rêve d'en découdre avec l'homme qui symbolise à ses yeux le +système socialiste+, au point d'en faire la ligne de force de son action."

suivra
AFP 090447 FEV 88

FRFR
FRA0043 4 P 0091 /AFP-PP60
Revue-Presse flt25

PARIS -

Nice-Matin (Marc Chevanche)

"Le général de Gaulle se faisait +une certaine idée de la France+ dans le même esprit, on pourrait dire que Raymond Barre se fait +une certaine idée de l'élection présidentielle+. L'une et l'autre de ces idées sont exigeantes et s'exposent à l'incompréhension. Elles sont aussi une certaine noblesse retrouvée de la politique. La déclaration solennelle de Lyon est ,en effet, remarquable au sens ethymologique du terme, par le volontaire parti pris de se tenir sur les hauteurs."

suivra
AFP 090448 FEV 88

FRFR
FRA0044 4 P 0172 /AFP-PP62
Revue-Presse flt26

PARIS -

Paris-Normandie (Hervé Guéneron)

"On l'a souvent écrit : Barre est une curieuse synthèse de Poincaré, de Pinay, de Pompidou. L'image vivante d'une France un peu conservatrice, qui tient à ses valeurs, à ses principes parce que, comme le disait Maurras, ils lui +tiennent chaud+. Mais c'est aussi l'incarnation d'un éternel besoin de rigueur, de compétence chez des citoyens qui veulent qu'on leur dise la vérité, même quand elle fait mal. En temps de crise, Barre remplit, qu'on le veuille ou non, le rôle rassurant du père, à la fois grondeur et sévère : au fond d'eux-mêmes, les Français adorent qu'on leur donne des leçons, même si le ton professoral les agace parfois.(...) Le ton juste ne sera pas facile à trouver pour lui : comment se démarquer d'un gouvernement Chirac qu'il a constamment soutenu de ses votes ? Barre tente le grand rendez-vous de l'histoire. Avec au moins un avantage sur tous ses rivaux : il est le seul candidat qui n'a rien à perdre si, d'aventure, il était battu."

suivra
AFP 090448 FEV 88

FRFR
FRA0045 4 P 0107 FRA /AFP-PP73
Revue-Presse flt27

PARIS -

L'Est Républicain

"Suave dans le ton, mais féroce sur le fond, M. Raymond Barre a moins prononcé hier à Lyon une déclaration de candidature qu'une déclaration de guerre. Contre qui ? contre un candidat qui serait (un spécialiste de la virevolte), dont le nom est associé à l'Etat-RPR et qui aurait trahi M. Jacques Chaban-Delmas pour M. Valery Giscard d'Estaing, puis M. Valery Giscard d'Estaing pour lui-même. Il est difficile de ne pas voir dans l'autoportrait de M. Raymond Barre une charge contre M. Jacques Chirac. Et le silence observé par les porte-parole chiraquiens vaut tous les commentaires."

suivra
AFP 090449 FEV 88

FRFR
FRA0046 4 P 0135 /AFP-PP75
Revue-Presse flt28

PARIS -

Nord Eclair (Jules Claumaert)

"On aime, ou on n'aime pas M. Raymond Barre, +avec ses qualités et ses défauts+, comme il se présente lui-même, mais on conviendra volontiers qu'il n'a pas à forcer son talent pour apparaitre comme le plus +gaullien+ des candidats. Il y a cette façon de parler de la France, +notre vieux pays de liberté+, telle qu'un petit garçon, dans son île lointaine, l'avait idéalisée une fois pour toutes. Cette façon de fixer haut la barre des ambitions, de faire appel à la cohésion, à la solidarité, au patriotisme, parce que les Français sont toujours capables, ensemble, de forcer le destin. Cette façon de s'adresser directement à eux, au-dessus des partis, et de demander la confiance sans la mendier. En quelque sorte, +qui m'aime me suive+."

suivra
AFP 090449 FEV 88

FRFR
FRA0047 4 P 0126 /AFP-PP79
Revue-Presse flt29

PARIS -

L'Alsace (Paul Feuermann)

"Au look jeune cadre dynamique de Jacques Chirac avec son triptyque volonté - courage - ardeur et son style américanisé, Raymond Barre oppose l'image de l'homme sérieux, fidèle à ses idées et à ses conceptions, loyal et indépendant de tout parti. Raymond Barre persiste à se positionner en +recours+. Reste que le scénario catastrophe ne se justifie pas de manière incontestable au plan économique, que les Français ont tendance à retrouver le moral et que la critique du bilan d'un septennat comporte le risque de devoir y inclure les deux ans de gestion de droite. Le vote barriste tend donc à s'assimiler à un vote de confiance, ce n'est plus c'est moi ou le chaos mais moi ou le declin."

suivra
AFP 090450 FEV 88

FRFR
FRA0048 4 P 0131 /AFP-PP81
Revue-Presse flt30

PARIS -

Le Dauphiné Libéré (Charles Debbasch)

"Avec l'annonce, attendue, de la candidature de Raymond Barre, les pendules sont à l'heure dans la majorité. Raymond Barre et Jacques Chirac vont conduire une campagne à la loyale pour emporter le match du premier tour. Chacun d'entre eux s'est engagé à soutenir, au second tour, celui qui aura emporté la primaire. Raymond Barre, depuis 1986, s'est tenu à une position médiane. Hostile à la cohabitation, il a néanmoins soutenu le gouvernement Chirac par ses votes. La primaire à l'intérieur de la majorité est ouverte. La gagnera celui qui saura montrer à l'opinion qu'il est le candidat le plus apte à battre le candidat de gauche au second tour, c'est-à-dire, selon toute vraisemblance, Francois Mitterrand."

suivra
AFP 090451 FEV 88

FRFR
FRA0049 4 P 0122 /AFP-PP83
Revue-Presse flt31-der

PARIS -

Le Quotidien de Paris (Jacques Patoz)

"Dans le contexte de la compétition qui, désormais, très officiellement les oppose, Jacques Chirac et Raymon Barre sont bien confrontés au même problème : il leur faut - c'est la rançon du système électoral à deux tours - éviter toute trop forte polémique avec le candidat concurrent sauf à courir le risque de perdre toute chance de succès au soir du 8 mai pour cause de mauvais report des voix ; mais il leur faut impérativement se démarquer de l'autre et tenter de ternir son image de marque dans l'opinion en tout cas de réduire sa capacité d'impact dans l'électorat afin de le devancer lors du scrutin du 24 avril. L'exercice est à coup sûr délicat."

AFP 090451 FEV 88

AMBASSADE D'ISRAËL

שגרירות ישראל

פאריס, 10.2.88

כב' שבט תשמ"ח

8

אל : אירופה 1

מאת: עתונות- פאריס

הנדון: דו"ח ביקור ב- NANCY ו- METZ

בימים 26-27.1.88 שהיתי ב- NANCY ו- METZ . נסיעה יזומה זו איפשרה לי להפגש עם העתונות האזורית והקהילות היהודיות במקום.

ב- NANCY ביקרתי במערכת " L'EST REPUBLICAIN " (שמרן, כ-250,000) ושוחחתי ארוכות עם העורך ROLAND MEVEL ועם איש חדשות החוץ CHARLES LAPREVOTE. האחרון ביקר מספר פעמים בארץ, גישתו חיובית. סוכם על ראיון עם השגריר (בוצע כמה ימים לאחר מכן). בערב אורגנה הופעה בפני הקהילה היהודית הקטנה. נכחו כ-120 איש והעבות גדולה זו הוכיחה כמה גדול היה הרצון לשמוע, להתעדכן וגם להשמיע. הרגשתי לצד הזרהות ברורה ומיידית עם ישראל מבוכה בקשר לארועים עצמם, זעם על המדיה ותרעומת קשה על הקרי"פ (ארגון הגג של הקהילה היהודית), על כך שאינו מתייצב חד-משמעית לימין ישראל.

למחרת נסעתי ל- METZ ושם אורגנה ארוחת צהריים עם כ-25 ראשי הקהילה. גם שם היו הרגשות מקבילות לאלה שהתבטאו ב- NANCY , ואחד המשתתפים אף אמר שקיבל הנחיה מהקרי"פ לתת לארועים לעבור ("FAIRE LE GROS DOS").

מאוחר יותר, ביקרתי במערכת ה- " REPUBLICAIN LORRAIN " (שמרן, כ-200,000) ושם - שוב ישיבה ארוכה עם העורך JEAN-CHARLES BOURDIER ואיש חדשות החוץ JEAN-MARIE TRIMBOUR שביקר באחרונה בארץ. חלק מהשיחה עם TRIMBOUR התפרסם כראיון (רצ"ב).

בברכה,

יהושע עמישב

העתק: סמנכ"ל אמית"ק

מע"ת

הסברה

יועץ השר לתפוצות

הציר, כאן

3, RUE RABELAIS - 75008 PARIS - TÉL. 42.56.47.47

LE REPUBLICAIN LORRAIN
3 rue de Saint Eloy
57140 METZ WOIPPY

31.1.88

Un diplomate israélien au «R.L.» : «Bientôt la fin du tunnel ?»

L'explosion de révolte dans les territoires occupés par Israël depuis 1967 et la terrible répression dont elle a fait l'objet ont mis le monde en émoi. Profitant du passage dans notre région de M. Yehochoua Amichav, porte-parole de l'ambassade d'Israël à Paris, nous lui avons demandé quelles réponses apportait son pays aux questions que suscitent ces graves événements.

D'inévitables bavures

— La première de ces questions concerne le nombre effroyable de victimes. Quand on voit une armée aussi aguerrie que Tsahal faire un mort par jour dans les rangs de jeunes lanceurs de pierres, on se demande si elle n'agit pas de propos délibéré ou si, à tout le moins, elle n'exerce pas une riposte disproportionnée à l'agression.

— Ni l'un ni l'autre ! Nos soldats ont l'habitude du champ de bataille, pas du maintien de l'ordre. On ne peut pas dire que l'armée israélienne s'est trouvée en Cisjordanie ou à Gaza face à une armée d'émeutiers. La plupart du temps c'étaient des patrouilles de 5 à 6 hommes qui, soudain, étaient entourées par des centaines, parfois des milliers de manifestants. Dans de telles conditions, statistiquement, il est presque inévitable qu'ici ou là un jeune soldat craque, cède à la panique et se mette à tirer pour se dégager.

— Mais peut-être fallait-il réagir différemment, organiser un quadrillage qui évite ce genre de situation ?

— C'est exact mais je vous répète que notre armée n'est pas entraînée pour cela. Elle a été surprise. Je pense d'ailleurs que, paradoxalement, si dès les premiers jours nous avions réprimé les émeutes plus fermement, il n'y aurait pas eu autant de victimes à déplorer.

Nouer le dialogue

— N'y avait-il pas d'autres remèdes que la répression ? Ne pouvait-on éviter cette révolte tout à fait prévisible ?

— Toutes ces pertes en vies humaines pouvaient être évitées, bien sûr, tout comme aujourd'hui encore on pourrait éviter de tourner en rond si les gens qui prétendent parler au nom des Palestiniens avaient, au moins une seule fois, voulu saisir les occasions offertes par Israël. En vingt ans, depuis 1967, date de l'occupation des territoires suite à la guerre des Six Jours, nous n'avons cessé de faire des propositions de règlement pacifique. Dès le lendemain de la guerre, nous avons proposé de rendre des territoires contre un accord de paix ; en novembre 1967 nous avons accepté la résolution 242 de l'ONU allant dans le même sens, mais les Palestiniens l'ont refusée ; vint ensuite le plan Ygal Allon proposant la rétrocession des deux tiers de la Cisjordanie ; en 1973, nous avons souscrit à la résolution 338 de l'ONU confirmant le principe d'échange contre une paix durable ; Sadate, à Jérusalem demanda aux leaders palestiniens des territoires de lui emboîter le pas mais il ne fut pas suivi ; enfin, il y eut les accords de Camp David en 1978 reconnaissant «les droits légitimes du peuple palestinien et ses justes besoins». Là encore, nos adversaires sont restés fermés à tout dialogue.

— A défaut de pouvoir dialoguer avec Yasser Arafat ou ses amis, pensez-vous pouvoir le faire maintenant avec la jeune génération de Palestiniens qui vient de montrer sa détermination face à Israël et son autonomie vis-à-vis de l'O.L.P. ?

Peut-être assiste-t-on effectivement à l'émergence de nouveaux dirigeants palestiniens dans les territoires. Ceux-là pourraient nous dire, en quelque sorte : nous n'avons pas eu peur de vous affronter à visage découvert dans la rue, nous n'avons pas peur de nous asseoir en face de vous à une table de négociation. Il est bien évident que ce scénario tout à fait réaliste constitue en ce moment le grand cauchemar d'Arafat !

— A Jérusalem, on m'a confirmé que l'O.L.P. avait pris le train en marche ; à Beyrouth on allait plus loin, m'affirmant que la révolte des jeunes Palestiniens n'était pas que politique mais aussi d'ordre religieux.

— C'est tout à fait exact et l'on n'a pas suffisamment insisté sur ce point. C'est surtout par le phénomène de l'intégrisme que l'O.L.P. a été débordée. On peut dire, en schématisant, que le mouvement a été politique en Cisjordanie et religieux à Gaza. Pour ceux qui comprennent l'arabe, les sermons dans les mosquées de Gaza sont à faire dresser les cheveux sur la tête. Il ne s'agit plus de chasser l'Israélien mais bel et bien d'exterminer les juifs, tous les juifs ! Les jeunes du secteur sont fanatisés, chauffés à blanc par cette propagande intensive. Avec ceux-là nul dialogue n'est envisageable. J'ajouterai qu'une victoire des fondamentalistes à Gaza ne serait pas seulement préjudiciable à Israël. Ce serait aussi très mauvais pour Moubarak et pour bien d'autres dirigeants arabes qu'inquiète la vague d'intégrisme musulman. Ce n'est pas pour rien qu'à Rafiah, ville-frontière au sud de Gaza, l'armée égyptienne a immédiatement réprimé dans le sang les manifestations propalestiniennes.

Volonté d'aboutir

— Sur le plan politique, on demeure surpris par l'unanimité qui semble se faire désormais chez le Likoud et chez les travaillistes à propos des territoires occupés. Comme si droite et gauche étaient d'accord pour ne plus les rendre.

— On ne peut parler d'une véritable unanimité à ce sujet. Shimon Pérès lutte pour la réunion d'une conférence internationale qui implique la restitution d'une grande partie des territoires. Le Likoud est contre ce projet de conférence, il y voit un piège. Ytzhak Shamir dit qu'Israël, face au tribunal des Nations, serait obligé de faire des concessions mettant en péril sa sécurité. Je pense qu'il y a une volonté unanime et identique d'aboutir à un règlement de paix. Les divergences n'existent qu'au niveau des modalités à mettre en œuvre pour atteindre ce but.

— Les récents événements dans les territoires vont retarder cette échéance ?

— Pas forcément. Je crois au contraire que nous allons bientôt, Palestiniens et Israéliens, voir le bout du tunnel, quand le pragmatisme prendra le pas sur l'idéologie, quand le mouvement national palestinien aura compris que la satisfaction de ses droits légitimes ne peut pas passer par la liquidation des nôtres.

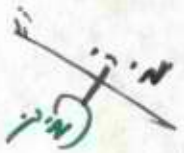
Propos recueillis par
Jean-Marie TRIMBOUR.

2257 תאריך : 10.02.88 חוץ-מחלקת הקשר

נכנס ** סודי
**
**
**

חרזם:2,2257
אל:המשרד
מ-:פריס,נר:178,תא:090288,זח:1700,דח:ר,סג:סו
נד:8

103.3
מ"ר
מ"ר
נכנס



סודי/רגיל.

אל: מזתים אירופה 1

מאת: שוקת פאריס

משיחה עם בראנדט לופור-מחלקת המזהת ברציפ(9):

1.פאיד אבו אחמה וסניורה נפגשו אתמול עם שהח ריימון.לא נדבה לי מידע על תוכן השיחה שבה נכחה.ציינה:

א.השניים התבטאו מתון לויאליות לאשפ'.

ב.ההרגשה היתה כי לאור המאורעות האחרונים השניים אינם מייצגים וכי למעשה אין כיום גורם בשטחים שניתן להצביע עליו כנציג מקומי בעל משקל

2.השיחה בין שהח לבין השגרירים הערביים בה נידונו מעמד משרד אשף ומשרד הליגה (''קבס'') נערכה ב-30.1. היא אינה צופה שינוי בהתיחסותם למשרד אשף,בעוד שבענין משרד הליגה עמדתם יותר גמישה ועשויה להתפתח עם הזמן.

3.כשמרפי היה בפאריס הוא לא עדכן אותם,על תכניתו.מידע חלקי הועבר לידיעתם באמצעות שגרירות ארהב .מעריכה שהמפתח לתזוזה במסלול האמריקני נתון בידי המלך הלחוץ באלוץ הסורי וזכרונות מצוקותיו בעבר.קשה להניח שיטול סיכונים.

4.הערתי שעל אף שעדיין אין בידי הנחיות תגובה על הודעת מועצת השרים (8) היא נראית בעיון ראשוני חד-צדדית

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

משרד החוץ-מחלקת הקשר

בירתר/לכל אדרבה/למשל:

א.אין בה איזכור ישיר של 242.

ב.אין בה קריאה ברורה למנם ישיר במסגרת ועידה בינל
אר שלא במסגרתה.

השיבה כי הנוסח המקורי היה גרוע יותר והצרפתים תרמו
לריכוכו

שא

תפ: שהח/רהמ/מנכל/ממנכל/שהבט/אירא/ליאור/מזתים/ר/מרכז/ממד

[illegible]

[illegible] SAS.

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

משרד החוץ-מחלקת הקשר

2258 תאריך : 10.02.88
דף 1 מתון 2
עותק 27 מתון 36 סודי ביותר נכנס

(2)

חודם:2,2258
אל:המשרד
מ-:פריס,נר:181,תא:090288,זח:1800,דח:ר,סג:סב
נד:@

עותק ומיד.

סודי ביותר/רגיל.

אל: אירופה 1

דע: לשכת מ"מ רוהם ושהח

מאת: השגריר פריס

/03.3

היוזמה האמריקנית

רוס

מפגישה עם שגריר ארהב JOE RODGERS (9/2)

1.הקריא לי נוסח המכתב ששלח שולץ לשרי החוץ של ה-12.
אני מניח שנוסח המכתב בידכם.אני חוזר מזכרון על עיקריו:
המכתב מנוסח בלשון כללית ואינו נוקב בהצעות קונקרטיות
ומתאר את עניינה ומעורבותה של ארהב בתהלין השלום.מדגיש
אי-הצלחתה על פני הפרוצדורה. בפסקה האופרטיבית מציין
שולץ שהמהלך החדש נועד להגיע ל
ACCELERATED SCHEDULE להשגת הסכמה לגבי נושאי ותוכן
הדיונים. המכתב מבקש משרי החוץ להעניק תמיכתם למאמץ
האמריקני

2.רודגרס מסר שלפי בקשת שר החוץ הצרפתי הסכים מורפי
לעבור דרך פריס כדי למסור דיווח על שיחותיו בסוריה
סעודיה,ירדן וישראל והפגישה נקבעה ליום ה הקרוב בבוקר

3.רודגרס ציין שהאמריקאים עושים מאמצים לשכנע את האירופים
שלא להפריע למהלך האמריקני עי נקיטת עמדות מנוגדות
וזאת לקראת הפסגה האירופית בשבוע הבא.יש לראות את
ביקור מורפי אצל ריימונד במסגרת מאמץ זה.

4. קיימת סקפטיות אצל האירופים לגבי סיכוי הצלחת המהלך האמריקני גם בשל ההסתייגויות שהשמיעו מובארק ובעיקר חוסיין וגם משום המשכם של האירועים ואפילו החמרתם שאינם מסייעים למאמצים הכל. רודגרס הביע אישית דעה שעל ישראל לעשות כל מאמץ בדי להחזיר השקט לשטחים וזאת משום הנרשם החמור בדימויה בעיקר בארהב

5. רודגרס התרשם משיחותיו שאין הצרפתים להוטים לנקוט ביוזמות משלהם או לגלות מעורבות יתר. סיפר שבכל מגעיו עם הממשל אין אנשי שיחו מתייחסים לאירועים בשטחים וזאת בניגוד לנוהגם בעבר ולידיעות על לחצים ערבים על צרפת ללחוץ מצידה על ארהב להתקרב לעמדות הערביות

תפ: שהח, רהמ, שהבט, מנכל, ממנכל, ר/מרכז, רם, אמן, בירן, מצפא, אירא, אירב

```
*
*
*
```

2211 משרד החוץ-מחלקת הקשר תאריך : 10.02.88

בלמס נבנס

חרזם:2/2211
אל:המשרד
מ-:פריס/נר:166/תא:090288/זח:1900/דח:ר/סג:בל
נד:8

9

103.3
3 נס

בלמס/רגיל

אל אירופה 1

דע ממד בינל-1

מאת פריס

מראיון שר התרבות פרנסואה לאוטרד עם WAJSMAN PATRICK

בכתב העת POLITIQUE INTRENATIONALE (חורף 87-88)

1. מחייב הקמת פדרציה ירדנית-פלסטינית ושולל
PALESTINIENS STRUCTURE הנשלט עי אשף

PERSONNE NE PEUT RAISONNABLEMENT PENSER QU UN ETAT
OU N IMPORTE QUELL AUTRE STRUCTURE PARA-ETATIQUE
DOMINEE PAR L OLP POURRAIT CONSTITUER UN FACTEUR
DE PAIX DANS LA REGION

LA QUESTION EST DONC DE SAVOIR SI L ON CONSIDERE
QU IL EXISTE DEJA UN 2 ETAT PALESTINIEN(LA JORDANIE)ET
QUE CELA SUFFIT OU SI L ON ESTIME AU CONTRAIRE
QU IL FAUT CREER UNE SORTE DE CONFEDERATION JORDANO
PALESTINIENNE EN ASSOCIANT LA JORDANIE A UNE PARTIE
DES TERRITOIRES OCCUPES.JE NE PENSE PAS QUE NOS
AMIS ISRAELIENS SOINT DEFINITIVEMENT ET RADICA
EMENT HOSTILES A UNE EVOLUTION D E CE GENRE.MON
SENTIMENT EN TOUT CAS EST QUE C EST A TRAVERS UNE
DISCUSSION ENTRE LA JORDANIE ISRAEL ET LES MAIRES

PALESTINIENS DE LA RIVE OUEST QUE POURRA A EBAUCHER
UN REGLEMENT.

3. מחייב ועידה בינל רק על מנת לערוב ולקדש תוצאות
של שיחות ישירות, לא במקום שיחות ישירות.

4. רואה בנוצרי לבנון ,אחימ' שצרפת מחוייבת לבטחונם.

SI LE LIBAN DEVENAIT L APPENDICE DE CETTE GRANDE
SYRIE A LAQIELLE ON REVE DEPUIS LONGTEMPS ADAMAS.S
IL SE TOURNAIT VERS L EST AU LIEU D ETRE COMME
JADIS UNE 'FENETRE'OUVERTE SUR LE MONDE LIBRE
ALORS L INFLUENCE OCCIDENTALE EN MEDITERRANEE SUBIRAIT
SANS NUL DOUTE UN CHOC DECISIF.

נוסח מלא בדיפ .

שוקת.===

תפ: שהה,רהמ,שהבט,מנכל,ממנכל,סמנכל,ממד,רם,אמן,אירא,מזתים,
עת,הסברה

תדזם:2,3481
אל:המשרד
מ-:פריס,נר:37,תא:020288,זת:1800,דת:ד,סג:ב
נד:ם

בלמס/רגיל

אל: אירגנה -1

מאת: פריס השגרירות

להלן מראיון שיראק ל - A-2 , הקטעים הרלבנטיים לנד:

QUESTION: A PROPOS D ISRAEL ET DES TERRITOIRES OCCUPES
, LA PRANCE A VOTE CONTRE ISRAEL,FINALEMENT HIER
EST- CE QUE CELA VEUT JIRE QUE VOUS CONDAMNEZ
L'ATTITUDE DE L ARMEE ISRAELIENNE DANS LES TERRITOIRES
OCCUPES?

CHIRAC: NON, ON NE PEUT PAS DIRE QUE LA FRANCE
AIT VOTE CONTRE ISEAEL. IL Y A UNE RESOLUTION
QUI EXPRIMAIT EN REALITE L'INQUIETUDE DE L'ENSEMBLE
DES MEMBRES PERMANENTS ET NON PERMANENTS DU CONSEIL
DE SECURITE A L'EGARD DE CE QUI SE PASSE EN CE
MOMENT DANS LES TERRITOIRES DE CISJOFDANIE ET DE
GAZA, ET C'EST VRAI QUE NOUS SOMMES TOUS PREOCCUPES
ISRAEL COMME LES AUTRES. SEULS LES ETATS UNIS
TOUTE L EUROPE, N'EST - CE PAS, A PRIS SA
POSITION, SEULS LES ETATS UNIS ONT ESTIME DEVOIR
APPOSER LEUR VETO. C'EST LEUR PROBLEME. NOUS
SOMMES TRES PREOCCUPES, JE DOIS DIRE QUE MOI MEME
LA DERNIERE FOIS QUAND J ETAIS EN ISRAEL, A JERUSALEM
IL Y A QUELQUES MOIS, JAVAIS ETE TRES FRAPPE PAR
LA TENSION QU'EXPRIMAIENT LES LEADRS PALESTINIENS

QUE J'AAVAIS RENCONTRES AU CONSULAT GENERAL DE FRANCE A JERUSALEM ET QUI LAISSAIT PREVOIR QU'IL ALLAIT SE PASSER QUELQUE CHOSE. ALORS J'ESPERE QUE LE DIALOGUE FINIRA D'UNE FACON OU D UNE AUTRE PAR TRIOMPHER.

QUESTION: MAIS SUR LA METHODE, PAS DE COMMENTAIRES? C'EST APRES TOUT CES INAMGES LA QUI ONT SENSIBILISE LE PUBLIC DU MONDE ENTIER

CHIRAC: VOUS SAVEZ A QUEL POINT NOUS SOMMES A LA FOIS PREOCCUPES PARTOUT CE QUI SE PASSE LA-BAS. JE ME MEFIE TOUJOURS DES JUGEMENTS HATIFS QUE L'ON TIRE A PARTIR DE QUELQUES IMAGES. JE NE VEUX PAS PORTER DE JUGEMENT SUR CE POINT. EN REVANCHE LA FRANCE A UNE POSITION CLAIRE QU'ELLE A EXPRIMEE DEPUIS BIEN LONGTEMPS: ELLE A ETE D'AILLEURS LA PREMIERE A REAGIR DANS CE DOMAINE. ELLE A VOTE HIER, BIEN ENTENDU, LA RESOLUTION COMME TOUT LE MONDE, A L'EXCEPTION DES ETATS UNIS ET LA POSITION DE LA FRANCE DANS CE DOMAINE N'A PAS CHANGE.

תנ: שהח,רהמ,שהבט,מנבל,ממנבל,ר/מרכז,רם,אמן,אירא,אירב,ליאור,
מדתים,ממד,אביטל,מעת,הטברה

12669 משרד החוץ-מחלקת הקשר תאריך : 21.01.88

סודי נכנס **
**
**
**

חוזם:12669/1
אל:המשרד
מ-:פריס,נר:337,תא:200188,זח:1500,דח:ר,סג:ס
נד:פ

סודי/רגיל

אל: אירופה 1

דע: מם רהם ושר החוץ

מאת: השגריר-פריס

מישל רוקארד

מארוחת צהריים בביתי בארבע עיניים עם מישל רוקארד(19.1) במהלך שיחה הציג רוקארד תחזיותיו לבחירות לנשיאות. סיפר על עצמו ומעמדו במפלגה הסוציאליסטית ועל עמדותיו כלפי האירועים בשטחים והסכסון הערבי-ישראלי.

להלן עיקרי הדברים:

1. הבחירות לנשיאות
הכחיש מכל וכל מפגש בינו לבין
מיטראן שנתקיים-לפי התקשורת -בשבוע שחלף ובה הודיעו מיטראן,כבינול על כוונתו להציג מועמדותו לנשיאות. רוקארד טען שמזה מספר רב של חדשים לא פגש את הנשיא ושהנשיא מפגין כלפיו 'הסתייגות שגובלת באיבה'. רוקארד מייחס זאת להצלחתו ''לבסס העמדו הבכיר במפלגה וכיורש ותחליף למיטראנ''. כיום אין לדבריו עוררין בתון המפלגה על כן. רוקארד הרצה ארוכות והביא דוגמאות ממירוץ הבחירות לנשיאות בזמני דה-גול,פומפידו וז'יסקאר, כדי להוכיח שבצרפת מסורתית סקרי דעת הקהל טעו והטעו בתקופה שלפני הבחירות והמועמד שזכה בכל אחת ממערכות הבחירות הנל לא היה בהכרח המועמד המועדף בסקרים.

לדעתו,ישגה מיטראן אם יציג את מועמדותו לא רק בשל המירוץ הדחוק בינו לבין כל אחד ממועמדי הימין, כולל שיראק-שאליבא דרוקארד אין לבטל כלל את סיכוייו, אלא גם בשל המצב הבלתי אפשרי שיתהווה לאחר הבחירות אם מיטראן ייבחר. על מיטראן מוטלת חובה מוסרית-כלפי מפלגתו שלטענת רוקארד בינתיים הוא מתנער ממנה כליל וגם כלפי עצמו לפרק את האסיפה הלאומית ולהכריז על בחירות לג'יסלטיביות שכלל וכלל אין מובטח שיזכוהו ברוב סוציאליסטי כלשהו. הסיכויים לרוב כזה, לדעת רוקארד קלושים. כדי לגבור על הרוב הימני המסתמן בצרפת של היום חייב להיות MOBILISATEUR שיקסום לדור הצעיר שמיטראן אינו מייצגו. רוקארד רואה עצמו אילו הוא נבחר כאיש שיכול לעורר מהפן אשר יאפשר לנשיאות לתפקד. רוקארד בטוח שאם מיטראן ייבחר ,יעדיף את הסטטוס קוו. יתכן ויעשה נסיון לרתום לצידו כוחות מהימין המזוהים עם המרכז, אך הוא בספק אם יוכל לחולל מהפן של ממש באסיפה הלאומית בכל מצב רואה רוקארד עצמו כיורש הלגטימי של מיטראן במחנה הסוציאליסטי. ביקש ממני ,אם אני מתכוון לדווח על שיחתנו לירושלים,שאמסור בשמו שאם במקרה ומיטראן אכן ייבחר לנשיא, הוא יאלץ לפרוש כעבור 3 שנים,דבר שיפעל לטובת רוקארד הרואה עצמו,אז, כגורם העיקרי בזירה המדינית הצרפתית. מענין שרוקארד כבר לא מדבר על הצגת מועמדותו לנשיאות בצד מיטראן כפי שנהג לומר לי בעבר. רוקארד מסביר זאת בחוסר רצונו לאבד הלגטימיות של הבכורה שלו במפלגה הסוציאליסטית שהוא חוזר ומדגיש שבינתיים נתמסדה. רוקאד דיבר מתוך זילזול מופגן על פביוס אותו כינה ' אופורטוניסט והפכפכ' שסובל מתדמית ''הילד של פטרונו'' על הדוגמטיזם של CHEVENEMENT ועל היעדר חוט השידרה של ז'וספין שרוקארד בטוח שיסולק מתפקידו לאחר הבחירות לנשיאות. רוקארד מבטיח לעצמו לחסום דרכם של פביוס ושבנמונט למזכלות המפלגה,תפקיד שהוא עשוי לשאוף לו במקרה ותונצח ה'קוהאביטסיונ'' לאחר הבחירות לנשיאות.

2. עמדתו כלפי הסכסון

כפי שהיה צפוי ,התפתח ביננו ויכוח נוקב על האירועים בשטחים ועל הלקחים שיש להפיק מהם כשמטרתי היתה להזהיר את רוקארד מנקיטת עמדות בלחץ הנסיבות שאחר כן הוא עלול להצטער עליהם. בגלל יחסינו הקרובים,הרשיתי לעצמי להזכיר את ''החיבוקים שלו עם ערפאת'' שרשמם עדיין לא נמחק. רוקארד,שבתחילה היה מוכן ל'כבדנו' בביקורת קשה,נאלץ אחר כך להסכים עמי שעמדות חד-צדדיות ובלתי מאוזנות (שלטענתו

מושמעות ביום בשרלי המבלגה הסוציאליסטית ושהרא מרסנב) עלולות לפגוע במעמדו בנהיג לאומי וב- SATQSMAN . הוא טען שבקיאותו במזרח התיכון ויחסיו הקרובים עם מנהיגי כל מדינות האיזור-כולל לוב- מצד אחד וידידותו עם ישראל מצד שני, מאפשרות לו למלא תפקיד פעיל וקונסטרוקטיבי של מתווך במזרח. אציין שדווח לנו שבהזדמנות בפגי הקריף הוא שם דגש מיוחד על יחסיו עם נהיגים ערביים באן, נשיא אלג'יר,מנהיגי אש"ף ואישים לובים. דוקארד יתבטא בנושא במהלך השבועות הקרובים. טען שהשיחה שקיימנו תסייע לו לקבוע בהתאם עמדותיו "ישביסודן ידידותיות וקרובות לישראל".

שובר

תפ: שהה,רהמ,מנכל,ממנכל,אירא,ר/מרכז,ממד

משרד החוץ-מחלקת הקשר

9609

תאריך : 15.01.88
דף 1 מ[illegible] 2
ערוץ 24 מחרן 34 סודי ביותר נכנס **

חוזם:1,9609
אל:המשרד
מ-:פריס,נר:267,תא:150188,זח:1400,דח:מ,סג:סב
נד:8

סודי ביותר/מידי
אל:יובל מצר/ממד איסרף

זע אירופה 1 מזחים

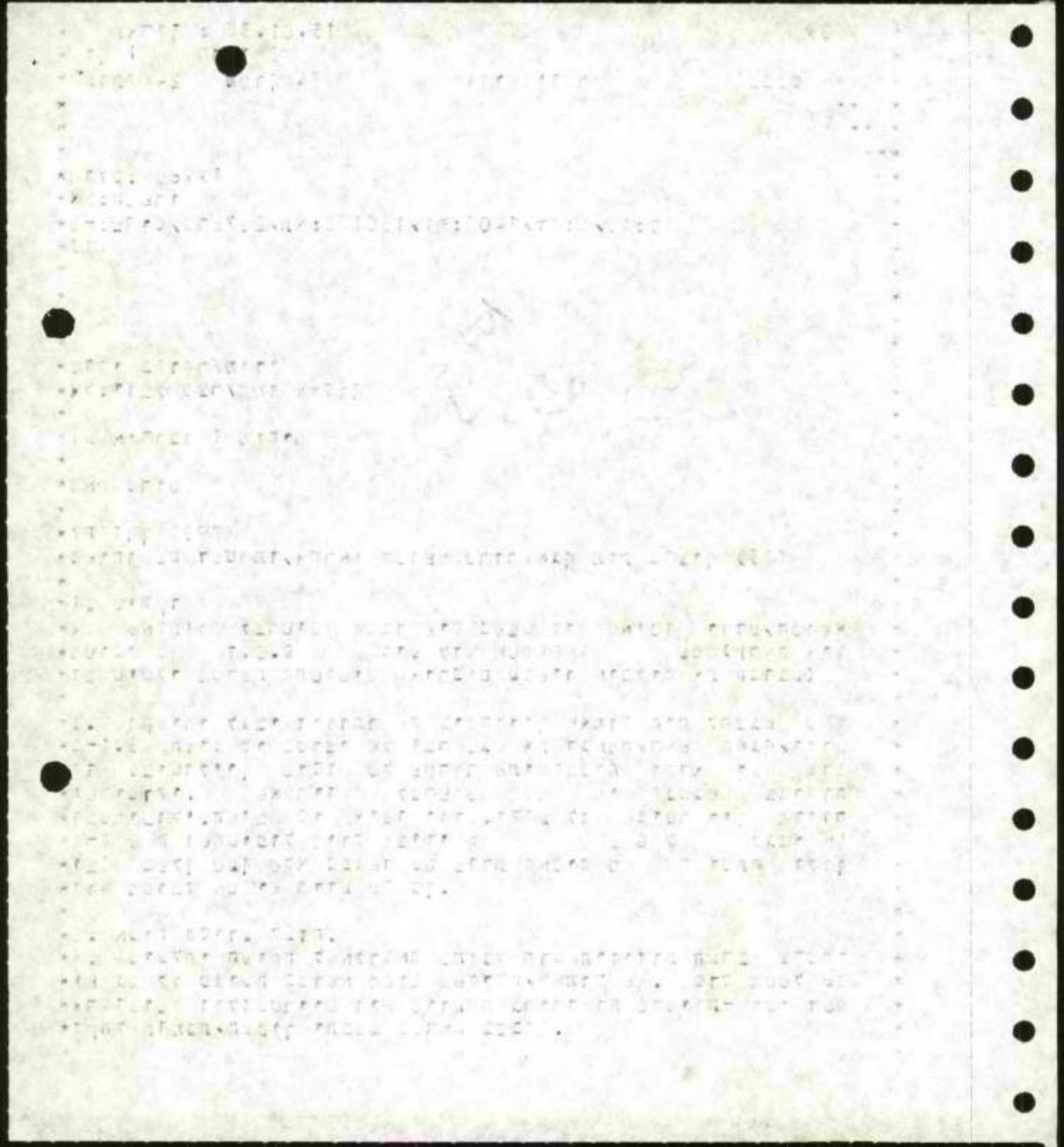
מאת פריס

לחוזמך 7931
משיחה עם דסטרמו,אחראי לנושא טרור,אגף מזת ברציף (15)

1. סילקו
א. שאלתיו לפרטים המבוקשים נשבע לי שאינו יודע,הנושא
מטופל ב D.S.T. ויש לו AMERTUM עממ(תראה אין
זם טיפלו בפרשת החטופים האירנים ענשיו אוכלים את הנובע)

ב. הקשיחי לגבי דיוותו של ביטרליין שאמור היה להפגש עמו
ב-1-5. השיב כי בסופו של דבר פגש את דגאמה,ראש האגף,ידוע
לו שביטרליין עובד על שחרור שתי הבנות והוא יצא שוב
לטריפולי. שאלתיו לפרטים עם מי נפגש בבירות
ובטריפולי.השיב כי אינו יודע.ידוע לו שביטרליין מדווח
ה-D S T ושהטיפול בידם ובידי ה D G S E לגבי א'
וב' בשלן טען שלא נפגשו עם צוות האניה מאז חטיפתה ולכן
הוא מסופל אם יש מידע על כן.

2. אנית הסיוע לעזה.
א. ניצלתי השיחה לשאלו אם כמזכל חוג הידידות הערבי צרפתי
יש גם לו כגיעה בנושא השיב בשלילה,לאמור שא. סוס מטפל עם
ארגונים וולונטריים ויש סיוע משגרירויות ערביות- וכי דעת
הקהל תומנת,הענין יתבצע כנראה בפבר'.



משרד החוץ-מחלקת הקשר

דף 2 מ[illegible] 2
עותק 24 מתוך 34

1. שאלני אם נגיב, אמרתי שאין לי הנחייה לשאול ולפנות אליו בנושא ובודאי גם לא להתייחס לשאלתו, בכל אופן הבעתי דעתי הפרטית (והדגשתי זאת) שיש לי ספר רציני באיזו מידה נציגות זרה רשאית להתעסק בפעילות העלולה להיות נתפסת כפעילות עוינת כלפי מדינה ידידותית שלישית. השיב כי האניה תכיל חומרי סניטציה ותרופות (לא מזון) וישראל תתקשה לסרב לעגינתה. ועדתי כי לדעתי האחריות לשלום האניה היא של בעליה ולבד.. ואני מכיח שם מודעים לכך.

3. אבו-איאד.
לשאלתי עם מי במשהח נפגש אבו איאד בביקורו כאן השיב שנפגש עם מזכל הרציף פרול אף שהוא מכיר את אבו איאד הפעם לא נפגש עמו.

שוקת.====

חפ: שהח, והמ, שהבט, מנכל, ממנכל, ר/מרכז, רם, אמן, ליאור, מזתים, אירא, מרכזאיסוף

משרד החוץ-מחלקת הקשר

תאריך : 13.01.88 7286

שמור נכנס **
**
**
**

חוזם:1,7286
אל:המשרד
מ-:פריס,נר:221,תא:120188,זח:1800,דח:ר,סג:ש
נד:@

שמור/רגיל

אל אירופה 1

מאת הציר פריס

שלי נר 195

שיחה עם הסנטור יונג

1. השיחה הוקדשה במיוחד לאירועים בשטחים האיש אוהד אותנו ומעמיד את עצמו לרשותנו. ידוע לי שגם עוזר מאד לנציגנו במועצת אירופה בתוקף תפקידו כיור האסיפה הפרלמנטרית.

2. בזמנו דווחתי על הקשיים עם קלוד זראר-מרכוס באירגון ישיבה עם ידידי ישראל באסיפה הלאומית סכמתי עם הסנטור יונג לכנס את אגודת הידידות בסנט ליום 2.2 כדי לקבל סקירה מהשגריר, יונג הבטיח לי להפעיל השפעתו על מרכוס כך שהישיבה תהיה משותפת לאגודת הידידות של שני הבתים.

3. ביוזמתו העלה נושא ולדהיים והקשיים בהם ניתקל ביחסיו עם עמיתיו הגרמנים והאוסטרים הכועסים על התנהגותנו כלפי נשיא אוסטריה. ציין שעמיתים אלה, חברי מפלגות המרכז והימין היו בין ידידינו הגדולים ובזמן האחרון חלה הידרדרות ביחס כלפי ישראל, לדעתו אלינו להפעיל במהירות ולמסור כל הפרטים הידועים לנו על עברו.

4. בדווחים שונים שהעברתי אליכם משיחותיי ברציף ציינתי החשש הצרפתי מספגת ריגן-גורבצוב אשר תוארה כאפשרות

משרד החוץ-מחלקת הקשר

ליאלטה שניה ,חשש זה הועלה בפניי גם ע' יונג.

אבירן.====

תפ: שהח,מנכל,ממנכל,אירא,יורכנסת

משרד החוץ-מחלקת הקשר

5208 תאריך : 10.01.88

נכנס בלמס

חוזם:1,5208
אל:המשרד
מ-:פריס,נר:158,תא:090188,זח:2000,דח:ר,סג:ב
נד:@

בלמס/רגיל

אל:אירופה 1

דע: ממד בינל 1

מאת פריס

בלמס

צרפת---יושע

PASSAGES רהם שיראק לירחון היהודי

גליון ינואר:-

1.

JEUNES GENERATIONS DE PALESTINIENS
ONT MANIFESTE , LEUR ANXIETE ET LEUR
DESARROI ,
LE MAINTIAN DU STARU QUO NE QEUT REPRESENTER POUR
ISRAEL INE POLITIQUE VIABLE,
SURTOUT SI L'ON PREND EN COMPTE LA CROISSANCE DEMOGRAPHI
QUE PREVISIBLE DES ARABES PAR RAP-
PORT AUX JUIFS.

2.
,, C'EST D'IARAEL QUIL FAUT ESPERER , MAINTENANT

٤٥١٣
١٢٤

UNE PRISE DE CONSCIENCE NOUVELLE DE L'URGENCE
QUI S'ATTACHE A APPORTER AU PROBLEME PALESTINIEN
UNE REPONSE PACIFIQUE ET NEGOCIEE,,.

3.

LE PREMIER MINISTRE ESPERE QUE L'ANNEE 1988
MARQUERA UN PROGRES
DANS LA DIRECTION D'UNE CONFERENCE INTERNATIONALE

שוקת

==.

תפ: שהח,רהמ,מנכל,ממנכל,שהבט,אירא,אירב,ליאור,מזתים,אביטל,
מעת,הסברה,מתאמשטחים,ר/מרכז,ממד,כהנא

משרד החוץ-מחלקת הקשר

תאריך: 07.01.88

סודי נכנס ** ** ** **

חוזם:1,3434
אל:המשרד
מ-:פריס,נר:99,תא:060188,זח:1900,דח:ר,סג:ס
נד:@

סודי/רגיל.

אל: ממד''/פריפריה-ענד ביפל 4

דע: אירופה 1

מאת: פאריס שוקת

צרפת-איראן

מסיירוס מזכירה ראשונה שג רפג'(S):

1.העסקה הצרפתית-איראנית לשחרור שלושת החטופים שסוכמה במחצית נובמבר אשתקד,בוצעה רק בחלקה כאשר שחררו שני החטופים ב-3.12.87 שלושת הצרפתים הנותרים אמורים היו להשתחרר לקראת חג המולד אך ההבנות עם האיראנים עלו על שרטון.לא ברור באיזה קטע של הביצוע ומי אשם שכן ראה שבנושא ארודי''פ, שחרור גורגי וגירוש 17 ''המגאהדין חאלק'' מלאה צרפת חלק מהתחיבויותיה -שעל מהותן והיקפן המלא יש רק ספקולציות

2.ייתכן שהאיראנים הגיעו למסקנה שבנושא הזרמת אמלח לעיראק והתמיכה המדינית הכוללת של צרפת בעיראק(כמו למשל במועביט) העמדה הצרפתית נותרה חד-משמעית באורח שאינו עולה בקנה אחד עם ההבנות שהושגו

3.מעריכה כי עסקת שחרור שלושת החטופים תצא בכל אופן אל הפועל,הגם באיוור שכן שיראק לא יוותר על ''שפנ'' זה כמקדם לקראת הבחירות באביב.

משרד החוץ-מחלקת הקשר

שא

תפ: שהח,רהמ,שהבט,מנכל,ממנכל,ר/מרכז,רם,אמן,אירא,אירב,ליאור,
מזתים,ממד

תאריך: 07.01.88 3435

סודי נכנס **
**
**
**

חוזם:1,3435
אל:המשרד
מ-:פריס,נר:100,תא:060188,זח:1900,דח:ר,סג:ס
נד:@

סודי/רגיל.

אל: ממד- ערב-3 פריפריה

מאת: פאריס-שוקת

מפרץ- מועביט

1.מסיירוס,מזכירה ראשונה בשגרפג(5):

א.היור הבריטי של מועביט החל במגעים,כולל עם הנציג הרפגי,כדי לבחון המהלכים הבאים במסגרת המועצה.ההנחה היא כי תחת היורות האמריקנית בפברואר האיראנים לא ירצו לשתף פעולה כלל,ומוטב להקדים פעולה.עמדת רפג עד כה שמגעי המזכל עם שני הצדדים עדיין לא מוצו וניתן עדיין לתמרן סביב הרעיון האיראני לביצוע בו זמני של סעיפי 589.

ב.מהאמריקנים נמסר להם,במקביל לפרסומים,כי העמדה הסוביטית בנושא הסנקציות השתפרה מאד,יש המדברים על מפנה של ממש

2.שאלתי את בוידין מ C.A.P. ברציף דעתו על ב' הנל ההערכה האמריקנית אינה מקובלת עליו.למרות הלחצים הערביים אינו רואה סיבה לשינוי משחק הסוביטי מול איראן ועיראק

שא

תפ: שהח,מנכל,ממנכל,אירא,אירב,ליאור,מזתים,ר/מרכז,ממד,רם,אמן

משרד החוץ-מחלקת הקשר

תאריך: 07.01.88

נכנס **
**
**
**

שמור

חוזם:1,3432
אל:המשרד
מ-:פריס,נר:97,תא:060188,זח:1900,דח:מ,סג:ש
נד:@

שמור/מידי.

אל: אירופה 1

מאת: פאריס שוקת

צרפת-ממשלה פלסטינית .סקירת תקשורת שלכם 6.1.

שאלתי הערב את גגינו דובר הרציף על ידיעה ב'אל-דוסתור' הלבנוני כאילו צרפת מגלה נכונות להכיר בממשלה פלסטינית וכו', מסתמך על מקורות דיפלומטיים צרפתיים,כמצוטט בידיעות אחרונות (6)השיב שזו 'פנטזיה' של יומון לבנוני מסוג ב'. שאלתי אם יגיב השיב כי אינם נוטים להגיב על כל שטות

שא

תפ: שהח,רהמ,שהבט,מנכל,ממנכל,ר/מרכז,רם,אמן,ממד,אירא,אירב, ליאור,מזתים,אביטל,מעת,הסברה

תאריך : 05.01.88

בלמס נכנס

חוזם:1,1637
אל:המשרד
מ-:פרי"ס,נר:2,תא:020188,זח:1230,דח:מ,סג:ב
נד:@

בלמס/מידי

• אל ממד'

דע אירופה 1 הסברה

מאת:פריס

ראיון ערפאת לנובל אוברזרבטור (1/1)

להלן תרגום קטעים נבחרים (בסדר שונה מהמקור)
ש- מה מטרתך כיום?
ת- תמיד אותה(מטרה) להגיע למדינה עצמאית בכל חלק משטחה של פלסטין הכבושה שיתפנה ע' הישראלים או שישוחרר על ידינו . אחכ' לכונן קונפדרציה עם הירדנים,המצרים הסורים ומדוע לא-גם עם הישראלים. אגלה לך גלוי- ב 24 דצמ' קבלתי אגרת מב' של מפאי מר אריה הס, החתומה ע' שנים עשר חברי מפלגת העבודה,באגרת מובע גנוי לכל המתרחש בעזה ובגדה המערבית ומועלה בפירוט הרעיון לכונן קונפדרציה ישראל-פלסטין. אני מוכן להדבר עמם.

ש- אם תהיה וועידה בינל,תהיה זו הפעם הראשונה שתמצא עצמך יושב לשולחן אחד עם מנהיגים ישראלים...

ת- כן,לידיעתך,אם אבוא לוועידה מעין זו לא יהיה זה כדי להתדיין עם אחינו הסורים,הלבנונים,המצרים או הירדנים,אינני מנהל מום עם שדים ורוחות אלא עם אויב שהוא ישראל. אני מתמודד עם מציאות ועם עובדות.

ש- מה אתה מצפה מהאמריקנים ?

ת- זה פשוט הנשיא רייגן מדבר ללא הפסקה על זכויות האדם בהתייחסו ליהודי בריהם... אני פונה לדעת הקהל האמריקנית ולדעת הקהל בעולם: אנו חמשת המליון הפלסטינאים ,אנו ייצורי אנוש,יש לנו זכות קיום כמו כל העמים האחרים,האדמיניסטרציה האמריקנית תמכה בזכות ההגדרה העצמית של 1900 תושבי פולקלאנד,מדוע לשלול זאת מחמשת מליוני הפלסטינאים ? האם אין זכות ההגדרה העצמית אחת מעקרונות החוקה האמריקנית ?

ש- האם אתה חושב כי האמריקנים יסכימו לכנוס וועידה בינל למזהת,זו שאתה תובע מזה שנים רבות ?

ת- שאלה זו הועלתה במפגש הפסגה בוושינגטון,לפי הדווח שמסר לי בשבוע שעבר בבגדד סיטנקו,שליח מיוחד של משהח הסוויאטי, האמרקנים הסכימו בפעם הראשונה לעקרון הוועידה הבינל,ארהב ובריהם החליטו להמשיך ולבדוק נושא זה ברמה של מומחים.

ש- אך הישראלים ממשיכים להתנגד לעקרון הוועידה ...

ת- שים לב ,בשלב זה האמריקנים מקבלים את הרעיון בלבד הם לא שנו את דעתם לגבי פרטים מסויימים,חשובים מאד אך הם אינם ענייינים ,בעקרון לרעיון עצמו .

ש- מה יהיה הסטאטוס של ירושלים בקונפדרציה ,עיר חצוייה לשנים כמו ברלין?

ת- מדוע לא

ש- אך בכל אופן אין זו דוגמא כה מוצלחת.

ת- אך זה תקדים קיים מאז 45 שנה,אם חלוקת ירושלים מאפשרת לנו להשיג שלום,מדוע לא ?

ש- אלה הוראות הנכם נותנים לפעילי אשף בשטחים ?

ת- לאמיתו של דבר איננו נותנים הוראות או פקודות,אנו עושים יותר אנו מקיימים מגע עם המנהיגים ועם הוועדות העממיות בערים,בכפרים ובמחנות זו פעולה מתואמת בין הוועד הפועל לבין הארגונים המקומיים. במקור,כפי שהנך יודע ,פרוץ המרי היה במידה רבה ספונטני,עכשיו

הוא מאורגן,תנועה ספונטאנית לא היתה יכולה להמשך זמן כה ארוך.נכנסנו לשלב קשה. הצבא הישראלי פתח במסע מעצרים מאסיבי לפי המידע שלנו יש כ 6000 עצורים מאז תחילת המאורעות.מאז 72 לאחר חזרתו של רבין מארהב' היו 1740 מעצרים, העצורים מרוכזים ב-4 מחנות שאנו מכירים : בסרפנד,אנצאר 2 ,עזה דהריה מדרום לחברון ואחד בין שכם ורמאללה.מספר ההרוגים 62 ולא 20.וספרנו 533 פצועים.יש לי מסמכים המוכיחים מספרים אלה.

ש- ממשלה פלסטינית ?
ת- מאז פרוץ המרי הוועד הפועל של אשף מכונס באורח קבוע ב22.12 מספר חברים בוועהפ' העלו את ההצעה,התחלנו לדון ברעיון ובקשתי את אניס אל- קאסם האחראי לוועדה המשפטית שליד הוועד המרכזי ללמוד את הנושא על כח היבטיו, פוליטי,משפטי ודיפלומטי.

ש- האם הנך בעד ?

ת- יודע אכן כיצד פועל אשף ? אנכי דימוקראט אינני יכול להביע את דעתי לפני ההצבעה,איננני רוצה להשפיע על איש,בכוון זה או אחר.

ש- מתי יוחלט בעניין ?

ת- בשבועות הקרובים, תחילה עלינו להתייעץ עם מספר מדינות ערב ומדינות ידידותיות אחרות,זה עניין חשוב ביותר.

ש- תדונו בכך עם בריהם ,עם ארהב ?

ת- בין הידידים שנתייעץ עמם תהיה גם בריהמ' ואם נחליט הרי ברור שנודיע על כך לארהב, לא חסרים לנו צנורות להודיע להם על כך .

שוקת===

תפ: שהח,רהמ,שהבט,מנכל,ממנכל,סמנכל,ממד,רם,אמן,קלוורי,מעת, הסברה,לעמ,דוצ-ים,דוצ,פזנר,צנזורצבאי,אירא,אירב,מזתים, מתאמשטחים,מצפא

20431 משרד החוץ-מחלקת הקשר

תאריך : 30.12.87

בלמס נבנס

תרזם:12/20431
אל:המשרד
מ-:פריס/נר:482/תא:301287/זת:1800/דת:ר/סג:ב
נד:ם

בלמס/רגיל

אל אירופה 1

מאת הציר פריס

LOUIS MERMAZ סרצ'יאליסט לשעבר נשיא האסיפה הכללית
ברא'דן ל .1 AUROPE

AUTANT NOUS APPROUVONS ISRAEL PREND DES MESURES
POUR LUTTER CONTRE LE TERRORISME AUTANT NOUS NE
POUVONS QUE NOUS INEUIETER QUAND NOUS VOYONS ,ES
OPERATIONS PRENDRE UNE TELLE AMFLITUDE CONCERNANT
DANS SES PROFONDEURS , ENSEMBLE DU PEUPLE PALESTINIE

2. COMPRIS D ISRAEL QU IL Y AIT UNE SOLUTION POLITIQUE
AU PROBLEME DES TERRITOIRES OCCUPES-LES ISRAELIENS
NE POURRONT REALLER CES QUESTIONS JUSQU A LA FIN
DES TEMPS UNIQUEMENT PAR DES MESURES DE CARACTERE
MILITAIRE.

3. QUAND ON EST OBLCE D ARRETER DES CENS EN AUSSI
GRANDE QUANTITE-CLEST QUE LE PROBLEME N EST PAS
JUDICIAIRE MAIS POLITIQUE

תם: שהח/רהם/מנבל/ממנבל/שהבט/אירא/אביטל/מעת/הסברה/ליאור/
מזתים/בהנאר/מרכז/סמז

משרד החוץ-מחלקת הקשר

19665 תאריך: 30.12.87

נכנס ** שמור
**
**
**

חוזם:12,19665
אל:המשרד
מ-:פריס,נר:454,תא:291287,זח:1855,דח:ר,סג:ש
נד:@

שמור/רגיל

אל:אירופה 1

דע:לשמנכל' ממד'

מאת:פריס

היאכטה SILCO .

1. רדיו ''המזרח'' (29) שלוסיין ביטרליין, ראש אגודת הסולידריות הערבית-צרפתית עדיין דבק בגירסתו שקבוצת אבו-נידאל הבטיחה לשחרר את שתי בנות ג'אקלין וולאנט.

2. ''מטינ'' (28) שמשרד החוץ הצרפתי מטפל בדסקרטיות בפרשה. צרפת מקיימת ''יחסים קורקטיים'' עם קבוצת אבו-נידאל מאז פברואר 86 כששחררו שניים מאנשי האירגון שהיו כלואים בצרפת. גורמים צרפתים עושים שמוש בצינורות סוריים שכן האירגון פועל תחת השפעה סורית. מסיבת העיתונאים הראשונה של דובר אב-נידאל שהודיע על חטיפת ''סילקו'' נערכה במלון ליד מטה צבא סוריה במערב ביירות. ''מטינ'' מוסיף כי לקבוצת אב-נידאל קשר עם לוב, כאשר יחסי צרפת-לוב משובשים על רקע מלחמת צ'אד.

3. דובר שגרירותנו הכחיש אתמול (28) מכל וכל קשרי ישראלי לפרשה, זאת לאחר שמרמזים בשידורי טלויזיה בימים האחרונים ניתן היה לקבל רושם שהאשמות החוטפים בנושא זה אינן נטולות יסוד.

תפ: שהח,רהמ,שהבט,מנכל,ממנכל,ר/מרכז,רם,אמן,אירא,ליאור,
מזתים,סייבל,מעת,ממד,ניר/ממרהמ

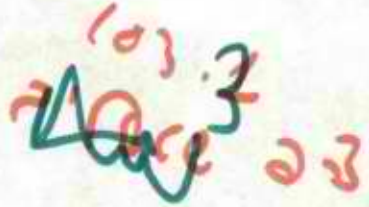
11907

משרד החוץ-מחלקת הקשר

תאריך: 27.12.87

שמור נכנס **
**
**
**

חוזם:12,11907
אל:המשרד
מ-:פריס,נר:276,תא:161287,זח:2000,דח:ר,סג:ש
נד:@



שמור/רגיל

אל: אירופה 1

מאת: השגרירות, פריס

שוחחתי הערב פעם נוספת עם בוז'ון כדי להביע תרעומת על נוכחות נציג אש"פ במשלחת השגרירים הערביים שנתקבלה ע"י רה"מ שיראק היום אחה"צ.

בוז'ון הסביר ששגריר מרוקו ביקש את הפגישה בשם הליגה הערבית וששיראק נתן הסכמתו לקבלת משלחת כנ"ל. הכללתו של סוס במשלחת היתה פרי ההחלטה של ראש המשלחת, השגריר של מרוקו. השתתפו במשלחת גם שגרירי עיראק, סוריה וירדן.

בתגובה לתרעומת שהבעתי ושביקשתי להעבירה לשיראק, ציין בוז'ון שכל ההנהגה הפוליטית בצרפת, מכל המפלגות, עוקבת אחר המתרחש ביוש"ע AVEC VIVE EMOTION ושהדבר בא לידי ביטוי מיוחד בדברי הנשיא מיראן שישב בראש ישיבת הממשלה שנתקיימה היום ושעל הדאגה וה- EMOTION שהביע באותה ישיבה דווחה בהרחבה התקשורת והיא אף באה לידי ביטוי בהודעת דובר הממשלה (מוברק בנפרד).

חזרתי על דברי מאתמול שחבל שפועלים על פי דחפי ההסתה שבאה לידי ביטוי בפעולתו של אש"פ שמעוגין להגזים בחומרת האירועים. על כך ענה בוז'ון שאל לנו להתעלם מההתגייסות המאסיבית של שגרירי ערב למען אש"פ בהקשר הנ"ל.

משרד החוץ-מחלקת הקשר

סופר===

/רם

תפ: שהח,מנכל,ממנכל,אירא,ר/מרכז,ממד

11905 משרד החוץ-מחלקת הקשר

תאריך: 12.87

נכנס בלמס

חוזם:12,11905
אל:המשרד
מ-:פרים,נר:277,תא:161287,זח:1900,דח:ר,סג:ב
נד:ג

בלמס/רגיל

אל:אירופה 1 ראש אגף ארבל

מאת:הציר פרים

להלן הודעת דובר משהח מיום 14/12

''LES AUTORITES FRANCAISES EXPRIMENT LEUR EMOTION
ET LEUR VIVE PREEOCCUPATION DEVANT LA RECRUDESCENCE
DE LA TENSION EN CISJORDANIE GAZA QUI A ENTRAINE
DES MORTS ET DES BLESSES ET QUI FRAPPE EN PARTICULIER
LES POPULATIONS DES TERRITOIRES OCCUPES ET LES
CAMPS DE REFUGIES.
LES AUTORITES FRANCAISES RAPPELLENT QUE LE GOUVERNEMENT
ISRAELIEN A L'OBLIGATION,AU REGARDS DES CONVENITIONS
DE GENEVE DE 1949,DE TOUT METTRE EN OEUVRE POUR
ASSURER LA PROTECTION ET LA SECURITE DES POPULATIONS
DES TERRITOIRES OCCUPES''

תפ: שהח,רהמ,שהבט,מנכל,ממנכל,סמנכל,ממד,רם,אמן,אירא,אירב,
מזח'ם,מעת,הסברה

משרד החוץ-מחלקת הקשר

11910 תאריך : 17.12.87

נכנס ** סודי
**
**
**

חוזם:12,11910
אל:המשרד
מ-:פריס,נר:266,תא:161287,זח:1900,דח:ר,סג:ס
נד:@

סודי/רגיל

אל: אירופה-1

דע: ממ'ד

מאת: פאריס

פסגת וושינגטון. היחסים עם איראן.

שיחת השגריר עם בוג'ון, יועץ רה'מ, בהמשך לשלנו 2551. השתתפו ריקורדו דוקה והח'מ.

א. פסגה

1. ספר כי בשיחה מפורטת עם קארפוב, ראש משלחת פר'נ הסובייטית בג'נבה על הפסגה אמר שכ-85 אחוז מזמנה הוקדש לפרוק נשק, היתר זכויות אדם וסכסוכים אזוריים בעיקר אפגניסטאן, מפרץ מעט קמבודיה ואתיופיה. לדברי קארפוב הסובייטים רואים בהסכם INF הישג חשוב. לפני שנה, אמר, לא האמין שניתן יהיה להגיע לכך. האווירה בוושינגטון היתה רצינית ומקצועית הרבה יותר מרייקאביק. הסובייטים מעריכים כי הקונגרס האמריקני יאשר את הסכם ה- INF
ויש סכוי טוב להסכם START , לקראת פסגת מוסקוה באביב הבא.

2. מעריך כי הסכם ה- INF מהווה פריצת דרך היסטורית חשובה בעיקר עקב הסדרי הפקוח והבקרה היכולים לשמש מודל להסדרי פר'נ בעתיד.

3. באשר לאירופה - שיראק הבהיר בהרצאה בפני האקדמיה להגנה לאומית (12.12 נוסח מלא בד'פ') את עיקרי תפיסתו ההגנתית. הסכם ה- INF הנו ללא ספק הסכם הסטורי אך כדברי שיראק, הוא ''מחייב את אירופה לדאוג להגנתה''. במסגרת תפיסה זו יושקע מאמץ בשיפור מגעים ותיאומים הגנתיים בעיקר עם בריטניה, רפ'ג איטליה וספרד. התחייבות שיראק (15.12) להגן על רפ'ג בעת הצורך ''מיד וללא הסתייגות'' מצביעה על הכוון וכבר עוררה תגובה חיובית בבון, רה'מ קוהל צלצל לשיראק להודות. ביקור שר ההגנה ג'ירו בלונדון (14) נועד לבחון נושאי הגנה קונקרטיים עם הבריטים.

4. הם מסיקים שבפסגה לא נדון הנושא המזה'ת', או לכל היותר נגעו בו באורח שולי. להערכת בוג'ון, המצב במזה'ת ''לא היה בשל לכך''.

5. התקבל הרושם שהסובייטים מחפשים דרך לצאת מאפגניסטאן. האלוץ של גורבצ'וב נובע מהתייחסות הצבא האדום לנושא והצורך למצוא נוסחה מתאימה של קואליציה ממשלתית שתותיר על כנה את נג'באללה.

6. בנושא המפרץ היתה, כנראה לאמריקנים, אכזבה מהסובייטים בנושא הסנקציות על איראן.

7. מהדגש על דווח קארפוב, בפי בוג'ון, ניתן היה להסיק שהסובייטים היו זריזים בדווח לצרפתים על הפסגה, אולי לפני שהאמריקנים עשו זאת.

ב. היחסים עם איראן

8. הכחיש מכל וכל את השמועות הרווחות, בעיקר בעתונות ''האנגלו סאכסית'' על תשלומי כופר, הספקת נשק לאיראן וכיו'ב. טען שהאיראנים לא ביקשו ולא קבלו כופר (במסיבת עתונאים ב-15 טען שיראק כי העתונות ה''אנגלו סאכסית'' עושה מה שעושה, מסיבות שלא השתנו מאז לורנס איש ערב).

9. נכון שהמו'מ עם האיראנים בנושא ארודי''פ והחובות הצרפתיים הגיעו לשלבים מתקדמים והוא מתנהל בשתי רמות מקבילות בין שתי הממשלות ובין התעשיינים הצרפתים מול הממשל האיראני.

10. הפריך הדיבורים על פצוי צרפתי לעיראק מול המו'מ עם איראן שכן הספקת נשק לעיראק נעשית במסגרת היחסים השגרתיים בין שתי המדינות. הכחיש את האשמות על כוונות צרפתיות להסיג או לדלל כח המשימה הצרפתי במפרץ עומאן. יש לקוות, אמר, שלא ישאר שם לעד.

שוקת==

/רם

תפ: שהח,רהמ,שהבט,מנכל,ממנכל,ר/מרכז,רם,אמן,ממד,אירא,אירב, אירג,בירן,מצפא,פרנ

משרד החוץ-מחלקת הקשר

11804 תארין: 17.12.87

נכנס בלמס

חוזם:12,11804
אל:המשרד
מ-:פרים,נר:275,תא:161287,זח:1900,דח:מ,סג:ב
נד:@

בלמס/מידי

אל:אירופה 1

מאת:פריס

צרפת-שטחים

להלן ידיעה מס'''ז על עמדת ממשלת צרפת כפי שמסר אותה השר ROSSINOT לאחר ישיבת הממשלה:

PARIS, 16 DEC. (AFP)- LE GOUVERNEMENT A EXPRIME MERCREDI SON '' EMOTION ET SA PREOCCUPATION DEVANT LE NOUVEAU CYCLE DE VIOLENCES EN CHSJORDANIE ET A GAZA QUI A ENTRAINE DES PERTES DE VIES HUMAINES EN PARTICULIER PARMI LES POPULATIONS DES TERRITOIRES OCCUPES ET DES CAMPS DE REFUGIES''.

DANS UNE DECLARATION FAITE AU NOM DU GOUVERNEMENT A L'ISSUE DU CONSEIL DES MINISTRES, LE MINISTRE DES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT, M. ANDRE ROSSINQ A INDIQUE QUE ''CETTE SITUATION NE PEUT QUE RENFORCER LE GOUVERNEMENT DANS SA CONVITION QUE L'ENGAGEMENT D'UN DIALOGUE ET D'UNE NEGOCIATION EST PPLUS NECESSAIRE QUE JAMAIS''.

''CETTE NEGOCIATION DOIT, COMME CELA A ETE INDIQUE A DE NOMBREUSES REPRISES, PRENDRE LA FORME D'UNE CONFERENCE INTERNATIONALE ASSOCIANT TOUTES LES

PARTIES INTERESSEES ET LES MEMBRES PERMANENTS DU CONSEIL DE SECURITE'', A-T-IL AJOUTE.

INTERROGE, M. ROSSINQ A D'AUTRE PART INDIQUE QUE LE PRESIDENT FRANCOIS MITTERRAND AVAIT LUI-MEME COMMENTE, DEVANT LE CONSEIL, LA SITUATION EN CISJORDANIE.

CCD-NLB/P1

AFP 161252 DEC 87

עמ'שב

תפ: שהח,רהמ,שהבט,מנכל,ממנכל,סמנכל,ממד,רם,אמן,אירא,מזתים,
מעת,הסברה,מתאמשטחים

משרד החוץ-מחלקת הקשר

11909

תאריך: 12.[illegible]

שמור

נכנס **
**
**
**

תודם:12/11909
אל:המשרד
מ-:פריס/נר:265/תא:161287/זח:1900/דח:ר/סג:ש
נד:0

שמור/רגיל

אל: מאט'

דע: אירופה 1

מאת: הציר/ פאריס

שיחה עם ראש אגף אפריקה במשה"ח CHATELAIS

מטרת פגישתי זו לאמת פרטים עליהם דיווחתי משיחותי שקיימתי במסגרת הסבבה הפרנקו-אפריקאית.

1. שכלה רואה בפיסגה הישג גדול לצרפת ודאת מהטעמים הבאים:

א. בפעם הראשונה יש השתתפות גדולה של מדינות אפריקאיות לא פרנקופוניות ובמיוחד ציין השתתפותם של חמשה ראשי מדינה.

ב. צרפת היא היבחל המערבי של מדינות אפריקה כולן. לדעתו, מנהיגי אפריקה, צרפת מבינה אותם ומבינה אותם והם רואים בה כמתווך מוכר בינם לבין המדינות המתפתחות.

ג. הפסגה הביאה לקודמות גדולה אצל כל המשתתפים לסבנה הגדברת מהתערטותן הבלכלית של מדינות אפריקה, היא נתבקשה לפעול בוחיפות לעזרתן הן בבעלת חוב והן בשותפה למועדון המדינות המתפתחות.

ד. צרפת הדגישה בפני כל מדינות המשתתפות בפיסגה ובשיחות

משרד החוץ-מחלקת הקשר

עם כל אחת בנפרד שאין לבטל חובות ושצריך לכבד ההתחיבויות ועם זאת סתרך הבנה למצבן הקשה, במו"מ נפרד סיכמה על דחיית חובות בין 16 ל-20 שנה.

2. שאטלה אישר שאחד ההישגים הגדולים של הועידה הוא הקשר שנוצר בין זאיר לאנגולה, בעזרתם במובן ובין צ'אד לסודן. ראונא דיווחי בניזון.

3. החפש הגדול של הצרפתים וכן אפשר גם לפרש הטיפול המיוחד בו זכו ראשי המדינות בעת הפסגה, הוא מפני אפשרות של הסכם בין גורבצ'ב לרייגן על חלוקת תחומי השפעה באפריקה. כלומר כפיתן של מדינות אלה להשתיין לאחד משני הגושים. שאטלה חזר מספר פעמים על "יאלטה שניה" לגבי אפריקה.

4. שרי החוץ נשארו בפאריס ויש להם פגישות אינטנסיביות עם שרי החוץ והקואופרציה וכן עם פוקארו, ז'אן כריסטוף מיטראן ואחרים.

אבירן==

חפ: שהח,סנכל,ממנכל,אירא,הדס,מאפ,ר/מרכז,ממד

משרד החוץ
ירושלים

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS
JERUSALEM

כד' בכסלו התשמ"ח

15 בדצמבר 1987

1174

אל : לשכת השר

לשכת המנכ"ל

✓ המשנה למנכ"ל

מאת: מנהל אירופה 1.

במסגרת הפטיציות המסתובבות בצרפת גם הפטיציה הרצ"ב שזכתה כבר ל-700 חותמים והקוראת לשלום במזה"ת, והפעם בשפה שאיננה עודנת.

לידיעתכם.

בברכה

מ. בבלי,

העתק : השגרירות, פאריס.

Une pétition pour la paix entre Israéliens et Arabes

Vingt ans se sont écoulés depuis la guerre de Six-jours ; dix ans depuis l'initiative historique de paix entre l'Egypte et Israël. Il faut mettre un terme à la poursuite du conflit israélo-arabe avec son cortège de terreur et de violence, d'effusion de sang et de souffrance, et de domination d'un peuple par un autre. Nous savons que ce conflit ne sera jamais résolu par la force.

Nous lançons donc un appel à toutes les parties afin qu'elles renoncent à l'usage de toute forme de violence. Le temps est venu d'établir une paix fondée sur la reconnaissance mutuelle, un compromis territorial et l'autodétermination, seules garanties pour la sécurité d'Israël, la réalisation des aspirations palestiniennes et la stabilité de la région. Nous exhortons les deux parties en conflit à surmonter les obstacles de la méfiance et de l'hostilité et à entamer des négociations de paix sans condition préalable. Puisse 1988 être l'année de la paix au Moyen-Orient.

Comité français du Centre international pour la Paix au Moyen-Orient (1)

Cet appel a déjà recueilli près de 700 signatures, notamment celles d'Elisabeth Badinter, Blandine Barret-Kriegel, François Bloch-Lainé, Edmonde Charles-Roux, Claude Cheysson, Maurice Delarue, Paul Delouvrier, Jean Elleinstein, Jean-Pierre Faye, Alain Finkielkraut, Henri Fiszbin, Jean-Jacques Goldman, François Jacob, Yves Jouffa, Georges Kiejman, Bernard Kouchner, Jean Lacouture, Emmanuel Le Roy Ladurie, Alexandre Minkowski, Yves Montand, Claude Nougaro, Madeleine Rebérioux, Laurent Schwartz, Michel Tubiana, Pierre Vidal-Naquet.

Des centaines de milliers de personnes l'ont signé aussi en Australie, Belgique, Etats-Unis, Grande-Bretagne, Israël, Italie, Pays-Bas, République fédérale d'Allemagne et Suède.

(1) Signatures et dons à adresser au Comité français du Centre international pour la Paix au Moyen-Orient, 10, rue Saint-Claude, 75003 Paris. (Présidente : Marie-Claire Mendès France ; bureau : Andre Azoulay, Elisabeth de Fontenay, Paul Kessler, Daniel Rachline, Fl. Wells et Andre Wormser.)

UVEL OBSERVATEUR

10055 מסרד החוץ-מחלקת הקשר 15.12.87 : תאריך

סודי נכנס **
**
**
**

חוזם:12,10055
אל:המשרד
מ-:פריס,נר:213,תא:141287,זח:1700,דח:ר,סג:ס
נד:8

103.3
נרב

סודי/רגיל

אל אירופה 1

לידיעת ממד

מאת פריס שוקת

ועידה בינל

א. צהרים עם BOIDIN סגן מנהל C.A.P.
(מחקר וחזוי) ברצין.

1. מתח בקרת על עמדת ארהב בנושא. יוזמת שולץ בסיבוב המזהת שלו לפני הפסגה בוושינגטון היתה דוגמא לחוסר ריאליזם אמריקני. הרעיון למפגש מזהתי בחסות זו-מעצמתית נדחה עי הרוסים, הערבים, הבריטים והצרפתים.

2. ברהם נהגנית מיתרון בזירת הסכסון המזהתי, היא פועלת בנשימה ארוכת טווח, בשיקול זעת ובתחכום. מטרתה לבסס עמדתה כפטרונית הצד הערבי מול ארהב הלכודה בעמדה חד-צדדית. לפיכן ברהם:

א. פורשת את מעגל פעילותה
לעבר הערביות המתונות כמו מצרים, וירדן (ההצעה לספק מיג-29 לירדן בעינה)

ב. מנסה לגשר על פני הניגודים בין סוריה ואשן, תון ניצול חולשת שתי הקליינטיות.

ג. משפרת במידה מסויימת יחסיה עם ישראל על מנת להיטיב בושר תמרונה עם הערבים.

3. תהליך ההפקה מהקו הבל לוקח זמן הפועל לטובתם. למיבן הסובייטים אינם ממהרים חוזר ממהרים בסוגיית הועידה הבינל.

4. סוריה וישראל פועלות מסיבות שונות, לסיבול הועידה. הבל משתקיט, אם בן, לידי הסובייטים.

ר.ב.

תפ: שהח/רהמ/שהבט/מנבל/ממנבל/ר/מרכז/רם/אמן/ממד/אירא/אירג/ בירן/מצפא

תאריך : 15.12.87

משרד החוץ-מחלקת הקשר

סודי נכנס **
**
**
**

תרזם:12/10054
אל:המשרד
מ-:פריס/נר:212/תא:141287/זת:1700/דת:ר/סג:ס
נד:@

סודי/דגיל

ממד ערב 3
דע: אירופה א

עיראק-ישראל

אחייצ עם BOIDIN סגן מנהל C.A.P. (מחקר ותיזוי) ברציף (12), התמחה בעיראק במשך שהותו בה במשך שנתיים עד קיץ 87, מביר את קוי הטיעון ה"פרו-עיראקיים" המושמעים באקדמיה אצלנו, שאלתיו לדעתו:

א. אינו מבחין בהפחתה נכרת של האיבה לישראל בעיראק. בתעמולה העיראקית בלפי פנים יש עדיין מנה גדושה של השתה אנטי ישראלית, לעיתים בסגנון אנטישמי עם זהוי הסיוניזם-ציונות. במישור הבינערבי והבינלי יש הפחתה בפעילות העיראקית בנושא סכסוך ישראל-ערב בגלל סדר עדיפויות שונה הנובע ממלחמת המפרץ.

ב. מסכים עם התיאוריה הרואה גיבושה של לאומיות עיראקית תהליך שהואץ במשך המלחמה. צדאם חוסיין נתפס כיום כמנהיג לאומי הרבה מעבר למימד המפלגתי הצר.

ג. לישראל צריך להיות עניין בנצחון עיראק במלחמת המפרץ. מתפלא על החששות בישראל מאפשרות זו שכן אין סיכוי בלאו הכי, לנצחון מזהיר אלא מקסימום ליציאה מהמלחמה "בשן ועין" בתנאים סבירים שיתפרשו כנימה בהישג לעיראק. במקרה זה תתפתח אצל העיראקים אוריינטציה אל מחנה הערבית המתונה, בעיקר בלפי המפרץ, ובמקביל אמביציה לחסל תשבונות עם סוריה, החרדה מתרחיש זה.

או אז תוצג משוואה אסטרטגית חדשה לפיה תהודה סוריה בלם וחיץ מול שאיפות עיראקיות-באם תהיינה באלו-בלפי המפרץ או להשגת מנהיגות בעולם הערבי. זאת על אף שסוריה תהיה נחותה ולחוצה ליד עיראק שצברה כח ונסיון צבאי אדיר. ישראל תפיק מכן יתרון בחזיתה המזרחית.

ז. לעומת זאת, תבוסה עיראקית במלחמה עלולה לגרום לבנין משטר פרו-סורי בבאגדד על כל המשתמע מכן בלפי ישראל.

ח. אף שהפלגנו בשתידנות במבעתי מלשאלו על הסיבוי של תבוסה עיראקית טוטאלית שאולי תביא להתפוררותה של עיראק. גם זו היפותזה לגיטימית בדיון מסוג זה.

שוקת.

ר.ב.

תפ: שהח/רהמ/שהבט/מבכל/ממנכל/ר/מרכז/רם/אמן/ממד/אירא

10163 תאריך: [illegible] 1 [illegible]

כנס

סודי

**
**
**
**

חודם:12,10163
אל:המשרד
מ-:פריס,נר:224,תא:141287,זח:1930,זח:מ,סג:ס
נד:8

סודי/מידי

אל: מנהל אירופה 1 - אישי

דע: סמנכ"ל אפסו"ק

מאת: הציר, פאריס

הפסגה הפרנקו-אפריקאית

משיחות שקיימתי במסגרת הועידה נודע לי:

1. מצב שלושת החטופים הצרפתים קשה. במיוחד חמור מצב בריאותו של קרטון. האירגון המחזיק בקאופמן לא מוכן היה לשחרר אותו כי חשבו אותו ליהודי. נשלחו תעודות המוכיחות שאינו יהודי - זאת עדיין לא שכנע איש. רעייתו של קאופמן המקורבת למפלגה הקומוניסטית והפעילה למען שחרור בעלה מקשה עוד יותר את שחרורו. ממשלת צרפת חוששת שהאיראנים ישחררו רק שניים מתוך השלושה עוד לפני הבחירות וזה עשוי להזיק לה. לכן הלחץ הכבד המופעל לשחרור השלושה.

2. במסגרת העיסקה עם איראן מועבר נשק וחלקי חילוף לאיראן דרך גבון וקמ"א. צרפת גם הסכימה לקניית נפט איראני למרות האמברגו שהטילה לא מזמן.

3. התגובה העיראקית היתה מתונה כי גם הם קיבלו חלקי חילוף וגם EXOCETS (לא ידוע כמה). כן בתיכנון למכור להם 20 מיראז'ים. עיסקה זו מוקפאת עד לאחר הבחירות לנשיאות.

3. היצוא לאיראן היה עוד בזמן הממשלה הסוציאליסטית ונמשך בתקופת כהונתו של שיראק. לכן לדעת אותם אנשים עימם שוחחתי יש כעין 'הטבם ג'נטלמני' בין שתי המפלגות בדי למנוע 'כיצרץ הנרשה' אשר רק תועיל ל- BARRE .

5. כן נודע לי שצרפת מוכרת נשק לדרום אפריקה דרך קומור המשתתפת גם בפיסגה.
הנספח הצבאי שלנו בעניינים.

אבירן

/רם

תפ: שהח/מנכל/ממנכל/איראן/דרום/מאפ/ר/מרכז/ממד/רם/אתן

10057 15.12.87 : תארין

משרד החוץ-מחלקת הקשר

בבנס **

סודי

**
**
**

חוזם:12,10057
אל:המשרד
מ-:פריס,נר:214,תא:141287,זח:1700,דח:ר,סג:ס
נד:8

סודי/רגיל

103.3

אל ממד

ליזיעת אירופה 1 ציפ

מאת פריס שוקת

מדיוויז ווין, מזכיר ראשון (מזת) בשג' ארהב באירוע חברתי (12).

1. ועידה בינל, בעקבות ביקורו האחרון של שולץ למזהת שקדם לפסגה בוושינגטון, נתקבל אצלם חוזם תדרון שבו במקום המונח ''ועידה בינל'' הופיעה ההגדרה ''מטריה בינל'' או ''פורום בינל''. הצרפתים שעמדו על השינוי בטרמינולוגיה כפי שהשתמש בה בשיחותיו ברצין, תקפו אותו על כן והוא דיווח על כן הביתה. עד היום לא קבל על כן תגובה.

2. מפרץ. על אף שהצרפתים טוענים שאין כוונה להסיג את ציים מהמפרץ, הרי עובדה שנושאת המטוסים ''קלימאנסו'' ושתי שולות מוקשים ששוגרו למפרץ במסגרת צי המשלוח עוגנות כיום בגיבוטי, הבריטים טוענים כי יחידת הצי הצרפתי שנותרה באיזור המפרץ חדלה לשתף עמם פעולה וחושדים בצרפתים שהם מתכוונים להתקפלות הדרגתית ושקטה. האמריקנים מצדם, בוחנים אם יחול שינוי בהתנהגות הצרפתית בנושא הסנקציות כנגד איראן, לאחר שעד כה, לפחות, צרפת היתה מן הקיצוניות בתביעת סנקציות. האמריקנים אינם נהנים מתמיכה מספקת בנושא מצד מדינות אירופה.

.ב.ר

תפ: שה"ח,רה"מ,שה"ב,מנכ"ל,ממנכ"ל,ר'/מרכז'רט,אמן,ממד,אירא,בירן,
מצנא

10432 משרד החוץ-מחלקת הקשר

תאריך : 15.12.87

בלמס

נבנס

תרזם:12,10432
אל:המשרד
מ-:פריס,נר:233,תא:151287,זח:1210,דח:ב,סג:ב
נד:@

בלמס/בהול

אל:אירופה 1

מאת:שגרירות פריס

צרפת-שטחים

להלן הודעת הרצפ' (14):-

**LES AUTORITES FRANCAISES EXPRIMENT LEUR EMOTION
ET LEUR VIVE PREOCCUPATION DEVANT LA RECRUDESCENCE
DE LA TENSION EN CISJORDANIE GAZA QUI A ENTRAINE
DES MORTS ET DES BLESSES ET QUI FRAPPE EN PARTICULIER
LES POPULATIONS DES TERRITOIRES OCCUPES ET LES CAMPS
DE REFUGIES.

LES AUTORIETES FRANCAISES RAPPELLENT QUE LE GOUVERNEMENT
ISRAELIEN A L'OBLIGATION,AU REGARD DES CONVENTIONS
DE GENEVE DE 1040,DE TOUT METTRE EN OEUVRE POUR
ASSURER LA PROTECTION ET LA SECURITE DES POPULATIONS
DES TERRITOIRES OCCUPES**.

תפ: שהח,רהמ,שהבט,מנכל,ממנכל/מרכז,רם,אמן,ממד,אירא,ליאור,
מזתים,מתאמשטחים

7690 תאריך : 11.12.87

נכנס בלמס

חוזם:12,7690
אל:המשרד
מ-:פריס,נר:172,תא:101287,זח:1500,דח:ר,סג:ב
נד:פ

ק.303
נרג

בלמס/רגיל

אל:אירופה 1

מאת:הציר פריס

אגודת ידידות צרפת-ישראל,נבטי

בטקס רב רושם בהשתתפות ראש העיר ROSSINOT שהנו גם שר בממשלת שיראק(קשר עם הפרלמנט) דגם מנהיג המפלגה הרדיקאלית (אחד משלושת המפלגים של UDF), ה- PREFET ראש השלטון המקומי וראשי הקהילה נפתח הסניף לאגודת הידידות צרפת-ישראל.בראש האגודה עומדת ס.ראש העיר JUBLIN- BATONNIER BLEUJET, אחת מהדמויות המרכזיות שהביאה לברית ברית התאומים בין נבסי לבין קרית-שמונה.
מקהלה ישראלית 'אבן- יהודה' התארחה בקהילה והיתה ''מסמר הערב''. כן הוביעה להקת ריקודים של העירייה בשם 'אורה אגדתית'' עם רקודים ישראלים.ראש העיר וה- PREFET קיבלו אותי כל אחד בנפרד לשיחה וכן נפגשתי עם ראש הקהילה היהודית.

האירוע נוסה ע' בעתונות והרדיו המקומיים.

תפ: שהח,מנכל,ממנכל,אירא,אביטל,מקצב,מעת,הסברה

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

3885 משרד החוץ-מחלקת הקשר תאריך : 05.12.87

בלמס נבנס

חרזם:12,3885
אל:המשרד
מ-:פריס,נר:75,תא:041287,זח:1820,זח:ר,טג:ב
נד:פ

103.3
נבנס

בלמס/רגיל

אל: אירופה 1

מאת: הציר פריס

להלן מדברי רוהמ' שיראק, כפי שהם מתפרסמים ב- ''לה מונד'' הערב, בדירן שהתקיים אתמול באסיפה הלאומית. הדברים מתייחסים לנאומו של מזכל' החזית הלאומית, מפלגתו של ג'אן-מארי לה-פן:

RAXHINES NATIONALES.NEANMOINS IL VEUT NOUS DONNER DES LECONS. IL LE FAIT DAANS DES CONDITIONS QUI PAR LEUR CARACTERE PROFONDEMENT INTOLERANT ,ME PARAISSENT EXTREMEMENT DANGEREUSES ET DE NATURE A ALIMENTER DANS NOTRE PAYS DES COURANTS QU-IL CONVEINT AU CONTRAIRE DE CALMER.JE NE CROIS PAS QUEL-ON RENDE SERVICE A NOTRE PAYS EN DISANT CE QU VOUS AVEZ DIT '' A AFFIRME M.CHIRAC AOUS LES APPLAUDISSEMENTS .

''J'AJOUTE,MONSIEUR STIRBOIS QUE LA FRANCE EST NEE DE L'ASSIMILATION D'UN CERTAIN NOMBRE DE PEUPLES D'ORIGINES DIFFERENTES ET QUE, LORSQU'ON REGARDE L'HISTOIRE NON PAS AU BOUT DE SON NEZ,MAIS AVEC UN PEU DE PERSPECTIVE ,ON SE REND COMPTE DE L'INANITE DE VOS PROPOS... ESSAYEZ DE PENSER UN PEU.NON,CE N'EST PAS CELA LA FRANCE .VOUS DITES'' NOUS SOMMES LA FRANCE DES TERROIRS ET DES CLOCHERS'' MOI AUSSI

JE SUIS L'ELU DESTERROIRS ET DES CLOCHERS,ET DEPUIS PLUS LONGTEMPS QUE VOUS... MAIS JE PEUX VOUS DIRE QUE ,DANS MES TERROIRS ET AUTOUR DE MES CLOCHERS A MOI J, VOS PROPOS LAISSERAIENT NOS CONCITOYENS STUPEFAITS DEVANT UNE INTOLERANCE AUSSI FERME ET AGRESSIVE.

''ALORS,MONSIEUR STIRBOIS,CROYEZ-MOI ,CE N'EST PAS CELA LES VALEURS QUI SONT LES NOTRES ,QUI ONT FAIT NOTRE HISTOIRE ET NOTRE GRANDEUR

CES VALEURS QUE VOUS METTEZ EN EXERGUE,MONSIEUR STIRBOIS, C'EST CELLES QUI ONT TOUJOURS ETE ASSOCIEES AUX MOMENTS LES PLUS NOIRS ET LES PLUS INDIGNES DE NOTRE HISTOIRE''.

שדבאן
אבירן.

תפ: שהח,מנבל,ממנבל,אירא

אירופה

RECEPTION
A L'INSTITUT DU MONDE ARABE

Réponse du Premier Ministre
aux paroles de bienvenue du
Président de l'Institut, M. Paul CARTON

Mardi 1er décembre 1987 à 17 h 30

מיקי

1. אני מצהה בנאום של שיראק את סגנונה הלירי של יבידתנו Christine Albanel de Lagarde

2. ראה נא העמוד המסומן (לצערי יש כאן הצהרה עקיסה מצד שיראק לא לסתור מרות אמנת היסוד).

Monsieur le Président,
Messieurs les Ministres,
Messieurs les Ambassadeurs,
Mesdames, Messieurs,

Je remercie vivement le Président Paul CARTON pour son accueil et pour les paroles particulièrement aimables qu'il vient de prononcer. Je voudrais lui dire, ainsi qu'à toutes les personnalités qui nous font l'honneur d'être présentes ici, toute la fierté et tout le plaisir que j'éprouve aujourd'hui à me trouver, avec plusieurs membres du Gouvernement, à cette réception amicale et chaleureuse

qui est donnée en l'honneur de l'Institut du Monde Arabe.

L'inauguration de cet Institut concrétise, en effet, la mise en oeuvre d'une initiative qui a été prise en décembre 1974 par le Gouvernement français, alors que j'en étais le Premier Ministre. Les liens qui unissaient la France et les pays arabes étaient déjà, à l'époque, très étroits. Ils sont, aujourd'hui, renforcés, et je ne doute pas qu'ils se resserreront davantage encore dans les années à venir. L'Institut du Monde Arabe, qui témoigne de la continuité dans l'amitié entre nos pays, aura un rôle essentiel à jouer pour que le rapprochement entre le peuple français et les peuples arabes

s'affirme de plus en plus comme une donnée naturelle en cette fin du XXème siècle.

Qu'il me soit permis d'exprimer toute ma gratitude aux éminents représentants des Gouvernements arabes, qui sont ici chez eux, pour avoir bien voulu s'engager, avec la France, dans cette grande entreprise commune.

Ensemble, nous voulions construire un édifice qui soit digne de nos pays et de nos cultures. Nous voulions un site prestigieux et une architecture exceptionnelle. Nous sommes aujourd'hui, j'en suis heureux, récompensés de notre persévé-

rance, et je tiens à rendre hommage à tous ceux qui, depuis près de cinq ans, ont travaillé à cette réalisation, qui offre à nos regards une brillante synthèse de la technologie la plus moderne et des symboles de l'architecture arabe traditionnelle. J'adresse donc mes très sincères félicitations aux architectes français, Monsieur Jean NOUVEL et l'équipe d'Architecture-Studio, qui ont conçu ce bâtiment, ainsi qu'à l'architecte-conseil saoudien, Monsieur ZAIDAN, qui leur a apporté son assistance, dans un bel exemple de collaboration franco-arabe.

A notre époque, nous le constatons chaque jour, les cultures se façonnent par la circulation des

idées, des informations, par le transfert des technologies, par le contact des patrimoines artistiques et spirituels, dont nos nations ont hérité. L'Orient, au fil des siècles, a transmis à l'Europe le fonds de sagesse, d'humanisme et de science dont il était dépositaire. En créant, au coeur de Paris, l'Institut du Monde Arabe, la France a voulu, en quelque sorte, s'acquitter de la dette de l'Occident, manifester sa reconnaissance et sa considération pour la civilisation arabe, mais aussi encourager les échanges et la coopération entre deux mondes dont les cultures se sont interpénétrées et mutuellement enrichies.

L'Institut du Monde Arabe, vous venez, Monsieur le Président, de le souligner, est une création profondément originale. Son originalité et sa nouveauté, tiennent, me semble-t-il, essentiellement à deux caractéristiques bien particulières.

L'Institut, je devrais dire notre Institut, est d'abord une entreprise résolument franco-arabe, puisqu'il associe librement, dans une fondation, vingt Etats arabes et un grand pays européen, qui ont pour ambition commune de mieux faire connaître la civilisation et la culture arabes.

L'Institut est, d'autre part - et c'est, je crois, la bonne orientation - délibérément tourné vers le grand public, l'idée étant de créer un foyer, un instrument de diffusion de la culture arabe, en utilisant des moyens accessibles à tous : documentation, livres, cinéma, expositions, concerts, etc. C'est en effet, grâce à cette ouverture vers le public, que l'Institut pourra contribuer au rapprochement entre les hommes et entre les cultures, rapprochement qui demeure le fondement indispensable à l'amitié et à la coopération entre nos nations.

Le foyer existe, il est superbe. L'outil est prêt. Nous nous en réjouissons tous. Il reste à en tirer le

meilleur parti possible, pour qu'il devienne l'un des grands centres de la vie culturelle de notre capitale, et, au-delà, de l'Europe entière.

La réussite de l'Institut dépendra, bien sûr, de tous ceux qui ont pour responsabilité de le diriger, de l'animer, et nous pouvons être confiants, car nous connaissons bien leurs mérites et leurs talents. Mais le succès dépendra aussi du soutien que continueront à apporter à l'Institut les Etats fondateurs, en restant fidèles à l'esprit de l'Acte de Fondation signé en 1980. Pour sa part, le Gouvernement français, je l'affirme ici sans réserve, donnera un appui constant à l'Institut. Cela va de soi, pour un projet qui est,

à mes yeux, prioritaire, puisqu'il représente un acte de foi dans l'amitié franco-arabe.

Je forme donc des voeux très chaleureux pour que l'Institut du Monde Arabe, désormais installé dans ce siège admirable, puisse développer sa mission pour le plus grand profit de l'amitié entre nos pays et entre nos peuples, et pour l'approfondissement du dialogue entre nos civilisations.

3756 משרד החוץ-מחלקת הקשר תאריך : 05.12.87

שמור נכנס **
**
**
**

חודם:12,3756
אל:המשרד
מ-:פריס,נר:68,תא:041287,זח:1500,זח:ר,סג:ש
נד:ש

103.3 ברס

שמור/רגיל

אל:אירופה 1

מאת:הציר פריס

שיחה עם ז'אן מוזיטלי -יועץ באליזה

פגשתי את מוזיטלי במספר הזדמנויות ,אולם זו השיחה הראשונה-שיחת היכרות שקיימתי עמו.לאחר חזרה מוכרת לכולנו על עמדת צרפת לגבי הועידה הבינלאומית והצורך לתמון במלך הירדני,במיוחד לאור חיזוק מעמדו,לאחר פיסגת עמאן,התרכז מוזיטלי במספר נושאים ולהלן הערותיו לגביהם.:

1.לדעתו,פסגת עמאן הצביעה על חולשתו של אשף ומנהיגה והדבר נרשם היטב אצלם,המרויחה הגדולה הינה מצרים אשר הוכיחה שהמשך מדיניות השלום כלפי ישראל משתלם.בנוסף לתמורה הפוליטית בינה מצרים,אשר הוכיחה שהמשך מדיניות השלום כלפי ישראל משתלם.בנוסף לתמורה הפוליטית שקבלה חידוש יחסיה הדיפלומטיים עם חלק ממדינות ערב-היא תקבל גם תמורה כלכלית שכל כך היא זקוקה לה-לאור מצבה הנואש כמעט. אין הוא מאמין שחזרה של מצרים לליגה הערבית יביא לשינוי מדיניותה כלפי ישראל גם לא בעבור התמורה לתפוס בחזרה את מקום המנהיג.אדרבא,בדרך בה היא הלכה עד כה סיכוייה גדולים יותר לחזור ולתפוס המנהיגות-וזאת מצפים ממנה המדינות הערביות המתונות.

2.המשבר הפרנקו-איראני או מלחמת השגריריות-מדיניות הנשיא מיטראן עד 1986 היתה למצוא פתרון כולל להחזרת

כל החטופים תמורת שחרור של המחבל נקש.מיטראן וגם מתנגד היום לפעול בשיטת'הסלמה' כפי שפעל שיראק.

שיראק שחרר שניים מהחטופים-,,לא החשובים ביותר,אם כי כל החטופים יקרים לנו!". ושילם תמורה קשה עי פגיעה חמורה בסדרי השלטון הפנימי-פגיעה ברשות השופטת-והתחייבויות אחרות.(לא פירט,אם כי בהמשך השיחה העלה הקשיים העומדים בפני איראן במציאת חלקי חילוף) מדיניותו של שיראק תיבחן תוך זמן קצר.אם לא ישוחרר שלושת החטופים הנוספים,הנושא יעמוד במרכז מערכת הבחירות.אם ישוחרר ישכחו הכל ויצביעו על הצלחתו.מוזיטלי הבטיח לבדוק נכונות ברזולוציה של החטוף AUQUE שהבריז שהיה בידי פלשתינאים.טרם קיבל הדוח מהמחקיר.

3.איראן-עיראק.אין הוא רואה הסוף למלחמה זו.סדאם חוסיין מחפש דרכים לשים לה קץ.כי המשכה מסכן את שלטונו.לדעתו רק השלמה של חומייני יביא למציאת פתרון להסדר בין שתי המדינות.

4.המרכז הערבי-הרעיון להקמת המרכז היה של פומפידו.הוא נוצע בתקופת כהונתו של ז'יסקאר ונפתח עי מיטראן.הם מודעים לכך שבהנהלה יושבים נציגיהם של מדינות רדיקאליות במו לוב וסוריה ושמצרים נעדרת.יעשה מאמץ בדי להכניס את מצרים כבח ממתן בהנהלה.

טיפר שהערבים רצו שהמרכז יקבל סטטוס של מוסד בינל נעין אונסקו מוסלמי- ולזאת התנגד מיטראן בתוקף.הנשיא מעונין לפקח של מוסד זה,במיוחד שלמעלה מ-60 אחוז מהוצאותיו מכוסות עי צרפת.צריך לתת הדעמנות ולראות ביצד יפעל המוסד-הוא מקווה שיתרכז בעיקר בנושאים שבשילם הוקם- ולא יגיבו מיד בדי'להחזירו למסלוליי.

הפ: שהח,רהמ,שהבט,מנכל,ממנכל,ר/מרכז,רם,אמן,ממד,אירא,ליאור, מצרים

3251

משרד החוץ-מחלקת הקשר

תאריך : 04.12.87
דף 1 מתוך 2
עותק 9 מתוך 12 סודי ביותר סכנס

חרזם:12,3251
אל:המשרד
מ-:פרים,נר:50,תא:031287,זת:1530,דת:ר,סג:סב
נד:@

סודי-ביותר/רגיל

אל: מ'מ רה'מ ושר החוץ

דע: לשי רה'מ

מאת: השגריר, פריס

התקשר עמי טלפונית הבוקר שיראק בדי למסור :

1. שחרור החטופים

צרפת לא שילמה כופר בעד שחרור החטופים ולא ניהלה כל מו'מ, עקיף או ישיר, עם החוטפים. היא מנהלת מו'מ עם איראן כמדינה אל מדינה באמצעות מוסאווי, ראש ממשלתה במסגרת תהליך ממושך שהחל בו עוד לפני מספר שנים לנורמליזציה של היחסים עם איראן. ביקש לדחות מכל וכל הביקורת המושמעת בעתונות המערבית, במיוחד האנגלית והאמריקאית.

2. יהודי תימן

ביקש למסור לרה'מ ולממלא מקומו שדיבר בשבוע שעבר עם שר התרבות של תימן הצפונית וראש עירית צנעה והעביר באמצעות האחרון מסר לנשיא תימן בנושא. טרם נקבע תאריך לביקורו של השר קנאנה, אך חזר ואישר באזניי שהוא מתעתד לשגרו בקרוב, בין השאר כדי לבחון הנושא במקום עם האחראים התימנים.

משרד החוץ-מחלקת הקשר

דף 2 מתוך 2
עותק 9 מתוך 12

3. יהודי ברה"מ

קיבל לשיחה ממושכת את סגנו של גורבצ'וב, ליגאצ'וב, ושוחח עמו ארוכות על יהודי ברה"מ וחזר והאיץ בו שברה"מ תאפשר הגירה חופשית של יהודים. הפקיד בידו רשימה ארוכה של סרובניקים ועשה DEMARCHE מיוחד בקשר לנחום מימאן שביתם אליו קיבל שיראק בקשרת התערבות מצד שלושה חתני ברס נובל. ליגאצ'וב הבטיח להעלות העניין עם גורבצ'וב. שיראק התרשם שהסרוביטים מגלים בנושא היהודים פתיחות רבה ויתכן שתחול הפשרה מעשית בנושא אם יווצרו תנאים מסייעים לכך במו"מ שלהם עם ארה"ב.

סוף===

תפ: שהח,רהמ,מנכל,ממנכל

```
*
*
*
```

AMBASSADE D'ISRAËL

שגרירות ישראל

פאריס, 2.12.87
י' כסלו תשמ"ח
251

אל : אריה אבידור
אירופה 1
מאת: עתונות, פאריס

הנדון: צרפת- איראן - תקשורת

לדו"ח תקשורת מ-30.11

רצ"ב העמודים הרלוונטים מתוך עתוני יום ב' ה-30.11
וכמו כן סקירת עתונות הבוקר של סי"צ מה-1.12
באותו ענייַן.

עמישב

3, RUE RABELAIS - 75008 PARIS - TÉL. 42.56.47.47

5F • LUNDI 30 NOVEMBRE 1987

2EME EDITION NOUVELLE SERIE N° 2030

Libération

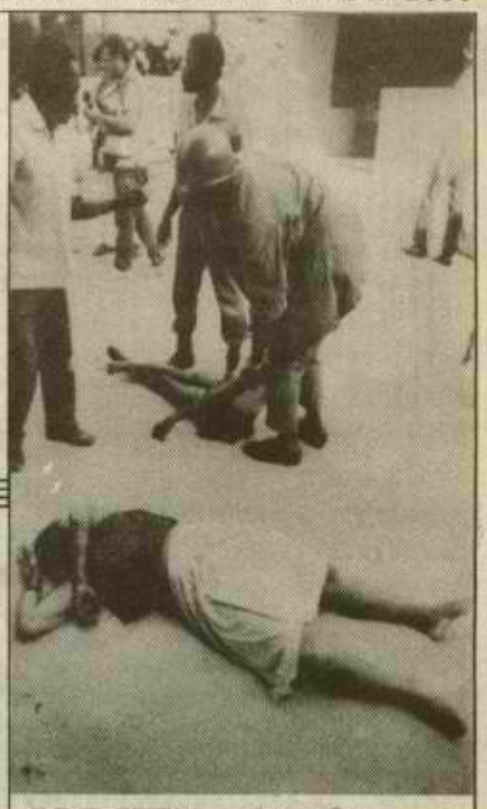
GORDJI LIBRE 48H APRES LE RETOUR DES DEUX OTAGES

LE TROC

Vahid Gordji, le responsable iranien retranché dans son ambassade depuis le 30 juin, a quitté la France, hier soir, après avoir été entendu par le juge Boulouque comme témoin dans le dossier des attentats de 1986 à Paris. Cette issue de la « guerre des ambassades » est de toute évidence le prix payé par la France pour la libération de Jean-Louis Normandin et Roger Auque. *Lire page 2.*

P. de Noirmont/Reuter

Palais de Justice, 20h30 *Gordji (au centre), libre de toutes charges, rejoint Le Bourget, où un avion l'attend pour Téhéran*



HAITI: LES ELECTIONS MASSACRÉES

Les premières élections libres depuis trente ans en Haïti, qui devaient se dérouler hier, ont été reportées. Des gangs de tontons macoutes ont attaqué des bureaux de vote et semé la terreur, faisant au moins 22 morts et 67 blessés. Lire page 16

MARSEILLE : VICTOIRE DE LA MAJORITE

52,34 %: Robert Assante, candidat UDF-RPR, a été élu hier au second tour de l'élection cantonale partielle à Marseille, malgrè la consigne d'abstention du Front national. Lire page 6.

MANIF COULEURS EN NUANCES

Si SOS-Racisme s'est montré satisfait par la mobilisation des potes contre le racisme et la xénophobie, l'Unef-ID elle, n'a pas réussi à entrainer ses troupes. Lire page 26.

PARIS, CAPITALE ARABE

Mitterrand aujourd'hui, Chirac demain inaugurent l'Institut du monde arabe, superbe « vitrine » co-financée par la France et vingt pays arabes. Lire page 22.

AVRAM PLAQUE LA FRANCE

Le rugbyman roumain qui avait déserté le 11 novembre après le match France-Roumanie est finalement retourné dans son pays au grand dam de ceux qui avaient organisé son passage à l'Ouest. Lire notre supplément sport en page 31.

ANTILLES-REUNION 8 F • ALLEMAGNE 2 DM • AUTRICHE 18 Sch • BELGIQUE 34 F • CAMEROUN 425 CFA • CANADA $ 1,60 • COTE-D'IVOIRE 350 CFA • DANEMARK 10 Kr • EGYPTE 2 £
ESPAGNE 150 Ptas • ETATS-UNIS $ 1,35 • FINLANDE 8,50 Mk • GABON 400 CFA • GRANDE-BRETAGNE 65 P • GRECE 150 Dr • ITALIE 1 800 L
LUXEMBOURG 34 F • MAROC 5 Dh • NORVEGE 10 Kr • PAYS-BAS 2,25 fl • PORTUGAL 130 Esc • SENEGAL 375 CFA • SUEDE 11 Kr • SUISSE 1,80 F • TUNISIE 500 M

48 HEURES APRES LA LIBERATION DE AUQUE

OTAGES : UNE RANÇON NOMMEE GORDJI

La rançon de la libération de Jean-Louis Normandin et Roger Auque ne se mesure pas qu'en dollars. Le coup de théâtre s'est produit hier à 18h : Vahid Gordji, quittait l'ambassade d'Iran où il était retranché depuis le mois de juin, pour se rendre chez le juge Boulouque qui l'entendait comme « témoin » dans l'enquête sur les attentats de 1986 à Paris. Peu après, il quittait libre le palais de justice et s'envolait immédiatement pour Téhéran. Le paquet de dollars qui, selon « Le Monde », aurait été versé aux ravisseurs passait du même coup au second plan. Cette révélation avait fait monter Jacques Chirac sur ses grands chevaux, lors de l'arrivée des deux ex-otages à l'aéroport d'Orly. Après le retour de Normandin et Auque et la fin de la guerre des ambassades, Paris se retrouve au point de départ : pour que les trois derniers otages soient relâchés, la France devra satisfaire le Jihad islamique qui réclame la libération d'Anis Naccache, le chef du commando qui a tenté d'assassiner à Paris l'ancien Premier ministre iranien Chapour Bakthiar, et le règlement du contentieux financier d'Eurodif.

Gordji parti, envolé. Les journalistes avaient fait le guet pendant plus de deux heures et demie devant le palais de justice et ils n'ont vu de ce départ qu'un éclair de gyrophares. Les caméras ont tout juste saisi ces quelques secondes de crissements de pneus, ce démarrage en trombe d'un cortège hystérique. Des motards, trois voitures de la DST et puis la fameuse Mercedes dans laquelle on aperçoit le visage de Vahid Gordji, comme un flash. Des voitures et des motards encore et puis le juge Boulouque quittant le portail de la Conciergerie avec le même empressement. Il est 20h40.

Tout s'était précipité à 18h hier. Quarante huit heures après la libération des deux otages français, l'interprète iranien prend l'air pour la première fois depuis le 29 juin dernier, date du blocus policier autour de l'ambassade d'Iran, avenue d'Iéna à Paris. Gordji qui avait jusqu'alors obstinément refusé de répondre à la convocation du juge Boulouque en tant que témoin sur les attentats parisiens, s'apprête à sortir. Le scénario est calé. *« Avec l'accord des autorité iraniennes, des fonctionnaires de la Direction de la surveillance du territoire se sont rendus à l'ambassade d'Iran »*, indique le Procureur de la République de Paris, Michel Raynaud. Selon lui, les policiers ont procédé à la vérification formelle de l'identité de Gordji. Et à 17h57 précisément, tout le monde a quitté l'ambassade par la petite porte de derrière qui donne sur la rue Fresnel, en douce mais sous forte escorte policière.

Le juge d'instruction Gilles Boulouque l'attend dans son bureau. Les multiples entrées du palais de justice sont alors sérieusement verrouillées par les gendarmes, les CRS et des gardiens de la paix. Environ une quinzaine de fourgons stationnent sur les quais. Des policiers ont investi les locaux du palais et la traque aux journalistes commence. Evacués l'un après l'autre.

Dans la salle de la première cour d'appel se termine le congrès du syndicat de la magistrature. Les participants vont voter les dernières motions sans s'imaginer une seconde qu'à quelques couloirs de là, Vahid Gordji s'entend poser quelques questions. C'est au moment de sortir que les congressistes découvrent un parcours balisé par des policiers *« qui avaient plutôt l'air énervés »* mais ils ne savent toujours pas ce qui se trame. Réaction de certains magistrats devant le comportement des gardiens de la paix : *« Ils ont frôlé l'outrage »*. D'autres, en apprenant la nouvelle, soupirent et devinent l'issue de l'interrogatoire : *« La raison d'Etat et l'indépendance de la justice, vaste débat... »*.

Déjà à 18h45, une dépêche de l'AFP laisse entendre sur la foi *« d'une source sûre »* que *« si le magistrat ne retient aucune charge contre lui, Gordji devrait quitter Paris par avion pour Téhéran dans la soirée »*. Et pourtant, quelques minutes plus tard, une voiture pénètre dans l'enceinte du palais de justice. Sur la banquette arrière, un homme allongé se cache des photographes. Le juge Boulouque a-t-il alors l'intention d'y passer la nuit, de confronter des témoins, de pousser l'interrogatoire jusqu'au bout ?

Le magistrat jette l'éponge à 20h30. Et le communiqué du procureur de la République tombe : *« Après avoir procédé à l'audition de* (Vahid Gordji), (le juge Boulouque) *a considéré, conformément aux réquisitions du Parquet qu'il n'y avait pas de charges devant entraîner son inculpation. En conséquence Vahid Gordji a quitté libre le palais de justice »*. Direction, aéroport du Bourget où chauffe un Falcon 50, un avion privé de la société Dassault. La Mercèdès s'est garée à cinq mètres de l'échelle de coupée tandis qu'une trentaine de policiers et cinq voitures encadraient l'appareil. Les voitures escorteront l'avion alors qu'il roule sur la piste pour décoller. Il est 21h21. Quelques heures plus tard Vahid Gordji arrive à Téhéran, en ayant fait le crochet par Larnaca à Chypre.

L'hôtel Matignon a affirmé que désormais *« la solution des autres problèmes pendants dans les relations franco-iraniennes doit pouvoir progresser rapidement : il s'agit de la levée des mesures restrictives prises à l'encontre des deux ambassades, qui va permettre le retour en France des neuf agents de notre ambassade à Téhéran. Il s'agit aussi du règlement des contentieux financiers en cours de discussion entre les deux pays depuis près de neuf ans qui devraient maintenant connaître des développements déterminants »*.

L'avocat de Vahid Gordji, Me William Caruchet, a confirmé qu'*« il était question d'un dénouement depuis deux ou trois semaines : la discussion a eu lieu à un niveau très élevé sans passer par les procédures habituelles ni faire appel aux intermédiaires habituels »*.

Dominique Le GUILLEDOUX

Le Français Paul Torri entendu par les tribunaux de Téhéran

Au moment où Vahid Gordji se rendait chez le juge Boulouque, le premier secrétaire de l'ambassade de France à Téhéran, Paul Torri, retenu depuis juillet dans l'ambassade, comparaissait devant le tribunal de la révolution islamique de la prison d'Evine, au nord de la capitale iranienne. L'agence officielle iranienne IRNA a affirmé que le *« consul de France, M. Paul Torri, a comparu devant le tribunal de la révolution islamique d'Evine à 17h00 GMT »*. Il a été *« interrogé sur certaines charges retenues contre lui »*, ajoute IRNA qui précise que le tribunal révolutionnaire *« désirait entendre le diplomate français depuis longtemps mais ce dernier avait jusqu'à présent refusé de comparaître »*.

Auque et Normandin dans la cohue d'Orly

Bousculades et émotion, samedi, lors de l'arrivée à Orly des deux otages libérés. Jacques Chirac, pour sa part, démentait formellement tout paiement de rançon.

Larmes, embrassades, effusions, mais aussi cris, bousculades, échanges d'horions : le retour samedi après-midi à l'aéroport d'Orly de Jean-Louis Normandin et de Roger Auque, libérés la veille à Beyrouth des geôles de l'OJR (Organisation de la justice révolutionnaire), a donné lieu à une vaste foire d'empoigne entre quelque trois cents journalistes, dans le salon d'honneur de l'aéroport où les deux ex-otages ont été accueillis par le Premier ministre Jacques Chirac.

C'est avec une heure de retard que le Mystère 20 du GLAM, avec à son bord le technicien d'Antenne 2, le journaliste de RTL et le ministre de l'Intérieur Charles Pasqua, qui les avait rejoints sur la base militaire de Solenzara en Corse, s'est immobilisé sur la piste. Jean-Louis Normandin et Roger Auque se jettent dans les bras de leurs familles. Normandin, les larmes aux yeux, serre longuement Antoine, son petit garçon de huit ans. Les deux hommes sont un peu hébétés, ne trouvent pas les mots pour dire leur joie et leur émotion.

Puis la bousculade commence au pied de l'avion avec le pool des journalistes qui retransmettent en direct l'événement. C'est la ruée pour tenter d'avoir la première interview des ex-otages. Jacques Chirac et Charles Pasqua tanguent, tirés à hue et à dia. *« Laissez-moi passer, j'ai le droit... »*, hurle en direct le journaliste d'Antenne 2.

Le groupe parvient tant bien que mal à pénétrer dans le salon d'honneur où sont massés le gros des journalistes, ainsi que les responsables d'Antenne 2 et de RTL, le ministre de la Culture et de la communication François Léotard, le ministre des Affaires étrangères Jean-Bernard Raimond, et le représentant du président de la République, Jean Musitelli, conseiller à l'Elysée.

Jean-Louis Normandin et Roger Auque arrivent sous les applaudissements. Le technicien d'A2 étreint ses camarades Philippe Rochot, Aurel Cornéa et Georges Hansen, enlevés avec lui le 8 mars 1986. *« Jusqu'à aujourd'hui,* déclare Philippe Rochot, *nous étions seulement relâchés, mais pas libérés. L'équipe est de nouveau au complet. » « Je remercie tous ceux qui ont travaillé à obtenir notre libération,* déclare Jean-Louis Normandin, très ému. *Ma première image de la liberté retrouvée c'est une ronde d'enfants que j'ai vue lorsque l'avion a fait une escale à Corfou en Grèce ce matin. »* Roger Auque dit combien sa détention a été dure à supporter. *« Mais je n'étais pas seul, j'avais Dieu avec moi »*, ajoute-t-il.

Le ministre de l'Intérieur, qui de temps en temps joue au garde du corps des deux hommes en repoussant la cohue, reste très discret sur le rôle joué par *« l'émissaire du gouvernement français »*, M. Stéphani : *« Il faut garder quelques secrets,* dit-il. *Les gens qui font leur métier pour leur pays n'ont pas besoin qu'on les félicite »*.

Dans son allocution d'accueil, le Premier ministre Jacques Chirac a salué cette libération comme un élément de détente dans le contentieux franco-iranien. Elle *« nous fait progresser sur la voie du règlement des contentieux avec L'Iran et donc du rétablissement de relations normales avec ce pays »*, a déclaré le Premier ministre, soulignant toutefois que ce rétablissement ne pourrait s'effectuer tant que d'autres otages demeurent détenus par *« des groupes sur lesquels la République Islamique peut avoir une influence déterminante »*. Jacques Chirac a remercié sans les nommer *« l'ensemble des autorités civiles et militaires, françaises et étrangères »* pour leur aide dans cette affaire.

Jean-Bernard Raimond avait pour sa part adressé un message de remerciements à son homologue syrien et, dans la journée de samedi, Jacques Chirac s'est entretenu par téléphone avec le président algérien Chadli Bendjedid. Aucune indication n'a été donnée sur la nature de leur conversation.

A Orly, à la fin de son allocution, le Premier ministre a tenu à apporter *« le démenti le plus formel »* à *« l'allégation mensongère et dépourvue de tout fondement »* selon laquelle la France aurait payé une rançon pour obtenir la libération des deux otages. Le journal *Le Monde* l'avait annoncé en première page dans son édition du week-end. *« Je n'arrive pas à percevoir les raisons qui ont conduit à l'affirmer »*, a ajouté le Premier ministre, visiblement irrité. Auparavant, il avait lancé à Jacques Amalric, chef du service étranger du *Monde*, présent sur les lieux : *« C'est criminel, irresponsable. Ecrire cela en titre ! Je vous traînerai devant les tribunaux. Vous ne pensez pas aux trois autres »*. Jacques Amalric, pour sa part, maintient sa version des faits, appuyée sur de *« bonnes sources »*.

Lire également en page 54 la « chronique du zappeur ».

ET NORMANDIN, GORDJI S'ENVOLE LIBRE POUR L'IRAN

EDITORIAL
PAR GERARD DUPUY

LES MOYENS DE LA FIN

Je relâche deux otages, tu me donnes Gordji, je laisse partir ton attaché, Eurodif prépare son chèque». Posé en ces termes, l'appurement du contentieux franco-iranien semble si simple qu'on en vient à ne plus comprendre pourquoi il a fallu si longtemps pour le mettre en œuvre. Peu importe pour le moment — les méandres de pareil troc sont par nature tortueux, aléatoires et secrets. Mais on peut se prononcer sur le principe du troc, et sur ses résultats apparents.
Autrement dit: était-il moral, est-il rentable ?
Ou bien on renonçait à s'occuper des otages, les considérant comme des quasi-morts (ce qui aurait pu être politiquement justifié mais moralement difficile à soutenir) ou bien on affirmait «*vouloir faire quelque chose*» (ce que les gouvernements français ont toujours fait avec l'approbation générale de l'opinion).
Dans ce deuxième cas, la fin voulait les moyens: on ne discute pas avec des voyoux avec des arguments de *gentlemen*.
Si les preneurs d'otages n'étaient pas des voyoux, hé bien, ils ne prendraient pas d'otages. La colère de Chirac au mot de «rançon» n'y change rien — et, à tout prendre, il vaudrait mieux une vraie rançon, sonnante et trébuchante, que des promesses politiques. Si le but du troc était moral ses moyens ne pouvaient pas l'être.
Le troc est-il rentable ? Si la vie de deux otages ne saurait par définition avoir de prix, il a tout de même fallu payer pour les faire libérer. Glissons sur les divers défraiements financiers.
Il a fallu admettre publiquement que la justice française, si elle n'est pas aux ordres, sait ne pas faire désordre au bon moment. Toute la mise en scène de l'affaire Gordji apparaît rétrospectivement comme une masquarade sans grande dignité, la justice française tenant en l'occurence un rôle assez semblable à celui de sa consœur iranienne. Si on doit chercher le prix réel du troc, c'est à l'idée de l'indépendance de la justice française qu'il faut le mesurer. Certains trouveront peut-être qu'après tout, c'est une bonne affaire.
Il reste encore trois otages français au Liban.
Maintenant qu'on a reconnu à l'Iran une sorte de légitimité sur leur détention, les choses vont peut-être pouvoir s'accélérer.

Le Bourget, hier soir. *Vahid Gordji vient de monter dans le Falcon 50 qui s'envole aussitôt vers l'Iran via Larnaca.*

Patrick Cerrac/AFP

Des contacts directs avec les ravisseurs

La libération de Normandin et Auque, et le départ de Gordji ont «déblayé le terrain». C'est désormais avec Imad Mughnieh, véritable patron de la logistique des ravisseurs que Paris a entrepris de traiter la suite de l'affaire des otages. Le plus difficile reste à faire.

Donnant-donnant: Jean Louis Normandin et Roger Auque ont retrouvé leurs familles, Vahid Gordji a rejoint la sienne après un petit détour dans le bureau d'un juge aussi consciencieux qu'encombrant. Le troc peut paraître choquant: il n'est que l'ersatz, un peu rustre, d'une diplomatie qui, l'urgence aidant, n'a que faire des bonnes manières. Certes, Jacques Chirac s'émeut et tonitrue quand d'aucuns osent parler de «*rançon*», mais le juge Boulouque ayant enfin pu faire son travail, il n'est que des esprits chagrins pour douter que le départ précipité de Vahid Gordji, au lendemain même du retour des deux otages de Beyrouth, fut simple coïncidence.

Les réalistes savent, eux, depuis des lustres, qu'une politique ne se juge qu'à ses résultats et ne manqueront donc pas de se réjouir de la nouvelle donne apparue dans l'interminable affaire des otages.

La libération de Jean-Louis Normandin et de Roger Auque semble s'inscrire en effet dans un processus de règlement global du problème des otages. Cette libération des deux derniers otages français qui n'étaient pas aux mains du Jihad islamique, et donc pas sous contrôle relativement direct de Téhéran, permet si l'on ose dire de «déblayer le terrain» afin que puissent commencer les tractations sérieuses, à savoir celles concernant les otages que certains milieux proches des ravisseurs qualifient d'«*historiques*», Marcel Carton, Marcel Fontaine et Jean-Paul Kauffmann.

Ce n'est pas un hasard si Jacques Chirac a affirmé samedi que le retour de Normandin et Auque «*nous faisait progresser sur la voie du règlement des contentieux avec l'Iran et donc du rétablissement de relations normales avec ce pays*». Tout se passe comme si l'enlèvement de l'équipe d'Antenne 2, et à moindre titre celui de Roger Auque, étaient venus parasiter le problème de fond qui reste celui des revendications iraniennes concernant les otages détenus par le Jihad islamique. Dans ces conditions, Téhéran avait d'autant plus intérêt à aider à la libération de Jean-Louis Normandin ou à *ne pas s'y opposer* — ce qui est tout aussi important — qu'elle faisait ainsi d'une pierre deux coups: une fois réglé ce problème, elle pourrait non seulement revenir sur ce qu'elle considère être les discussions de fond, mais elle pouvait d'ores et déjà, et comme préalable, obtenir le retour de Vahid Gordji en Iran.

Que l'«interprète» de l'ambassade d'Iran à Paris soit ou non en odeur de sainteté à Téhéran, les Iraniens tenaient néanmoins absolument à le récupérer. De l'hôtel Matignon au ministère de l'Intérieur, en passant par le Quai d'Orsay, les responsables français en étaient convaincus, souvent après avoir reçu à ce sujet des «messages» très précis de Téhéran. «*Une solution à la guerre des ambassades, c'est-à-dire à l'affaire Gordji, est un préalable à tout règlement du problème des otages*», nous affirmait un haut responsable français à la veille de la libération de Normandin et Auque.

Depuis plus d'un mois en effet, plusieurs solutions étaient envisagées par le ministre de l'Intérieur pour permettre le départ de Vahid Gordji, y compris que le numéro deux officieux de l'ambassade d'Iran soit interrogé par le juge Boulouque à l'aéroport, juste avant d'embarquer pour Téhéran. Finalement, l'Iran aura permis à Paris de sauvegarder un minimum d'apparences en acceptant que Gordji aille lui-même au palais de justice: une petite concession pour Téhéran, qui avait la garantie qu'«*aucune charge ne serait retenue contre lui*» par le juge Boulouque...

Après la libération de Normandin et Auque et le règlement de l'affaire Gordji, la situation des otages français toujours détenus au Liban redevient en fait ce qu'elle était à la veille des élections législatives de 86 (*Libération* du 28-29 novembre). Le Jihad islamique redevient le seul interlocuteur de l'Etat français et il reviendra à celui-ci, qui connaît le prix des otages «*historiques*», de le payer ou non. La négociation semble de fait d'ores et déjà engagée. Et un homme y joue un rôle fondamental: Imad Mughnieh. Agé d'une trentaine d'années, ce Libanais dont la famille est originaire de Tyr au sud-Liban est considéré comme le véritable patron de la logistique des ravisseurs.

Engagé dans le mouvement palestinien au début des années 70, et plus précisément dans le Fatah de Yasser Arafat, Mughnieh rejoint ensuite le mouvement libanais pro-iranien, Hezbollah, dont il sera un temps responsable de la sécurité. Son beau-frère est par ailleurs l'un des militants islamiques condamnés à mort à Koweït. Lié tout à la fois à Hachémi Rafsandjani, le numéro deux iranien, mais aussi à son rival, l'ayatollah Montazéri, successeur désigné de Khomeiny, Imad Mughnieh fait de fréquents voyages à Téhéran. Selon certaines informations, il aurait même fait un séjour à Paris d'où les policiers français l'auraient laissé filer.
C'est désormais par Imad Mughnieh que passent les tractations entre Paris et les ravisseurs de Jean-Paul Kauffmann, Marcel Carton et Marcel Fontaine. Cela ne s'est pas fait sans difficulté, les responsables français ayant toujours été réticents à des discussions directes avec les ravisseurs. Selon nos informations, Paris aurait d'ailleurs posé une condition avant d'accepter de discuter avec Imad Mughnieh: la garantie que le Hezbollah ne prendrait désormais plus de nouveaux otages français. Un émissaire du gouvernement français se serait rendu à Téhéran il y a un mois et demi. Pour négocier, entre autres, ce «préalable»?

En réalité, le plus difficile commence:

●●●

LE JUGE N'A RETENU AUCUNE CHARGE CONTRE LUI

...

si les Iraniens, qui vouent une hostilité irréductible à François Mitterrand, pourraient de ce fait se résoudre à avantager Jacques Chirac avant la prochaine élection présidentielle, ils ne céderont pas pour autant sur les conditions posées pour ce qu'on appelle pudiquement une *« normalisation »* des relations franco-iraniennes. Celles qui sont dites et répétées publiquement... et celles qui le sont moins : le règlement total du contentieux financier d'Eurodif — un second versement a-t-il été effectué à Téhéran au cours des derniers jours ? — et la libération des membres du commando qui a tenté d'assassiner à Paris Chapour Bakhtiar, l'ancien Premier ministre du Shah. A commencer par le chef de ce commando, Anis Naccache. Autre revendication moins connue, mais apparemment fondamentale aux yeux de Téhéran, et surtout des ravisseurs : la libération de Mohamed Mohajer, Libanais détenu en France considéré par les policiers comme l'un des « cerveaux » des attentats terroristes de septembre 1986 à Paris et qui fut à coup sûr un important responsable du Hezbollah. On le voit, la double libération de ce week-end ne pourrait bien n'être que le lever de rideau d'un grand marchandage dans lequel le gouvernement français aura du mal, demain comme hier, à faire accepter des demi-mesures à ses interlocuteurs. Encore faudrait-il que, le rideau levé, tous les acteurs soient décidés à jouer la même pièce. Jusqu'au dernier acte.

José GARCON

L'impôt versé aux ravisseurs

La violence avec laquelle Jacques Chirac a démenti tout versement d'une rançon pour obtenir la libération de Jean-Louis Normandin et Roger Auque a de quoi surprendre. Comme si évoquer le paiement d'une rançon qu'on sait pertinemment *incontournable* dans ces affaires, avait valeur de jugement moral. Indépendamment des concessions politiques accordées aux Etats de la région impliqués dans les enlèvements, tous les gouvernements ont dû « payer le prix » à ceux qui, sur le terrain libanais, ont été des mois durant, les geôliers des otages. Les ravisseurs n'entendent pas être les laissés-pour-compte d'une affaire qui profiterait avant tout à l'un ou l'autre des Etats pour le compte duquel ils agissent. La Corée du Sud a ainsi versé 1,2 million de dollars pour récupérer, le 26 octobre dernier, un de ses diplomates. En dépit de ses démentis, la RFA a payé elle aussi 5 millions de marks pour la libération, le 7 septembre dernier, d'Alfred Schmidt (la firme *Siemens* en a versé la plus grande partie). Et la France n'a pas échappé à la « règle » lors de la libération de Philippe Rochot et de Georges Hansen.

Si on ignore encore le prix de la double libération de vendredi, on connaît néanmoins le montant réclamé par les ravisseurs lors d'une amorce de tractations qui a eu lieu fin juin début juillet avec des responsables français du ministère de l'Intérieur : 1,2 million de dollars pour Normandin et 5 millions de dollars pour Jean-Paul Kauffmann, Marcel Carton et Marcel Fontaine. Selon nos informations, de telles exigences n'ont jamais été considérées, à Paris, comme susceptibles de compromettre les négociations...

J.G.

Vahid Gordji au centre de cinq mois de guerre des ambassades

Le 29 juin, la police encercle l'ambassade d'Iran. Gordji s'y est retranché, refusant d'être entendu par le juge Boulouque sur les attentats commis en 1985 et 1986. Celui qui n'est officiellement qu'un petit interprète va très vite entraîner la rupture entre Paris et Téhéran.

Le départ de Vahid Gordji de Paris devrait mettre un terme à une situation impossible : le blocage total, depuis plus de quatre mois, des relations franco-iraniennes ; la rétention, en position de quasi-otages, des diplomates et fonctionnaires de chacun des pays dans la capitale de l'autre.

Le prologue de la « guerre des ambassades » remonte au 3 juin dernier, quand les policiers se présentent au domicile de Vahid Gordji, munis d'une commission rogatoire. Le juge d'instruction Gilles Boulouque, qui l'a signée, souhaite entendre *« comme témoin »* le traducteur de l'ambassade d'Iran à Paris — qui ne bénéficie pas de l'immunité diplomatique — dans le cadre de son enquête sur les attentats de 1986 à Paris.

Une série d'arrestations opérées par la DST en mars et avril avaient démantelé un réseau terroriste lié au Hezbollah, qui aurait servi de base logistique aux poseurs de bombes. Parmi la dizaine d'inculpés, un Libanais, Mohamed Mouhadjer, est suffisamment lié à Gordji pour que le magistrat ait quelques questions à poser à ce dernier. Mais Gordji a disparu, sur les conseils, dit-on alors, de certaines de ses « relations » au Quai d'Orsay.

Le 29 juin, la police française établit un cordon autour de l'ambassade d'Iran avenue d'Iena, persuadée que « l'interprète » s'y cache. Les autorités iraniennes ne tardent pas à prendre des mesures similaires autour de l'ambassade de France à Téhéran.

Le 2 juillet, coup de théâtre : devant la presse convoquée à l'ambassade, Vahid Gordji fait une réapparition spectaculaire, dans le rôle du modeste interprète, traduisant les propos du chargé d'affaires iranien à Paris, Gholam Réza Haddadi. Ce dernier donne sa version de l'affaire : depuis le retour de la droite française au pouvoir, la normalisation franco-iranienne va bon train. Mais certains « services » font tout pour s'y opposer. Et Haddadi cite le nom d'un haut fonctionnaire du Quai d'Orsay qui aurait conseillé à Gordji de ne plus quitter son ambassade en attendant que *« les choses se calment »*. Façon un peu trop voyante de jouer sur d'éventuelles rivalités franco-françaises.

Il est vrai qu'à l'époque, deux logiques sont à l'œuvre : l'une (celle du Quai d'Orsay) entend profiter de l'amélioration des relations franco-iraniennes pour tenter de faire libérer les otages détenus au Liban ; l'autre (celle du ministère de l'Intérieur), veut démanteler le réseau terroriste qui a ensanglanté Paris.

Le calcul iranien est malhabile. Piqués au vif, les responsables français retrouvent leur unité sur une position de fermeté. Mitterrand et Chirac accordent leurs violons, et dès le 5 juillet, le ministre des Affaires étrangères, Jean-Bernard Raimond, annonce la suspension des négociations sur la normalisation des relations entre les deux pays.

Sygma

Paul Torri, à Téhéran en 1985. Accusé d'espionnage et confiné dans l'ambassade depuis juillet dernier, il a été entendu hier par les tribunaux iraniens.

Entre temps, la personnalité de Gordji s'est précisée. Ce jeune homme de moins de trente ans a fait ses études en France, avant de devenir, après l'arrivée de Khomeiny, homme d'affaires du régime islamique. Son titre d'interprète de l'ambassade iranienne lui a permis de participer à toutes les négociations franco-iraniennes importantes. Il entretient des relations suivies avec les milieux, politiques et d'affaires, partisans d'un minimum de normalisation avec l'Iran.

Présenté comme un simple *« témoin »* au départ de l'affaire, Gordji devient progressivement un *« personnage considérable »* pour les responsables français. Le Quai d'Orsay rappelle qu'il a été interpellé, notamment après les attentats de février 1986, par la DST et entendu dans des *« affaires de terrorisme »*.

Le 8 juillet, Chirac déclare au *Monde* qu'il est *« hors de question que Vahid Gordji ne soit pas entendu par le juge »*. Le 14, Mitterrand affirme que Gordji est *« soupçonné d'avoir pris part — à quel degré je n'en sais rien — à des actions terroristes en France (...) Il y a suffisamment de soupçons pour qu'il ait été appelé à s'expliquer »*. Le Président profite de l'occasion pour ajouter que « l'interprète » doit être entendu *« au palais de justice »*, ce qui coupe court aux rumeurs concernant un arrangement qui lui aurait permis de recevoir le magistrat instructeur dans les locaux de son ambassade.

Une série d'incidents, survenus dans cette première quinzaine de juillet, achève d'envenimer les relations entre la France et l'Iran. Un diplomate iranien est *« brutalisé »*, selon Téhéran, par des douaniers français à Genève (qui en profitent pour lui faucher des documents confidentiels). Un porte-conteneurs français est attaqué dans le Golfe par deux vedettes iraniennes. Le 16 juillet, l'Iran lance un véritable ultimatum à la France : si le siège de notre ambassade n'est pas levé dans les 72 heures, indique-t-il en substance, nous romprons nos relations diplomatiques. Le lendemain, Paris préfère prendre les devants et rompre, de sa propre initiative, ses relations avec Téhéran.

La colère iranienne s'exprime aussitôt : les diplomates français en poste à Téhéran sont accusés de se livrer à des activités d'espionnage, en particulier le premier secrétaire d'ambassade, Paul Torri. Le même jour, à Beyrouth, le Jihad islamique publie un communiqué vengeur et menace d'exécuter les otages Carton et Fontaine.

Les deux pays parviennent cependant à s'entendre sur les Etats tiers qui représenteront leurs intérêts, l'Italie pour la France, le Pakistan pour l'Iran. Les rebondissements de la guerre du Golfe — en particulier l'envoi de navires de guerre occidentaux dans la région — ne modifient rien à cette situation. Jusqu'au coup de théâtre d'hier, qui a suivi de 48 heures la libération de Jean-Louis Normandin et de Roger Auque.

Sélim NASSIB

Balladur : l'objectif est la normalisation

Edouard Balladur, ministre de l'Economie, a déclaré hier à propos de la sortie de Vahid Gordji de l'ambassade d'Iran que c'était *« une affaire extrêmement délicate qui n'est pas arrivée à son terme »*. *« L'objectif de la France est d'arriver à régler de façon aussi durable et saine que possible ses relations avec l'Iran. Nous sommes dans un processus qui, je l'espère, conduira à la normalisation, mais je ne peux en dire davantage »*, a ajouté Edouard Balladur interrogé sur TF1 où il participait en direct à un débat avec Michel Rocard **(Lire page 7).**

Terry Waite serait détenu par l'OJR

Roger Auque a indiqué hier qu'il *« avait eu des informations »* selon lesquelles Terry Waite était détenu par l'OJR. *« Je pense »*, a-t-il dit, *« que Terry Waite se trouvait dans la chambre voisine de celle où j'étais détenu. »* Roger Auque a expliqué qu'au moment de sa libération, ses gardiens lui ont dit : *« C'est nous qui avons enlevé l'Américain Charles Glass mais on l'a libéré. Terry Waite c'est nous aussi, mais on ne l'a pas libéré. »* Il a indiqué qu'il entendait un homme parler *« anglais avec l'accent britannique »* dans la chambre voisine. *« En mai, la porte de sa chambre est restée ouverte quelques minutes et j'ai vu un homme avec une grande barbe grise, âgé d'un cinquantaine d'années, très maigre. »*

Quel avenir pour l'Islam en France ?

PAR GILLES KEPEL

Du Palais-Bourbon à la commission des Sages et des cabinets ministériels aux salles de rédaction, on projette ou on fantasme beaucoup ces temps-ci sur l'avenir de l'Islam en France. Il est heureux que les élus et les responsables se préoccupent enfin d'un phénomène qui prend de plus en plus d'importance. Mais il serait regrettable que, dans la précipitation, on mette en œuvre des dispositifs mal préparés qui, parce que leurs auteurs connaissent peu la réalité complexe de l'Islam en France aboutiraient vite à des impasses ou à de graves désenchantements.

Ainsi, le 5 octobre, le député Jean Roatta s'inquiète de la *« multiplication incontrôlée »* de nouvelles mosquées où il voit des *« foyers politico-religieux qui constituent des points d'ancrage de l'intégrisme "khomeyniste" »*. Et il suggère au ministre de l'Intérieur de faire contrôler le phénomène de très près par le recteur de la Mosquée de Paris. Or ce personnage — dont les qualités humaines sont largement reconnues —, n'en est pas moins un haut fonctionnaire du gouvernement algérien, désigné par celui-ci lorsqu'il a pris le contrôle de cette institution à l'automne 1982 dans des circonstances peu claires. Faut-il donc que la République, pour résoudre un problème d'ordre public lié à des menées étrangères supposées, abdique une part de sa souveraineté et confie le maintien de l'ordre à un autre Etat étranger ?

Plus informés des risques d'ingérence liés à la gestion présente de l'Islam, les membres de la Commission de la Nationalité semblent avoir été séduits par la formule d'une « Eglise musulmane de France ». Cette expression n'est pas adéquate, et, prise au pied de la lettre, elle ouvre la voie à bien des ambiguïtés. D'abord, depuis que l'Islam existe, jamais ses fidèles n'ont voulu d'Eglise ni de clergé. L'une de ses grandes forces réside dans la dissémination de l'autorité religieuse en son sein : celle-ci lui a souvent permis de résister aux pressions du pouvoir politique, et il serait bien étonnant que la France, fille aînée de la laïcité, réussisse à ordonner l'Islam dans la structure hiérarchisée d'une Eglise, là où depuis quinze siècles tous les princes musulmans ont échoué. Le réalisme oblige à penser qu'une instance moins ambitieuse verra le jour : ce serait déjà un progrès considérable si les fidèles de l'Islam dans l'Hexagone s'accordaient sur des questions simples de rite ou de culte, comme l'abattage de la viande *halal* ou la date des fêtes de baïram, qui sont aujourd'hui l'enjeu d'âpres conflits.

En ce qui concerne le contrôle des mouvements subversifs qui trouveraient leur relais dans certaines mosquées, il ne faut pas croire que la panacée réside dans une instance consistoriale à venir, dont la légitimité sera contestée par les « extrêmistes » qui en seront exclus. C'est dans l'éradication des maux sociaux qui nourrissent les mouvements islamistes que résident les solutions à long terme. Elles nécessitent la mise en œuvre d'une politique volontariste d'intégration menée par les institutions et les associations françaises. Toute la question est ici de savoir dans quelle mesure la *« prise en compte du fait musulman »* — pour reprendre les termes du député Michel Hannoun —, est l'un des instruments de cette politique d'intégration. Plus précisément, s'il suffit de quelques dispositifs d'ordre juridique pour faire de l'Islam en France « une religion comme les autres ».

Or, les obstacles à sa banalisation restent importants ; ils ne seront levés qu'avec une évolution significative des attitudes et des mentalités, pour laquelle l'Etat doit sans doute prendre des mesures incitatives. On ne saurait toutefois nourrir trop d'illusions sur leur efficacité immédiate.

Les obstacles à la banalisation restent importants ; ils ne seront levés qu'avec une évolution significative des attitudes et des mentalités, pour laquelle l'Etat doit sans doute prendre des mesures incitatives. On ne saurait toutefois nourrir trop d'illusions sur leur efficacité immédiate. Les obstacles à la banalisation sont de deux ordres : la perception de l'Islam qui domine aujourd'hui parmi les Français, et les objectifs finaux réels que nourrissent nombre de groupes fort actifs dans le tissu associatif musulman dans l'Hexagone.

L'image de l'Islam chez les Français est très négative. Qu'on le déplore n'y change pas grand'chose. Les actions terroristes lancées de Téhéran ou de Beyrouth, les attentats et les prises d'otages perpétrés par des organisations qui se réclament de l'Islam ont fait à son image en France des torts considérables. Sans doute de très nombreux musulmans considèrent-ils que de pareils agissements constituent une aberration monstrueuse que leur religion réprouve. Mais cette réprobation parvient peu à se faire entendre des Français, voire à les convaincre. Les nombreuses pétitions hostiles du voisinage dès lors qu'un projet de mosquée a vu le jour ces dernières années, en sont un signe tangible. Les médias y ont une part de responsabilité, mais elle ne saurait être exclusive de l'incapacité présente des multiples porte-parole de l'Islam en France à faire se dissiper durablement le soupçon.

A l'heure où les responsables se préoccupent de l'importance acquise par le phénomène islamique en France, il serait temps que l'on se penche sur sa complexe réalité. Sous peine de mettre en place des dispositifs juridiques qui oublient les obstacles à la banalisation de cette religion.

L'autre obstacle à la banalisation de cette religion tient aux objectifs finaux de certains groupes et à leur compatibilité avec les principes fondateurs de la République. Sont-ils prêts à circonscrire l'Islam au cadre d'une piété privée qui est du ressort de la liberté individuelle du citoyen ? Ou souhaitent-ils au contraire négocier une liberté communautaire qui donnerait aux musulmans des lois de statut personnel fondés sur la jurisprudence de l'Islam — qu'il s'agisse de la polygamie, de l'obligation de se convertir pour tout non-musulman qui épouse une musulmane, de la garde des enfants confiée systématiquement au père quand celui-ci répudie sa femme, etc. Il ne s'agit pas ici de vues de l'esprit exhumées pour de mauvaises raisons, mais de revendications d'actualité régulièrement mises en avant le vendredi par l'imam dans bon nombre des mille mosquées et lieux de culte que compte aujourd'hui la France.

Au nom de la liberté communautaire, la République se dispose-t-elle à admettre que ses enfants prénommés Ahmed ou Fatima n'aient pas le même statut juridique que leurs concitoyens François ou Pierrette ? Que leur liberté individuelle — qui leur permet aussi, dans la démocratie française, de changer de religion ou de faire profession d'indifférence ou d'athéisme — soit bornée par un espace communautaire qui leur interdit ?

Ces questions divisent aujourd'hui ceux qui, en France, se réclament de l'Islam. Le statut officieux de cette religion permettait jusqu'alors de ne pas affronter les problèmes, d'autant que beaucoup de musulmans pieux percevaient leur présence en France comme transitoire. Aujourd'hui, la sédentarisation est une inéluctable réalité et le retour au pays d'origine un mythe empoussiéré. La création d'une instance représentative de l'Islam en France ne pourra avoir de chance de succès si le dilemme entre liberté individuelle et liberté communautaire n'est pas résolu dans la multiplicité de ses enjeux.

(*) Professeur à l'IEP. Auteur de *Les banlieues de l'Islam/naissance d'une religion en France*, Le Seuil, octobre 1987.

Requiem pour un fromage

PAR GERARD DUPUY

Un des meilleurs fromages du monde a été condamné à mort pour cause d'homicide. On ne sait si l'on doit se réjouir de voir la santé publique si bien défendue ou s'affliger de constater que le monde devient, pour un seul fromage qui manque, un peu plus dépeuplé et morose.

D'un côté, les gastronomes méritent, autant que n'importe quels autres citoyens, d'être protégés des produits adultérés ; de l'autre, il est clair que l'hygiénisme fromager nous conduit tout droit à cet univers de pâtes molles et insipides pour lesquels les trusts agro-alimentaires dépensent tellement d'argent en vidéo-clips alpestres.

Une vingtaine de morts par absorbtion de vacherin dans la seule Suisse (et même dans un seul de ses cantons), un tel chiffre est largement comparable aux ravages conjugués de l'overdose et du SIDA dans le même territoire. Quand on sait que la vigilance microbienne des service helvètes est rarement prise en défaut, en particulier à propos des produits importés, on ne peut s'étonner de la sanction frappant le vacherin. Au contraire (et à rebours) on reste surpris qu'un pays aussi épris de propreté ait pu si longtemps rater le bacille de la listériose. Peu importe, dira-t-on, c'est aujourd'hui chose faite.

La listériose ressemble à cela au SIDA en ce qu'elle contredit apparemment le fantasme de toute-puissance de la technologie moderne : un monde sans microbes, une table rase de malignité qui commence par la nature (ou ce qui la remplace) et s'étend potentiellement aux humains.

Que cela se passe en Suisse, pays neutre et propre (on imagine à ses frontons cette devise : *propreté, sécurité, neutralité*), ne fait que renforcer l'outrage : la pourriture ne nous lâche pas les baskets, notre universel passé troglodyte nous colle aux fesses. L'engeance proliférante des moralistes de salle de bain n'y changera rien, trouvera toujours un bout de pain sur sa planche. Et c'est tant mieux, pourvu que nous sachions empocher les bénéfices (réels) de ces croisés sans sombrer dans leur infantilisme.

Car, s'il n'y a aucune raison de douter de la légitimer de l'interdit qui frappe désormais le vacherin suisse, il n'y a, non plus, aucune raison pour emboiter le pas au début de pseudo-paranoia alimentaire qui, de Suisse en Suède, cache mal un solide bon sens commercial. A coups de normes et d'excommunications, se joue une guerre qui a pour but un fromage qui n'est pas que laitier.

La promptitude des autorités suisses à accabler quelques uns des derniers artisans de leur pays n'est pas forcément dépourvue d'arrière-pensées protectionnistes (non plus, disons, que les imprécations de Michel Noir contre les téléviseurs de Carrefour). On peut n'avoir aucune envie d'attraper la listériose et ne pas prendre l'hygiénisme pour argent comptant. Et ne pas suivre non plus le nationalisme béat de ce quotidien parisien qui titrait samedi : *« Fromages français : aucun risque »*.

Dans ce fait divers listérique, et surtout dans les commentaires involontaires qui l'ont accompagné, c'est tout un pan de la réalité humaine qui s'est trouvé fusillé. Car enfin, les hommes ne mangent pas pour se nourrir comme le font les bêtes. De la fonction foncièrement animale de la nutrition, on peut même faire une science, dont s'occupent les nutritionnistes. Mais les repas de l'humanité mangeante sont autre chose : elle s'y savoure elle-même, comme dieu le fait selon certains mystiques.

Un foie gras est une manière de cyrrhose et une marinade n'est jamais qu'un bouillon de culture sophistiqué. On peut se passer de l'un et l'autre sans en mourir. Mais la sécurité qu'apporterait leur disparition, comme celle du vacherin, se payerait d'une perte de plaisir. Ce n'est pas le goût du danger qui plaide pour les vieux fromages (et contre les nouveaux !), c'est le goût tout court.

CANTONALES

MARSEILLE : LE PEN LÂCHÉ PAR SES VOIX

L'UDF Robert Assante, poulain de Jean-Claude Gaudin, a été élu hier conseiller général de Marseille par 52,24 % des voix. Une gifle pour Jean-Marie Le Pen, qui avait lancé un mot d'ordre d'abstention à ses électeurs du premier tour.

La majorité vient de faire l'économie d'une crise. En remportant hier le second tour de l'élection cantonale partielle de Marseille, l'UDF Robert Assante, poulain de Jean-Claude Gaudin, vient de la dispenser d'ouvrir un nouveau débat douloureux sur ses relations avec le Front national. Grâce au génie tactique de Jean-Marie Le Pen, qui avait eu la bonne idée la semaine dernière d 'appeler à *« l'abstention positive »* — voire *« punitive »* contrer la majorité — la démonstration est désormais faite que le leader d'extrême droite n'est pas propriétaire de ses voix. Ce qui n'est pas un mince enseignement dans la perspective des échéances électorales à venir.

En obtenant 52,34 % des voix hier, le candidat UDF a fait un gain de 16 points entre les deux tours de scrutin et retrouve le score avec lequel avait été élu en 1982 son prédécesseur RPR (52,69 %). La participation accrue (48,80 % contre 40,91 %, due sans doute en partie à une plus forte mobilisation du RPR), ne suffit pas à elle seule à expliquer sa progression, loin de là. Une bonne partie des électeurs qui avaient voté au premier tour pour l'extrême droite (20,41 % dont 18,31 % pour le Front national) se sont vraisemblablement reportés sur le candidat de la majorité, qui ne perd que 4,46 % des voix par rapport au total droite- extrême droite du premier tour (56,76 %). Autant dire que le chef de file du Front national peut difficilement parler, comme il l'a fait hier soir, du *« grand succès de son mot d'ordre d'abstention »*.

Avec 47,66 % des suffrages, le socialiste André Manivet fait, lui, progresser la gauche de plus de 7 points par rapport au premier tour (40,34 %). La consigne de report des votes du PC a donc été respectée. En augmentant de plus de dix points son score des législatives de 86, la gauche retrouve à quelques décimales près le nombre de voix avec lequel elle s'était fait... battre aux cantonales de 82 (47,31 %). Un résultat, certes encourageant et qui *« contente »* le socialiste Michel Pezet, mais inquiétant si elle souhaite conserver en 1989 la mairie de Marseille. *« Vous ne pouvez pas savoir ce que je suis content. C'est la victoire de la droite libérale »*, a lui aussi clamé hier soir Jean-Claude Gaudin.

Est-ce à dire que ce scrutin a enfin ouvert les yeux à celui qui, de tous les leaders de la majorité, est, avec son compère Jacques Blanc, celui qui a le plus flirté avec le Front national? *« Mon attitude vis-à-vis de l'extrême droite va changer. Si un débat sur ce sujet s'ouvre au sein du Parti républicain, je ne serai pas le défenseur de l'alliance avec Le Pen »*, confiait-il la semaine dernière. Une position qui ne pourrait que satisfaire François Léotard pour qui le résultat de la cantonale de Marseille prouve, en particulier, que *« la majorité gagne lorsqu'elle est fidèle à ses valeurs »*.

Robert Assante *(à gauche) aux côtés de Jean-Claude Gaudin, après la proclamation des résultats.* AFP

Autrement dit, sa thèse (reprise à Claude Malhuret), selon laquelle c'est à la droite libérale de mener le combat contre le Front national si celle-ci ne veut pas à terme se retrouver paralysée par cette formation, sort, selon lui, vérifiée par cette partielle. Une vérité d'évidence qui va conforter tant les léotardiens que les centristes et les modernistes du RPR qui soutiennent avec Michel Noir qu'il *« vaut mieux perdre les élections que perdre son âme »*, ou plutôt, qu'il vaut mieux les gagner sans avoir au préalable perdu son âme. Reste que certains dans la majorité, c'était déjà l'avis de quelques menbres de l'entourage de Gaudin hier soir, seront tentés d'expliquer le relatif bon report de voix lepénistes sur le candidat de la majorité, par les très cordiales relations que le président du groupe UDF entretient localement avec l'extrême droite. Une explication, en partie fondée, mais en partie seulement, les électeurs du Front national étant plus attachés à la personne et aux idées de Jean-Marie Le Pen qu'à celles de ses représentants de province.

Au final, le grand perdant de cette cantonale partielle demeurera la formation d'extrême droite. En apportant la preuve par sa consigne d'abstention qu'il ne contrôle guère ses voix, Le Pen vient de voir mis à mal son seul moyen de pression à l'endroit de la majorité. Discrédité par l'affaire du « détail », le député de Paris espérait se recrédibiliser auprès de la coalition RPR-UDF en étalant au grand jour son « pouvoir de nuisance ». Celui-ci est désormais réduit à peau de chagrin ou presque. Certes, les sondages montrent que ses électeurs ne se reporteraient aujourd'hui qu'à peine pour moitié sur le candidat de la majorité au second tour de l'élection présidentielle. Mais Le Pen lui demanderait-il de ne pas se reporter du tout, cette moitié-là le suivrait-elle (et réciproquement)? Le résultat de Marseille montre que rien n'est moins sûr. En décidant, mardi dernier, d'appeler à *« l'abstention positive »*, Le Pen n'a atteint, en fait, qu'un seul objectif tangible : il a réussi à diviser encore un peu plus son parti. Ce qui est un autre motif de satisfaction pour la majorité.

Jean-Michel THENARD

N° 3340 LUNDI 30 NOVEMBRE 1987
4,50 F

Le Matin
de Paris

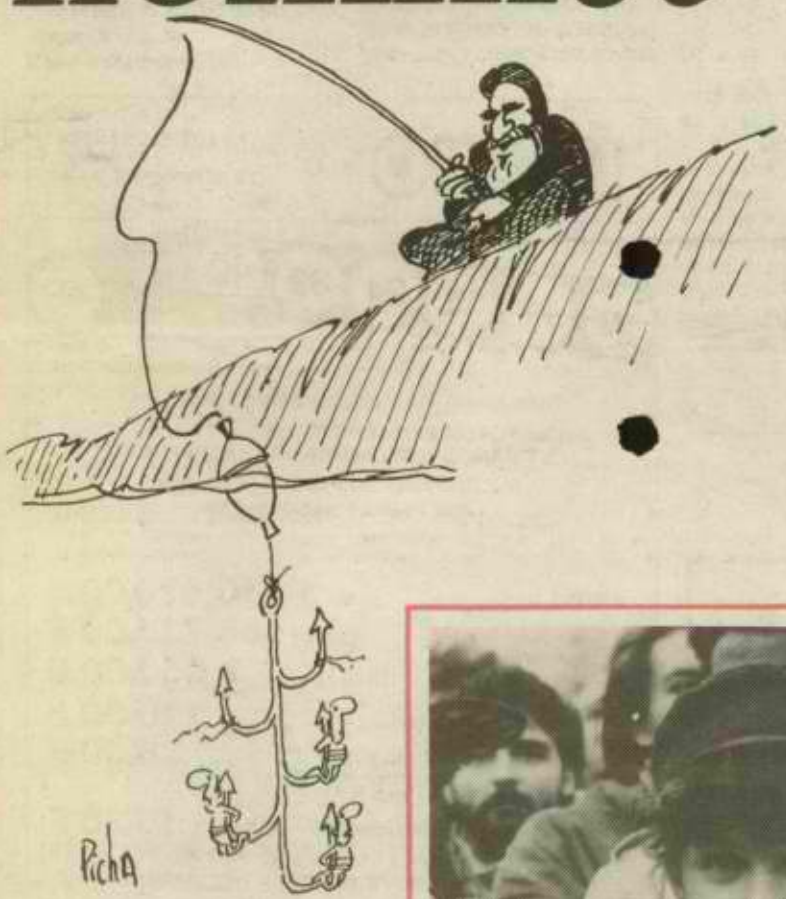
MEDECINE

Le bon docteur de famille se rebiffe

A Lyon, les généralistes ont constitué leur premier syndicat : Médecins généralistes France (MG France). Il regroupe 4500 praticiens sur 56 000 de ce type. Ils défient la toute-puissante Confédération des syndicats médicaux français. Ils vont aller demander à Philippe Séguin, le ministre du Travail, et à Michèle Barzach, celui de la Santé, de reconnaître leur représentativité.

Page 15

Les otages français contre une rançon nommée Gordji



Il a quitté Paris hier soir

Spectaculaire rebondissement dans l'affaire des otages français au Liban avec l'audition hier soir par le juge d'instruction parisien Gilles Boulouque de Wahid Gordji, un des responsables iraniens à Paris, avec le rang officiel d'interprète à l'ambassade d'Iran.

De source sûre, on précisait que si le magistrat, qui voulait l'entendre comme témoin dans l'enquête sur les sanglants attentats terroristes à Paris en 1985 et 1986, ne retenait aucune charge contre Wahid Gordji, ce dernier quitterait rapidement Paris par avion, dans la soirée, pour Téhéran. A 21 heures il gagnait l'aéroport du Bourget.

Ainsi pourrait être mis un point final à « la guerre des ambassades » entre les deux pays qui avait entraîné le blocus du personnel diplomatique iranien à Paris et, en représailles, celui des diplomates français à Téhéran. Cela devrait également provoquer une détente dans les relations entre les deux pays, sans pour autant effacer le grave contentieux qui continue à les séparer : soutien militaire de la France à l'Irak en guerre avec l'Iran et détention par des extrémistes pro-iraniens à Beyrouth de trois otages français, les diplomates Marcel Carton et Marcel Fontaine, ainsi que le journaliste Jean-Paul Kauffmann.

Page 3

CANTONALE MARSEILLE

La majorité l'emporte malgré Le Pen

Hier soir, Robert Assante, le candidat UDF-RPR, l'emportait avec 52,30 % des voix malgré le mot d'ordre d'abstention du Front national. Le candidat socialiste avait recueilli de son côté 47,66 % des suffrages exprimés. Les abstentionnistes ont été très nombreux. Le candidat de la majorité a gagné 16 % de voix, celui de l'opposition plus de 11 %. Cela tendrait à prouver que les voix du Front national se sont partagées, avec une préférence à droite, mais qu'elles n'ont pas ignoré le candidat de gauche.

On a assisté à Marseille pendant toute la journée d'hier à des jeux de pression bizarres sur les électeurs. Des hommes du Front national donnaient des consignes pour voter à gauche. Des socialistes ne semblaient pas avoir envie que ce socialiste-là gagne...

Page 5

"BLACK BLANC BEUR"

25 000 selon la police, 100 000 à 150 000 selon les organisateurs, Harlem Désir de SOS-Racisme et Philippe Darriulat de l'UNEF-ID, la manif des potes, hier, a commencé dans la confusion. Les politiques voulaient à tout prix occuper le devant de la scène

REPERES

Pologne : jour de référendum aux chantiers Lénine à Gdansk Page 6
Haïti : les élections ajournées en raison des violences Page 7
Licenciements : la loi sur les nouvelles procédures sur la sellette Page 8
Bourse : les députés examinent le code de bonne conduite Page 9
Corse : les interpellations contre le FLNC se poursuivent Page 10
Action directe : Frérot, le dernier leader, arrêté Page 11
Rugby : un des transfuges roumains d'Agen rentre chez lui Page 12
Matériaux nouveaux : les supraconducteurs jouent les stars Page 17
Musique : Waits joue toujours le rôle de Tom Page 21
Balladur-Chirac : un débat très cohabitationniste Page 28

ET AUSSI

Les courses Page 14
Carnet-théâtre Page 21
Le guide des programmes Page 24
Les BD's Page 25
Ce soir à la télé Page 26
Les jeux Page 27
La météo Page 28

● PRIX A L'ETRANGER : ALGERIE, 3 DA ; MAROC, 5 DH ; TUNISIE, 455 M. ; ALLEMAGNE, 1,90 DM ; BELGIQUE, 34 FB ; CAMEROUN, 385 CFA ; CANADA, 1,60 DOLLAR ; COTE-D'IVOIRE, 315 CFA ; DANEMARK, 9 C.D. ; ESPAGNE, 155 PES. ; GRANDE-BRETAGNE, 0,75 L. ; GRECE, 170 DR. ; ITALIE, 2100 L. ; LUXEMBOURG, 34 FL. ; PORTUGAL, 130 ESC. ; SENEGAL, 335 CFA ; SUISSE, 1,50 FS ; USA, 1,35 DOL.

EDITORIAL

PAR BERNARD PELLEGRIN

Quitte ou double

Ce week-end pèsera lourd dans la balance de l'élection présidentielle. Car en quarante-huit heures, Jacques Chirac vient de marquer deux points décisifs : la libération de deux otages et le quasi-dénouement de « la guerre des ambassades » entre la France et l'Iran. Deux affaires bien évidemment unies dans une même négociation dont la rapide progression rend aujourd'hui crédible un début de normalisation avec Téhéran, et donc, à terme, la libération de Marcel Carton, de Marcel Fontaine et de Jean-Paul Kauffmann.

Le premier ministre est donc engagé dans la dernière ligne droite d'un dossier qui empoisonne les gouvernements de la France depuis plusieurs années. Et même si le rapide passage de Wahid Gordji devant le juge Boullouque ne satisfait que pour la forme les exigences de justice qui étaient celles du gouvernement français pour en savoir plus sur les attentats de septembre 1986, même si la magistrature risque d'apparaître comme la dernière roue du carrosse dans une affaire qui perdurait pourtant en raison des demandes de l'instruction, il est satisfaisant de voir que le gouvernement a su faire aboutir des tractations qu'on croyait dans l'impasse. Au point d'ailleurs que certains évoquaient le versement d'une rançon pour expliquer la libération de Jean-Louis Normandin et de Roger Auque.

Mais les heureux événements du week-end n'empêchent pas que plus il s'approche du but, plus Jacques Chirac joue gros. Car s'il y a quelque risque à laisser partir trop tôt un témoin pour satisfaire la clause d'une négociation, il est encore plus dangereux de négocier quasi ouvertement avec Téhéran quand il reste encore trois otages entre les mains du Jihad islamique. Ceux-ci sont plus que jamais l'enjeu d'une guerre diplomatique et policière qui peut à tout moment se durcir à nouveau.

On comprend pourtant que Jacques Chirac soit tenté par ce quitte ou double. Il ne reste que cinq mois avant l'échéance de mai 1988 et si le premier ministre pouvait être celui qui a su ôter aux Iraniens cette arme absolue que constitue la déstabilisation électorale, il serait sans doute le plus heureux des hommes. L'opération aurait d'abord des bénéfices pour lui-même puisque chef de gouvernement et candidat à la fois il serait ainsi assuré que plus rien ne viendra perturber sa campagne de l'extérieur comme ce fut le cas pour Laurent Fabius. Mais le bénéfice politique serait encore plus grand vis-à-vis du président de la République comme de ses rivaux. Quoi qu'il en soit, s'il parvenait à ce résultat, il pourrait sans aucun doute remercier son ministre de l'Intérieur et sa diplomatie secrète. Sans compter, au cours de ce même week-end prodigieux, l'arrestation de Max Frérot, dernier desprado d'Action directe en cavale, et le démantèlement d'une équipe opérationnelle de l'ex-FLNC en Corse. Le dossier iranien étant géré dans sa quasi-totalité au ministère de l'Intérieur, on mesure tout ce que Jacques Chirac doit à Charles Pasqua.

A un moment où même Raymond Barre n'hésite plus à dire ouvertement et publiquement tout le mal qu'il pense de la politique économique d'Edouard Balladur, traitée de politique « ponctuelle », à un moment où le député de Lyon va jusqu'à critiquer les privatisations du ministre d'Etat jugées trop colbertistes encore, trop gaullo-dirigistes, le recentrage sur les dossiers diplomatiques et policiers ne peu qu'aider Jacques Chirac. D'autant que, pour paraphraser une citation demeurée célèbre, il est urgent de terroriser des sondages qui restent plus que médiocres.

C'est sans doute pourquoi les « communiquants » du gouvernement et du RPR sont, dès ce week-end, passés à l'exploitation politique des événements iraniens. Frank Borotra, porte-parole du RPR, opposait samedi au micro d'une radio lilloise « la méthode Chirac-Pasqua » à la « méthode socialiste ». Denis Baudouin, porte-parole de Matignon, affirmait dès hier dans une interview aux *Dernières Nouvelles d'Alsace* que le *« courage », « la pugnacité »* de Jacques Chirac compteront plus que tout pour 1988.

Exprimées en termes sportifs, les surprises du week-end permettent aussi au premier ministre de changer de pied d'appel — la sécurité et les affaires extérieures — pour mieux sauter l'obstacle économique sur la voie de la présidentielle.

B.P.

Messieurs les censeurs, un peu de dignité !

Ce n'est pas d'hier que les partis politiques de droite comme de gauche reçoivent des subsides de sociétés, d'entreprises et de particuliers pour financer leurs campagnes électorales par l'intermédiaire d'organismes sympathisants du parti de leur choix.

Cela est vieux comme la République...

Certes, ces méthodes ne sont pas normales, et il faudrait que cela se fasse au grand jour.

Voilà, je crois, un premier problème à régler... mais les partis, les entreprises, les sociétés le veulent-ils ?

Le second problème, la réglementation des dépenses des campagnes électorales, d'accord, mais faudrait-il encore qu'un contrôle rigoureux puisse être effectué, et par qui ?

Depuis dix-huit mois, le gouvernement, au lieu de régler ces problèmes calmement, a préféré monter « les affaires ». M. Chalandon en tête bien sûr : ce dernier, mis en cause dans l'affaire Chaumette (une Chalandonnette de plus), attaque tous azimuts...

Dans ces conditions, pourquoi ne pas ressortir les affaires Fontanet, Boulin, de Broglie, autrement plus graves puisqu'il y a eu mort d'hommes ? Mais ces dossiers ont été bien vite classés par la justice... Et les avions renifleurs, opération bien juteuse pour certains... dossier oublié dans un tiroir.

Et le matraquage des étudiants il y a un an. Un mort, un mutilé à vie, pas de nouvelles de l'enquête. Cela va moins vite, messieurs de la justice, quand des policiers sont responsables, influence !

Il est grand temps, messieurs les censeurs, d'arrêter ce gâchis, la République et la démocratie risquent d'en souffrir.

M. Chirac, un peu tard comme toujours, vient de réunir les dirigeants des partis : espérons que la dignité et la raison l'emporteront sur la vengeance.

ANDRE GOURY
29113 Audierne

Proche-Orient : polémique autour des « Dossiers de l'écran »

Je n'avais pas, à dire vrai, l'intention de poursuivre en public la polémique qui a précédé les fameux *Dossiers de l'écran* qui devaient traiter du problème du Proche-Orient le 17/11 dernier. La lettre de Mme Nelly Salameh, attachée de presse de la Ligue des Etats arabes, parue hier 26/11 dans *le Matin*, me force cependant à enfreindre cette bonne résolution.

Afin de ne pas abuser de l'hospitalité du *Matin*, je me contenterai de deux remarques.

Primo, les Israéliens invités à prendre part au débat, se sont vus écartés du plateau moins de deux heures avant le début de l'émission, et cela alors qu'ils avaient rempli toutes les conditions présentées par les organisateurs. Le prétexte invoqué était l'impossibilité de conduire le débat prévu, vu l'absence d'un représentant palestinien qualifié.

Or, M. Jammot lui-même, producteur de l'émission, devait donner sur Europe 1, dimanche 15 novembre, deux jours avant l'émission, la vraie raison de cette absence, et je cite mot à mot : *« Il semble que, depuis Paris, et peut-être par M. Ibrahim Souss lui-même, des pressions et des menaces soient exercées, notamment sur l'une des invitées vivant dans les territoires occupés, et que cette personne, qui avait accepté de participer à cette émission, soit aujourd'hui dans un état de prostration et d'épuisement tel (...) qu'il me semble maintenant qu'elle ait peur pour sa vie même. »*

Secundo, la loi israélienne interdisant les contacts avec les membres de l'OLP n'a rien à voir dans cette affaire. Les participants israéliens au débat ont accepté de discuter avec Mmes et MM. Raimonda Tawil, Hana Senjora, Michel Khleifi, Elias Sanbar, Lotfallah Solliman et d'autres responsables de l'OLP, pour une raison que quiconque veut bien lire la charte de cette organisation comprendra sans peine. On m'accordera qu'un refus pour cinq « oui » n'est pas un mauvais score.

D'autre part, je ne savais pas que *le Matin* considère comme Arafat, représenté dans ce dessin, « la Palestine est occupée » ; mais on en apprend décidément tous les jours.

YEHOSHOUA AMISHAV
attaché de presse
de l'ambassade d'Israël

LOTO SPORTIF

Equipe 1	Equipe 2		Equipe 1	Equipe 2	
1 TOULOUSE	PARIS S.G.	X N 2	9 MONTPELLIER	NIORT	X N 2
2 MATRA RACING	LAVAL	X N 2	10 GUEUGNON	ORLÉANS	1 N X
3 NANTES	ST-ETIENNE	1 N X	11 DIJON	MONTCEAU	1 N X
4 NICE	BREST	X N 2	12 MARTIGUES	ALÈS	1 X 2
5 METZ	LILLE	X N 2	13 SÈTE	AJACCIO	X N 2
6 AUXERRE	TOULON	1 X 2	14 LA ROCHE SUR-YON	MULHOUSE	1 N X
7 LENS	CANNES	1 X 2	15 LORIENT	VALENCIENNES	1 N X
8 LE HAVRE	MONACO	1 X 2	16 NANCY	ANGERS	X N 2

Tirage des "7 Numéros de la Chance" du Dimanche 29 Nov. 1987 : 2 7 10 12 14 15 16

LOTO N° 47

TIRAGE DU SAMEDI 28 NOVEMBRE 1987

10 11 12 24 39 42 — 49 (NUMÉRO COMPLÉMENTAIRE)

PROCHAINS TIRAGES, EN DIRECT SUR ₹5!
MERCREDI 2 DECEMBRE 1987 A 20 H 35
ET SAMEDI 5 DECEMBRE 1987 A 20 H 35
VALIDATION : AU PLUS TARD MARDI AUX HEURES HABITUELLES

	NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES	RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1F)
6 BONS N°	5	1 310 620,00 F
5 BONS N°	20	166 735,00 F
5 BONS N° + complémentaire	1 575	7 050,00 F
4 BONS N°	100 154	110,00 F
3 BONS N°	1 949 279	8,00 F

BONUS DU SAMEDI : 118 900
3 BONS NUMEROS+COMPLEMENTAIRE : 8,00 X 2 = 16,00 F

N'OUBLIEZ PAS : LA SEMAINE PROCHAINE
SUPER CAGNOTTE SAMEDI 5 DECEMBRE
33 MILLIONS
A REPARTIR AU PREMIER RANG (6 BONS NUMEROS)

Le Matin
SA Le Nouveau Matin au capital de 10 millions de francs
57, BD DE LA VILLETTE, 75010 PARIS. Tél. : (16-1) 42-08-13-13
TELEX : FRANCE, MATIN 212 708 F ; ETRANGER, MATIN 212 684 F

PRESIDENT DU DIRECTOIRE, DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Didier TOURANCHEAU
DIRECTEURS GENERAUX
Pierre MORVILLE, Pierre FEYDEL

DIRECTEUR DE LA REDACTION
Pierre FEYDEL

Services : Bernard PELLEGRIN (politique, étranger), Eric WALTHER (économie, social), Jean-Pierre BOURCIER (l'époque), Georges BONOPERA (informations générales), Renaud REVEL (médias), Jean-Pierre GONGUET (culture), Patrick FIOLE (télévision), Yves PUS (chef d'édition), Jean de SAINT-BLANQUAT (sec. de rédaction), Guy KONOPNICKI (éditorialiste), Elisabeth KETZ (documentation).

PUBLICITE
Axel BRUCKER, Catherine TRIPON
57, bd de la Villette. Tél. : 42-08-13-13
Annonces classées : 40-26-79-80

FABRICATION
Photocomposition-photogravure : Dix Presse, 57, bd de la Villette, 75010 Paris
Impression : POP, 1, bd Ney, 75018 Paris. ROP (Vitrolles)
Midifax (Toulouse), ROP (Irigny), Loirefax (Nantes)

Numéro de commission paritaire : 58 979
Membre de l'OJD
Ce numéro a été tiré à 108 958 exemplaires.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je souhaite souscrire un abonnement au *Matin de Paris*
Je coche la case correspondant à la durée choisie :

3 MOIS	316 F	
6 MOIS	632 F	
9 MOIS	948 F	
1 AN	1 264 F	

FRANCE-D.O.M.-T.O.M. TUNISIE
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois
316 F 632 F 948 F 1 264 F

BENELUX
361 F 722 F 1 083 F 1 444 F

SUISSE
466 F 950 F 1 398 F 1 900 F

TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE
649 F 1 297 F 1 946 F 2 595 F

TARIF AVION SUR DEMANDE

La rédaction n'est pas responsable des manuscrits qui lui sont adressés.

Veuillez me faire parvenir mon journal à l'adresse suivante :
NOM_____ PRENOM_____
ADRESSE_____
_____
CODE POSTAL_____ VILLE_____

Ci-joint mon règlement à l'ordre du *Matin de Paris*
☐ Chèque bancaire ☐ Chèque postal ☐ Mandat lettre

Bon à retourner au Matin de Paris - Service abonnements
54, rue de Paradis
75498 PARIS CEDEX 10
Tél. : 16 (1) 48-24-10-94

NM 01

France-Iran : deux raisons d'Etat se rejoignent

Le blocage de l'ambassade d'Iran à Paris avait conduit la République islamique dans l'impasse. Pour sauver la face, Téhéran a donc préféré récupérer Wahid Gordji en relâchant deux otages du Liban. Cette fin de la « guerre des ambassades » doit permettre la reprise du processus de normalisation. A la clé, les derniers otages. Le marché du troc reste ouvert

Wahid Gordji (sur la banquette arrière, au centre) quitte le Palais de Justice de Paris à destination du Bourget où il s'est envolé hier soir pour Téhéran *(Photo Reuter)*

Les ravisseurs de l'OJR ont-ils reçu une rançon, information publiée par *le Monde* qui a mis en colère Jacques Chirac samedi ? Ce ne pourrait être, de toute manière, que des *« faux frais »* au regard du troc autrement plus important négocié avec la République islamique, un marché global visant à apurer les comptes qui, au fil des mois et des surenchères, s'étaient accumulés.

On comprend maintenant pourquoi les Iraniens tenaient tant à récupérer Wahid Gordji, l'interprète de leur ambassade à Paris, soupçonné de terrorisme. La libération de Roger Auque et Jean-Louis Normandin, vendredi soir à Beyrouth, a donné la clé de cette énigme. Tout indique aujourd'hui que cette mesure de clémence était le troc proposé par Téhéran en échange de la bienveillance pour Gordji, l'homme qui a été à l'origine de la rupture des relations diplomatiques entre la France et la République islamique, le 17 juillet, et qui peut aujourd'hui relancer les tentatives de normalisation.

Lié au clan de l'hodjatoleslam Hachemi Rafsandjani, le tout-puissant président du Parlement iranien, numéro deux du régime après l'imam Khomeini que l'on dit de plus en plus malade, Wahid Gordji était un personnage qui valait cher à Téhéran. En bloquant le 30 juin l'ambassade d'Iran avenue d'Iéna, la France — et en particulier le ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua, qui a retiré ce dossier au Quai-d'Orsay — a donc choisi l'épreuve de force. En pleine guerre du Golfe, le régime des ayatollahs a beaucoup menacé, mais tous les experts notaient à Paris que Téhéran en restait aux paroles.

« L'affaire reste sous contrôle », avait l'habitude de dire Jean-Bernard Raimond, le ministre des Affaires étrangères. Aucun tir contre la flotte française envoyée, autour du porte-avions *Clemenceau*, dans le Golfe et ses abords. Rien non plus contre l'ambassade de France à Téhéran, encerclée en représailles, avec le chargé d'affaires Pierre Lafrance, le consul Paul Torri (accusé d'espionnage pour faire pendant au cas Gordji), les quatre gardes de sécurité et le chiffreur. La femme de Torri et son bébé avaient même pu être rapatriés. Téhéran ne recherchait manifestement pas la guerre.

C'est un signe de faiblesse que Paris a voulu exploiter jusqu'au bout. Alors que récemment un accord de principe était conclu pour laisser repartir vers Téhéran une dizaine de la quarantaine d'Iraniens bloqués dans l'ambassade avec Gordji, Pasqua s'est opposé à tout compromis : pas question de transiger tant qu'il n'y aurait pas un déblocage sur Gordji ou les otages. De plus en plus isolée, ainsi que l'a montré le sommet arabe d'Amman au début de ce mois, la République islamique, dont l'armée n'a pas les moyens de sérieusement affronter les flottes occidentales, paraissait s'être enferrée.

De tous côtés, les Iraniens se sont mis à demander des rencontres aux officiels français et, par deux fois, le ministre de la Justice, Habibi, est venu récemment à Paris, sous couvert d'une mission à l'Unesco, pour rencontrer des émissaires du ministère de l'Intérieur.

Ces tractations restaient secrètes. Rien n'a filtré jusqu'à la publication, jeudi soir à Beyrouth, du communiqué de l'Organisation de la justice révolutionnaire annonçant la libération imminente de deux otages. *« En dépit de la série d'erreurs commises par le gouvernement français, l'OJR a pris cette initiative pour répondre positivement à ses amis qui lui ont assuré que la France remplira ses promeses dans un avenir très proche. »* Ces *« amis »* étaient dont les Iraniens, ainsi que le savait déjà Jacques Chirac qui, en accueillant Normandin et Auque à Orly samedi, a lancé un appel *« au réglement du contentieux avec l'Iran et donc au rétablissement de relations normales avec ce pays. »* Une condition à cette normalisation, selon le premier ministre : la libération de tous les otages de *« groupes sur lesquels la République islamique peut avoir une influence déterminante. »*

Rafsandjani, malgré ses sermons à l'emporte-pièce annonçant régulièrement l'apocalpse pour les *« satans »* —discours à usage interne dans un pays où les jusqu'au-boutistes sont légion —, n'a pas renoncé à s'ouvrir sur l'Occident, seule manière de garantir l'avenir. La raison d'Etat iranienne rejoignit dont la raison d'Etat chère à Charles Pasqua : dissuader l'Iran de se lancer dans une nouvelle campagne terroriste et récupérer les otages.

Même si le rebondissement de ce week-end laisse présager des réglements en série, il reste à savoir si les émissaires français, et notamment l'étonnant *« Alexandre Stéphani »*, de son vrai nom Jean-Charles Marchiani, agent secret proche de Pasqua, ont réussi à Beyrouth à entrer en contact avec le Jihad islamique comme ils l'ont fait avec l'OJR. Ces deux organisations sont deux succursales d'une même maison-mère, l'Iran, mais le Jihad est beaucoup plus cher. Le troc actuel est-il un prix suffisant pour récupérer les diplomates Marcel Carton et Marcel Fontaine ainsi que le journaliste Jean-Paul Kauffmann ?

On laissait entendre, hier soir de source officielle, que la France pourrait rembourser rapidement le prêt Eurodif à l'Iran — entre un et deux milliards de dollars avec les intérêts, moins l'acompte de 330 millions de dollars de l'an dernier — et que les dossiers du terroriste Anis Naccache et peut-être de Georges Ibrahim Abdallah pourraient être réexaminés en vue d'une grâce éventuelle.

Le porte-avions *Clemenceau* serait aussi, en signe de détente, rappelé de la mer d'Oman si aucun coup de théâtre — les provocateurs ne manquent pas en Iran et au Liban — ne vient gâcher le processus. Hier soir l'Hôtel-Matignon a confirmé : *« La solution des problèmes pendants dans les relations franco-iraniennes doit pouvoir progresser rapidement. »*

ALAIN CHEMALI et JEAN-LOUIS MORILLON

Un dénouement spectaculaire et rocambolesque

Wahid Gordji a quitté Paris hier soir pour Téhéran. Il était 20 h 45 précises hier, lorsqu'un convoi de quatre voitures, girophares sur le toit, est sorti par l'entrée principale du Palais de justice. Opération de diversion pour les journalistes massés devant le Palais, puisque trois minutes plus tard, un autre convoi sortait par le dépôt, quai de l'Horloge, pour emmener Wahid Gordji, l'interprète officiel de l'ambassade d'Iran, détonateur de la rupture entre Paris et Téhéran, au Bourget où l'attendait un avion en partance pour l'Iran, via Larnoca à Chypre.

En tête de ce second convoi, des voitures conduites par des policiers de la DST. Derrière, la Mercédès de Gordji : son garde du corps au volant, près de lui un policier, sur la banquette arrière Gordji encadré de deux personnes. Suivent enfin le substitut Alain Marsaud, le juge Boulouque et des voitures de policiers.

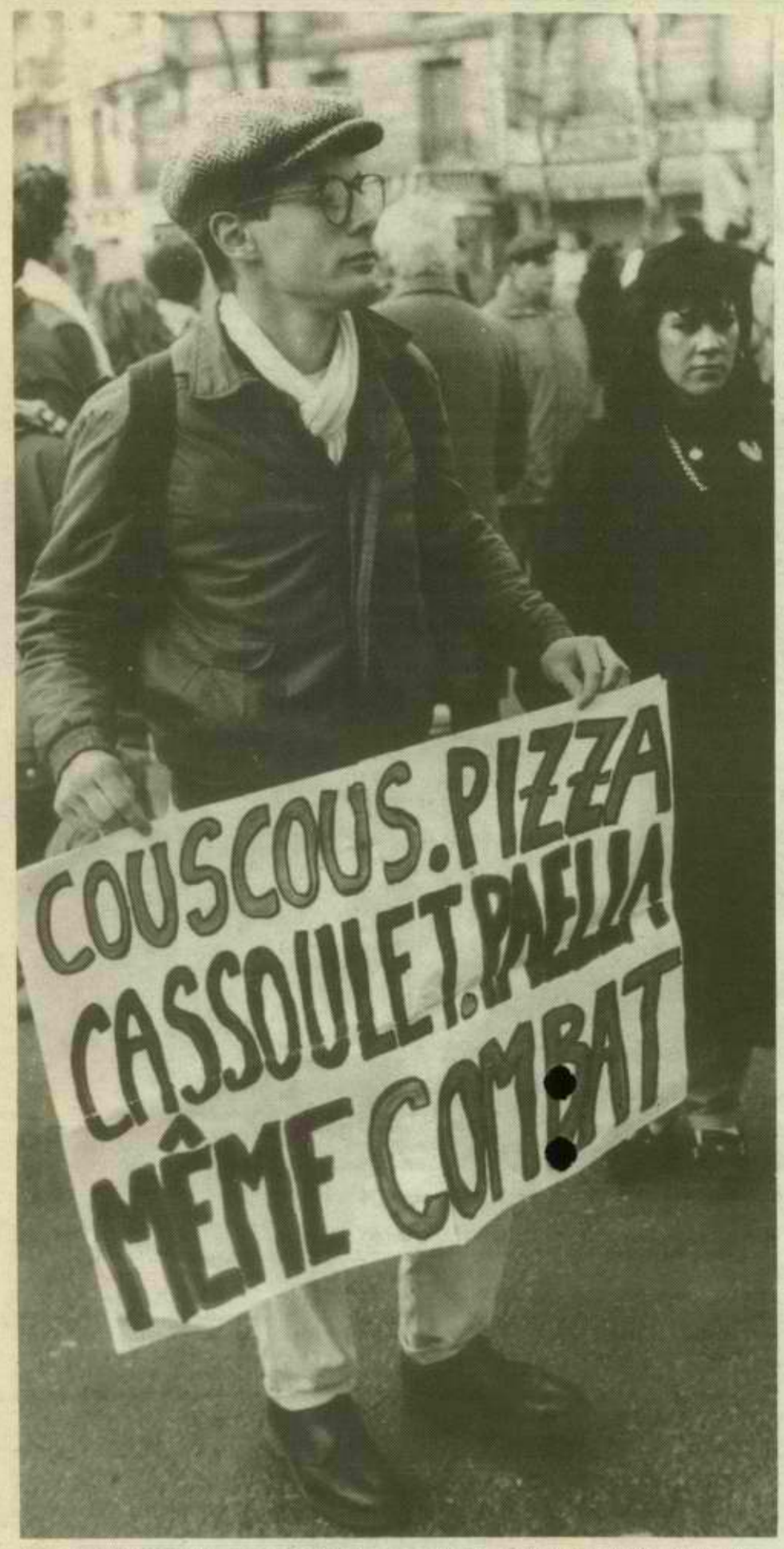
Le coup de théâtre s'était produit plus tôt, en début de soirée, lorsque l'homme qui avait été au cœur de la guerre des ambassades était sorti des bâtiments de la représentation diplomatique, par la porte du consulat, rue Fresnel, pour se rendre à la convocation du juge Gilles Boulouque. Celui-ci demandait depuis le 30 juin, date à laquelle Gordji s'était retranché derrière l'immunité diplomatique de l'ambassade, à l'entendre dans le cadre de l'enquête sur les attentats terroristes à Paris en 1985 et 1986. L'information, *« balancée »* d'abord par Europe 1 était confirmée quelques instants plus tard par Matignon qui précisait : Wahid Gordji *« a accepté »* de se rendre devant le juge d'instruction.

Hier soir, tout le Palais de justice était en état de siège, les policiers avaient pris position à toutes les entrées. L'audition a duré environ 2 h 45 et il ne semble pas qu'il y ait eu confrontation avec des témoins.

Boulouque avait pourtant toujours affirmé qu'il avait des dizaines et des dizaines de questions à lui poser, et il n'aura procédé hier qu'à une simple formalité. De son côté, le procureur de la République de Paris, Michel Raynaud, concluait à l'issue de l'audition *« qu'il n'y avait pas de charges devant entraîner son inculpation. En conséquence, Wahid Gordji a quitté libre le Palais de justice »*.

Dans le même temps, et à plusieurs milliers de kilomètres, l'agence officielle iranienne annonçait que le premier secrétaire de l'ambassade de France à Téhéran, Paul Torri, retenu en représailles depuis juillet dans l'ambassade avait comparu devant le tribunal de la révolution islamique de la prison d'Evine.

J.-M.A. et A.C.



La manif avait son habituel caractère de fête et de fantaisie, malgré une atmosphère moins enthousiaste *(Photo A. Grassart)*

Manifestation anti-raciste hier à Paris

Blancs, beurs, black de Montparnasse à la Bastille

Ce n'était pas vraiment l'ambiance des premiers potes. *« Vous êtes mous ! »*, hurlaient dans les haut-parleurs les organisateurs de la manifestation nationale « Contre le racisme et la xénophobie », chapeautée par SOS-Racisme et l'UNEF-ID. Il aura fallu plus de trois quarts d'heure pour que le cortège prenne sa vitesse de croisière, ralenti par les manœuvres des politiques gigotant des gambettes et de risettes pour être au premier rang. N'empêche qu'hier ils étaient quand même quatre-vingt-cinq mille, selon SOS-Racisme, à grelotter sur le boulevard Saint-Michel à l'heure du déjeuner. Prêts à entamer une grande marche direction la Bastille.

Un pied sur une borne, l'autre sur un poteau, le lycéen grommelle entre ses dents : *« Mais qu'est-ce qu'ils foutent devant ? »* Coincé dans sa position infernale, il n'arrive pas à voir ce qui se passe à la tête de cette manifestation qui n'en a pas fini de s'ébranler. *« T'inquiète, on peut y aller maintenant, c'est réglé. »*

Son copain le tire par la manche, fournit les explications qu'il a réussi à glaner. *« C'est à cause des politiques,* dit-il, *ils voulaient tous être les premiers. Ils n'arrêtaient pas de se dépasser. Tantôt le PS, tantôt le PC [illegible] les syndicats. Finalement, ils ont été relégués à la fin. C'est SOS-Racisme qui a pris en charge les opérations. »* Les deux garçons se fondent dans le groupe à la pancarte : *« Le Pen, il fait même peur aux chauves-souris. »*

Il aura fallu plus de trois quarts d'heure pour que le cortège prenne sa vitesse de croisière. *« Pas trop tôt,* soliloque ce rescapé de la première cohue ; *j'ai des palmes à la place des pieds. »* Du coup, le ménage fait, la ligne de tête se retrouve composée d'Harlem Désir, Philippe Darriulat, président de l'UNEF-ID, David Assouline, l'ancien leader de la coordination étudiante, partage équitable entre les deux mouvements organisateurs de la manifestation nationale, *« contre le racisme et la xénophobie »*, SOS-Racisme et l'UNEF-ID.

Plus loin, Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, n'a plus qu'à tenir le bras d'Edmond Maire, secrétaire général de la CFDT. Il n'a pas la chance de Jack Lang qui peut deviser à loisir avec Isabelle Thomas. Il n'en profitera même pas, tout occupé qu'il était à chuchoter on ne saura jamais quelles confidences à l'oreille de Roger Hanin. Les deux hommes resteront accolés tout au long de la marche.

« C'est une journée extraordinaire que j'attendais depuis longtemps. » La vieille dame s'est arrêtée sur le côté, regarde passer les gosses aux cheveux ébouriffés. Déjà, les odeurs de merguez montent des réchauds. Moment de lancer : *« Couscous-pizza-cassoulet, paella, même combat. »* La bouche pleine, des lycéennes de Châtenay-Malabry braillent ce slogan. *« Le racisme, c'est le grand mal de notre époque »*, fait l'une *« Oh, les clichés ! »*, rigole une autre. *« N'empêche, je ne peux pas supporter ça le racisme,* reprend la première, vexée. *Je ne comprends pas que ça puisse exister. »*

Des ballons montent, des banderoles des délégations de province. Eux, ils sont venus en famille. Les parents et les trois gosses, bardés d'autocollants : *« Tonton, tiens bon, nous arrivons ! »*, *« Touche pas à mon pote »* et de badges. *« Le racisme, c'est quand Le Pen dit : "la France aux Français", et qu'il faut exclure les Arabes »*, dit Stéphanie, onze ans. Deux types, juchés sur des échasses, l'un diable bossu, l'autre Lucifer, avancent et reculent, trépignant et remuant les participants.

Il est 13 h 10, le début de la manifestation entame la boulevard Saint-Michel, et la Bastille est encore loin. Le camion sono multiplie ses essais de chansons et de formules, ça ne prend pas. *« Vous êtes mous ! »*, *hurle un organisateur. « C'est normal,* commente un autre, *on a eu des problèmes avec les partis politiques, on n'a pas eu le temps de préparer des slogans. »* Pourtant, même les plus simples, *« Le Pen, Pasqua, c'est pire que le SIDA »*, *« Nous sommes tous des enfants d'immigrés »*, tombant dans l'indifférence. Des « trous » se sont formés dans le défilé. Des manifestants se trouvent seuls au milieu, un peu paumés. *« On s'emmerde comme des rats morts,* fulmine un militant de SOS venu exprès de Marseille, *les gens ne participent pas. »*

Il faut aller au bout de la manifestation, là où se sont alignées les délégations de province, pour rencontrer un brouhaha digne des plus beaux jours de SOS-Racisme. *« On a pris un train spécial, ça nous a coûté 100 F aller et retour, on est partis samedi dans l'après-midi, et on se marre »*, rigole une beurette. Les chiens participent aussi à la fête. Tel ce teckel qui porte sur son collier un badge de SOS ou cet autre qui a un autocollant au bout de la queue. Pas du goût de tout le monde : *« Ça fait un peu bourgeois, les petits chiens comme ça ! »* D'autres se lancent dans un discours post-soixante-huitard, évoquent la bourgeoisie libérale, Freud et le problème juif. Au bout du boulevard de l'Hôpital, pas mal de manifestants louchent vers les plans de métro et s'engouffrent dans les stations. *« Ça caille trop, on n'avance pas assez. »* Roger Hanin et Jack Lang, presque bras-dessus, bras-dessous, quittent le cortège en solo.

« On est 85 000 », hurle le camion de SOS. Les hourras s'envolent, mais *« faut continuer »*. Julien Dray, le vice-président de SOS, exulte. Les jeunes sont venus en masse, la province s'est mobilisée, les politiques n'ont pas réussi à mobiliser leurs troupes, c'est une victoire de SOS-Racisme.

C'est la dernière ligne droite, boulevard de la Bastille. On annonce que le concert des Béruriers noirs a commencé. Les pas s'accélèrent. Les gosses tressautent sur les épaules de leur papa. *« Laissez passer l'enterrement de Jean-Marie Le Pen »* amène la manifestation place de la Bastille. La musique bout sur le podium. *« On a gagné »*, fait un petit mec. On propose *« deux merguez, 10 F »* et on s'installe pour le concert. Il est plus de 15 heures. Les autres sont encore boulevard Saint-Michel.

ISABELLE NATAF

Le petit déj' des potes : pain et chocolat

Il est arrivé dans les premiers au rendez-vous de SOS-Racisme. Les traits fripés, le sourire en bouillie, la dégaine campagnarde. Avant de monter avaler un café salvateur au premier étage de la Brasserie du Montparnasse, Jack Lang a tenu à serrer les mains des potes organisateurs.

Eux, ils sont là depuis plus d'une demi-heure. Pour accueillir les personnalités conviées au petit-déj' de SOS, pour préparer les brassards du service d'ordre, pour donner les recommandations finales. *« Tu ne veux pas échanger avec moi ? »* Le blouson marron pointe sa manche entourée de tissu bleu. Il voudrait l'échanger contre du vert. *« Question d'harmonie »*, précise-t-il. Il est un peu plus de 10 heures, les yeux gonflés gravissent l'escalier. *« D'habitude, une manif, ça ne commence jamais avant 14 heures,* gémit un copain d'Harlem Désir, *on va s'effondrer. »*

En haut, les tables se forment suivant les affinités. Jack Lang s'acoquine avec Roger Hanin. Marek Halter les rejoint. Plus loin Muriel et Daniel Chevenez, le couple de Niagara. Thé et chocolat chaud. *« On va crever de froid »*, s'inquiète Philippe Lavil, très au fait des clips licencieux. Hayette, la vice-présidente de SOS-Racisme, distribue des autocollants. Grande main jaune , touche pas à mon pote.

Les vitres commencent à s'embuer, on se réchauffe, on se réveille, les écharpes tombent. Joëlle Kauffmann arrive à son tour, petite bonne femme engoncée dans son pull bleu. Elle ne s'apitoie pas, fonce vers le fond de la salle. *« J'ai mis trois pulls. »* Harlem Désir passe au milieu de ses « invités ».

Dehors, des groupes se forment déjà. Les pancartes s'élèvent. On fait des essais de son. *« On y va »* : le mot d'ordre, fini le café et les croissants. Les retardataires collent la main jaune sur leur blouson, font gaffe de ne pas abîmer le cuir. *« On y va... »*

Il est un peu plus de 11 heures.

Les potes se dirigent vers le boulevard du Montparnasse...

I. N.

En tête de cortège, Isabelle Thomas et Harlem Désir *(Photo A. Grassart)*

LE QUOTIDIEN DE PARIS

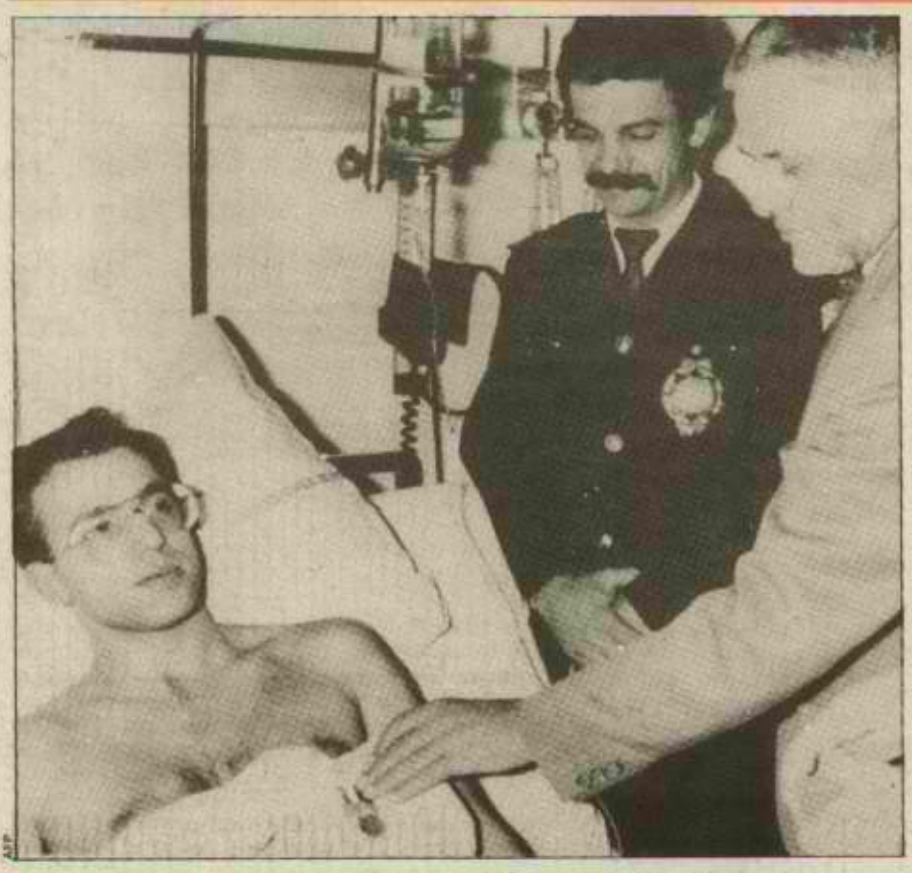
N° 2495 - 5 F - LUNDI 30 NOVEMBRE 1987

OTAGES : LA MONNAIE GORDJI

● « Aucune charge n'ayant été retenue contre lui », l'interprète de l'ambassade d'Iran à Paris, Vahid Gordji, a quitté la France hier soir, immédiatement après avoir été entendu par le juge Boulouque chargé du dossier des attentats terroristes. Dans le même temps, Téhéran faisait savoir que le premier secrétaire de l'ambassade de France, Paul Torri, retenu à l'ambassade depuis « l'affaire Gordji », était entendu par un « tribunal révolutionnaire », préambule à une probable libération.

● Ce chassé-croisé est directement lié à la libération, vendredi dernier, des deux otages français Jean-Louis Normandin et Roger Auque, séquestrés à Beyrouth par l'Organisation de la justice révolutionnaire.

NOTRE DOSSIER PAGES 2 A 7



AFP

L'AUTRE VICTOIRE DE PASQUA

Robert Broussard, directeur central des Polices urbaines, a remis hier à Bruno Hugol (à gauche) et à Marc Baquero (au centre), les deux gardiens de la paix qui ont arrêté le terroriste Max Frérot, la médaille d'argent des actes de courage et de dévouement de la police nationale.

Marseille : la majorité l'emporte

● Le candidat de l'UDF, soutenu par le RPR à la cantonale partielle, a devancé assez nettement celui du PS au second tour. Ainsi a-t-il bénéficié du report des voix du Front national malgré la consigne d'abstention de Jean-Marie Le Pen qui se voit ainsi désavoué par ses électeurs, d'autant que la participation a été beaucoup plus forte, hier, qu'il y a une semaine.

PAGE 11

HAÏTI : DES ÉLECTIONS NOYÉES DANS LE SANG

Les élections présidentielles et législatives qui devaient avoir lieu hier ont été annulées : une vingtaine de personnes ont été tuées hier peu après l'ouverture des bureaux de vote. Des commandos armés circulaient dans Port-au-Prince et tiraient à l'arme automatique : l'armée a laissé faire.

PAGE 18

ÉPÉDA, DERNIÈRE VICTIME DE L'AFFAIRE LUCHAIRE

Le groupe, n° 1 de la literie en France et n° 1 européen des sièges automobiles, a échoué dans son opération d'augmentation de capital, en partie à cause du marasme boursier, mais aussi sans doute à cause de la méfiance qu'inspire aux investisseurs la firme Luchaire dont il détient 62 % des parts.

PAGE 13

L'ÉTRANGE ALLER-RETOUR DU RUGBYMAN ROUMAIN

Victor Avram, le rugbyman roumain qui avait choisi la liberté le 11 novembre dernier lors d'un match à Agen, a disparu. Il aurait pu regagner son pays.

PAGE 21

2, rue Ancelle, 92521 Neuilly/Seine. Tél. : 47.47.12.32. Télex : 610-806 F SEQP. Télécop. : 47.47.67.69. Directeur : Philippe Tesson. N° commission paritaire 55387

Pasqua en « Premier ministre » de Chirac

● *Au pied de l'avion qui ramène les otages à Orly, un homme attendait : Chirac. De ce même avion, un autre en sort qui accompagnait les otages : Pasqua dans la confusion, dans l'effusion générale, ils ont eu le temps de croiser leurs regards. Sans avoir besoin d'appuyer, ni même se promettre d'en reparler. Entre Jacques Chirac et Charles Pasqua, il y a longtemps que tout est dit et se passe de commentaires. Dans quelques mois, lorsque le Premier ministre aura jugé bon d'annoncer sa candidature à la présidence de la République, son ministre de l'Intérieur ne sera pas loin. Le soir de la victoire ou de la défaite, il sera là. Derrière Chirac, Pasqua.*

On se souvient qu'il ne manqua pas de fines bouches, à droite comme à gauche, pour dire après le 16 mars, quand Chirac constituait son gouvernement : « Il n'osera tout de même pas imposer Pasqua à Mitterrand ! ». Or, s'il est un homme à propos duquel Chirac n'hésita pas une seconde pour occuper la place Beauvau, le même qui ne provoqua d'ailleurs aucune objection de la part du chef de l'Etat, ce fut Pasqua. Pasqua à qui certains esprits tordus ou distingués avaient fait une sorte de délit de « sale gueule », sous prétexte qu'il a l'œil malin, l'accent pas pointu et le verbe sans peur, qu'il n'a pas fait ses classes dans l'établissement de la République, mais dans le service exclusif du général de Gaulle, souvent au bas de l'échelle, mais toujours quand le risque à courir était plus grand que le profit à tirer.

Chirac, qui a traversé et côtoyé toutes les couches de baronnie du gaullisme sait depuis longtemps ceci : que le même adolescent qui faisait de la résistance quand ses camarades d'âge ne jugeaient pas indigne de jouer encore aux billes n'aurait, n'avait, n'a, n'aura qu'une seule passion politique, dont l'engagement vaut bien toute une vie, à savoir que le chef du parti gaulliste soit le président de la République française. Ce parti gaulliste dont Pasqua a tant aidé Chirac à prendre la tête, vite fait, bien fait, à l'hiver 1974...

Lorsqu'il décida d'accepter l'épreuve, c'est-à-dire le pari de Matignon en 1986, Chirac comptait d'abord sur deux hommes, qui faisaient du pouvoir de cohabitation la même analyse que lui, même si elle empruntait des chemins de raisonnement ou de sentiments différents : Balladur et Pasqua. Ils eurent les deux ministères-clefs du redressement, sur lequel le Premier ministre serait jugé : l'économie et la sécurité intérieure. Travail accompli de part et d'autre avec un succès méritoire et une rare ténacité. A l'heure du bilan, le ministre d'Etat peut vérifier la justesse de sa théorie de la cohabitation dans laquelle il a engagé son chef, il a ouvert avec fermeté et prudence la voie libérale de l'économie, il a réussi l'œuvre de la privatisation dans sa partie la plus difficile. La crise monétaire, qui l'a atteint de plein fouet, ne l'empêche pas de porter le redressement économique au crédit du Premier ministre. Plus spectaculaire, parce que plus psychologique et plus politique, apparaît la réussite du ministre de l'Intérieur : il est l'homme qui a rétabli la sécurité et, mieux encore, qui a rayé l'insécurité des thèmes d'insatisfaction et de frayeur qui faisaient avant 1986 le lit du Front national. En condamnant Le Pen au silence sur cette question par le simple exercice d'un travail bien fait, Pasqua apparaît, de fait, comme le plus efficace et le plus probant des agents antilepénistes de la période politique qui s'achève. Sans parler de la mise au point si délicate de la nouvelle carte électorale du pays, dont personne ne conteste plus guère l'équilibre, le ministre de l'Intérieur s'offre aujourd'hui le luxe de ramener deux otages du Liban, dans le même temps que ses services arrêtent le dernier et triste porte-flanion d'Action directe et flanquent par terre un réseau de l'ex-FLNC. Sur tous ces points, avec patience et méthode, Pasqua s'est montré non seulement l'homme de confiance de Chirac, mais un artisan privilégié de la confiance politique que le Premier ministre inspire. Or, l'heure de la campagne électorale est traditionnellement celle du ministre de l'Intérieur : Chirac en sait quelque chose, qui occupait le poste lors de l'élection de Giscard. Autant que jamais, Pasqua se trouve, dans la triple situation du moment, du lieu et de la réputation, au premier rang de l'entreprise chiraquienne : il en est l'homme essentiel.

Faiseur de campagnes sans pareil, nul doute que Charles Pasqua ne prenne, encore une fois, la maîtrise de celle-ci. Prêt, il attend. Il attend que l'animal politique exceptionnel qui sommeille sous les habits du Premier ministre, et qu'il connaît bien, entre, comme il le dit, dans la peau du candidat. Bref, qu'il habite son destin.

Paul GUILBERT

LES SECRETS DU PREMIER FLIC DE FRANCE

Samedi après-midi, à Orly. Le premier homme à descendre du Mystère 20 qui ramène Auque et Normandin est le ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua. C'est lui qui est allé les chercher sur l'aéroport militaire de Solenzara. Une façon de montrer qu'il a joué un rôle essentiel dans leur libération.

● A Orly, pendant que la foule des journalistes se presse vers les deux ex-otages, Pasqua, lui, reste silencieux. L'œil malicieux, les mâchoires serrées, il a décidé de ne rien dire. Ni sur sa mission ni sur ceux qui l'ont conduite à son terme et qui ont agi directement sous ses ordres. Pasqua, l'homme de parole, sait qu'il est des moments où la politique exige le silence. Qu'aurait-il besoin, d'ailleurs, d'ajouter en ces circonstances ? Les visages d'Auque et de Normandin parlent à sa place. Leur liberté se passe de discours. Cette victoire que Charles Pasqua savoure en secret, il ne l'a pas trouvée dans une corbeille, place Beauvau.

Il y a un an à peine, après la mort de Malik Oussekine, après les bavures policières, lorsque l'histoire du vrai- faux passeport d'Yves Chalier commençait à faire scandale, on ne donnait pas cher de sa peau. *« Si Chirac veut s'en sortir, il faut qu'il s'en sépare. Mais j'ai bien peur qu'il n'ose pas »*, expliquait, exemple parmi tant d'autres, un député de la majorité. Est-ce par amitié, est-ce plutôt parce qu'il faisait confiance à ce spadassin qu'il savait prêt à se battre jusqu'au bout pour lui ? Le Premier ministre, en tout cas, n'a pas écouté les conseils que beaucoup de ses *« amis »* lui donnaient. Et, un an plus tard, il peut s'en féliciter.

Outrancier, démagogue, volontiers injuste envers ses adversaires, Pasqua l'a été depuis mars 1986. On ne se refait pas. Mais dans la grande balance qui soupèse les réussites et les échecs du gouvernement, le plateau Pasqua (celui de la sécurité intérieure et extérieure) penche, et de beaucoup, du bon côté. L'homme dont on se moquait lorsqu'il voulait *« terroriser les terroristes »* a accompli sa mission sans un instant s'en laisser détourner ni paraître laisser prise au doute. Aujourd'hui, son bilan est net : la délinquance est en baisse, les terroristes français ont été mis hors d'état de nuire, les groupes indépendantistes corses ou basques ont été durement frappés ; au plan extérieur, des progrès importants ont été accomplis dans la connaissance des réseaux terroristes islamiques dont certains ont été démantelés. Et quand la chance s'en mêle, cela donne le samedi rose de Pasqua : la libération des otages et l'arrestation de Max Frérot.

A quoi cette réussite est-elle due ? D'abord, c'est évident, à des changements de méthode. Mesures techniques (rétablissement des contrôles d'identité et de certains visas), tactiques éprouvées (reconstitution des réseaux d'indics) et discours attendus ont redonné à la police le moral et les moyens qui lui manquaient. Le produit est prêt ? Il faut alors le vendre. Et c'est là que le génie propre de Pasqua se met en marche.

Dès l'origine, il évite de confondre les rôles. Voilà pourquoi il s'adjoint en la personne de Robert Pandraud, un ministre délégué à la Sécurité. A Robert la technique, à Charles la mise en scène. A Pandraud le savoir-faire, à Pasqua le faire-savoir. Et à ce jeu, l'ancien directeur de chez Ricard sait utiliser tous ses atouts : sa faconde provençale, ses mimique à la Fernandel, son air chagrin ou gouailleur... Peu lui importe son image pourvu qu'elle serve son projet.

Derrière Jean-Louis Normandin et son fils, derrière Roger Auque, Charles Pasqua... AFP

Contrairement d'ailleurs, à la plupart de ses prédécesseurs, Pasqua n'est pas un maniaque du secret. Il aime assez les « vraies fausses confidences ». Et puisque son but est de changer le climat (d'où son penchant pour un certain manichéisme : l'avant-Chirac ou la France en insécurité, l'après-mars ou la France tranquille) il dit souvent ce qu'il va faire, et tente ensuite de faire ce qu'il a dit.

Or, voici qu'aujourd'hui le ministre de l'Intérieur débarque sur la scène internationale. Et qu'il y utilise, dut-il effaroucher les diplomates de carrière, des méthodes qui lui ont réussi ailleurs. Sur ce terrain Pasqua est convaincu que ce sont les faits qui doivent dicter la politique. C'est pourquoi il a patiemment fait étudier par ses « flics » tous les réseaux, toutes les pistes qui impliquent l'Iran soit dans les attentats commis en France soit dans les prises d'otages de Beyrouth. De fait, dans les négociations menées dans le plus grand secret par les émissaires de Pasqua, la France n'était pas armée seulement de sa bonne volonté. Elle possédait aussi des moyens de pression dont elle pouvait éventuellement se servir.

De cela, évidemment, le ministre de l'Intérieur ne dira rien. *« Il faut savoir tenir sa langue et travailler en secret »*, commente-t-il. Par souci de ne pas mettre en danger la vie des trois Français encore prisonniers au Liban. Mais encore parce qu'il ne déteste pas qu'un certain mystère entoure et sa personne et ses méthodes.

Le premier flic de France qui sait tout sur tout le monde (ou au moins le laisse croire) n'aime pas qu'on en sache trop sur lui...

Patrice CARMOUZE

LE QUOTIDIEN DE PARIS

Le Quotidien de Paris, édité par la Société d'édition du « Quotidien de Paris » S.A.R.L. au capital de 50 000 F. Durée : 99 ans à partir du 1er juillet 1985. Siège social : 2, rue Ancelle, 92200 Neuilly-sur-Seine. Gérant : Philippe TESSON. Directeur de la publication et rédacteur en chef : Philippe TESSON. — Ce numéro a été tiré à 132 637 exemplaires. — Porteurs de parts : Philippe TESSON, Bernadette GODET. Composé et mis en page par les services techniques du « Quotidien de Paris ». Imprimé par les Imprimeries Poissonnière à Paris, Loiretax à Nantes, Midifax à Toulouse, Rhône Offset Presse à Lyon, Méditerranée Offset Presse à Vitrolles.

OTAGES : LA CLEF GORDJI

Le début d'un processus

● *La libération de Jean-Louis Normandin et Roger Auque devrait, nous disait dès vendredi une source bien informée, « accélérer » le règlement du cas Gordji. Il n'aura fallu en fait que 24 heures entre la libération, près de l'hôtel Summerland à Beyrouth-Ouest, des deux Français et l'arrivée de Wahid Gordji dans le cabinet du juge Boulouque.*

Il était indispensable qu'il s'y rende si l'on voulait trouver une porte de sortie à cette affaire, compte tenu des propos tenus publiquement par les autorités françaises, y compris le chef de l'État.

Mais il ne s'y serait évidemment pas rendu sans avoir reçu auparavant l'assurance qu'aucune charge ne serait retenue contre lui et qu'il pourrait quitter la France. Très vite, les diplomates des deux ambassades, celle d'Iran à Paris et celle de France à Téhéran, devraient à leur tour pouvoir regagner leur pays, ce qui mettra un terme à la « guerre des ambassades » née en juillet dernier de l'affaire Gordji.

Mais il ne s'agit très vraisemblablement là que du début d'un processus. Ensuite, sans doute, des négociations entre Paris et Téhéran vont reprendre pour régler les autres aspects du contentieux, notamment le contentieux Eurodif. Les propos tenus samedi par Jacques Chirac sur la reprise du processus de normalisation étaient à cet égard assez clairs.

Depuis le début de l'affaire Gordji le gouvernement savait qu'avec cet « interprète » auquel semblaient tant tenir les autorités de Téhéran, il disposait d'un « contre-otage ». L'idée d'un échange — car, quels que soient les mots que la diplomatie emploiera, c'est bien de cela qu'il s'agit — remonte au mois de juillet. A l'époque, Mitterrand avait refusé une proposition visant à libérer Gordji en échange d'une partie seulement des otages, le sort des derniers d'entre eux dépendant du règlement des autres éléments du contentieux (voir le Quotidien *de samedi). Ou bien il a changé d'avis... Ou bien le gouvernement de Jacques Chirac a d'ores et déjà obtenu de solides garanties pour la libération de Marcel Carton, Marcel Fontaine et Jean-Paul Kauffmann.*

Les Iraniens pensaient en juillet que le gouvernement français n'irait pas jusqu'à la rupture. En décidant de rompre, malgré les otages, celui- ci s'est paradoxalement donné des leviers supplémentaires. Il aura certes fallu « lâcher » Gordji, même si pour que les apparences soient sauves sa libération est intervenue dans le cadre du droit français, c'est-à-dire après son audition par le juge. Mais si, demain, les trois otages sont enfin libérés, peu nombreux sans doute seront ceux qui le reprocheront au gouvernement.

Dominique LAGARDE

L'interprète de l'ambassade d'Iran à Paris a immédiatement quitté la France hier soir après avoir été entendu par le juge Boulouque. A Téhéran — donnant-donnant — le premier secrétaire de notre ambassade était entendu par un « tribunal révolutionnaire »

● La libération vendredi dernier de deux des otages français au Liban, Jean-Louis Normandin et Roger Auque, arrivés samedi à Orly (lire page 5) a trouvé son explication hier soir avec le départ de Paris de Vahid Gordji, interprète à l'ambassade d'Iran et principal responsable de la « guerre des ambassades ». Les uns et l'autre semblent en effet avoir été l'objet d'un « troc » diplomatique qui pourrait connaître des prolongements aujourd'hui et dans les jours à venir.

Vahid Gordji, qui refusait depuis six mois de répondre à la convocation du juge Gilles Boulouque relative à la série d'attentats qui ont ensanglanté Paris en septembre 1986, s'est finalement rendu hier en fin d'après-midi au palais de justice de Paris pour s'entretenir avec le magistrat. En début de soirée, le procureur de la République, Michel Raynaud, annonçait qu'il n'y avait « pas de charges devant entraîner l'inculpation » et qu'en conséquence, Vahid Gordji avait quitté le palais libre. Il était aussitôt transféré à l'aéroport du Bourget où l'attendait un Falcon-50 qui décollait aussitôt pour Téhéran via Larnaca.

L'appareil reviendra-t-il vide ? On peut se poser la question au vu des développements à Téhéran. Les autorités iraniennes qui ont toujours tenu à maintenir un strict parallèle dans la « guerre des ambassades » annonçaient en effet que Paul Torri, le premier secrétaire français, était au même moment entendu par un tribunal islamique qui « désirait (l') entendre mais ce dernier avait jusqu'à présent refusé de comparaître ». La logique voudrait donc que Téhéran pousse le parallèle jusqu'au bout et relâche Paul Torri dans les prochaines heures si ce n'est déjà fait lorsque ces lignes paraîtront. Comme le faisait remarquer le communiqué rendu public dans la soirée par Matignon (voir ci-dessous), « dans ce contexte, la solution des autres problèmes pendants dans les relations franco-iraniennes doit pouvoir progresser rapidement ».

Ce rebondissement spectaculaire et inattendu de la « guerre des ambassades » aujourd'hui en voie de règlement a occulté le retour à Paris des deux otages français autant qu'il l'explique. Accueillis samedi par le Premier ministre Jacques Chirac, Jean-Louis Normandin et Roger Auque qui sont restés respectivement vingt et dix mois aux mains de leurs ravisseurs étaient les derniers otages français détenus par de l'Organisation de la justice révolutionnaire (OJR). Trois otages restent toujours détenus par le Jihad islamique, les diplomates Marcel Carton et Marcel Fontaine et le journaliste Jean-Paul Kauffmann.

Le Falcon 50 qui a conduit hier soir Gordji à Larnaca : il est 21h21.

LE COMMUNIQUE DE MATIGNON

● Voici le texte intégral du communiqué de l'Hôtel-Matignon publié après le départ de Vahid Gordji pour Téhéran hier soir :

« Comme le Premier ministre l'a indiqué hier, en accueillant à leur retour en France Jean-Louis Normandin et Roger Auque, la libération de nos deux compatriotes retenus en otages au Liban s'inscrit dans la perspective d'une détente dans les relations franco-iraniennes après la période de tension qui avait conduit à la rupture des relations diplomatiques en juillet dernier. Cette libération a été, pour l'essentiel, rendue possible par l'influence que les autorités iraniennes ont exercée sur les ravisseurs de Jean-Louis Normandin et Roger Auque, et qui doit permettre le retour à la liberté des otages encore détenus. Le climat ainsi créé a amené M. Gordji, agent de l'ambassade d'Iran, à se rendre à la convocation du juge d'instruction qui n'avait pu l'entendre jusqu'à ce jour. Comme vient de l'indiquer un communiqué du procureur de la République de Paris, M. Gordji a été conduit devant M. Boulouque, juge au tribunal de grande instance de Paris qui, après avoir procédé à son audition, a considéré conformément aux réquisitions du parquet, qu'il n'y avait pas de charge devant entraîner son inculpation. En conséquence, M. Vahid Gordji a quitté libre le palais de justice. Dans ce contexte, la solution des autres problèmes pendants dans les relations franco-iraniennes doit pouvoir progresser rapidement. Il s'agit d'abord de la levée des mesures restrictives prises à l'encontre des deux ambassades, qui va permettre le retour en France des neuf agents de notre ambassade à Téhéran. Il s'agit, aussi, du règlement des contentieux financiers en cours de discussion entre les deux pays depuis près de neuf ans, qui devraient maintenant connaître des développements déterminants. Dans cet esprit, le retour à des relations normales entre la France et l'Iran peut, dorénavant, être envisagé, dans le respect des engagements et des intérêts respectifs des deux pays. »

LES PREMIERES REPONSES AUX QUESTIONS

Quels sont les principaux éléments de ce contentieux franco-iranien ?

Outre la guerre des ambassades, il reste un important contentieux financier lié au contrat Eurodif signé du temps du shah, et au prêt d'un milliard de francs consenti alors par le shah au CEA. La France doit rembourser, mais elle a toujours jusqu'ici lié sa dette à l'égard de l'Iran aux sommes dues par Téhéran pour dédommager les entreprises françaises qui ont perdu des contrats du fait de la révolution islamique. A ce jour, la France n'a versé qu'un premier acompte de 300 millions de francs, peu de temps avant la libération d'Aurel Cornéa. Les Iraniens souhaitent de nouveaux versements. Il faudrait pour cela que les négociations, interrompues par la rupture des relations diplomatiques, reprennent.

Peut-on espérer que les trois autres otages détenus par le Jihad islamique seront prochainement libérés ?

● Si un feu vert, au moins de l'Iran paraît indispensable pour toute libération d'otage, plusieurs influences sont semble-t-il susceptibles de s'exercer sur l'OJR, alors que le Jihad islamique apparaît comme presque exclusivement sous influence iranienne. Il est certain que la libération de ces trois otages sera un élément essentiel dans le cadre de la reprise d'un processus de normalisation des relations franco-iraniennes, et — Jacques Chirac l'avait dit dès mai 1986 au vice-Premier ministre iranien, Moayeri — qu'il n'y aura pas de normalisation complète sans leur libération.

Le nouveau processus qui paraît s'être engagé avec l'Iran porte donc très certainement, entre autres, sur la libération de ces trois hommes.

Suffira-t-il de régler le cas Gordji et de payer la dette d'Eurodif ? Il convient en tout cas de remarquer que jamais, à aucun moment, les ravisseurs du Jihad et leurs commanditaires iraniens ne se sont départis de ce qui a toujours semblé comme leur principale exigence, à savoir la libération d'Anis Naccache, et de son commando, en prison en France pour avoir tenté en 1979 d'assassiner l'ancien Premier ministre iranien, Chapour Baktiar. Il est en tout cas certain que les négociations en cours portent aussi sur ces trois otages.

Pourquoi l'Iran paraît-il souhaiter aujourd'hui une désescalade dans la crise franco-iranienne ?

● L'Iran ne peut être durablement à ce point isolée sur le plan diplomatique. Il existe en outre une faction favorable à un rapprochement avec la France. Celui-ci est sans doute d'autant plus souhaité aujourd'hui que les relations américano-iraniennes sont actuellement en plein crise et que Téhéran pour des raisons géo-stratégiques s'est toujours méfié, tous régimes confondus, de l'URSS.

Les Iraniens ont de toute évidence fait en juin et juillet derniers des erreurs d'analyse qui ont conduit à la rupture qu'ils ne voulaient pas réellement. Il semble qu'ils aient cru que la France cèderait rapidement sur Gordji pour ne pas remettre en cause un processus dont elle espérait la libération des otages. Ils se sont trompés, et ont très vite cherché, en fait dès juillet, à renouer les ponts. Les perspectives de normalisation entre la France et l'Iran demeurent cependant limitées du fait de la politique française vis-à-vis de Bagdad.

Ce que l'on peut dire, c'est qu'il est très plausible qu'outre les conditions politiques, dont il s'avère qu'elles concernaient bien le cas Gordji, de l'argent ait été donné aux ravisseurs eux-mêmes, que M. Stéphani-Marchiani a, semble-t-il, rencontrés, mais qu'en tout état de cause, il n'y aurait pas eu de libération s'il n'y avait pas eu aussi des contreparties politiques.

En effet, s'il ne s'agissait que de payer des rançons, il y a bien longtemps qu'il n'y aurait plus d'otages au Liban... Dans le cas des Allemands, une rançon a certes été payée, mais Bonn a surtout pris l'engagement de ne pas extrader aux États-Unis un terroriste soupçonné d'avoir participé au détournement sur Beyrouth du Boeing de la TWA. Alors une rançon ? Peut-être, mais si elle a existé, elle n'a été qu'un « cadeau Bonux » pour les ravisseurs, et le cœur du problème se situe ailleurs.

D. L.

KNAP
SOLDE
A PARTIR DE 50%
SES COLLECTIONS
34, Fg SAINT-HONORÉ

COMMUNIQUÉ
Salons en cuir, copies d'ancien
et antiquités sont le plus souvent vendus 3 fois leur prix d'achat, pas étonnant qu'avec nos faibles marges et notre formule de dépôt, vous les trouviez 40 % MOINS CHER dans les 3 000 m² d'exposition du DÉPOT-VENTE DE PARIS, 81, rue de Lagny (20e), tél. : 43.72.13.91.
Métro : Porte-de-Vincennes
Sélectionné par « PARIS PAS CHER »

21 H 21 : GORDJI S'ENGOUFFRE DANS UN FALCON-50 POUR TEHERAN

● **18 h 40 :** la nouvelle tombe : empruntant la sortie donnant sur la rue Fresnel, derrière l'entrée principale située sur l'avenue d'Iéna, Vahid Gordji, interprète à l'ambassade d'Iran et probablement numéro deux de l'ambassade, sort discrètement à l'intérieur d'une Mercedes noire avec des plaques diplomatiques. Sa destination, le palais de justice de Paris où il doit être entendu par le juge d'instruction Boulouque, chargé des sanglants actes terroristes de 1985 et 1986, notamment la vague d'attentats de septembre 1986.

18 h 55 : les services du Premier ministre, à l'Hôtel-Matignon, confirment l'audition de Vahid Gordji par le juge Gilles Boulouque au palais de justice.

19 h : devant le Quai des Orfèvres, une cinquantaine de journalistes et photographes guettent le moindre signe de la présence de Vahid Gordji. Deux rangs de CRS empêchent de rentrer à l'intérieur du palais de justice. Aucune information ne filtre.

19 h 15 : deux porte-parole du préfet de police arrivent sur les lieux. Ils ont été rappelés d'urgence, par Eurosignal, de la manifestation de SOS-Racisme qu'ils étaient chargés de couvrir. Celle-ci s'est déroulée dans le calme, disent-ils, c'est tout ce qu'ils savent.

19 h 30 : on apprend que le dispositif policier autour de l'ambassade d'Iran, dans le quartier du Trocadéro à Paris, demeure inchangé. Faut-il en déduire quelque chose ?

19 h 45 : chacun pense que l'attente de Vahid Gordji sera longue. La France ne va tout de même pas le laisser partir après dix minutes d'audition chez le juge... C'est ce que chacun se dit. Les deux porte-parole du préfet confirment qu'ils n'ont rien à dire : aucun message n'est prévu, ils ne sont au courant d'aucun communiqué. Avec philosophie, ils expliquent que leur fonction est seulement de tenir compagnie aux journalistes et photographes.

20 h 10 : non, décidément, les représentants du préfet ne peuvent rien dire : ils n'ont même aucun contact avec son cabinet, avec le palais de justice, avec le juge ou avec quiconque. Exceptés les journalistes...

20 h 12 : à coups de sirène, deux motards foncent sur les journalistes et pénètrent dans le palais. Trois voitures banalisées, blanches ou crème, s'engouffrent à leur suite. Les deux porte-parole du préfet manquent de se faire écraser comme les autres. On sent le dénouement proche. Mais par quelle porte Gordji va-t-il sortir ? Par l'entrée principale ou par une petite porte ? Chacun s'interroge. La rumeur veut que Gordji rejoigne bientôt un aéroport pour regagner l'Iran. Il est question du Bourget, d'Orly ou de Villacoublay, aéroport militaire. En fait, personne ne sait rien.

20 h 30 : toujours aucune information officielle. Gordji est-il toujours à l'intérieur du palais ? On met en relation son audition et la libération de deux otages français au Liban. Son départ de France paraît plus que probable. Est-on en train d'assister parallèlement à la fin de la guerre des ambassades entre Paris et Téhéran ? Et les trois derniers otages français vont-ils être également libérés si Gordji repart libre ? Toutes les hypothèses semblent possibles.

20 h 45 : une Renault blanche sort en trombe du palais. A l'intérieur, une femme voilée qui accompagnait Gordji à son arrivée. Gordji se dissimule-t-il à l'arrière de la voiture ?

20 h 50 : Gordji est sorti du palais, par une autre porte, à l'intérieur de la Mercedes noire, aux plaques diplomatiques iraniennes, qui l'avait amené. La Renault blanche n'avait servi qu'à faire diversion.

20 h 55 : un communiqué du procureur de la République tombe sèchement. Le nouvelle est confirmée : Vahid Gordji a quitté le palais libre. Il n'« y avait pas de charge devant entraîner son inculpation », souligne le communiqué.

21 h 21 : Vahid Gordji arrive à l'aéroport du Bourget sur les chapeaux de roues. Il s'engouffre à l'intérieur d'un Falcon-50, un triréacteur de la société Dassault. L'avion commence à rouler sur la piste, des voitures de la DST continuent à l'escorter jusqu'à ce qu'il prenne son envol. Destination Téhéran, via Larnaca. On se demande si son départ spectaculaire conduira à la libération des trois derniers otages français.

Jean-François RICHARD

LE COMMUNIQUÉ DU PROCUREUR

● Voici le texte du communiqué du procuteur de la République de Paris :

« Avec l'accord des autorités iraniennes, des fonctionnaires de la Direction de la surveillance du territoire (DST) se sont rendus cet après-midi à l'ambassade d'Iran où ils ont procédé à la vérification de l'identité de M. Vahid Gordji. Celui-ci a été ensuite conduit devant M. Boulouque, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Paris qui, après avoir procédé à son audition, a considéré, conformément aux réquisitions du parquet, qu'il n'y avait pas de charges devant entraîner son inculpation. En conséquence, M. Vahid Gordji a quitté libre le palais de justice. »

L'HOMME DE TOUS LES SOUPÇONS

● Vahid Gordji devait être entendu depuis près de six mois par le magistrat parisien « comme témoin » dans l'enquête sur le démantèlement en France de deux réseaux terroristes pro-iraniens.

Le responsable iranien s'était, en effet, soustrait le 3 juin, à la commission rogatoire du magistrat, en se réfugiant dans son ambassade où il était bloqué par la police depuis le 30 juin. Mais, si le 3 juin, M. Gordji, était considéré par la justice française comme « un témoin », « en rien mêlé aux attentats de 1986 », il n'en a plus été de même ensuite.

En effet, à plusieurs reprises, le ministère des Affaires étrangères a rappelé que le haut fonctionnaire iranien avait été interpellé, notamment après les attentats de février 1986, par le contre-espionnage français, la DST (Direction de la surveillance du territoire), et entendu dans « des affaires de terrorisme ». Le Premier ministre, Jacques Chirac, avait souligné que M. Gordji devait déférer à la convocation du magistrat-instructeur.

Le 14 juillet, le président François Mitterrand avait été net : *« Ce qui me paraît important, c'est que la justice française estime devoir entendre cet Iranien parce qu'il est soupçonné d'avoir pris part — à quel degré, je n'en sais rien — à des actions terroristes en France (...) Il y a suffisamment de soupçons pour qu'il ait été appelé à s'expliquer. »* Le chef de l'Etat avait alors également coupé court aux rumeurs faisant état d'un éventuel arrangement qui aurait été prôné par cer-

AFP

tains membres du gouvernement de façon à permettre à M. Gordji d'être entendu par le juge dans les locaux de l'ambassade d'Iran, avenue d'Iéna, protégés par l'extraterritorialité.

Un passeport de service

M. Gordji ne disposant que d'un passeport « de service » délivré par le Quai d'Orsay, document qui n'est pas un passeport diplomatique et ne donne donc droit à aucune immunité, le « numéro deux » iranien à Paris devait toujours se rendre dans le bureau du juge Boulouque. En aucun cas, il ne pouvait invoquer la rupture des relations diplomatiques, le 17 juillet, pour quitter la France sans avoir fait « le détour » du palais de justice.

Normalement, le 3 juin au petit matin, le « numéro deux » iranien à Paris aurait dû se retrouver aux côtés de 57 ressortissants de pays du Maghreb et du Proche-Orient dont l'interpellation avait été décidée par le juge. Le magistrat estimait que ces personnes pouvaient avoir été en relation avec certains des inculpés de deux réseaux terroristes pro-iraniens démantelés ces derniers mois en France.

Au cours de leur interrogatoire, plusieurs des principaux inculpés, en particulier le Franco-Libanais Mohamed Mouhajer, n'avaient pas fait mystère de leurs relations avec M. Gordji, des déclarations qui ont légitimement suscité la curiosité du juge. Celle-ci a encore été aiguisée lorsque les enquêteurs ont pu établir qu'une BMW ayant appartenue à Mouhajer était devenue la propriété de M. Gordji.

Toutefois, le juge Boulouque n'est chargé que de l'enquête sur ces deux réseaux, l'un dirigé par Mouhajer, l'autre par le Tunisien Fouad Ali Saleh, alors que le dossier des sanglants attentats de 1986 (13 morts, plus de 250 blessés) est entre les mains d'un autre juge d'instruction, M. Michel Legrand.

Mais, aujourd'hui, il est bien difficile de scinder ces deux enquêtes, les deux réseaux étant soupçonnés d'avoir founi l'infrastructure logistique indispensable aux poseurs de bombes des attentats revendiqués par le Comité de solidarité avec les prisonniers politiques arabes et du Proche-Orient (CSPPA).

Ce mystérieux mouvement exigeait la libération de trois terroristes détenus en France, le Libanais pro-iranien Anis Naccache, l'extrémiste arménien Waroujian Garbidjian et le Libanais pro-syrien Georges Ibrahim Abdallah, tous trois condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité.

Les raisons de la justice

● *On avait déjà beaucoup discuté au moment où Vahid Gordji s'était soustrait aux autorités françaises en se réfugiant dans les locaux de l'ambassade d'Iran sur l'indépendance de la justice dans ce genre d'affaires. Jusqu'où peut aller un juge alors qu'il sait que de sa décision peut dépendre le sort d'autres otages français ? Quelle est sa liberté alors que l'homme qu'il veut entendre peut servir de monnaie d'échange ? Doit-il ou non se soumettre aux vœux d'un gouvernement qui lui demande de ne pas inculper un homme, dont il croit pourtant à la culpabilité ?*

Nous sommes là, c'est évident, dans un domaine qui dépasse le cadre habituel de l'indépendance de la magistrature. En tendant Gordji à titre de témoin, en ne l'inculpant pas, en le laissant totalement livre de circuler, en lui permettant par conséquent de regagner son pays, le juge Boulouque n'a pas simplement eu l'intention de « faire plaisir » à sa hiérarchie. Il s'est, sans doute, longuement et en conscience, interrogé sur son devoir d'homme de justice, et assurément, d'homme tout court.

Aussi bien, ce n'est pas vraiment d'indépendance qu'il faut parler ici. Indépendance par rapport à qui et à quoi ? L'indépendance ne se mesure que par rapport à un absolu qui, ici, n'existe pas. C'est, en réalité, la question de l'autonomie du pouvoir judiciaire qui est posée par ce genre d'affaires.

La justice peut-elle agir seule ? Sans se référer aux circonstances ? Sans prendre garde à d'autres actions menées par d'autres administrations ? Peut-elle, doit-elle, en fait, se couper du monde et accomplir sa tâche quelles qu'en soient les conséquences ? A l'évidence, non. Les magistrats, les tribunaux ne font qu'exprimer le droit d'une société en fonction de l'état de cette société, de sa volonté, de sa force ou de sa fragilité. En ce sens, la décision de ne pas inculper Gordji n'est pas une défaite de la justice, dans la mesure où celle-ci n'a pas pour charge d'opposer le calme de son droit à la violence des preneurs d'otages. Placer les deux éléments sur les plateaux d'une même balance serait accepter d'emblée une position inégalitaire.

En fait, dans ce genre d'échange, la justice n'est qu'un des moyens dont dispose un Etat pour faire pression sur un autre Etat. C'est bien parce que Gordji a été démasqué par la police et qu'il risquait d'être condamné par la justice que deux Français sont aujourd'hui libres et vivants. Un juge n'aurait-il servi qu'à cela qu'il pourrait garder la tête haute.

P. C.

LES PREMIERES HEURES D'UNE LIBERTÉ MOUVEMENTÉE

Cohue à Roissy où se bousculaient, pêle-mêle, caméramen, familles, hommes politiques et journalistes. Un retour difficile — mais chaleureux — pour Jean-Louis Normandin et Roger Auque, libérés vendredi par l'« Organisation de la justice révolutionnaire » à Beyrouth.

Il y a d'abord cette image : un enfant de huit ans qui retrouve les bras de son père et qui l'embrasse et se serre très fort contre lui, et pleure et sourit, et, dans la bousculade, indifférent aux flashes des photographes, se raccroche à ce cou, à ce corps dont jamais, plus jamais, il ne se séparera, et quand leurs yeux à nouveau se croisent, ils ont tant de choses à se dire qu'ils se couvrent de larmes, comme par pudeur.

Une image que personne n'oubliera : Jean-Louis Normandin et son fils Antoine samedi à Orly. AFP

Il eût mieux valu, sans doute, l'intimité pour ces retrouvailles de Jean-Louis Normandin et de Roger Auque avec leurs proches que tout ce déballage désordonné et presque vulgaire de micros et de caméras. Mais par-delà une agitation déplacée, il s'agissait peut-être de dire à ces deux hommes amaigris, las, émus et perdus parmi une foule qu'ils n'attendaient pas, que leur famille était plus grande et plus nombreuse qu'ils l'imaginaient et que tout ce monde-là, en venant fêter leur retour, voulait partager un peu de leur bonheur. Comme si cette proclamation d'une amitié collective pouvait effacer tant de jours de solitude et de peur.

Tout avait commencé par une attente incertaine. On avait appris que les deux ex-otages venaient de faire une dernière escale sur la base militaire corse de Solenzara. En allant les y accueillir, avant de les ramener vers Orly à bord d'un Mystère 20 du GLAM, le ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua, confirmait ainsi implicitement qu'il avait joué un rôle majeur dans la libération des deux Français.

Un décor mal planté

Dans le salon d'honneur d'Orly, les heures paraissaient longues. Pendant que les télévisions installaient leur lourd matériel, les techniciens de chaque chaîne se battant pour voler les meilleures places à leurs concurrents, le service d'ordre tentait de faire respecter un protocole assez surréaliste qui séparait notamment les journalistes d'Antenne 2 et de RTL, rédactions auxquelles appartenaient Normandin et Auque, du reste de la presse. Quant aux familles des deux ex-otages, elles étaient parquées, elles aussi, à l'intérieur d'un petit territoire dont les frontières étaient tracées par une corde blanche maintenue par les policiers.

C'était dans le cerveau d'un fonctionnaire de Matignon qu'avait apparemment germé cette idée saugrenue, dont il maintiendra d'ailleurs le bien-fondé, bien après que toutes ces lignes Maginot imaginaires eurent été franchies, preuve que les croyances résistent bien souvent aux faits.

Il y eut ensuite l'arrivée des personnalités. François Léotard, d'abord, Jean-Bernard Raimond quelques minutes plus tard, puis, enfin, Jacques Chirac, déposé en hélicoptère dans la cour d'honneur. Le Premier ministre, chaleureux comme à son habitude, salua les familles de Normandin et d'Auque, embrassa les femmes et les enfants, vint prononcer son discours, quitta le micro, fit un pas de côté, puis se ravisa pour venir dire combien il avait été choqué qu'un journal du soir affirmât qu'une rançon avait été payée aux ravisseurs, avant de descendre dans la cour pour y accueillir les passagers de l'avion tant attendus dont le bruit des moteurs annonçait l'arrivée imminente.

C'est alors que se produisit la plus invraisemblable des cohues. A peine descendus du Mystère 20, précédés par Charles Pasqua, Auque et Normandin étaient entourés, arrachés à leurs familles, sommés de dire ce qu'ils pensaient sur l'instant. On entendait la voix du journaliste de la 2e chaîne pourtant mieux placé que ses confrères mais qui ne parvenait pas, malgré cela, à s'avancer vers l'éclairagiste, s'écrier : « Je suis d'Antenne 2, mais je suis d'Antenne 2 ! » pensant, peut-être, que pareil à Moïse ouvrant la mer Rouge à son peuple, ce mot de passe lui suffirait à fendre la foule. Son confrère de la Cinq n'était, d'ailleurs, pas mieux loti, qui continuait son reportage, mais en vain, le fil de son micro ayant été depuis longtemps coupé. Et quand Normandin et Auque réussirent enfin à se frayer un passage jusque dans le hall de l'aéroport où ils furent accueillis par les bravos de leurs confrères, tout l'échafaudage de cordes sauta. Chirac, Raimond et Léotard se retrouvèrent emportés par la foule. Pasqua, lui, se souvenant qu'il était en charge du maintien de l'ordre, faisant rempart de son corps pour éviter que les ex-otages ne fussent pas trop bousculés.

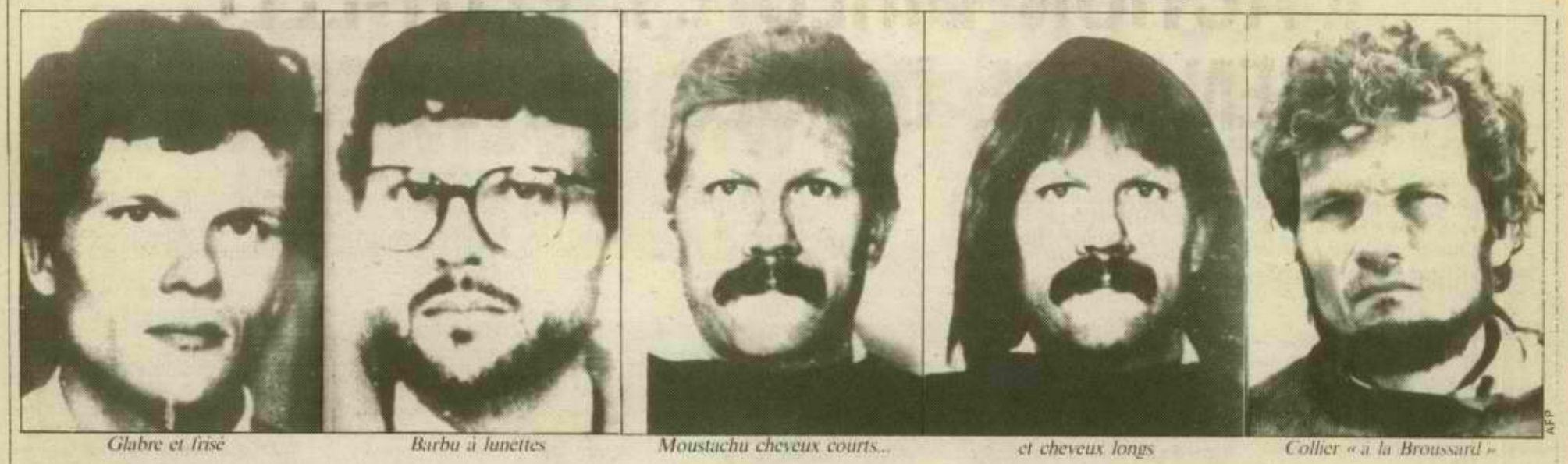
Ce que dirent Normandin et Auque à ce moment-là n'a qu'un intérêt second (Oui, ils étaient soulagés, oui, ils étaient heureux et remercièrent ceux qui les avaient libérés, oui, ils pensaient à ceux qui restaient encore prisonniers — ce qui fera dire à Philippe Rochot, pris avec Hansen, Cornéa et Normandin, que jusqu'au retour de ce dernier, il s'était senti relâché mais non pas libre). Le plus impressionnant, c'étaient leurs visages, tout étonnés encore, où l'on voyait la joie se dessiner, mais que pourtant la frayeur n'avait pas tout à fait abandonnés. Ils savaient, inconsciemment sans doute, que personne, même les plus proches de leurs proches, ne pourrait comprendre les épreuves qu'ils ont vécues. Et leurs yeux disaient ce que leur bouche entrouverte ne pouvait dire. Ils contemplaient cette vie soudaine qui s'offrait à eux et dont ils avaient failli être privés.

Dans cette bousculade, Jean-Bernard Raimond eut le temps de confier que cette libération était « l'œuvre de tout le gouvernement » et que son récent voyage à Damas n'y était pas étranger : Charles Pasqua, le visage fermé mais savourant secrètement sa victoire, ne voulut rien dire sur son mystérieux émissaire, sinon qu'il avait fait son métier (et à la question : « Quel métier fait-il ?, il répondra : « Il fait le métier qu'il fait »).

Les premières heures de liberté d'Auque et de Normandin furent encore des heures d'esclavage, mais du doux esclavage des media. Ils devaient à leurs maisons (RTL et A2) la primeur de leurs récits. Alors, il s'en furent, enfermés dans des voitures à l'abri de leurs confrères curieux. L'une d'elles, dans laquelle était assis l'éclairagiste d'A2, était conduite par Michel Roussin, le chef de cabinet de Jacques Chirac. Elle rata par deux fois la sortie de l'aéroport. C'était l'émotion, sans doute.

Patrice CARMOUZE

LES MULTIPLES VISAGES DE L'ARTIFICIER D'AD



Glabre et frisé — *Barbu à lunettes* — *Moustachu cheveux courts...* — *et cheveux longs* — *Collier « à la Broussard »*

AFP

LES DERNIÈRES CARTOUCHES DE MAX FRÉROT

Il a été arrêté par hasard, l'autre soir à Lyon, au cours d'un banal contrôle de police qui a failli tourner au drame. La fin d'une longue traque

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL FRANÇOIS LA[illegible]ROUILLÈRE

Il a fallu beaucoup de temps aux deux gardiens de la paix lyonnais, « des flics de base », pour arrêter Max Frérot, vendredi soir, dans les parkings de la gare TGV de la Part-Dieu à Lyon. Armé jusqu'aux dents, le terroriste a immédiatement tiré. C'est pare que ses munitions étaient de mauvaise qualité, que les deux policiers ont eu miraculeusement la vie sauve.

● Toutes les polices de France et de Navarre étaient à ses trousses. Mais ce sont finalement deux simples gardiens [illegible] paix, lors d'un contrôle de routine, qui ont réussi à mettre la main sur Max Frérot, sans doute le plus dangereux des terroristes d'Action directe. Vendred soir, 22 h 30 : Marc Baquero (34 ans) et Bruno Hugol (24 ans), deux gardiens en tenue de la police urbaine de Lyon, patrouillent dans le quartier de la gare de la Part-Dieu à Lyon. Les parkings du secteur font l'objet d'une surveillance plus serrée qu'en temps normal en raison d'une recrudesence des agressions et des vols dans les voitures ces dernières semaines. Les deux policiers sont donc dans un parking, celui réservé en principe aux clients de l'hôtel Mercure. *« Comme l'indiquaient nos consignes, nous avions décidé de patrouiller dans les sous-sols du complexe de la Part-Dieu,* raconte Bruno Hugol. *A la fin de notre ronde, nous avons entendu arriver un cyclomoteur. Nous nous sommes dissimulés. L'homme a posé son engin contre un mur. »* Il lui a mis un antivol et s'est dirigé vers [illegible]ne allée transversale. Les fonctionnaires — la routine — décident de s'avancer. Ils accostent l'individu. Celui-ci ne se dérobe pas, mais Max Fréfot commet une erreur qui lui sera fatale. *« Il nous a déclaré être le veilleur de nuit de l'hôtel,* indique Bruno Hugol. *Malheureusement pour lui, on connaissait le veilleur... On l'avait vu le matin même. »* Intrigués, les deux policiers demandent ses papiers à l'homme au cyclo (une banale mobylette, une bleue, comme disent les connaisseurs). La pièce d'identité, un permis de conduire volé, est grossièrement maquillée. La photo ne correspond pas au visage (cheveux blonds décolorés, barbe rousse que les policiers ont en face d'eux). Les gardiens demandent donc au suspect de les suivre au poste de police. Le destin de l'ennemi public numéro un bascule brutalement.

Max Frérot, puisque c'est de lui qu'il s'agit, tire immédiatement deux armes de gros calibre de sa ceinture, une à chaque main : un pistolet automatique Webley, de calibre 9 mm, et un redoutable revolver Smith et Wesson, 357 magnum. Le terroriste fait feu par trois fois. Tout va très vite. L'une des balles atteint le gardien Baquero en pleine poitrine mais elle est miraculeusement déviée par un des boutons en fer blanc de sa vareuse. Les deux policiers ripostent. L'autre gardien, Bruno Hugol, est légèrement blessé à la cuisse, vraisemblablement par un éclat de l'une de ses propres balles.

Pendant plusieurs secondes, la fusillade fait rage. Une douzaine de coups sont échangés. Heureusement, les munitions de Max Frérot sont de mauvaise qualité (il fabrique lui-même ses balles, selon la police. Peut-être la poudre était-elle mouillée ou bien les cartouches ne correspondaient pas exactement au calibre de ses armes). Plusieurs projectiles font « long feu ». *« Jette tes armes ! »*, lui crie le gardien Baquero. Voyant qu'il ne pouvait plus compter sur ses pistolets, le terroriste fait mine de se rendre. Mais il se précipite sur le policier pour tenter de le désarmer. Un corps-à-corps de plusieurs minutes s'ensuit entre les deux hommes. Max Frérot, toujours armé de ses deux pistolets. Tout seul (son collègue Hugol est resté coincé à l'extérieur derrière la porte du parking qui s'est refermée). Marc Baquero réussit à prendre le dessus. L'autre policier finit par le rejoindre. Ils arrivent à maîtriser Frérot et à lui passer les menottes. Alors seulement l'artificier d'Action directe se démasque : *« Bravo les gars ! Vous avez fait une bonne affaire. Vous savez qui je suis ? Je suis Max Frérot ! »*

Le terroriste était muni de petites fiches cartonnées recensant les noms, adresses et téléphones de plusieurs personnalités. Un indice, selon les enquêteurs, qui montre que le militant d'Action directe s'apprêtait sans doute à effectuer prochainement de nouveaux attentats. A l'issue de la garde à vue légale de quatre jours, il devrait être présenté mardi au juge Marcel Lemonde, en charge de l'instruction du dossier des activités lyonnaises d'Action directe. Son collègue parisien Jean-Louis Bruguière s'occupera parallèlement de l'instruction des faits commis après la mi-1986. Il était d'ailleurs présent lui aussi ce week-end à Lyon, accompagné de policiers du RAID.

F. L.

CORSE : DEJA LES REPRESAILLES ?

Trois attentats ont été commis dans la nuit de samedi à hier, en Corse et à Paris. Ils n'avaient pas encore été revendiqués hier soir, mais les enquêteurs les attribuent à l'ex-FLNC. Les indépendantistes corses auraient voulu ainsi protester contre le transfert à Paris de huit militants et leur inculpation samedi.

● Les huit militants nationalistes corses arrêtés mardi matin à Ajaccio (Corse du Sud) qui « occupent un niveau important dans la hiérarchie de l'ex-FLNC », selon le préfet de police de la Corse, Marcel Morin, ont été transférés samedi à Paris. François Casasoprona 49 ans, Paul Scaglia 31 ans, commerçants, Gérard Giraud 37 ans sans profession, François Barbier 45 ans employé au centre hospitalier d'Ajaccio et trésorier du STC (Syndicat des travailleurs corses), Joseph Cancellieri 32 ans sans profession, Carmin Carminbelgodere 28 ans et André Di Scala 32 ans, tous deux employés au centre hospitalier d'Ajaccio ainsi que Jean-Jacques Andreotti 30 ans employé à la SEITA ont quitté samedi à 4 h 20 le commissariat central d'Ajaccio où ils étaient interrogés dans le cadre de leur garde à vue.

Les huit hommes ont été conduits sous bonne escorte jusqu'à l'aéroport d'Ajaccio-Campo Dell'Oro où les attendait un avion militaire.

Peu de temps après leur arrivée dans la capitale, les huit hommes ont été inculpées par le juge Michel Legrand. Ils sont soupçonnés d'avoir participé à une cinquantaine d'attentats à l'explosif, et leur interpellation a permis de mettre la main sur d'importants stocks d'armes, des cagoules, des treillis militaires, et des documents.

En « représailles », l'ex-FLNC a sans doute commis trois attentats en Haute-Corse et vraisemblablement un à Paris dans la nuit de samedi à hier. Une villa, près de Saint-Florent, a été fortement endommagée par une explosion vers 20 heures. Une heure plus tard, la vedette de sauvetage en mer de la gendarmerie de Calvi a été coulée par un second attentat. Enfin, à 1 h 45, à Figaretto, la voiture d'un rapatrié d'Algérie, Jean-Claude Blanquer, a été plastiquée. On a également relevé un incendie criminel à Calvi, dans la maison de Chrysosthome Léandri, conseiller général du canton de Calvi.

Enfin, à Paris, un attentat a endommagé l'entrée des studios de FR3 à la Maison de la radio, peu après 3 heures du matin. De nombreuses vitres ont volé en éclats, mais personne n'a été blessé. Aucun témoin n'a pu voir les poseurs de bombe. Pour les enquêteurs, cet attentat serait très certainement lié aux autres, et donc sans doute l'œuvre de l'ex-FLNC.

— **Bernard Trojani, secrétaire général du Syndicat des travailleurs corses (STC),** interpellé samedi soir en Corse, a été transféré hier matin par avion spécial à Paris.

Il était accompagné de trois personnes, dont on ignorait l'identité, également interpellées en Corse. Les quatre personnes, dont deux femmes, se trouvaient hier après-midi en garde à vue dans la capitale.

Ces quatre personnes ne devraient pas être présentés à Michel Legrand, juge d'instruction à Paris, chargé des dossiers du terrorisme corse, avant la fin de leur garde à vue, mercredi.

Ces quatre interpellations sont intervenues dans le cadre d'une commission rogatoire du juge Legrand, concernant l'assassinat du gendarme Guy Aznar, le 4 août, lors du mitraillage d'un fourgon de gendarmerie près de Bastia.

5858

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE – N° 13324 – 4,50 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine MARDI 1er DÉCEMBRE 1987

Le général Jaruzelski contraint aux réformes

A en croire les chiffres officiels, environ deux tiers des électeurs ont pris part, le dimanche 29 novembre, au référendum polonais. Compte tenu de la réserve de l'Eglise catholique vis-à-vis de cette consultation, de l'appel à l'ignorer lancé par Solidarité et des très lourdes augmentations de prix, surtout, qu'impliqueront les réformes économiques proposées, il s'agit là d'un bon résultat pour l'équipe du général Jaruzelski.

Outre que personne n'est en mesure d'aller vérifier ce taux de participation et moins encore les résultats, il est tout aussi vrai pourtant qu'on est loin, là, des taux des époques du socialisme triomphant (près de 100 %) ou de celui même (75 %) des dernières élections parlementaires de 1984.

Cela signifie simplement que, malgré les signes d'usure montrés aujourd'hui par Solidarité et les récents succès remportés par le général Jaruzelski sur la scène internationale, la force d'intimidation et d'entraînement du régime ne cesse de décroître. On ne peut désormais plus envoyer par décret tout le monde aux urnes. Les chiffres officiels doivent – question de crédibilité – refléter cette réalité, et le principal danger pour la Pologne serait, dans ces conditions, que le pouvoir se sente trop rassuré.

Car la tentation va maintenant être grande, dans les milieux dirigeants polonais, de se sentir assez fort pour aller de l'avant dans les augmentations de prix tout en tempérant le rythme de la décentralisation économique et en repoussant à des jours lointains les réformes politiques sur le principe desquelles les électeurs étaient également appelés à se prononcer. La semaine dernière, déjà, le plénum du comité central a remis à une prochaine réunion l'adoption du rapport du bureau politique détaillant les grandes lignes de ces réformes qui devraient notamment porter sur un développement de la démocratie locale et une libéralisation du droit d'association.

Ces éventuelles ouvertures – le compte rendu des débats du plénum le montre – se heurtent à une formidable hostilité de l'appareil intermédiaire du parti, qui ne s'est pas encore remis de la peur ressentie pendant dix-huit mois d'existence légale de Solidarité. Plus grave encore, il semble que le coup de pédale douce donné fin octobre à Moscou à la « perestroïka » et à la « glasnost » ait incité l'équipe du général Jaruzelski à modérer également l'ardeur réformatrice qu'elle manifestait depuis la fin de l'été.

Un revirement complet paraît exclu, mais si, au-delà des mots, les réformes faisaient long feu le régime perdrait alors le peu de crédit qu'il conserve dans la population au moment même où le mécontentement social va être attisé par un spectaculaire renchérissement du coût de la vie.

L'opération référendum menée à bien, le général Jaruzelski a les moyens de faire preuve d'audace : il peut se prévaloir d'un soutien populaire pour imposer les augmentations de prix à tous et les réformes politiques à son appareil.

Si la détermination venait à lui faire défaut, il ne se déjugerait pas seulement lui-même. Il rouvrirait aussi la porte à une situation de crise ouverte en Pologne à laquelle personne – ni les Polonais, ni M. Gorbatchev, ni l'Europe, ni les banques créditrices de Varsovie – n'a intérêt.

L'échange de M. Wahid Gordji contre M. Paul Torri, consul à Téhéran

La normalisation complète des rapports avec l'Iran dépend de la libération des derniers otages français

Après la libération de deux des cinq otages français au Liban, MM. Normandin et Auque, Français et Iraniens ont procédé, le lundi 30 novembre, à un échange sur l'aéroport de Karachi : celui du consul de France à Téhéran, M. Paul Torri, contre l'interprète de l'ambassade d'Iran à Paris, M. Wahid Gordji.

Les deux hommes avaient au préalable répondu aux convocations, respectivement, des justices iranienne et française, qui n'ont finalement retenu aucune charge à leur encontre. Parallèlement, les dispositifs de sécurité mis en place autour des missions diplomatiques à Paris et à Téhéran étaient levés. Cependant la normalisation complète des relations entre la France et l'Iran dépend, pour Paris, de la libération des derniers otages français retenus au Liban.

Evoquant cette possibilité, M. Mitterrand, qui inaugurait lundi l'Institut du monde arabe, à Paris, a déclaré que « la grande action diplomatique et politique » devait se dérouler « dans le respect de la dignité de notre pays ».

Comme l'ont prouvé les événements intervenus dimanche – notamment le départ de Paris de Wahid Gordji, après une audition par le juge Boulouque, – MM. Chirac et Pasqua sont décidés à aller vite en besogne pour tenter de faire remettre en liberté le plus tôt possible les trois plus anciens otages français détenus au Liban, les deux diplomates Marcel Carton et Marcel Fontaine et le journaliste Jean-Paul Kauffmann.

Si l'on en croit les déclarations faites par le premier ministre samedi à Orly avant d'accueillir Jean-Louis Normandin et Roger Auque, la France est prête à manifester sa bonne volonté à l'égard de l'Iran, mais un rétablissement des relations diplomatiques avec Téhéran ne pourra s'effectuer « *tant que des groupes sur lesquels la République islamique peut avoir une influence (...) détiennent des otages* », autrement dit tant que les trois otages encore détenus au Liban n'auront pas été libérés.

Le scénario mis au point par MM. Chirac et Pasqua avec Téhéran tient-il compte de ce fait ? Les négociateurs français ont-ils déjà reçu des assurances quant à une libération prochaine de MM. Carton, Fontaine et Kauffmann ? On se refuse bien sûr à tout commentaire dans les milieux officiels, mais un certain optimisme est perceptible.

A moins d'un coup de théâtre, les prochaines étapes de la saga franco-iranienne devraient être constituées par l'annonce de la reprise des négociations financières entre les deux pays.

JACQUES AMALRIC.

(Lire la suite page 3.)

Rechute du dollar

Records de baisse à Tokyo et à Francfort.

PAGE 41

Victoire électorale du premier ministre en Turquie

M. Ozal va pouvoir former un gouvernement homogène.

PAGE 48

La mort de Jean Menu

Ancien président de la CGC.

PAGE 48

Remous dans la police

Un commissaire parisien est inculpé de proxénétisme.

PAGE 14

Débats

Euromissiles : à quoi bon cet accord ? par J.-M. Benoist.

PAGE 2

Le sommaire complet se trouve page 48

Les violences et l'annulation des élections générales

Haïti, une nation humiliée

Après deux journées de violences qui ont provoqué des dizaines de morts, les élections générales à Haïti qui devaient avoir lieu dimanche 29 novembre ont été annulées et les autorités haïtiennes ont annoncé la dissolution du Conseil électoral provisoire, l'organisme indépendant chargé par la Constitution de l'organisation du scrutin.

PORT-AU-PRINCE
de notre envoyée spéciale

L'annonce officielle n'est tombée qu'à 9 heures du matin dimanche 29 novembre. Mais au sortir d'une véritable nuit de terreur Port-au-Prince, réveillée par le tocsin sur fond de fumée des incendies, y était préparée : les élections générales, qui devaient avoir lieu le jour même, étaient repoussées. Cédant à une pression intenable, le Conseil électoral provisoire (CEP), cet organisme indépendant qui a lutté pendant des mois contre les attaques des nervis du duvaliérisme, s'était rendu à l'évidence. Il n'avait pas le choix. Coup sur coup ces dernières heures, deux importantes formations politiques, le MDN (Mobilisation pour le développement national) et le RDNP (Rassemblement des démocrates nationaux progressistes), s'étaient retirées.

De plus, samedi après-midi, le CEP avait déjà dû renoncer à maintenir les élections dans plusieurs villages de la plaine de l'Artibonite : des groupes de « macoutes » barrant l'accès des routes et, du même coup, l'acheminement des bulletins de vote, tiraient à vue sur tout ce qui bougeait. Pour leur part, les observateurs étrangers qui tentaient de se rendre en province, à Cap-Haïtien ainsi qu'à Jérémie, ont dû rebrousser chemin : leurs voitures ont été prises en chasse et leurs hélicoptères n'ont jamais reçu l'autorisation de décoller.

Visiblement, les chances de parvenir à des élections à peu près normales s'amenuisaient au fil des heures. Et ce, en dépit du communiqué de M. Williams Regala, ministre de l'intérieur et homme fort du régime, qui, apportant un peu de répit dans la guerre des nerfs engagée ces derniers jours, avait promis la veille de « *garantir la sécurité des élections* ». Ajoutons qu'il avait également suspendu toute autorisation de port d'arme... Vers 23 heures pourtant ce n'était plus des coups de feu sporadiques, auxquels la capitale haïtienne a fini par s'habituer, mais un tir nourri d'armes lourdes, de grenades et d'explosifs qui allait se poursuivre jusqu'au milieu de la matinée.

Terrés chez eux, les habitants n'en sont pas moins sortis pour aller voter, frôlant parfois peureusement les murs ou, au contraire, faisant front avec beaucoup de courage. Certains, pour l'occasion, s'étaient même habillés avec une recherche touchante, ce qui rendait plus sauvages encore les attaques des « macoutes » contre cette foule patiente, en chapeau de paille, cravate ou robe claire, résolue, même dans ces circonstances éprouvantes, à exercer un droit dont elle avait été privée pendant trente ans. Ils étaient peut-être cinq cents à se presser à l'église Saint-Gérard en chantant des cantiques, peu avant l'ouverture des petits bureaux de vote. Ils n'étaient pas nombreux à l'école République-Argentine, rue Ruelle-Vaillant, lorsque des tirs venus d'une voiture circulant à vive allure causèrent un véritable carnage.

MARIE-CLAUDE DECAMPS.

(Lire la suite page 6.)

La campagne présidentielle

Grand départ pour M. Barre

Trois événements ont marqué le week-end politique : l'élection du candidat de la majorité, M. Robert Assante, à la cantonale partielle de Marseille, avec 52,34 % des suffrages, malgré la consigne d'« *abstention positive* » du Front national *(page 12)*, le face-à-face entre M. Balladur et M. Rocard, sur TF1 *(page 9)* et le rassemblement, à Toulouse, autour de M. Raymond Barre de présidents de conseil général et régional.

Labourage et pâturage sont les deux mamelles du barrisme. Depuis cinq ans, tel un paysan besogneux, M. Raymond Barre aura sillonné en long et en large le territoire. Contrairement à M. Jacques Chirac, il avait, lui, du temps, et il en a abondamment profité. L'ancien premier ministre ne compte plus les déjeuners-débats, les dîners-rencontres, les séances de travail avec les socio-professionnels. Rarement grisant certes, mais à la longue peut-être efficace ! A la fin de cette année, seuls sept départements auront été laissés en jachère (1). Le professeur Barre a potassé la France. Les sondages, son voyage de la semaine dernière dans la région, pourtant difficile, du Languedoc-Roussillon, et surtout cette manifestation en grande pompe de dimanche matin au Capitole de Toulouse indiquent à l'évidence que ce labourage promet quelques bonnes récoltes.

Dans le même temps, M. Barre a su entretenir discrètement les verts pâturages gardés par les parlementaires et ces grands seigneurs locaux que sont devenus, grâce aux vertus de la décentralisation, les présidents de conseil général et régional. Depuis 1982, le député de Lyon n'a ainsi manqué aucune des journées parlementaires de septembre de l'UDF, ni aucun déjeuner hebdomadaire et discret, à Paris, avec députés et sénateurs. Avec son air de ne pas y toucher, M. Barre a donc su caresser tous ces grands élus dans le sens du poil, et se faire reconnaître par eux comme l'un des leurs. Progressivement tous ces notables, qui sont d'indispensables relais d'opinion, sortent de l'ombre selon une stratégie de poupées gigognes et de « cercles de qualité » de plus en plus larges.

DANIEL CARTON.

(Lire la suite page 10.)

(1) L'Orne, la Haute-Loire, la Haute-Saône, la Creuse, la Haute-Vienne, le Jura et la Charente-Maritime.

Le Monde

ÉCONOMIE

- « Juridiction efficace, lourde machine », les conseils de prud'hommes avant les élections du 9 décembre.
- « La dynamique du grand marché », ou les progrès de l'Europe sans frontières avant le conseil des Douze, à Copenhague, les 4 et 5 décembre.
- La chronique de Paul Fabra : « Pourquoi ils sont effrayés ».

Pages 37 à 40

SPORTS

Transfert : les dangers de la filière colombienne

Parti en Colombie il y a trois semaines pour négocier le transfert d'un footballeur, le président du Brest Armorique FC, M. François Yvinec, accusé de faux et usage de faux par les dirigeants d'un club local, est toujours retenu dans ce pays. Un juge d'instruction colombien devait décider, le lundi 30 novembre, son inculpation, ou, au contraire, la levée de l'interdiction qui lui est faite de rentrer en France.

Page 18

LE "NOUVEAU-NÉ" D'ALEXANDRE MINKOWSKI

L'HISTOIRE DE LA NAISSANCE A TRAVERS LES ÂGES ET LE MONDE.

EDITIONS ODILE JACOB

En association avec les Editions du Seuil

ALEXANDRE MINKOWSKI
L'ART DE NAÎTRE

M 0147 - 1201 0 - 4,50 F
3790147004500 12010

A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 A$; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 155 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 cs. ; Suisse, 1,60 f. ; USA, 1,50 $; USA (West Coast), 1,75 $.

Débats

Anarchie monétaire (suite)

par PIERRE SUDREAU (*)

Il y a six mois, dans ces colonnes, le 8 mai, je regrettais la multiplicité des rencontres des principaux décideurs financiers mondiaux (Washington, Paris, Venise...) sans qu'il en résultât des décisions suffisamment ajustées à l'ampleur des problèmes. *« De conférence en conférence, la catastrophe finira par arriver »*, osais-je affirmer. Quoi qu'on en dise, la tempête boursière aura des retombées économiques qui feront mal.

Il faut surtout regretter que les sept grands (Etats-Unis, Japon, Allemagne fédérale, Canada, France, Grande-Bretagne, Italie) n'aient pas été capables de s'entendre, sinon sur des mesures techniques, du moins politiquement, afin d'empêcher la dégringolade des cours et l'affolement. La théorie psychologique de la monnaie, chère à l'excellent professeur Nogaro (1935), est toujours valable. Des gestes d'apaisement auraient dû au moins être tentés par les principaux responsables. Leur attitude passive, ou maladroite, est d'autant plus étonnante qu'il s'agit de la santé économique du monde.

∴

Depuis un mois, tous les observateurs, commentateurs et opérateurs boursiers restent figés sur les déficits américains, sur les discussions ou parlotes des couloirs du Congrès et de la Maison Blanche, l'essentiel étant de savoir combien de milliards de dollars d'économie seront faits et quelle serait la contrepartie des Allemands et des Japonais.

N'est-ce pas confondre, à travers les vicissitudes du dollar, la cause et les effets ? Est-ce vraiment quelques gestes, plus ou moins timides, sur le budget américain qui modifieront les données de l'économie mondiale dans les prochaines années ?

Il ne faut pas se lasser de dénoncer l'absurdité du système monétaire, hérité de la décision du président Nixon du 15 août 1971, de « décrocher » le dollar de l'or. Comment le dollar peut-il servir utilement d'étalon monétaire international et subir en même temps les vicissitudes intérieures américaines qui s'accumulent depuis quelques années ? (150 milliards de déficit budgétaire environ et à peu près autant pour le déficit du commerce extérieur.)

Les Etats-Unis sont devenus brusquement (quatre ans) la plus grande nation débitrice après avoir été le plus grand pays créditeur. Et comme cela ne suffisait pas, d'importants lobbies américains, agricoles notamment, font campagne pour un dollar faible afin de mieux exporter leurs surplus. Politiquement, en période électorale, il est tellement plus facile de laisser faire plutôt que d'engager des efforts courageux de redressement !

∴

Les accords du Louvre avaient abouti – laborieusement – à une stabilisation théorique du dollar. Le problème était bien posé, mais les moyens dérisoires. On sait ce qu'il en est advenu. Pourquoi ne pas aborder sérieusement la réforme essentielle : créer un véritable étalon monétaire international en associant le dollar avec le mark, le yen, l'ECU et l'or. Panier ou serpent, peu importe. Certes l'ajustement technique est difficile, mais une simple déclaration d'intention des Sept annonçant leur détermination et la mise à l'étude de la réforme provoquerait un choc salutaire.

Il faut en finir avec le dollar-Yo-Yo qui fait la joie des spéculateurs et sape l'économie mondiale. Nul besoin d'être un expert pour comprendre les très grandes perturbations qui provoquent l'instabilité du dollar sur les grands marchés internationaux et le désastre qu'elle constitue pour les économies de petits pays producteurs de matières premières.

Il faut impérativement répondre à cette évidence : le redressement américain se fera (au mieux) en quelques années. L'économie mondiale peut-elle supporter encore longtemps les errements actuels ? Les dirigeants des grands pays ne prennent pas assez conscience des réalités de l'hémisphère Sud, de la multiplicité des problèmes dramatiques qui s'accumulent et mettront inévitablement en cause le confort des pays industrialisés.

Il faut surtout que les décideurs financiers cessent de donner une image d'irrésolution et d'incapacité. Un mois d'inertie dans une grande tempête, c'est trop.

(*) Ancien ministre.

Euromissiles : à quoi bon cet accord ?

Le jeu des Soviétiques sera facilité par l'ouverture d'une brèche dans le rempart de notre sécurité

PAR JEAN-MARIE BENOIST (*)

La poignée de mains que vont échanger le président Reagan et M. Gorbatchev pèsera lourd sur le destin de la paix et de la liberté en Europe et dans le reste du monde. Elle va avoir lieu au prix de sacrifices accomplis par l'Occident quant à sa sécurité – dont le coût reste plus élevé que celui des concessions apparemment accordées par l'Union soviétique.

Comme l'Europe de l'Ouest est à la fois un théâtre de batailles possibles, l'avant-poste de l'alliance atlantique et l'enjeu de la négociation, il n'y a aucune raison de la voir demeurer silencieuse et bâillonnée pendant que des Parques improvisées se permettent de régler son destin et le statut futur de sa liberté. Si des voix européennes fortes et convaincantes avaient su relayer et renforcer les interpellations que de Gaulle-Cassandre adressait aux protagonistes des accords de Yalta, l'Europe de l'Est n'eût peut-être pas à gémir jusqu'à aujourd'hui sous le joug de la domination soviétique.

Un marché de dupes

On ne peut qu'être inquiet face à l'accord d'élimination des forces nucléaires intermédiaires en Europe quatre ans seulement après la victoire qu'avait représentée la bataille du déploiement des Pershing et des missiles de croisière.

En effet, l'élimination de ces armes de couplage entre les Etats-Unis et l'Europe constituera de la part de l'Occident un marché de dupes : nous allons perdre les armes précises, les Pershing, qui, américaines et implantées sur le sol européen, tiraient leur pouvoir dissuasif du fait qu'elles pouvaient frapper le sol de l'Union soviétique avec une efficacité et une crédibilité capables d'inhiber toute attaque soviétique sur l'Europe de l'Ouest, nucléaire ou conventionnelle, voire chimique, en raison des risques encourus de représailles occidentales solidaires.

Ce que les Soviétiques nous offrent en échange, c'est le retrait de leurs SS-20, armes lourdes et imprécises qui, en cas de mise à feu, auraient eu toutes chances, à cause du sens de la rotation terrestre, d'apporter sur le territoire du Pacte de Varsovie – et de l'URSS elle-même – les retombées nucléaires. M. Shultz et ses experts se sont fait piéger par la rhétorique d'une fausse symétrie, pensant que les armes doivent se compter comme des jetons à échanger dans une partie de poker infantile et linéaire !

Or les Pershing et les missiles de croisière américains ont au contraire, outre leur fonction de couplage euro-américain, une valeur de clef de voûte de l'architecture de la dissuasion qui les justifie en soi ; ce sont ces armes intermédiaires qui, dans la panoplie de la dissuasion continue, assurent l'échelon déterminant du passage éventuel d'un stade conventionnel ou nucléaire limité à l'escalade vers les extrêmes. Maintenant qu'une brèche est créée dans le rempart de la dissuasion, il deviendrait beaucoup plus difficile de recourir aux systèmes stratégiques nucléaires centraux à la suite d'une invasion militaire de l'Europe de l'Ouest par le Pacte de Varsovie.

Ce malheureux accord nous placera donc dans une situation peu enviable, comparable à celle qui existait à la veille des deux précédentes guerres mondiales, avec, en prime, l'énorme supériorité des forces conventionnelles et peut-être chimiques du Pacte de Varsovie. L'accord d'élimination n'élimine même rien du tout du côté des Soviétiques puisque ceux-ci peuvent, du jour au lendemain, convertir les fusées à longue portée – intercontinentales (ou ICBM) – en fusées à moyenne portée destinées à des cibles européennes (IRBM), alors que le système parlementaire américain rend impossible le retour des forces nucléaires intermédiaires en Europe.

Ce que M. Shultz et les stratèges qui l'entourent ont méconnu, c'est d'abord que la dissuasion est une logique de non-guerre dans laquelle il faut avoir les moyens et la résolution pour, précisément, inhiber l'adversaire, ce que quarante ans de présence nucléaire ont su accomplir. La situation, d'autre part, n'est pas la même qu'avant 1979, car, de 1979 à aujourd'hui, les Soviétiques ne se sont guère privés de développer une multitude de systèmes d'armes « interactives », nucléaires et classiques, les SS-21, 23, 25, non pris en compte par le traité, face auxquels un système qualitatif de dissuasion occidentale trouve son efficacité dans les quantités critiques minimales et l'interaction solidaire de ses éléments tout au long de l'échelle, à condition que les éléments assurant les transitions (Pershing et missiles de croisière) demeurent.

Le joueur d'échecs soviétique doit se trouver confronté à la combinaison d'une solide résolution occidentale, doublée d'une solidarité affirmée, avec, en plus, l'impossibilité de pouvoir calculer de façon certaine ses risques. C'est ce principe d'incertitude salutaire qu'assurent aujourd'hui ensemble les forces classiques, les forces nucléaires tactiques (y compris la bombe à neutrons), les Pershing et les missiles de croisière, les systèmes nucléaires centraux et, bientôt, l'IDS, qui va s'y greffer, enrichissant la logique de complexité qui déjoue les prévisions soviétiques.

L'accord vient, au contraire, simplifier le jeu des Soviétiques en leur ouvrant une brèche dans notre rempart : en l'absence de l'échelon intermédiaire, ils savent qu'il sera plus difficile aux Occidentaux de monter aux extrêmes des représailles massives à partir d'une bataille volontairement localisée ou d'une frappe « chirurgicale » de leur part.

Les créneaux de l'alliance

Il est anormal que nos adversaires puissent profiter de cette difficulté que nous aurions désormais à passer du stade limité au stade absolu. Il est anormal qu'ils aient été invités ainsi par M. Shultz et ses conseillers à décider de ce qui est nécessaire à notre survie. Ce n'est pas aux Soviétiques de dégarnir les créneaux de l'alliance de ses éléments vitaux : cet accord est l'équivalent d'une procédure par laquelle un propriétaire désireux de se prémunir contre les cambrioleurs par un système dissuasif aurait invité le chef des malfaiteurs à venir délibérer avec lui, à sa table, des quantités et qualités des systèmes nécessaires à sa survie !

En droit international, du reste, ce traité demeure très douteux et, par conséquent, attaquable devant les cours, puisque les Européens n'en sont pas partie prenante alors qu'il s'agit, en première ligne, de leur survie et de leur liberté !

Les législateurs américains, avant de ratifier ce mauvais accord que M. Giraud avait raison d'appeler *« un nouveau Munich »*, auront à cœur d'écouter les voix européennes autorisées et de faire valoir qu'on ne se dégarnit pas unilatéralement de ses défenses vitales face à l'ennemi. Que M. Reagan commence donc par déployer l'IDS, même partiellement, qu'il renforce par là la richesse de la dissuasion, avant d'examiner avec soin quelles formes de réductions graduées et contrôlables il peut, de concert avec les Européens, envisager sans toucher pour autant aux échelons vitaux de la dissuasion. Pour l'instant, le *State Department*, dans son euphorie négociatrice, lui a fait mettre la charrue devant les bœufs. Les résultats de la dénucléarisation probable de l'Europe de l'Ouest sont déjà lisibles en Allemagne fédérale, où le président des Etats-Unis, nouveau Roosevelt de Yalta, est en passe de devenir le héros des Verts. Nous ne laisserons pas cette duperie se prolonger.

(*) Philosophe, président du Centre européen de relations internationales et de stratégie (CERIS).

Au Courrier du Monde

GRÈVES

Revendications et justice

L'ordonnance du tribunal de Bobigny sur la grève d'Air Inter a suscité de nombreuses réactions et analyses. Un point, me semble-t-il, n'a pas été pleinement développé, le caractère univoque de cette décision et de celles qui l'ont précédée.

En effet, si les juges se reconnaissent le droit d'interdire aux employés de recourir à la grève lorsque leurs revendications leur paraissent *« déraisonnables »*, je ne sache pas qu'aucune juridiction se soit jamais crue autorisée à condamner un employeur à satisfaire des revendications *« raisonnables »*.

Ainsi les employés ne pourraient-ils présenter que des revendications raisonnables, que les employeurs pourraient toujours librement les rejeter !

JEAN-MARIE GRITTI
(Paris).

COMMERCE

Enfants du Brésil

Nous venons de lire avec grand intérêt l'article d'André Fontaine : « Le Brésil, un géant en panne d'ambition ». Il relève l'incroyable taux de mortalité infantile dans certains Etats du Nordeste. Séjournant dans une ville à l'intérieur de la Paraiba, Etat voisin du Pernambouc, nous sommes quotidiennement confrontés à des scènes de rue où des femmes portent sur leur sein des enfants sans âge qui ne tarderont pas à mourir ou qui survivront marqués à tout jamais par les stigmates de la manultrition.

Un corollaire à cette situation : l'abandon des enfants qui finit parfois heureusement ; ainsi ce couple dont la stérilité était connue dans le quartier qui a eu la surprise de découvrir un nourrisson sur le seuil de sa porte ! Cependant, combien d'étrangers (nombreux sont les Français) venus pour adopter se heurtent aux tracasseries administratives brésiliennes et sont livrés aux mains d'avocats peu scrupuleux dont les tarifs oscillent entre « 3 000 dollars pour un enfant noir et 5 000 pour un enfant blanc » au dire de l'un de ceux-ci (sans compter les frais d'avion, d'hébergement, de nourriture et autres frais annexes). Une réglementation plus stricte pourrait mettre un terme à cet odieux commerce ! Mais est-ce là une des priorités du Brésil ?

CHRISTINE et DIDIER MARTINEZ
(enseignants français au Brésil).

● **RECTIFICATIF.** – Une erreur s'est glissée dans l'article de M. Patrice de Charette publié dans *le Monde* du 28 novembre sous le titre : « Petit manuel à l'usage des inculpés ». Au lieu de *« l'esprit de corps aidant la cour accordera la suspicion »*, il fallait lire : *« l'esprit de corps aidant la cour* écartera *la suspicion »*.

TRIOMPHE

Les équivoques du pragmatisme

« Pragmatisme », le mot est aujourd'hui omniprésent, triomphant. Opposé globalement à beaucoup d'autres : irréalisme, théorie, idéalisme, esprit de synthèse, idéologie... Il est toujours employé laudativement. Le moment paraît donc opportun de l'examiner sérieusement. Bien que la notion soit ancienne, elle n'a été élevée au niveau d'une véritable philosophie qu'au dix-neuvième siècle, par des Anglo-Saxons (Peirce, James...) : le seul critère essentiel de la vérité, c'est l'efficacité, l'utilité – le vrai, c'est ce qui réussit, ce qui est utile.

Cependant, immédiatement, un minimum de curiosité impose une question : utile, soit, mais à *qui ?* A quel intérêt, personnel ou collectif, à quel idéal ? Or, manifestement, actuellement, la question n'est pas posée ; l'utile devient une fin en soi. Que toute action se doive de chercher les plus sûrs moyens d'être efficace, qui n'en conviendrait ? Mais doit-on, pour autant, cesser de s'interroger sur les fins, conscientes ou inconscientes ! Il y en a toujours. Alors, ce triomphe actuel : ignorance du sens du terme, modernisme démagogique ou hypocrisie d'idéologies choisissant d'avancer masquées ?

RAYMOND LABERNEDE
(Biarritz).

FICTIONS

Une autre vision de Bourguiba

Je regrette que dans son article sur Bourguiba (*le Monde* daté 8-9 novembre), Jean Lacouture perpétue des légendes ou mieux des fictions, véhiculées par une partie de l'historiographie française. Je relèverai deux de ces fictions : la première est celle de *« ses relations le plus souvent cordiales avec la France »* que du reste la situation coloniale ne justifiait pas. Lorsque vous écrivez : *« Contrairement à une légende qui a trop longtemps couru, le chef du Néo-Destour résista à la tentation et, comme il avait réussi à le faire de sa prison, incita ses compagnons à refuser toute collaboration avec l'Axe »*, vous allez à l'encontre de faits dûment établis (notamment par ma propre recherche) sur la base d'une très riche documentation d'archives que ne contredisent ni la presse de l'époque ni de multiples témoignages des plus autorisés. Ce n'est pas un simple détail que de rétablir ce moment d'histoire, car il eut des conséquences. Il faudrait alors parler de la constante cordialité ultérieure de la France pour Bourguiba. Le deuxième point concerne la carrière d'un leader *« qui, pour l'essentiel, aura respecté ses adversaires »*. Dire cela est encore une fiction. L'histoire de la Tunisie indépendante, que Habib Bourguiba n'a pas tirée du néant, est au contraire et dès le départ dense de conflits, toujours réduits avec dureté et sans respect particulier pour ses adversaires.

JULIETTE BESSIS
(Paris).

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*
Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter
du 10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du *Monde* »,
Société anonyme
des lecteurs du *Monde*,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Administrateur général :
Bernard Wouts.
Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.
Corédacteur en chef :
Claude Sales.

Le Monde PUBLICITE S.A.
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE			
354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE			
687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries)			
I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS			
399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. – SUISSE, TUNISIE			
504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez *LEMONDE*

Imprimerie du « Monde » 7, r. des Italiens PARIS-IXe

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437
ISSN : 0395 - 2037

Le Monde USPS 765-910 is published daily, except Sundays for $ 480 per year by Le Monde c/o Speedimpex, 45-45 39 th street, L.C.I., N.Y. 11104. Second class postage paid at LIC and additional offices, N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedimpex U.S.A., P.N.C., 45-45 39 th street, L.I.C., N.Y. 11104.

LE DROIT DE COMPRENDRE

Le droit de comprendre, c'est pouvoir utiliser facilement les outils de synthèse essentiels à la réussite universitaire ou professionnelle. Indispensables aux besoins de chacun, les 80 précis Dalloz sont constamment réactualisés au fil des rééditions par des professeurs spécialistes du thème traité.

LES PRECIS DALLOZ – ACCESSIBLES – COMPLETS – INDISPENSABLES

L'échange de M. Wahid Gordji contre M. Paul Torri, consul de France à Téhéran

Un scénario soigneusement mis au point par le ministère de l'intérieur

Après environ une heure d'audition dans le bureau de M. Gilles Boulouque, juge d'instruction en charge du dossier des attentats commis à Paris au printemps et à l'automne 1986, Wahid Gordji a quitté libre, dimanche soir, le palais de justice pour se rendre sous bonne escorte policière à l'aéroport du Bourget, d'où un Falcon-50 de la société Europe Falcon Service s'est envolé, à 21 h 21, à destination de Karachi, *via* Larnaca, à Chypre.

L'appareil, loué par les soins d'une société intermédiaire, la société Euralair, à l'initiative du ministère de l'intérieur, devait ramener dans la journée de lundi Paul Torri, consul de France à Téhéran, que les autorités iraniennes ont convoyé dans la nuit de dimanche à lundi vers Karachi, où devait se faire l'échange avec Wahid Gordji. Dans la soirée de dimanche, l'important dispositif policier, mis en place depuis le mois de juillet autour de l'ambassade iranienne à Paris, commençait à être levé. La quarantaine de ressortissants iraniens empêchés de quitter le territoire national devraient bientôt pouvoir être libres de leurs mouvements.

Les attentats de septembre 1986

Quelques heures auparavant, le procureur de la République, M. Michel Raynaud, avait annoncé qu'« *avec l'accord des autorités iraniennes* » des fonctionnaires de la DST s'étaient rendus, dans l'après-midi, à l'ambassade d'Iran pour procéder à « *la vérification de l'identité de M. Wahid Gordji. Celui-ci a été ensuite conduit devant M. Boulouque, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Paris, qui, après avoir procédé à son audition, a considéré, conformément aux réquisitions du parquet, qu'il n'y avait pas de charges devant entraîner son inculpation. En conséquence, M. Wahid Gordji a quitté libre le palais de justice* ».

Cette issue ne faisait guère de doute depuis le milieu de l'après-midi. Elle avait été minutieusement préparée depuis des semaines par le ministère de l'intérieur,chargé de toutes les négociations, en accord avec les autorités judiciaires. Restait à arracher l'accord du juge d'instruction en donnant un minimum d'habillage juridique au départ de l'interprète de l'ambassade iranienne.

Sorte de « commissaire politique » chargé de suivre à Paris, pour le compte des autorités iraniennes, les milieux politiques français – notamment l'extrême droite – et les sympathisants de la révolution islamique, Wahid Gordji était soupçonné par le juge Boulouque d'avoir, d'une manière ou d'une autre, trempé dans les attentats revendiqués par le Comité de soutien aux prisonniers politiques arabes et du Proche-Orient (CSPPA) en 1986. Son nom apparaît à plusieurs reprises dans le dossier d'instruction, en relation avec certains des inculpés, notamment Mohamed Mouhajer considéré par la justice comme l' « idéologue » du groupe, Fouad Ali Saleh, le principal inculpé, en étant le chef opérationnel.

Deux expertises avaient été demandées par le juge d'instruction dans le cadre de son enquête sur les éventuelles responsabilités de Gordji : l'examen de sa voiture et la comparaison de son écriture avec celles des scripteurs des revendications du CSPPA. La voiture de Gordji, une BMW grise de série 500, pouvait, pensait-on un moment, être le véhicule d'où avait été lancée la bombe meurtrière de la rue de Rennes, le 17 septembre 1986. Les témoins avaient parlé d'une BMW noire alors que la police avait découvert que la voiture de Gordji, achetée en Allemagne par Mohamed Mouhajer pour le compte de l'interprète, avait été repeinte en gris quelques jours après l'attentat de la rue de Rennes. Il y a deux semaines, les examens semblent avoir montré que si la voiture avait été effectivement repeinte dans un garage d'Argenteuil appartenant à un Libanais, elle n'a jamais été noire. Quant aux comparaisons d'écriture, elles ne se sont pas, elles non plus, révélées positives. Le juge d'instruction pouvait donc s'estimer satisfait et relâcher son suspect sans « *perdre la face* ».

Cette issue semblait la plus probable depuis qu'au ministère de l'intérieur, sur la foi de plusieurs informations fournies par les services de renseignement, l'on était convaincu de l'importance qu'attachait l'Iran à la personnalité de Wahid Gordji. On rappelait notamment que le père du reclus de l'avenue d'Iéna avait été le médecin personnel de l'imam Khomeiny lorsque ce dernier était réfugié en France, à Neauphle-le-Château. Rentré en Iran après la tentative d'arrestation de son fils, il avait, estimait-on encore place Beauvau, suffisamment d'influence auprès des secteurs les plus élevés de la République islamique pour plaider sa cause.

Un élément d'échange décisif

Le ministère de l'intérieur soulignait également que parmi les nombreuses attributions de Wahid Gordji en France figuraient les contacts avec les milieux industriels français, notamment dans le secteur de l'armement. Certains ajoutaient même que Wahid Gordji était au courant des commissions d'usage distribuées à quelques notables iraniens lors de la signature des contrats, ce qui était une raison supplémentaire pour le récupérer.

Depuis plusieurs semaines, on était donc convaincu que l'interprète iranien pouvait être un élément d'échange décisif dans les négociations entreprises pour la libération des otages français. A deux reprises, en septembre et en octobre, l'on crut toucher au but, mais à chaque fois l'affaire avait dû être remise. Au ministère de l'intérieur, on est aujourd'hui raisonnablement optimiste sur l'issue du processus engagé. Si tout se déroule selon les prévisions, les trois derniers otages retenus à Beyrouth pourraient être, espère-t-on, rapidement libérés.

GEORGES MARION.

La normalisation avec l'Iran

(Suite de la première page.)

Il s'agit de régler l'affaire du prêt iranien à Eurodif et celle du règlement du statut des sections d'intérêts français et iranien à Téhéran et à Paris. Les deux pays pourraient s'entendre pour laisser en place quelques diplomates et rapatrier les autres, fatigués par des mois de claustration. L'Italie, qui représente les intérêts français en Iran, et le Pakistan, qui fait de même pour les intérêts iraniens en France, assureraient la protection de ces sections.

Quant à la négociaton sur le remboursement du prêt consenti à Eurodif par le régime du chah, elle aurait de bonnes chances d'aboutir du fait de la volonté politique nouvelle animant les autorités françaises et aussi grâce à la chute du dollar, qui a pratiquement réduit de moitié la dette française.

Relativement prolixes sur ces deux points, les dirigeants français conservent un mutisme absolu sur les deux autres points du contentieux qui les oppose à Téhéran : les ventes d'armes à l'Irak et le refus officiel français de faire de même à l'égard de l'Iran, et le sort réservé à différents terroristes détenus en France. Le plus célèbre d'entre eux n'est autre qu'Anis Naccache, le chef du commando qui tenta d'assassiner M. Chapour Bakhtiar, le dernier premier ministre du chah ; l'attentat coûta la vie à un policier. Un éventuel élargissement d'Anis Naccache exigerait une mesure de gâce de la part du président de la République, qui a déjà fait savoir qu'il ne s'y opposerait pas si tous les otages français étaient libérés. M. Mitterrand ne s'est cependant engagé jusqu'à aujourd'hui qu'à propos du cas Naccache, alors que les exigences iraniennes concernaient récemment encore bien d'autres prisonniers. A l'Elysée, on précise seulement que le président de la République ne reviendra pas sur ses engagements et que le premier ministre a tenu au courant M. Mitterrand du progrès de la négociation, contrairement à ce qui s'était passé à propos des tractations menées par le gouvernement pour obtenir la libération du jeune coopérant Pierre-André Albertini, condamné en Afrique du Sud pour aide à insurrection armée.

Le problème du rééquilibrage éventuel de la politique française au Proche-Orient en général, dans le Golfe en particulier, est tout aussi sensible que celui des terroristes emprisonnés. Il est en effet extrêmement délicat pour le gouvernement d'envisager des ventes d'armes à l'Iran, surtout après l'affaire Luchaire, et aussi parce que M. Chirac a proclamé à maintes reprises qu'il n'en serait jamais question. Réduire les livraisons à l'Irak entamerait d'autre part le crédit de la France dans la région. C'est sans doute pourquoi certaines sources évoquent la possibilité d'alléger sérieusement le dispositif naval français installé en mer d'Oman et dont la présence a été dénoncée par Téhéran à de multiples occasions.

JACQUES AMALRIC.

Rançon ou bakchich ?

Les colères de M. Chirac sont célèbres. Celle à laquelle nous avons eu personnellement droit, samedi après-midi à Orly, peu avant l'arrivée de Jean-Louis Normandin et de Roger Auque, fut homérique.

La raison de l'algarade du premier ministre : *le Monde* titrait à la une que « *le versement d'une rançon a contribué à obtenir la libération des otages* ». « *Contribué à* » : rien de plus. Un peu plus tard, M. Chirac devait apporter « *le démenti le plus formel à cette allégation mensongère, dépourvue de tout fondement, et dont je n'arrive pas,* disait-il, *à percevoir les raisons qui ont conduit à l'affirmer* ».

La violence de la réaction du chef du gouvernement a surpris jusqu'à ses proches collaborateurs. Certes, la doctrine officielle de la France, comme d'ailleurs de tous les pays, est que l'on ne cède pas au chantage, et donc que l'on ne verse pas de rançon et que l'on ne traite qu'avec des Etats. La pratique, ici comme ailleurs, est passablement différente. M. Marchiani, *alias* Stéphani, qui a joué un rôle-clé dans l'heureux dénouement intervenu, n'a pas, à Beyrouth, traité avec des « Etats ». Et l'on sait aujourd'hui que la libération des deux autres otages, Philippe Rochot et Georges Hansen, en juin 1986, a donné lieu à un versement aux preneurs d'otages, des chiites libanais, d'environ 10 millions de francs. C'est Pierre Péan qui donne cette précision dans son dernier livre, *la Menace* (1), avant d'écrire :

« *En fait, à Paris comme à Téhéran, l'important est de sauver la face. Le régime islamique ne supporte pas d'être considéré comme* « complice » *des preneurs d'otages, mais admet qu'il jouit d'une* « certaine influence » *sur eux. Chirac ne supporte pas que l'on parle de* « négociations » *ou d'*« échange », *mais admet volontiers qu'il a quelque peu modifié la politique française vis-à-vis de l'Iran et effectué quelques* « gestes » *en sa faveur, en espérant que* « cette confiance se manifeste de façon claire par un certain nombre de gestes » *en retour. Nuances.* »

Sans doute le terme de « rançon » a-t-il choqué M. Chirac, alors qu'il fait référence à un chantage qui n'est déshonorant que pour ceux qui le pratiquent. C'est sans doute pourquoi *le Figaro* de ce lundi, après avoir repris à son compte le démenti du premier ministre, ajoute joliment : « *Cette doctrine* [consistant à ne pas verser de rançon] *n'exclut pas forcément qu'un bakchich ait pu être versé à un argousin pour accélérer les choses* »...

J. A.

(1) Fayard.

La déclaration de M. Chirac...

M. Jacques Chirac a fait une brève allocution, le samedi 28 novembre à Orly, peu avant l'arrivée des deux otages français, MM. Jean-Louis Normandin et Roger Auque. Après avoir fait part de sa joie de les « *voir revenir après cette épreuve longue et dure* », M. Chirac a déclaré : « *Chacun comprendra que nous sommes tous conduits à penser avec plus d'intensité encore à ceux qui nous manquent, aux autres otages qui ne sont pas encore libérés, citoyens français mais aussi étrangers.* »

« *Cette libération de deux otages, dont nous n'imaginons pas qu'elle ne puisse pas et ne doive pas être suivie de celle de tous les autres, nous fait progresser naturellement vers un règlement des contentieux que nous avons avec l'Iran et donc vers un rétablissement de relations normales avec ce pays* », a-t-il ajouté.

« *Ce rétablissement, souhaitable, ne peut s'effectuer tant que des groupes, sur lesquels la République islamique peut avoir une influence déterminante, détiennent, au mépris des droits de l'homme et au mépris des règles internationales, des otages, notamment au Liban.*

« *Je formule le vœu que le plus vite possible chacun comprenne ce qu'exigent la dignité de l'homme et les règles que personne n'est en droit de transgresser, et que les otages français encore au Liban soient libérés.* »

M. Chirac a également affirmé que son gouvernement « *continuera à faire tout ce qui est son en pouvoir et ce qui est bien sûr conforme à la dignité de la France pour obtenir la libération* » des trois autres otages encore détenus au Liban.

Faisant allusion au *Monde*, M. Chirac a conclu : « *J'ai lu dans un journal du soir que la France aurait payé une rançon. Je voudrais bien entendu apporter le démenti le plus formel à cette allégation mensongère, dépourvue de tout fondement et dont je n'arrive pas à percevoir les raisons qui ont conduit à l'affirmer.* »

Outre le premier ministre, étaient également présents à Orly, le ministre de l'intérieur, M. Charles Pasqua, le ministre des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, et le ministre de la culture et de la communication, M. François Léotard. M. Jean Musitelli, conseiller à la présidence de la République, représentait M. François Mitterrand.

...et le communiqué de Matignon

Voici d'autre part le texte intégral du communiqué publié le dimanche soir 29 novembre par les services du premier ministre après le départ de Paris de Vahid Gordji :

« *Comme le premier ministre l'a indiqué hier, en accueillant à leur retour en France Jean-Louis Normandin et Roger Auque, la libération de nos deux compatriotes retenus en otages au Liban s'inscrit dans la perspective d'une détente dans les relations franco-iraniennes après la période de tension qui avait conduit à la rupture des relations diplomatiques en juillet dernier.*

« *Cette libération a été, pour l'essentiel, rendue possible par l'influence que les autorités iraniennes ont exercé sur les ravisseurs de Jean-Louis Normandin et Roger Auque, et qui doit permettre le retour à la liberté des otages encore détenus.*

« *Le climat ainsi créé a amené M. Gordji , agent de l'ambassade d'Iran, à se rendre à la convocation du juge d'instruction qui n'avait pu l'entendre jusqu'à ce jour. Comme vient de l'indiquer un communiqué du procureur de la République de Paris, M. Gordji a été conduit devant M. Boulouque, juge au tribunal de grande instance de Paris, qui, après avoir procédé à son audition, a considéré, conformément aux réquisitions du parquet, qu'il n'y avait pas de charge devant entraîner son inculpation. En conséquence, M. Vahid Gordji a quitté libre le palais de justice.*

« *Dans ce contexte, la solution des autres problèmes pendants dans les relations franco-iraniennes doit pouvoir progresser rapidement. Il s'agit d'abord de la levée des mesures restrictives prises à l'encontre des deux ambassades, qui va permettre le retour en France des neuf agents de notre ambassade à Téhéran. Il s'agit, aussi, du règlement des contentieux financiers en cours de discussion entre les deux pays depuis près de neuf ans, qui devraient maintenant connaître des développements déterminants.*

« *Dans cet esprit, le retour à des relations normales entre la France et l'Iran peut dorénavant être envisagé, dans le respect des engagements et des intérêts respectifs des deux pays.* »

La justice piégée

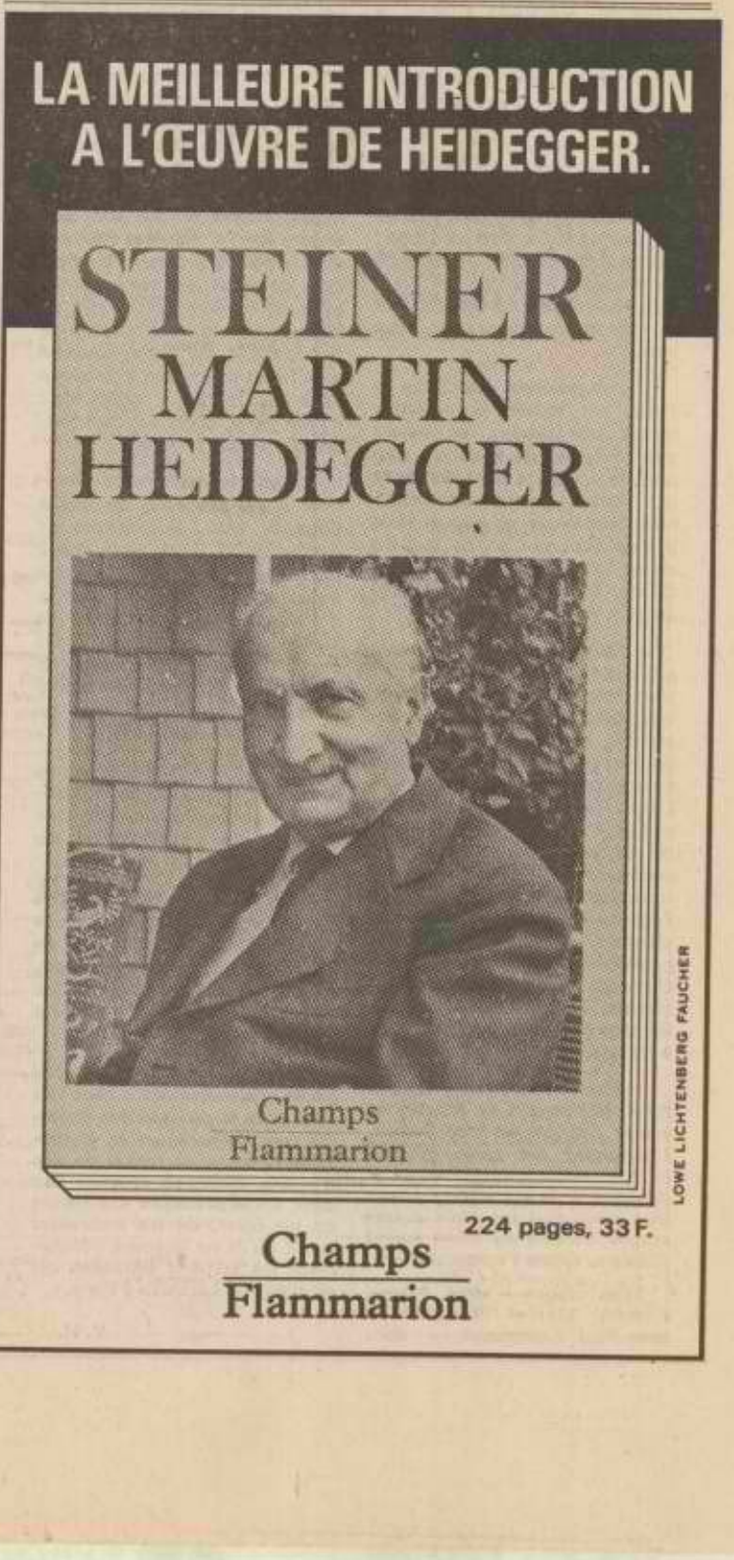
UNE fois de plus, la justice aura été piégée. Quoi qu'en diront, dans les prochaines heures, les responsables politiques et judiciaires, il sera difficile de penser que la règle de droit, dans cette affaire, aura servi à autre chose qu'à habiller formellement une négociation où la justice a peu de place. Comment interpréter autrement le rapide dénouement d'une crise grâce à la « libération » de celui dont l'importance était telle que son refus d'être entendu par la justice a justifié la rupture des relations diplomatiques avec l'Iran ?

Certes, Wahid Gordji a finalement accepté d'être entendu au Palais de justice. C'était l'une des conditions mises par la partie française à la poursuite de la négociation. Mais cette condition acceptée suffisait-elle pour le laisser partir, comme si l'affaire Gordji se résumait à une poussée d'orgueil imposant qu'un suspect ne puisse être entendu hors l'enceinte du palais sacré ?

Certes, les expertises demandées par le juge Boulouque se sont révélées négatives, récemment semble-t-il. Mais ne pouvait-on le savoir avant que ne soit engagée cette épreuve de force ? A moins que l'on ait délibérement choisi cette voie pour disposer, enfin, d'une monnaie d'échange avec les preneurs d'otages.

Dans cette affaire, la justice est apparue comme quantité négligeable. La maîtrise des négociations, toute entière confiées au ministre de l'intérieur, M. Pasqua, et à son ministre délégué, M. Pandraud, ne laisse guère de doute sur le véritable centre de décision de l'affaire. Peut-être ne pouvait-il en être autrement. Mais qu'un Etat démocratique ne puisse finalement que se placer sur le terrain choisi par les preneurs d'otages qui le narguent est une pénible leçon pour la justice et ceux qui croient à son indépendance.

G. M.



Diplomatie

L'avenir des relations franco-iraniennes

Cinq mois de « guerre des ambassades »

Voici les principaux épisodes de *« la guerre des ambassades »* qui a opposé pendant cinq mois Paris et Téhéran. A l'origine, le refus de Vahid Gordji de se présenter devant le juge d'instruction Gilles Boulouque en tant que témoin dans l'enquête sur les attentats commis à Paris en 1985 et 1986, enquête qui a conduit à privilégier la filière iranienne. Mis au courant du désir du juge Boulouque de l'entendre, Vahid Gordji, officiellement interprète de l'ambassade d'Iran, en fait numéro deux de la chancellerie, se réfugie à la fin du mois de juin à l'intérieur de l'ambassade.

- **30 JUIN 1987 : la police française contrôle étroitement le périmètre autour de l'ambassade iranienne à la recherche de Gordji qui pourrait s'y cacher. En riposte, Téhéran impose le blocus de l'ambassade de France.**
- **2 JUILLET : Vahid Gordji réapparaît en public lors d'une conférence de presse du chargé d'affaires iranien, Gholam Reza Haddadi, comme traducteur du diplomate.**
- **5 JUILLET : M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères, annonce la suspension des négociations sur la normalisation des relations entre Paris et Téhéran.**
- **11 JUILLET : l'Iran reproche à la France des brutalités sur la personne de Mohsen Aminzadeh, diplomate de l'ambassade à Paris, lors d'un incident avec des douaniers français, dans la partie française de l'aéroport de Genève-Cointrin.**
- **NUIT DU 12 AU 13 JUILLET : le porte-conteneur français *Ville d'Anvers* est attaqué dans le Golfe par deux vedettes iraniennes, provoquant des dégâts matériels importants.**
- **14 JUILLET : le président François Mitterrand affirme au cours d'une émission télévisée sur TF 1 que *« la France n'est pas l'ennemie de l'Iran, mais qu'elle ne cèdera pas au chantage »*.**

A Téhéran, le premier secrétaire de l'ambassade, M. Paul Torri, est accusé d'espionnage et convoqué par le procureur de la Révolution islamique. Le Quai d'Orsay dément catégoriquement les accusations iraniennes.

- **16 JUILLET : l'Iran menace de rompre ses relations diplomatiques avec la France si le dispositif policier mis en place autour de son ambassade à Paris n'est pas levé dans les soixante-douze heures.**
- **17 JUILLET : Paris annonce officiellement la rupture des relations diplomatiques avec l'Iran.**
- **19 JUILLET : M. Jean-Bernard Raimond déclare que l'audition de M. Gordji par la justice française *« n'est pas négociable »*.**
- **27 JUILLET : La France et l'Iran conviennent de confier respectivement la défense de leurs intérêts à l'Italie et au Pakistan.**
- **28, 29 JUILLET et le 14 AOUT : le Quai d'Orsay clarifie par des mises au point successives le statut d'« administratif - résident » de M. Gordji.**
- **25 AOUT : retour à Paris de Mme Paul Torri, épouse du premier secrétaire de l'ambassade de France à Téhéran, et de son bébé.**
- **7 SEPTEMBRE : modification du dispositif policier autour de l'ambassade d'Iran à Paris avec la mise en place de barrières hautes de 2,50 mètres. Le contrôle des déplacements du personnel iranien n'est pas assoupli.**
- **12 OCTOBRE : Vahid Gordji ne ferait pas partie des Iraniens dont le rapatriement vers l'Iran pourrait être envisagé, indique le Quai d'Orsay.**
- **19 NOVEMBRE : M. Jean-Bernard Raimond déclare, devant l'association de la presse diplomatique, que la *« politique de normalisation »* de la France avec l'Iran est *« au point mort »*.**
- **29 NOVEMBRE : Vahid Gordji quitte l'ambassade d'Iran à Paris pour aller au Palais de justice où il est entendu par le juge d'instruction Gilles Boulouque. Il quitte libre le Palais de justice.**

Le contentieux entre Paris et Téhéran

Quatre grands dossiers forment l'essentiel du contentieux qui oppose la France à l'Iran et sont au centre de l'affaire des otages français au Liban. Deux d'entre eux, l'un politique et l'autre financier, ont trouvé un début de règlement, tandis que les deux autres – qui concernent le soutien de Paris à Bagdad et la détention en France de personnes condamnées ou inculpées pour actes de terrorisme – sont encore entiers.

Le premier geste du gouvernement de M. Jacques Chirac en direction de l'Iran au lendemain des élections du 16 mars 1986 est de *« convaincre »* le principal opposant au régime de l'imam Khomeiny, M. Massoud Radjavi, chef des Moudjahidins du peuple, de quitter la France, où il s'était réfugié – en compagnie de l'ex-président Banisadr – en juillet 1981. D'Auvers-sur-Oise, où il habitait dans la maison de son frère – médecin en France, – M. Radjavi dirigeait ouvertement l'appareil de son mouvement, qui revendiquait une intense activité armée en Iran même attentats contre des dirigeant et opérations militaires au Kurdistan. Le 7 juin 1986, M. Radjavi partait pour Bagdad avec son état-major, ce qui faisait dire, le 21 juin suivant, à M. Moayeri, vice-premier ministre iranien, que Paris avait *« rempli une des conditions »* à la normalisation entre les deux pays. La veille de cette déclaration, deux otages, MM. Rochot et Hansen, avaient été libérés à Beyrouth. Restent encore en France deux opposants iraniens de marque : M. Banisadr et le dernier chef de gouvernement de l'Iran impérial, M. Chapour Bakhtiar.

Deuxième dossier du conflit franco-iranien, le contentieux Eurodif a trouvé un début de solution lorsque, le 19 novembre, Paris et Téhéran ont signé un accord de règlement partiel et que la France a versé 330 millions de dollars à l'Iran au titre d'un premier remboursement du prêt effectué en 1974 par l'Iran au CEA, parallèlement à une prise de participation à Eurodif. Huit jours auparavant, deux autres otages, MM. Sonntag et Coudari, avaient eux aussi été libérés. Objet d'une bataille judiciaire, le milliard de dollars prêté par le chah s'est grossi d'intérêts depuis 1979, et la somme totale due à Téhéran se monte maintenant à près de 2 milliards de dollars, dont le CEA verse régulièrement les échéances sur un compte bloqué. Mais la France a, jusqu'à aujourd'hui, lié ce remboursement à celui des sommes dues selon elle par l'Iran, du fait, d'une part, de son retrait unilatéral d'Eurodif après la révolution islamique de 1979, et, d'autre part, de la rupture tout aussi unilatérale de contrats avec des sociétés françaises.

Le soutien à l'Irak

Le troisième dossier, le soutien massif de la France à l'Irak en guerre contre l'Iran, est peut-être le plus important pour ce dernier pays mais celui, aussi, sur lequel Paris s'est montré le plus ferme. Malgré des demandes répétées de Téhéran pour que les Français *« rééquilibrent »* leur politique au Moyen-Orient, en dépit également de débats qui ont pu naître au sein du pouvoir, le cap a toujours été officiellement maintenu – avant et après le 16 mars 1986. Et ce, même si la *« fidélité »* à Bagdad a connu quelques entorses – les différents scandales sur la vente d'armes à l'Iran sont là pour en témoigner. M. Dumas a bien pu se montrer disposé à entreprendre le *« rééquilibrage »*, réclamé par l'Iran, lorsqu'il a pris les relations extérieures fin 1984, cette disposition est restée à l'état de vœu. Depuis, le mot d'ordre est resté le même : l'Irak est l'ami de la France, et celle-ci ne se déjugera pas.

Enfin, le célèbre *« commando Bakhtiar »*, qui a tenté d'assassiner l'ancien premier ministre iranien en juillet 1980, tuant deux personnes, dont un policier. Téhéran réclame toujours sa libération. Si Paris s'est montré disposé à libérer l'un des membres de ce commando, Anis Naccache, rien ne put se faire, et les Iraniens auraient ajouté un nouveau nom à ceux qu'ils veulent voir libérer : Mohamed Mohajer, détenu en France et soupçonné d'avoir pris part à la campagne terroriste en France en septembre 1986.

Y. H.

Le retour de Jean-Louis Normandin et de Roger Auque

La Syrie incontournable même à... Orly

Si M. Jacques Chirac a *« oublié »* la Syrie dans son intervention, le samedi 28 novembre, à Orly, en prélude à l'arrivée des deux ex-otages français, MM. Jean-Louis Normandin et Roger Auque, il a pu se rendre compte personnellement que Damas n'entendait pas se laisser facilement écarter de tout ce qui a trait au Liban ; même si le président Assad a dû se résoudre à ce que les Français évitent l'escale syrienne sur le chemin de retour des deux hommes.

L'ambassadeur de Syrie à Paris, M. Hatem, se montra certes très discret, se tenant assis à l'écart de la cohue, derrière la foule de journalistes et d'officiels venus accueillir MM. Normandin et Auque. Mais il n'en était pas moins présent dans le pavillon d'honneur d'Orly, bien qu'il n'ait pas été invité.

« J'ai appris l'heure d'arrivée et j'ai pris l'initiative de venir » : tout sourire, l'ambassadeur ne voit aucune raison de se formaliser des *« oublis »* successifs du gouvernement français à l'égard de son pays, dont l'influence au Liban fait un interlocuteur obligé. Il est vrai que si le nom de la Syrie n'a pas été cité publiquement – M. Chirac n'a mentionné que l'Iran, – l'agence officielle syrienne s'est chargée de donner une large publicité au message de remerciements que le ministre des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, a fait parvenir à Damas.

« Peu importe qu'ils [MM. Normandin et Auque] *ne soient pas passés par Damas. L'important est qu'ils arrivent ici. Et nous continuerons à déployer tous les efforts possibles pour que les trois autres otages français au Liban soient libérés »*, ajoute l'ambassadeur.

Trois otages – MM. Marcel Carton, Marcel Fontaine et Jean-Paul Kauffmann, - dont l'absence a pesé tout au long de ce samedi après-midi à Orly. Leurs familles étaient là, près de celles de MM. Normandin et Auque, lorsque M. Chirac a insisté sur le fait que *« nous sommes tous conduits à penser avec plus d'intensité encore à ceux qui nous manquent, aux autres otages qui ne sont pas encore libérés, citoyens français, mais aussi étrangers »*. M. Pasqua, qui était allé rejoindre les deux prisonniers libérés lors de leur escale à la base militaire de Solenzara, a, lui aussi, souligné qu'il fallait avant tout *« penser à ceux qui restent »*, concluant : *« Pour nous, c'est un commencement et pas une fin. »*

A Orly, le ministre de l'intérieur a eu beaucoup de mal à dégager MM. Normandin et Auque de la bousculade qui a présidé à leur accueil. A peine avaient-ils eu le temps d'embrasser leurs parents – et M. Normandin de serrer son fils dans ses bras – à leur descente d'avion qu'ils furent à moitié submergés par des dizaines de journalistes.

Seule sa haute taille a permis à M. Chirac de surnager, ballotté en tous sens par des vagues de caméras et de micros.

Dans cette agitation, parmi les cris et les interpellations, à peine si on entendait la voix de M. Normandin, les yeux rougis, au bord des larmes, remercier tous ceux qui avaient travaillé à sa libération.

Le bel ordonnancement prévu par le gouvernement a bien vite cédé sous la poussée des photographes, cameramen et journalistes. Perdus au milieu de ses derniers, quelques proches des deux anciens otages essayaient de les héler, de les embrasser avant qu'ils ne gagnent difficilement les voitures officielles qui devaient les conduire à Paris.

Y. H.

M. Mitterrand évoque « le respect de la dignité de notre pays »

M. François Mitterrand a déclaré lundi 30 novembre, à l'inauguration de l'Institut du monde arabe, que *« la grande action diplomatique et politique qui doit conduire à la libération de tous les Français, (...) comme je le souhaite de tout mon cœur »*, doit se dérouler *« dans le respect de la dignité de notre pays. »*

« Cela dépend bien entendu des conditions qui sont posées. Ces conditions ont été longtemps impossibles. Si elles deviennent possibles (...), nous ne pourrions qu'en être heureux », a dit le chef de l'Etat.

Interrogé sur le principe du *« troc diplomatique »*, M. Mitterrand a déclaré qu'il s'agissait d'un terme à utiliser avec *« une extrême prudence »*. Il faut, a-t-il ajouté, respecter *« quelques principes simples »*. *« On ne peut pas troquer le crime contre l'innocence »*, a-t-il ajouté.

● M. JOSPIN : « Que le gouvernement nous éclaire... ». – M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a déclaré : *« Si le dossier judiciaire de M. Gordji était vide, pourquoi avons-nous eu cette crise des ambassades et la rupture des relations diplomatiques ces derniers mois ? Si le dossier était chargé, pourquoi est-il libéré ? La justice a-t-elle été dans cette affaire libre de rendre ses arrêts ou a-t-elle été commise à faire ce que le pouvoir politique lui demandait ? M. Paul Torri, diplomate français à Téhéran, accusé à tort et retenu par les Iraniens, vient d'être mis sur le même plan que M. Gordji, personnalité iranienne dont on nous disait qu'elle n'avait pas de statut diplomatique et que pesaient sur elle de lourdes présomptions (...). Je souhaite que le gouvernement français nous éclaire sur ses actes et sur ses intentions ».*

● M. Le Pen : « ... comme moi à une bonne sœur ». – M. Jean-Marie Le Pen a émis des réserves, le lundi 30 novembre, sur Europe 1, sur l'audition de M. Wahid Gordji par M. Gilles Boulouque. *« Tout cela ressemble à la justice comme moi à une bonne sœur »*, a affirmé le président du Front national, qui a néanmoins reconnu que le gouvernement avait obtenu *« un certain nombre de résultats positifs »* dans l'affaire des otages. *« On ne gagne jamais »*, a déclaré M. Le Pen, *à négocier avec des maîtres chanteurs car leurs exigences grossissent des concessions qu'on leur fait, et rien, hélas, ne nous met à l'abri que demain, l'Iran, qui a expérimenté en quelque sorte l'efficacité de ces méthodes, n'enlèvera pas trois, cinq, dix, cinquante personnes pour appuyer une revendication nouvelle. » « Les Etats civilisés* (...) doivent s'interdire des relations, qu'elles soient officielles ou secrètes, avec ces mêmes Etats terroristes. »

M. Pasqua et le cas Gordji

Lors du « Grand Jury RTL-*le Monde* », le 22 novembre dernier, M. Pasqua avait été notamment interrogé sur le cas Gordji :

« Q. : est-il vrai, comme certains le disent, que des négociations sont actuellement menées pour échanger M. Gordji contre la totalité des otages français détenus au Liban ?

– *M. Pasqua :* Les choses ne se présentent pas du tout en ces termes (...).

– *Q. :* M. Gordji doit toujours se présenter devant le juge Boulouque ?

– *M. Pasqua :* Oui, M. Gordji doit toujours se présenter devant le juge Boulouque. Il n'y a pas de négociation concernant les otages.

– *Q. :* Il n'y a pas de négociations dont M. Gordji serait l'enjeu ?

– *M. Pasqua :* Le cas de M. Gordji n'est absolument pas lié au problème des otages. C'est un problème judiciaire (...). Supposons que M. Gordji décide demain matin d'aller chez le juge et qu'il soit entendu, et que le juge dise : *« Je n'ai rien contre vous »*, on sera bien obligé de relâcher M. Gordji et de le laisser rentrer chez lui. On le retiendrait en fonction de quoi ? Nous ne sommes pas un pays preneur d'otages. »

Asie

CAMBODGE : le départ de vingt mille soldats vietnamiens

Véritable retrait ou simple rotation ?

BATTAMBANG
de notre envoyé spécial

Jeeps américaines, transports de troupes flambant neufs de fabrication soviétique, autocars saigonnais rafistolés, command-cars vert foncé de l'Est, minibus récupérés en 1975, on aurait difficilement pu imaginer convoi plus hétéroclite que celui qui a défilé, une heure durant, dans la capitale de l'Ouest cambodgien, entre une double rangée d'écoliers qui agitaient de petits drapeaux rouge et or et les échangeaient avec les *bo-doi* (soldats vietnamiens) agglutinés sur leurs véhicules. Pour la première fois depuis 1979, des troupes vietnamiennes quittaient leurs positions sur la frontière thaïlandaise pour être rapatriées.

Le général de brigade Hoa – uniforme constellé de médailles – dit y avoir passé huit ans. Beaucoup de soldats vietnamiens affirment la même chose et leurs larges sourires en disent long. *« Six ans que je suis là, on retourne à Saigon par la route et, après, c'est l'avion pour Hanoï »*, explique l'un. *« Voilà six ans que je suis ici, mais je ne pars que l'année prochaine »*, dit un autre, rangé parmi les spectateurs. Tous expliquent que, pendant leur séjour ici, leur allocation mensuelle ne s'est élevée qu'à 127 riels, soit un peu plus de 7 F...

Les mêmes scènes – accolades, remises de médaille, danses et discours – se sont produites à Phnom-Penh, dimanche 29 novembre. Mais cette fois, on avait convoqué tout ce que la capitale pouvait compter de mouvements de jeunesse, d'écoliers et d'étudiants pour saluer sur des kilomètres des *« camarades vietnamiens »* qui avaient un peu plus fière allure, avec leurs uniformes beaucoup moins dépareillés et leurs camions les plus présentables. Des cérémonies ont également eu lieu à Bavet, sur la frontière vietnamienne et à Kompong-Som, où une partie des partants ont embarqué à bord de navires.

Alors, véritable retrait ou simple rotation de troupes ? Les Vietnamiens affirment qu'ils ont retiré du Cambodge, cette fois, quelque vingt mille hommes, dont dix mille stationnés sur la frontière thaïlandaise. En comptant ce sixième rapatriement depuis leur intervention militaire fin 1978, la moitié de leurs forces au Cambodge sont retournées au bercail, ajoutent-ils sans toutefois donner une indication précise sur les effectifs qui demeurent sur place. Quant aux observateurs occidentaux – qui s'appuient, avant tout, sur des renseignements fournis par satellite, – ils continuent d'estimer qu'il s'agit plutôt de rotations. Dans le cas présent, affirmaient-ils il y a déjà trois à quatre semaines, de quatorze mille à quinze mille hommes sont entrés au Cambodge avant le début du retrait.

L'un, si l'on comprend bien, n'exclut pas forcément l'autre. Toujours est-il que les Vietnamiens maintiennent que leurs retraits annuels, à l'avenir, seront encore plus importants, de façon qu'aucune unité ne reste basée au Cambodge après 1990. *« Ensuite,* explique M. Kong Korm, le ministre des affaires étrangères de Phnom-Penh, *nous aurons avec le Vietnam un accord militaire du type de ceux passés par beaucoup d'autres pays. »* La formule est vague, mais peut-être est-elle déjà dépassée puisque *« tout est négociable avec Sihanouk »*, entend-on répéter ici, sans autre précision.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

CORÉE DU SUD : la campagne pour l'élection présidentielle

M. Roh hué à Kwangju M. Kim Dae Jung ovationné à Séoul

SÉOUL
de notre envoyé spécial

Tandis qu'à Kwangju, dimanche 29 novembre, M. Roh Tae Woo, candidat du pouvoir à l'élection présidentielle du 16 décembre, a dû renoncer à prendre la parole et battre en retraite sous une pluie de projectiles divers, à Séoul, M. Kim Dae Jung, la grande figure de la lutte pour la démocratie en Corée de ces vingt dernières années, réunissait près de un million de personnes au cours d'un meeting considéré comme un test de sa popularité.

M. Roh s'était aventuré, il est vrai, en terre particulièrement hostile : les habitants de la ville de Kwangju, victimes en mai 1980 de massacres commis par les parachutistes, tiennent en effet l'ex-général – auteur avec M. Chun Too Whan du coup de force militaire du 12 novembre 1979 – pour un des responsables de la tuerie qui fit officiellement 196 morts, près de 2 000 selon les habitants de Kwangju. A peine avaient-ils gagné le podium que M. Roh, ses collaborateurs et gardes du corps, furent assaillis de pierres, de morceaux de bois, de bouteilles et de grenades lacrymogènes qui les obligèrent à se replier sous les cris hostiles de *« A mort, l'assassin! »*. Au cours des manifestations de juin dernier, qui sont à l'origine du processus de démocratisation, les opposants avaient parfois pillé les réserves de grenades lacrymogènes de la police, ce qui explique qu'ils en aient aujourd'hui en leur possession.

A Séoul, en revanche, M. Kim Dae Jung tenait un meeting sur la grande esplanade de Yoido. A cet endroit, en 1983, le pape Jean-Paul II avait célébré une messe devant un million de personnes et, dimanche, on y trouvait une foule aussi nombreuse. *« Cette foule montre que la victoire est proche et que ceux qui y feront obstacle seront des Sygman Rhee ou des Park Chung Hee »*, a déclaré M. Kim, faisant référence à deux dirigeants déposés par la violence.

Retrouvant ses accents de 1971 lorsqu'il mena une campagne qui faillit être victorieuse contre Park Chug Hee, M. Kim a lancé un appel à son rival de l'opposition, M. Kim Young Sam, lui demandant de se retirer et proposant de former une *« coalition supra-partisane »*. Le succès spectaculaire de ce meeting, qui était un test pour la popularité de M. Kim Dae Jung, constitue un tournant dans la campagne électorale rendant encore moins probable l'hypothèse d'un désistement de sa part en faveur de son rival.

PHILIPPE PONS.

ALTERNATIVES ECONOMIQUES N° 52 décembre
EN KIOSQUE
La Bourse et le dollar...

Le Monde sur minitel
De 16 heures à 17 heures mardi 1er décembre
Jacques AMALRIC
dialogue avec vous sur le minitel
au menu : l'IRAN
36.15 TAPEZ LEMONDE

GRAND CONCOURS DU FIGARO QUESTION N° 54 (en dernière page du journal)

Super Portfolio
MONTANT DU JOUR : — 15
100 000 F à gagner
Supplément « économie » saumon, page 82)

LE FIGARO
premier quotidien national français
★ X X LUNDI 30 NOVEMBRE 1987 (N° 13 452) — ÉDITION DE 5 HEURES — PRIX : 4,50 F

Publicité
Télexez par MINITEL
N°VERT: 05 30 63 29 Minitex

LE FIGARO Littérature + économie + LA VIE SPORTIVE
ISSN 0182-5852

Rebondissements spectaculaires
après le retour des deux otages français

France-Iran : le grand échange

Un compromis met fin à la guerre des ambassades.

Wahid Gordji, le numéro deux de l'ambassade d'Iran à Paris, qui, pour se soustraire à la convocation du juge Boulouque, s'était enfermé dans l'ambassade, s'est rendu hier au Palais de Justice.

● **Il est reparti libre,** aucune charge n'ayant été retenue contre lui dans les attentats terroristes commis à Paris, entre autres celui de la rue de Rennes.

Le numéro deux de l'ambassade d'Iran s'est envolé cette nuit pour Téhéran.

● **Son avocat déclare :** *« La discussion a eu lieu à un niveau très élevé... Il semble qu'il y ait corrélation avec la libération des deux Français otages, Roger Auque et Jean-Louis Normandin. »*

● **A Téhéran,** le premier secrétaire de l'ambassade de France, Paul Torri, retenu depuis juillet dans l'ambassade, a simultanément accepté d'être interrogé par les magistrats devant lesquels il refusait jusqu'alors de comparaître.

● ***« Le retour à des relations normales** entre la France et l'Iran peut dorénavant être envisagé »*, déclarait-on hier soir à l'Hôtel Matignon.

(Pages 2 et 3)

Travail et secret

QUI aurait pu croire un seul instant que des ravisseurs, membres d'une nébuleuse contrôlée par le régime de Téhéran, auraient pris le risque de traiter avec des hommes de l'ombre à la seule vue d'un « attaché-case » bourré de billets de banque ?

PAR JACQUES JACQUET-FRANCILLON

La libération de Jean-Louis Normandin et de Roger Auque n'a pas été payée du prix d'une rançon. Elle est bien le fruit — comme Jacques Chirac l'avait clairement laissé entendre samedi — d'un accord entre États, passé dans le cadre *« d'un règlement des contentieux que nous avons avec l'Iran »*.

L'un des points essentiels de ces contentieux conditionnait tous les autres : le cas Gordji. Il est désormais réglé. Le pseudo-diplomate a quitté la France après avoir été *« entendu »* par le juge d'instruction chargé de l'enquête sur les attentats de Paris. Au même moment, notre consul à Téhéran, Paul Torri, était également *« entendu »* par ses accusateurs. Lui aussi devrait retrouver rapidement la liberté. De part et d'autre, les apparences ont été ménagées. Les faces sont sauves.

L'heure n'est pas pourtant à se réjouir sans réserve. Trois otages français demeurent toujours captifs à Beyrouth. Le marché conclu avec la République islamique ne peut pas faire abstraction de leur sort.

Nous avons toutes les raisons de croire que tel n'est pas le cas. La libération de nos confrères Normandin et Auque ne représentait que la première phase de l'accord ; l'échange entre Wahid Gordji et Paul Torri, la deuxième. Reste la troisième, qui — on veut l'espérer — pourrait intervenir à bref délai : la remise en liberté de Marcel Fontaine, de Paul Carton et de Jean-Paul Kaufmann, vraisemblablement en contrepartie du remboursement d'une autre tranche de l'emprunt contracté par la France sous le règne du chah.

Ce n'est qu'alors, et alors seulement, que le rétablissement de relations normales avec l'Iran pourra être envisagé *« dans la dignité »*.

Si rien ne vient enrayer son déroulement, l'opération en cours se soldera par un brillant succès. Le mérite en reviendra au premier chef au ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua. Sous l'étroite supervision de Jacques Chirac, il aura ainsi, en effet, à la tête de la cellule d'action dont il avait la responsabilité, démontré l'efficacité des deux principes de base — *« travail »* et *« secret »* — de sa méthode personnelle qui vient, ces jours derniers encore, de porter ses fruits dans la lutte contre le terrorisme et le banditisme.

Pour tenter de se laver de tous soupçons dans l'affaire Luchaire, comme il l'avait fait lors du scandale du *Rainbow Warrior*, François Mitterrand a choisi de permettre que soit posée l'inquiétante question : y a-t-il un pilote à l'Élysée ?

Personne ne songerait à se demander aujourd'hui s'il y a des hommes aux commandes à Matignon et à la Place Beauvau. La réponse est trop évidente.

Haïti : la violence empêche l'élection

Devant la multiplication des attentats et des meurtres commis par les fidèles de Duvalier, les élections présidentielle et législatives qui devaient se dérouler hier ont été annulées et reportées à une date ultérieure.

La violence l'a emporté sur la démocratie en Haïti où les élections ont été annulées.

● **En raison de très graves incidents** qui ont fait plus de vingt morts le jour du scrutin, le conseil électoral provisoire a annulé, hier, les premières élections libres depuis trente ans. 2 300 000 Haïtiens devaient se rendre aux urnes pour élire un président de la République, 77 députés et 27 sénateurs.

● **Des bandes armées** de machettes et de mitraillettes circulaient en voiture dans Port-au-Prince, attaquant les files d'électeurs qui étaient venus voter.

● **L'armée n'est pas intervenue** pour empêcher ces bandes d'attaquer les bureaux de vote. Les signes se multiplient d'une collusion objective entre les militaires et les tontons macoutes, ancienne milice des dictateurs Duvalier.

● **Un cameraman de la télévision dominicaine** a été tué et plusieurs journalistes étrangers blessés.

(Page 4, le reportage de notre envoyé spécial **François LUIZET**)

Au 2e tour de l'élection cantonale

Marseille : la majorité l'emporte par 52,34 %

La consigne d'abstention lancée par Jean-Marie Le Pen n'a pas empêché l'élection de Robert Assante, le candidat UDF-RPR.

Robert Assante, candidat de la majorité RPR-UDF, a été élu hier au deuxième tour de l'élection partielle dans le 20e canton « A » de Marseille, avec 52,34 % des voix contre 47,66 % à André Manivet, candidat socialiste.

Le taux de participation a été de 48,82 % contre 40,91 % au premier tour.

● **Le Front national,** qui avait obtenu 18,31 % des suffrages au premier tour, avait donné des consignes d'abstention

● **Les résultats** d'hier sont conformes à ceux du deuxième tour de mars 1982 qui avaient permis à la droite de prendre le siège à la gauche. Ils confirment les sondages selon lesquels le RPR et l'UDF restent majoritaires dans le pays.

● **Commentant le scrutin, François Léotard** a déclaré : *« La majorité gagne lorsqu'elle est fidèle à ses valeurs... La clarté a payé. »*

● **Jean-Claude Gaudin** a dit : *« Les électeurs avaient un choix clair entre la droite et la gauche. Ils ont choisi la droite. Voilà ce qui doit préfigurer le combat du mois de mars. »*

● **Édouard Balladur,** interrogé sur le vote de Marseille au cours de son face-à-face avec Michel Rocard, a déclaré : *« Il est essentiel de ne pas se comporter comme les propriétaires des voix de ceux qui votent pour vous. »*

(Page 6)

Air Inter en grève aujourd'hui

Très peu de vols assurés aujourd'hui sur Air Inter : à l'appel de neuf organisations syndicales, le personnel au sol et le personnel navigant cesseront le travail toute la journée. Motif invoqué : « Protester contre l'atteinte au droit de grève et aux libertés syndicales. » En clair, il s'agit de contester le jugement du tribunal de Bobigny, qui, le 21 novembre, avait jugé « illicite » un préavis de grève déposé pour mardi dernier par les pilotes et mécaniciens navigants de la compagnie.

La direction d'Air Inter, qui n'a rendu publique aucune prévision de trafic, conseille aux passagers de se renseigner auprès des centres de réservation régionaux (pour Paris, le 45.39.25.25).

(Page 6)

Terrorisme

Arrestation, à Lyon, vendredi soir, de Max Frérot, l'artificier d'Action directe ; nouvelle interpellation, samedi, d'un terroriste présumé de l'ex-FLNC ; inculpation de Frédéric Oriach : un week-end fructueux pour la lutte antiterroriste.

(Pages 12 et 13)

Nos rubriques

CARNET DU JOUR (26) ■ COURSES (18) ■ ÉCONOMIE-SOCIAL-FINANCES (Supplément économique) ■ JOURNÉE (26) ■ LETTRES (29) ■ LOTO (23) ■ MÉDECINE (14) ■ MÉTÉOROLOGIE (19) ■ MOTS CROISÉS (26) ■ NOTRE VIE (11 à 13) ■ PARIS-COULISSES (23) ■ PETITES ANNONCES (20 à 23 et supplément économique) ■ RADIO-TÉLÉVISION (30, 31) ■ SCIENCES (14) ■ SPECTACLES (27 à 29) ■ TAPIS VERT (23) ■ VIE AU MASCULIN (24, 25) ■ VIE INTERNATIONALE (2 à 4) ■ VIE POLITIQUE (6, 8, 10) ■ VIE SPORTIVE (15, 16, 18).

Super Portfolio
100 000 F à gagner
Vous jouez aujourd'hui pour les 100 000 F de dotation du *Super Portfolio*. (Voir en page 82 du « Figaro économie ».)
Samedi, deux gagnants se sont partagé les 30 000 F qui étaient en jeu. Il s'agit de Mme Claudine Folliet, de Reims, et de M. Henri de Béthune, d'Arc-Wattripont (Belgique). Le *Portfolio* leur a également offert deux billets Air France à destination d'Ouarzazate (Maroc).
La Bourse et le *Portfolio*
Si vous possédez l'une des cartes publiées en page 10 du quotidien ou en page 82 du « Figaro économie », vous êtes devenu actionnaire de la société des Nouvelles Galeries, valeur négociée par la charge Cheuvreux-de Virieu.

CAVALIER SEUL

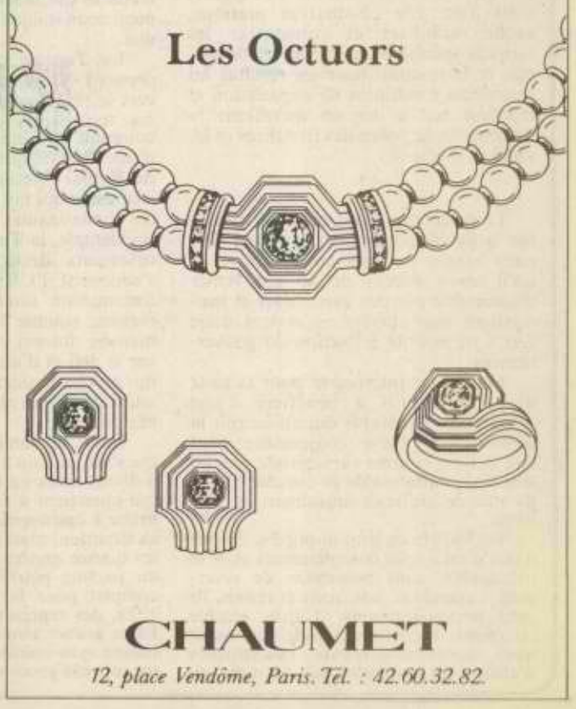
Contradiction

HIER soir j'ai eu plusieurs fois l'impression que M. Rocard, sans doute mal informé, s'était trompé de débat. Il parlait comme on peut le faire entre candidats à l'Elysée. Or M. Balladur ne l'est pas, et lui-même ne l'est pas encore, bien qu'il aime à laisser entendre qu'il le sera sûrement et qu'il soit entré en campagne sans savoir si les bataillons de son parti allaient le suivre ou rester dans leurs cantonnements. En avril prochain sera-t-il désigné ou résigné ?

Je me posais cette angoissante question lorsque je l'entendis s'élever avec vigueur contre « la privatisation de Suez ». Je me suis alors rappelé qu'il y a une trentaine d'années les socialistes avaient mis plus d'énergie encore à combattre la nationalisation du canal.

S'il ne faut ni privatiser ni nationaliser, que faire ? Décidément je ne comprendrai jamais rien à la politique.

André FROSSARD.

Les Octuors

CHAUMET
12, place Vendôme, Paris. Tél. : 42.60.32.82.

Après le retour samedi des deux otages,

France-Iran : l'échange

Au lendemain du retour à Paris de Roger Auque et Jean-Louis Normandin, Paris et Téhéran sortent de l'impasse dans le conflit des ambassades. Wahid Gordji a quitté Paris et Paul Torri est attendu dans la capitale française.

Coup de théâtre, hier, dans la « guerre des ambassades ». Vahid Gordji, interprète à l'ambassade d'Iran, s'est rendu hier au palais de Justice de Paris, pour être entendu par le juge d'instruction Gilles Boulouque. Le magistrat souhaite depuis plusieurs mois l'interroger sur les sanglants attentats terroristes dans la capitale en 1985 et 1986.

Le « numéro deux officieux » de l'ambassade d'Iran a consenti à faire ce geste au lendemain du retour en France de Jean-Louis Normandin et de Roger Auque, détenus en otage au Liban par l'Organisation de la justice révolutionnaire (OJR) et libérés vendredi dernier à Beyrouth.

Pour sa part, le premier secrétaire de l'ambassade de France à Téhéran était interrogé dimanche soir à la prison Evin de Téhéran par un tribunal islamique.

Les services du premier ministre estimaient hier soir, quelques minutes après le départ du pays de Wahid Gordji, contre lequel aucune charge n'avait été retenue, que *« le retour à des relations normales entre la France et l'Iran peut dorénavant être envisagé, dans le respect des engagements et des intérêts respectifs des deux pays »*.

Dans une ambiance folle, faite de joie, d'émotion, mais aussi de confusion et de mise au point politique, Roger Auque et Jean-Louis Normandin sont revenus samedi à Paris. La joie et l'émotion brillaient dans les yeux de tous, leurs parents et amis venus les retrouver après 629 jours de détention pour Normandin et 319 pour Auque.

Le premier ministre, Jacques Chirac, qui présidait aux cérémonies de l'aéroport d'Orly, avec les ministres Charles Pasqua (Intérieur), Jean-Bernard Raimond (Affaires étrangères) et François Léotard (Culture) a d'ailleurs mêlé la joie et l'émotion proche de la tristesse dans un discours prononcé peu avant l'atterrissage de l'avion qui ramenait les deux ex-otages. Je voudrais *« dire ma joie de les voir revenir après cette épreuve longue et dure »*, a-t-il dit. *« Chacun comprendra que nous sommes tous conduits à penser, avec plus d'intensité encore, à ceux qui nous manquent, aux autres otages qui ne sont pas encore libérés, citoyens français, mais aussi étrangers. »*

Réagissant avec vigueur aux informations parues dans le journal « Le Monde » de samedi, M. Chirac a déclaré que le gouvernement français n'a pas versé de rançon pour obtenir la libération de Jean-Louis Normandin et Roger Auque. Selon le quotidien, qui citait *« de bonnes sources »*, *« le versement d'une rançon a contribué à l'aboutissement de la négociation avec les ravisseurs »*.

« Je voudrais, bien entendu, apporter le démenti le plus formel à cette allégation mensongère, dépourvue de tout fondement, et dont je n'arrive pas à percevoir les raisons qui ont conduit à l'affirmer », a dit M. Chirac qui n'a pas voulu préciser si la France avait pris des *« engagements »*

Le premier ministre, auparavant, avait tenu à remercier *« l'ensemble des autorités civiles et militaires françaises et étrangères »* pour l'aide apportée

« Merci à tous »

Jean-Louis Normandin et Roger Auque ont quitté Beyrouth, samedi matin, après avoir passé leur première nuit de liberté à la résidence de l'ambassadeur de France, M. Paul Blanc, dans la banlieue de la capitale. Ils ont décollé à bord d'un hélicoptère militaire libanais, à partir du ministère de la Défense à Yarzé, à neuf kilomètres au sud-est de Beyrouth. Ils ont fait une première escale à l'aéroport de Larnaca (Chypre) où ils ont pris place à bord d'un Lear-Jet, puis à la base militaire de Selenzara (Haute-Corse). Là, ils ont été salués, pour leur arrivée sur le sol français, par M. Pasqua qui les a accompagnés jusqu'à Paris.

Les deux ex-otages français sont arrivés à Orly, peu avant 17 heures, dans une ambiance de folle bousculade sur la piste d'atterrissage et de bataille de journalistes dans le pavillon d'honneur. *« Merci à tous »*, a aussitôt lâché Jean-Louis Normandin, le technicien d'Antenne 2 qui a pleuré en embrassant ses parents et ses amis, dont les trois autres ex-otages de la chaîne de télévision

Son fils, Antoine, huit ans et demi, dans les bras, il souriait et adressait de petits signes à tous, visiblement en bonne santé, mais l'air un peu absent. Et aux journalistes lui demandant s'il était content, il répondait : *« Content, ce n'est pas le mot. Je ne sais pas. Il n'y a pas de mots pour çà. »*

« Enfin, le cauchemar est terminé », affirmait quant à lui Roger Auque, dont la barbe rasée faisait ressortir les joues creuses et les yeux hagards enfoncés dans les orbites. *« Je n'étais pas seul car il y avait Dieu avec moi. »*

Après une intense bousculade de dix minutes devant le pavillon d'honneur où les cordons de sécurité avaient rapidement cédé, les deux ex-otages étaient difficilement conduits vers des voitures qui les ont emmenés pour leur première soirée de calme familial retrouvé en France.

Samedi soir, on apprenait à l'hôtel Matignon que M. Chirac avait téléphoné au président algérien Chadli Benjedid. Aucune indication n'a été fournie sur la teneur de la conversation entre les deux dirigeants. D'autre part, la France, a-t-on ajouté de source proche du gouvernement, *« a beaucoup apprécié l'aide de l'armée libanaise, et en particulier celle du chef d'État-major de l'armée, le général Michel Aoun »*, à qui elle exprime *« ses vifs remerciements »*.

Auparavant, le quai d'Orsay avait confirmé que Jean-Bernard Raimond, ministre des Affaires étrangères, avait adressé un message à son homologue syrien. Lors d'un entretien téléphonique avec M. Farouk Al Charah, M. Raymond lui a demandé de transmettre *« les salutations et l'appréciation du premier ministre, Jacques Chirac, au président syrien, Hafez el Assad, pour son aide humanitaire et sa contribution aux efforts déployés à la libération des deux Français détenus au Liban »*. Le premier ministre a également formulé *« le souhait que les autorités syriennes continuent à user de leur influence au Liban pour libérer, le plus tôt possible, les Français encore détenus »* dans ce pays. *(AFP, AP, Reuter.)*

Jean-Louis Normandin serrant dans ses bras son fils Antoine, huit ans, en présence de Jacques Chirac, Charles Pasqua et François Léotard. (Photographie SIPA.)

Le communiqué de Matignon

Le communiqué, soulignant d'abord « le climat de détente » créé par la libération de MM. Normandin et Auque, précise : « Cette libération a été, pour l'essentiel, rendue possible par l'influence des autorités iraniennes. » Elle « doit permettre le retour à la liberté des otages encore détenus ».

L'Hotel Matignon ajoute : « Dans ce contexte, la solution des autres problèmes pendants dans les relations franco-iraniennes doit pouvoir progresser rapidement. Il s'agit d'abord de la levée des mesures restrictives prises à l'encontre des deux ambassades, qui va notamment permettre le retour en France des neuf agents de notre ambassade à Téhéran. Il s'agit aussi du règlement des contentieux financiers, en cours de discussion entre les deux pays depuis près de neuf ans, qui devraient maintenant connaître des développements déterminants.

« Dans cet esprit, le retour à des relations normales entre la France et l'Iran peut dorénavant être envisagé. »

« Encore deux étapes d'ici à jeudi »

L'approche « globale » adoptée par le gouvernement devrait connaître d'autres développements cette semaine. Sont attendus le rétablissement des relations diplomatiques franco-iraniennes et le règlement du contentieux financier.

PAR CHARLES LAMBROSCHINI

« Si notre plan continue de se dérouler comme prévu, deux autres étapes devraient être franchies d'ici à jeudi ». Selon des sources bien informées, telle devrait être la suite du processus qui a été ouvert avec la libération vendredi de Jean-Louis Normandin et Roger Auque.

Aucune charge n'ayant été retenue contre lui par le juge d'instruction Gilles Boulouque, Wahid Gordji le numéro deux officieux de l'ambassade d'Iran à Paris – se retrouvait libre hier soir de regagner Téhéran. Réponse iranienne : Paul Torri – le premier secrétaire de l'ambassade de France à Téhéran qui était accusé d'espionnage – va regagner Paris.

Pour les deux prochains volets, sont attendus le rétablissement des relations diplomatiques franco-iraniennes et le règlement du contentieux financier. Mais il faudra que la France arrache aussi le retour des trois derniers otages : les diplomates Marcel Carton et Marcel Fontaine, le journaliste Jean-Paul Kauffmann.

Quelques heures avant que Wahid Gordji ne sorte de son ambassade, nos sources avaient ainsi défini la ligne de conduite du gouvernement français. *« L'affaire des otages n'est que l'un des symptômes d'une maladie, un aspect parmi d'autres d'un problème politique infiniment plus vaste : l'ensemble des relations entre la France et l'Iran. Pour obtenir la libération des otages français détenus au Liban, il faut donc une approche globale. »*

Effet pervers

Pour nos informateurs, ce contexte très politique devrait suffire à démontrer que la France n'a effectivement pas versé de rançon pour obtenir des ravisseurs qu'ils relâchent vendredi le technicien d'Antenne 2 et le journaliste de RTL. *« S'il n'était question que de kidnappings crapuleux*, remarque un interlocuteur, *il aurait été évidemment très simple d'envoyer la brigade des antigangs à Beyrouth avec des serviettes remplies de billets. On aurait récupéré d'un coup tous les prisonniers. Pour que la morale soit sauve, on aurait même pu s'arranger pour payer en faux dollars. Mais, dans la mesure où il s'agit d'abord d'un conflit entre Etats, le versement d'une rançon ne règle rien »*. Cette doctrine n'exclut pas forcément qu'un bakchich ait pu être versé à un argousin pour accélérer les choses.

Un exemple à l'appui de la thèse française : l'effet « pervers » qu'aurait eu, selon certains observateurs, le versement par Siemens de cinq millions de deutschemarks pour récupérer en septembre dernier l'ingénieur Alfred Schmidt. En payant cette somme de son propre chef, la firme ouest-allemande a fait capoter la vraie négociation : celle que menait le gouvernement de Bonn et qui visait aussi la restitution du deuxième otage, Rudolf Cordes. Explication : *« Personne ne sait si Siemens a donné l'argent aux véritables ravisseurs de Schmidt. La mosaïque des groupes terroristes est telle qu'une erreur est facile. Du coup, le groupe qui détient effectivement Cordes ne peut plus lâcher son prisonnier. En paraissant ainsi avouer que c'est lui qui a touché l'argent, il s'exposerait aux représailles immédiates de la concurrence. »*

Une fois arrêtée cette « approche globale », la stratégie de Jacques Chirac a été très claire. A partir du moment où l'adversaire – volontairement ou parce que ses complots avaient été déjoués – ne recourait plus au terrorisme comme en septembre 1986 à Paris, le gouvernement pouvait donner pour instructions à ses négociateurs d'avancer pas à pas. Il n'y avait là rien de contraire à l'honneur de la France : pour chaque geste d'un côté était attendu un geste de l'autre. Vendredi, c'est l'Iran qui a commencé en usant de son influence sur l'Organisation de la justice révolutionnaire pour que Jean-Louis Normandin et Roger Auque soient libérés.

Opération à deux étages

La tactique, également, a été définie de façon précise. A l'étage supérieur en quelque sorte, la négociation d'État à État. Jean-Bernard Raimond, le ministre des Affaires étrangères, s'est rendu à Damas le 10 octobre. Quelques jours plus tard, le premier ministre iranien Moussavi faisait le même déplacement. Déduction évidente : la Syrie a servi d'intermédiaire.

A l'étage inférieur : les missions sur le terrain. Ce fut notamment le rôle du mystérieux M. Stefani, dont Roger Auque a cité le nom à plusieurs reprises. Il a passé dix jours à Beyrouth, avant de réceptionner les deux Français. Des émissaires ont circulé dans les pays les plus divers, visitant aussi bien Karachi que Malte pour y rencontrer des gens de toutes nationalités.

A Paris, le commandement et la coordination étaient assurés par une cellule de crise comprenant Maurice Ulrich, qui représentait le premier ministre, le ministre de l'Intérieur Charles Pasqua et le ministre de la Sécurité Robert Pandraud.

Si les progrès ont été lents, c'est parce que les facteurs locaux ne cessaient de les compliquer. Il est souvent difficile de faire le tri parmi des groupuscules dont les noms (organisation de la justice révolutionnaire. Djihad, Opprimés de la Terre) ne sont que des étiquettes de circonstance. Il s'agit toujours de mouvements intégristes qui sont inféodés à l'Iran, même s'ils recrutent dans chacune des composantes de la population de Beyrouth. Roger Auque était emprisonné dans un quartier palestinien, en compagnie d'ailleurs de deux otages américains qui l'avaient rejoint le 12 février.

Il fallait aussi compter avec les revirements soudains d'alliances. L'Iran a de bonnes relations avec la Syrie qui est le point de contact privilégié pour toute tractation avec l'Iran. Pourtant vendredi des soldats syriens se sont interposés à Beyrouth avec pour objectif de transférer à Damas Jean-Louis Normandin et Roger Auque qui ensuite seulement se seraient envolés vers la France. Une manière de souligner le rôle de la Syrie qui, cette fois, n'a pas occupé le devant de la scène. Depuis que le gouvernement de Damas – lors du sommet arabe d'Amman, il y a trois semaines – s'est rallié, au moins en paroles, au consensus anti-iranien des pays de la région, les rapports avec Téhéran ne sont plus au beau fixe.

Mais la douzaine de policiers armés qui, sous les ordres d'un capitaine de CRS, escortaient les deux Français avaient pour consigne de ne pas se laisser intimider. Remarque de l'un des participants : *« Nous étions enfouraillés comme des porte-avions. »*

Cela malgré la prudence conseillée par radio par Jean-Bernard Raimond : *« Si les Syriens insistent, laissez partir les otages vers Damas. »*

Finalement, les Syriens ont cédé.

C. L.

Réalisme du monde arabe et musulman

PAR ANNIE KRIEGEL

« TERRORISER les terroristes » : s'est-on assez gaussé de la formule ! C'est pourtant bien ce qui s'est passé. En moins de dix-huit mois, la déplorable situation de 1986, héritée de cinq ans de tergiversations et erreurs socialistes en matière de lutte contre le terrorisme, s'est retournée. Au Pays basque et en Corse, le terrorisme à déguisement nationaliste du FLNC et d'ETA dans tout l'Hexagone, le terrorisme à déguisement révolutionnaire des deux branches d'Action directe ; à l'échelle méditerranéenne – en France et au Proche-Orient – le terrorisme de mouvance pan-arabe ou islamiste, tous terrorismes qui jouaient de la démocratie et de la souveraineté françaises, ont vu leurs réseaux de soutien et leurs noyaux opérationnels traqués, réduits, démantelés. Il a suffi, comme on n'avait cessé de le souligner ici, d'une vraie volonté gouvernementale qui, sans vain concours d'éloquence mais avec une obstination pratique, sache mobiliser et concentrer les moyens spécialisés de police et de justice et faire contribuer au résultat les ressources combinées de négociation et d'action sur le terrain qu'offrent la diplomatie, la police des frontières et les services spéciaux.

•

Le succès que, dans ce cadre, constitue la libération de deux des cinq derniers otages français au Liban – et qu'il serait décent de ne pas tenter d'amoindrir par des hypothèses et insinuations mal étayées – revient donc certes en priorité à l'action du gouvernement.

Mais il est intéressant pour la suite d'observer qu'il a bénéficié d'une conjoncture favorable qui en accroît la signification. Cette conjoncture peut être définie comme caractérisée par un lent mais indiscutable et durable retour du monde arabe et musulman au réalisme.

Les indices en sont multiples. Aucun d'eux n'est en soi complètement clair et irrécusable, sans possibilité de réversion. Cependant, tels quels et réunis, ils sont impressionnants. L'Iran semble contraint à chercher au-dehors quelques accommodements susceptibles d'alléger un isolement que l'Union soviétique n'a pas actuellement les moyens d'exploiter à son profit. Le colonel Kadhafi de son côté n'apparaît pas en mesure de bloquer le processus de dégradation qui affaiblit et ruine peu à peu son ancien prestige et son pouvoir de nuisance.

A l'inverse, après la déposition de Bourguiba qui n'a pas donné lieu à convulsions erratiques en faveur d'un nationalisme révolutionnaire de type nassérien, d'un despotisme militaire de type libyen ou d'un islamisme pro-iranien, la rénovation de l'appareil du pouvoir et de l'État en Tunisie rouvre peut-être la possibilité que les pays du Maghreb parviennent à se concerter pour apurer leur contentieux et faire ensemble face aux difficultés et aux menaces qui pèsent sur leur développement économique et leur stabilité politique.

La Turquie de son côté poursuit depuis 1980 sa marche lente et obstinée vers le rétablissement, après extinction des terrorismes qui avaient miné sa cohésion nationale et ses institutions, d'une République fidèle à la tradition de Kemal Ataturk. Travaillée par un islamisme qui fait souvent le détour par ses communautés immigrées en Europe occidentale, la Turquie, malgré les harcèlements déstabilisateurs auxquels s'adonnent l'URSS et le mouvement communiste international, semble en mesure, comme les élections de ce dimanche doivent en témoigner, de relever le défi et d'accéder, dès le tournant du prochain siècle, au statut de première puissance régionale en Méditerranée orientale.

Enfin le sommet arabe d'Amman qui s'est tenu du 8 au 12 novembre a été à divers titres un succès pour tous ceux qui cherchent à faire revenir le monde arabe à une appréciation plus exacte de sa situation, maintenant que s'éloignent les quinze années stériles et folles dues au pactole pétrolier. La présence, au complet pour la première fois depuis 1979, des représentants de vingt et un États arabes témoignait de la réconciliation syro-irakienne, si fragile et limitée soit-elle encore.

La reprise, même en ordre disperse, des relations diplomatiques avec l'Égypte, décidée d'entrée de jeu par les six États membres du Conseil de coopération du Golfe, achève de clore une période qui, pour un monde arabe profondément divisé, ravagé par les mirages d'une fortune artificielle, tétanisé par une explosion démographique incontrôlée, énucléé depuis l'ostracisme qui a frappé, après les accords de paix israélo-égyptiens, l'irremplaçable centre de gravité qu'est l'Égypte, a été une période totalement négative.

•

De ce retour général au réalisme ne peuvent être que victimes ceux qui avaient servi de bonne conscience à la période précédente : les Palestiniens. Comme le rapporte le *New York Times* du 10 novembre, un diplomate occidental a observé cruellement que « le minuscule Bahrein est plus important pour ce qui passe aujourd'hui dans le monde arabe que l'OLP. Arafat ne semble avoir aucun moyen de faire face à son manque croissant de crédibilité ». Et le quotidien américain de reconnaître dans la même livraison, avec pertinence mais avec un énorme retard, que c'est bien sa défaite militaire à Beyrouth, dans l'été 1982, malgré l'effort fait pour transformer celle-ci en victoire diplomatique, qui, redoublée par la scission intervenue au sein de l'OLP en 1983, a fait d'Arafat une « idole tombée ».

C'est ce qui explique le recours par les Palestiniens à des pratiques aussi aberrantes qu'inutiles. Roger Auque a attribué à des Palestiniens les tourments dont, durant sa détention, il fut victime. Le FPLP est depuis longtemps hostile à Arafat ; cela ne donne pas plus de sens à la sanglante attaque-suicide en ULM d'une caserne israélienne de haute Galilée par un kamikaze appartenant au Front populaire de libération de la Palestine (FPLP - CG.) L'heure de ces *« opérations de prestige »* est passée. Aujourd'hui prévalent, bien plus encore qu'une diplomatie internationale de sommet, les arrangements discrets sur le terrain. C'est désormais la voie privilégiée par le nouveau cours au Proche-Orient.

Annie KRIEGEL.

LE PRÉCÉDENT 1940
par Michel Coanet
Préface du Général Copel
« ... n'est pas seulement un livre d'histoire mais un avertissement »
Alain Peyrefitte
Duquesne Diffusion 27, av. Duquesne, 75007 Paris 90 F

Votre **PEUGEOT** *en livraison immédiate* **c'est possible*** *chez* **NEUBAUER**
Plus vite, moins cher!

NEUBAUER
PEUGEOT
* sous réserve des options choisies
9, bd. Gouvion St-Cyr 75017 PARIS ☎47.66.02.44
10, rue Curnonsky 75017 PARIS ☎42.70.67.60
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34

déblocage dans la guerre des ambassades

Bras de fer

Les Iraniens ont été surpris par la fermeté française. Personne n'a voulu dramatiser.

Déblocage majeur – voire complet – dans la « guerre des ambassades » qui oppose depuis bientôt cinq mois Paris et Téhéran.

En répondant hier à la convocation du juge d'instruction Gilles Boulouque, qui enquête sur les attentats de septembre 1986, Wahid Gordji a « déverrouillé » les relations entre la France et l'Iran.

Jacques Chirac déclarait le 8 juillet dernier à notre confrère « Le Monde » : « *Il est hors de question que ce personnage ne soit entendu par le juge, auquel il appartiendra de tirer, en toute liberté et impartialité, les conclusions de cette audition. Et les Iraniens doivent bien le comprendre.* » Ils l'ont compris. Même si la France a dû, de son côté, lâcher du lest pour permettre la conclusion d'un difficile compromis : le premier secrétaire de notre ambassade à Téhéran a été interrogé hier à la prison d'Evine.

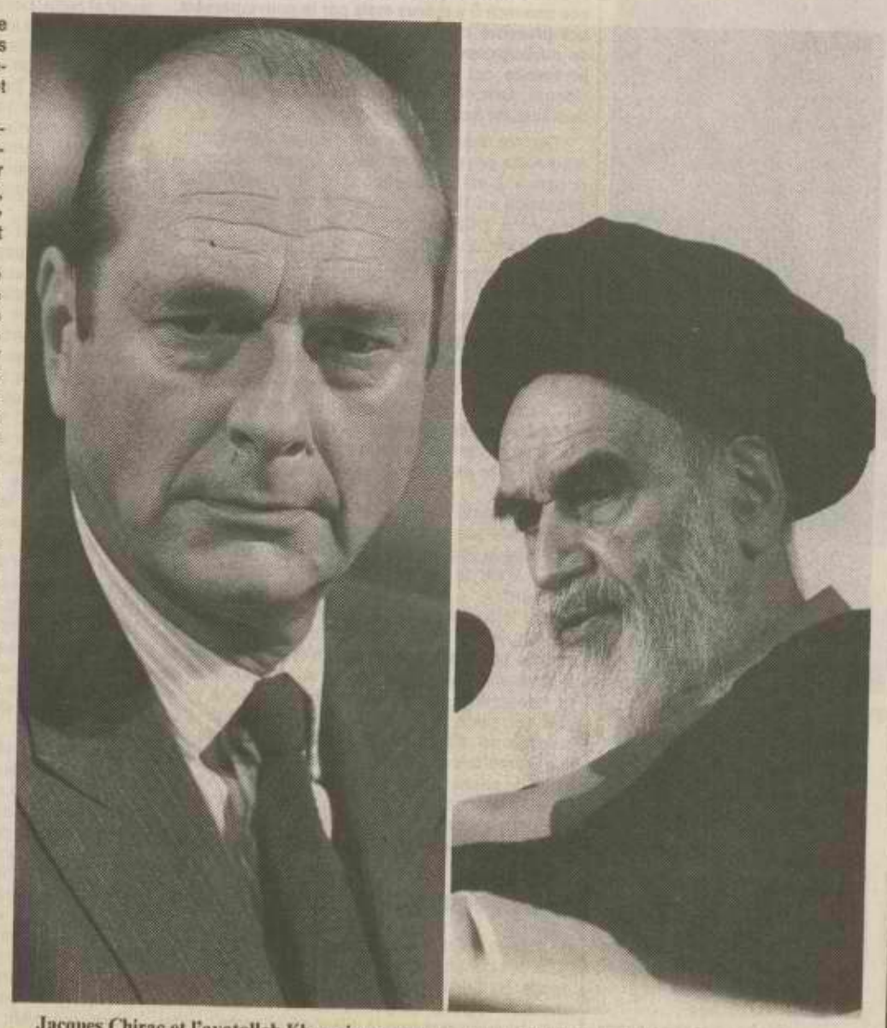
Téhéran a commencé par le prendre de haut. Craignant que Gordji ne file à l'étranger, la police française avait installé le 30 juin un impressionnant dispositif de sécurité autour de l'ambassade de l'avenue d'Iéna. L'Iran a riposté illico en imposant un blocus autour de notre ambassade, rue Neauphle-le-Château, en attaquant quelques jours plus tard le porte-conteneurs français « Ville-d'Anvers » et enfin, le 14 juillet, en accusant le premier secrétaire Paul Torri d'espionnage. « Torri contre Gordji » : la ficelle était un peu grosse. Et Paris a refusé d'accepter une « équivalence » entre un Français bénéficiant de l'immunité diplomatique et un Iranien, ne figurant pas, malgré son rôle important, sur les listes diplomatiques.

C'était l'impasse. Et « payant de culot », la France prenait le 21 juillet l'initiative de rompre les relations diplomatiques avec Téhéran, une décision pratiquement sans précédent dans les annales de la Ve République.

Les interpellations

Quatre jours plus tard, la police interpellait une vingtaine d'employés de l'ambassade recrutés locaux et les enfermait eux aussi dans l'inconfortable chancellerie de l'avenue d'Iéna. Paris s'octroyait une carte de plus dans son marchandage avec Téhéran.

La fièvre cessa de monter. Personne n'y avait intérêt : ni la France, qui avait beaucoup « investi » dans le processus de normalisation avec l'Iran, puissance régionale et pays potentiellement riche, ni la République islamique. Téhéran venait de se brouiller avec la Grande-Bretagne dont un diplomate avait été bastonné. Rien n'allait plus avec Washington. Fallait-il se mettre tout l'Occident à dos ?



Jacques Chirac et l'ayatollah Khomeiny : vers une normalisation des relations franco-iraniennes.

Tout le monde ne le pensait pas à Téhéran où Wahid Gordji n'a d'ailleurs pas que des amis. Nos diplomates « emprisonnés » à Téhéran ont passé des moments pénibles. C'est après de longues démarches que Mme Torri put conduire son bébé chez le pédiatre. Mais les autorités iraniennes ont épargné aux Français des manifestations « spontanées ». Pas de réédition du siège de l'ambassade des Etats-Unis !

De part et d'autre ont été échafaudés des plans pour sortir de l'impasse avant que les nerfs ne lâchent et que la situation ne devienne incontrôlable.

Le Quai d'Orsay commença ainsi à envisager l'éventuel départ d'une partie des vingt-cinq recrutés locaux de l'avenue d'Iéna. Mais il fallait une contrepartie du côté iranien.

Les contentieux

Début octobre, quelques jours après la visite de Jean-Bernard Raimond à Damas, Ali Reza Moayeri, vice-premier ministre chargé des Relations extérieures, déclarait au « Figaro » s'attendre à un déblocage de la crise « *dans une ou deux semaines* ».

Venu à Paris à l'occasion de la session de l'Unesco, Hassan Habibi, conseiller pour les Affaires culturelles du gouvernement iranien et Sadegh Tabatabai, un proche de Khomeiny ont « vu du monde ». Leur action a sans doute complété celle de l'envoyé spécial de Charles Pasqua à Beyrouth.

Si aucun accroc de dernière minute ne fait dérailler la machine mise en route par Paris et Téhéran, la « guerre des ambassades » devrait rapidement prendre fin. Sans cette hypothèse le processus de normalisation entre les deux pays pourra redémarrer.

Après la semi-expulsion de France, au printemps 1986, de Massoud Radjavi, le chef des moudjahidin Khalq, deux dossiers essentiels demeurent : le contentieux financier et « *l'engagement de la France au côté de l'Irak* », pour reprendre les mots de Rafsandjani, le président du Parlement iranien. La France, en novembre 1986, a versé à l'Iran 300 millions de dollars, soit le tiers de la participation iranienne au consortium « Eurodif ». Paris ne conteste pas cette dette, mais présente les créances d'entreprises françaises qui travaillaient en Iran.

Téhéran n'exige pas de la France qu'elle cesse de fournir de l'armement à Bagdad ; il demande à être traité de la même façon. Jacques Chirac refuse. Il l'a abondamment confirmé à propos de l'affaire Luchaire.

Pas de normalisation complète tant que « *des groupes sur lesquels la République islamique peut avoir une influence déterminante* » détiendront encore trois de nos compatriotes. Le chef du gouvernement l'a dit clairement samedi en accueillant Auque et Normandin. Il a tendu une perche à Téhéran. Empêtrés dans une guerre qui ne mène à rien, les dirigeants iraniens sauront-ils la saisir ?

Claude LORIEUX.

Gordji libre a quitté la France

Wahid Gordji est libre et de retour à Téhéran. Coup de théâtre hier soir dans la guerre des ambassades. L'« interprète » officiel et numéro deux de l'ambassade d'Iran en France a été entendu en fin d'après-midi par le juge d'instruction Gilles Boulouque en tant que témoin dans l'enquête sur les attentats terroristes commis à Paris en 1985 et 1986, dont celui de la rue de Rennes, sept morts. Le magistrat ne devait retenir aucune charge contre lui. A l'issue de son audition, Vahid Gordji quittait libre le Palais de Justice. Un cortège imposant a pris le chemin du Bourget. A 21 h 20, le « Falcon-50 » dans lequel Gordji avait pris place a décollé pour Téhéran, via Larnaca, à Chypre. Les voitures de police ont accompagné l'avion jusqu'à ce qu'il ait pris son vol.

Le refus de Gordji de se rendre, jusqu'à hier, à la demande du juge Boulouque se trouvait à l'origine de la « guerre des ambassades ». A Paris, un rigoureux dispositif policier était mis en place le 30 juin dernier autour de la représentation diplomatique iranienne, interdisant entrées et sorties. En représailles, l'ambassade française de Téhéran faisait l'objet d'un semblable blocus.

Le dispositif policier français devant l'ambassade d'Iran a été levé hier soir à 23 heures. Wahid Gordji avait quitté les locaux diplomatiques iraniens, avenue d'Iéna (Paris 16e), à 17 h 15, en empruntant la sortie de la rue Fresnel, située à l'arrière du bâtiment. Il était entendu vers 18 heures et pendant deux heures par le juge Boulouque. Son avocat, Me William Caruchet, a déclaré qu'« *il était question d'un tel dénouement depuis deux ou trois semaines* » et que « *la discussion avait eu lieu à un niveau très élevé* ». Pour tous les observateurs, la possibilité rendue à Wahid Gordji de regagner son pays 48 heures après la libération de deux otages français détenus au Liban, Roger Auque et Jean-Louis Normandin, apparaît comme la contre-partie payée par la France pour le retour de ses ressortissants.

Haute surveillance

Dans la soirée, le procureur de la République de Paris devait publier le communiqué suivant : « Avec l'accord des autorités iraniennes, des fonctionnaires de la Direction de la surveillance du territoire (DST) se sont rendus cet après-midi à l'ambassade d'Iran où ils ont procédé à la vérification de l'identité de M. Wahid Gordji. Celui-ci a été ensuite conduit devant M. Boulouque, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Paris, qui, après avoir procédé à son audition, a considéré, conformément aux réquisitions du parquet, qu'il n'y avait pas de charges devant entraîner son inculpation. En conséquence, M. Wahid Gordji a quitté libre le Palais de Justice ».

Pendant cinq mois, l'ambassade d'Iran à Paris, située avenue d'Iéna, dans le seizième arrondissement, a été placée sous haute surveillance. Gendarmes mobiles et policiers, dont certains appartiennent à l'unité d'élite de la police nationale, ont contrôlé étroitement, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, les entrées et sorties des visiteurs et du personnel diplomatique, vérifiant auprès du fichier central l'authenticité des documents présentés. Ils avaient pour mission d'interpeller éventuellement celui qui passait pour être le « numéro deux » de l'ambassade, Wahid Gordji.

Wahid Gordji, qui n'avait pas le statut diplomatique, devait figurer parmi les cinquante-sept ressortissants des pays du Maghreb et du Proche-Orient interpellés à travers toute la France, sur commission rogatoire du juge d'instruction Gilles Boulouque. Wahid Gordji était, en effet, en relation étroite avec Mohamed Mouhajer, inculpé pour son appartenance à un réseau terroriste pro-iranien.

Or, pour échapper à son interpellation, Gordji s'était réfugié dans l'ambassade de son pays, refusant de se rendre à la convocation du magistrat instructeur.

L'œil des mollahs

Un singulier personnage que ce khomeinyste de stricte orthodoxie – son père était le médecin personnel de l'ayatollah lors de son séjour à Neauphle-le-Château. L'ombre semblait être son milieu naturel. Officiellement interprète du chargé d'affaires de l'ambassade iranienne à Paris, Gholam Reza Haddadi, il ne figurait pas sur la liste des membres du corps diplomatique. Officieusement, son rôle était plus complexe : une sorte de chargé des relations publiques possédant d'innombrables contacts dans les milieux politiques français et européens.

Et pour les services français de renseignements, cet homme distingué, parlant couramment notre langue, était le véritable « patron » de l'ambassade, l'« œil » des mollahs à Paris.

De là à imaginer qu'il manipulait les réseaux terroristes responsables des attentats commis à Paris, il y avait un pas que les enquêteurs auraient ou n'auraient pas franchi s'ils avaient pu entendre ce témoin bien informé.

Pour eux, Gordji aurait été l'« officier traitant » de Mohamed Mouhajer, un Français d'origine libanaise arrêté avec d'autres membres d'un réseau islamique, trois mois plus tôt, et inculpé de « détention d'explosifs » et « association de malfaiteurs ». C'est dans son garage qu'avait été découverte la BMW achetée en septembre en Allemagne par Mouhajer, et qui avait été remarquée rue de Rennes lors de l'attentat qui avait fait sept morts, devant le magasin Tati.

L'Iran avait toujours protesté de l'innocence de son ressortissant à propos des attentats commis à Paris et, en représailles, décidait de retenir à l'ambassade de France à Téhéran notre premier secrétaire, Paul Torri, sous l'accusation d'espionnage.

Pourtant, les enquêtes policières, qui avaient permis de démanteler plusieurs groupes terroristes dans les semaines précédentes et de mettre à jour plusieurs caches d'armes et d'explosifs, avaient systématiquement souligné le rôle des réseaux intégristes chiites pro-iraniens.

Après de nouvelles menaces d'une organisation exigeant la libération des terroristes emprisonnés, le CSPPA annonçait la reprise des attentats pour l'été en cas de refus. Un vaste coup de filet était lancé à travers la France parmi les milieux intégristes musulmans sur commission rogatoire du juge Boulouque. Cinquante-sept personnes étaient interpellées, sans qu'on puisse identifier l'auteur des lettres menaçant la France d'un « été chaud ».

Une autre commission, enfin, demandait l'audition de Wahid Gordji, « *en raison de sa personnalité et de sa connaissance du milieu pro-oriental* ». Mais les milieux judiciaires précisaient ultérieurement que le fonctionnaire iranien « *n'était mêlé en rien à la série d'attentats de 1986* ». Un simple témoin...

Pourtant, lorsque les policiers s'étaient présentés à son domicile, ils n'y avaient trouvé que son père. Celui-ci leur avait affirmé que son fils était parti la veille pour Genève. Mais, très rapidement, les services de renseignements s'étaient convaincus que Gordji, prévenu de sa prochaine interpellation, n'avait pas quitté Paris et s'était réfugié dans son ambassade. En réponse, le gouvernement français avait décrété la mobilisation policière autour de l'ambassade.

Dans le cadre de l'enquête sur les attentats commis à Paris en mars et septembre 1986, dix-neuf personnes avaient été et restent inculpées d'« *association de malfaiteurs en relation avec des entreprises individuelles ou collectives ayant pour but de troubler l'ordre public par l'intimidation ou la terreur* ». Tous les suspects avaient été écroués. Parmi eux, quatorze hommes sont soupçonnés d'avoir, à un degré ou à un autre, participé à l'attentat de la rue de Rennes : six Tunisiens, deux Français – l'un d'origine libanaise, l'autre d'origine algérienne –, quatre Libanais, un Sénégalais d'origine libanaise et un Algérien. Un mois plus tard, trois autres personnes, un Tunisien et deux Marocains, étaient impliqués, pour cette même affaire, de complicité d'assassinats.

La déclaration du premier ministre

Jacques Chirac a évoqué samedi, quelques minutes avant l'arrivée de Jean-Louis Normandin et de Roger Auque à Orly « un progrès dans les efforts de normalisation entre Paris et Téhéran.

« Cette libération de deux otages, dont nous n'imaginons pas qu'elle ne puisse pas et ne doive pas être suivie de celle de tous les autres, nous fait progresser naturellement vers un règlement des contentieux que nous avons avec l'Iran et donc vers un rétablissement de relations normales avec ce pays », a déclaré le premier ministre.

M. Chirac a toutefois souligné qu'une telle évolution, « dans le respect de nos engagements et de nos intérêts respectifs », ne pourrait se faire tant que des « groupes sur lesquels la République islamique peut avoir une influence déterminante », détiennent des otages.

Le chef du gouvernement a remercié « les autorités civiles et militaires françaises et étrangères », sans autre précision.

Jacques Chirac a, d'autre part, démenti avec vigueur les informations du « Monde » au sujet de « la rançon » qui aurait permis la libération de nos deux compatriotes.

« Je voudrais, bien entendu, apporter le démenti le plus formel à cette allégation mensongère, dépourvue de tout fondement, et dont je n'arrive pas à percevoir les raisons qui ont conduit à l'affirmer », a déclaré M. Chirac, qui n'a pas voulu préciser si la France avait pris des « engagements » vis-à-vis des ravisseurs.

ELLENA
LIQUIDATION
AVANT TRAVAUX
PAR AUTORISATION PRÉFECTORALE
- 50 % ET PLUS
Collection automne hiver 87-88
GRANDES MARQUES
COUTURE
à partir du 27 novembre 1987
DANS LA LIMITE DES STOCKS DISPONIBLES
390, rue Saint-Honoré, 1er. 42.60.10.58

LE TÉLÉPHONE VOITURE pour rester en première ligne.

BIJOUX ANCIENS ET OCCASIONS
TRÈS GRAND CHOIX EN BELLES BAGUES, RUBIS, SAPHIRS, ÉMERAUDES, BRILLANTS, SOLITAIRES, ALLIANCES
AFFAIRES EXCEPTIONNELLES
BIJOUX OR NEUF ET OCCASION
1ER RÉF. GUIDE "PARIS PAS CHER"
PERRONO OPERA
BD DES ITALIENS - 4, CHAUSSÉE D'ANTIN
ETOILE, 37, av. Victor-Hugo
REPRISE - ECHANGE TOUS BIJOUX

Avant transformation
Beylerian-Elysées
effectue la
RÉALISATION TOTALE
de ses collections de prêt-à-porter de luxe pour hommes
par autorisation préfectorale (Loi du 31/12/1906)
Lundi 30 novembre 1987
et les jours suivants
12-14, Rond-Point des Champs-Élysées Paris 8e
Tél. 45.62.57.57

GALERIE LÉONE SCIALOM
ANTIQUITÉS ET ART D'ASIE
présente en vitrine du 30 novembre au 5 décembre
TABATIÈRE DE MANDARIN EN ARGENT, JADE ET CORAIL - CHINE - XVIIIe SIÈCLE
h: 12,5 cm

sis à Paris, au 4, av. Bugeaud 16e. 45.53.77.48.

Genève et Zurich, les bons comptes font les bons Noëls.
Genève 745 F, Zurich 900 F*. 5 vols par semaine de Paris CDG1.
Sans oublier que TWA dessert près de 100 villes à l'intérieur des Etats-Unis.
Contactez TWA au 47.20.62.11 ou votre agence de voyages.
*Conditions particulières.
TWA ouvre la voie vers les USA.
TWA

Élections annulées en Haïti

Victoire de la terreur duvaliériste

La collusion entre les tontons macoutes et l'armée est apparue de manière éclatante.

Le secrétaire d'Etat américain George Shultz a déclaré hier que les violences en Haïti étaient une *« honte »*, et a estimé qu'elles étaient l'œuvre de duvaliéristes. Il a ajouté que les Haïtiens continueraient à se battre pour la démocratie. L'agence Tass, pour sa part, a indiqué qu'avec la « vague de terreur de droite » qui a déferlé sur Haïti, entraînant la suppression des élections, le pays *« a pratiquement frôlé un coup d'Etat militaire »*.

Les journalistes étrangers étaient confinés dans l'hôtel Holiday Inn. Des tireurs embusqués à l'extérieur les empêchaient d'en sortir. (AFP)

Le massacre de l'école Argentine. Bellegarde. (Photographie REUTER.)

PORT-AU-PRINCE
De notre envoyé spécial
François LUIZET.

Les tontons macoutes ont gagné. La démocratie a capitulé. Les duvaliéristes viennent d'adresser un formidable pied de nez au monde entier. Papa Doc peut se réjouir dans l'au-delà et le gros Baby Doc, son fils, continuer de préparer sa licence en droit dans la belle villa de Mougins où vit le dictateur, renversé le 7 février 1986.

« Les élections en Haïti sont reportées ». 8 h 55 hier matin. La voix du CEP (comité électoral provisoire) annonce que les élections sont annulées. Le dernier massacre macoute, intervenu quelques minutes plus tôt à l'école Argentine-Bellegarde, a emporté la décision.

8 h 30, école Argentine-Bellegarde. Des dizaines d'électeurs se pressent devant la porte du bureau de vote. Il y a quelques photographes. Arrivent cinq voitures d'où jaillissent une trentaine d'hommes en cagoule. Ils attaquent à l'arme automatique puis finissent le travail à la machette : dix-huit morts. Une quarantaine de blessés. J'arrive sur les lieux quelques instants après. Une jeune femme a le visage à demi arraché d'un coup de machette. Des registres tachés de sang sont sur le sol. Deux scrutateurs ont été assassinés au pied de leur bureau. La folie sanguinaire des macoutes, exaspérés par la détermination de la majorité des électeurs à se rendre aux urnes, n'a plus de limite.

Depuis l'aube les ambulances n'avaient cessé de parcourir les rues de Port-au-Prince pour ramasser les morts ou les blessés abattus par les tontons flingueurs. A l'angle des rues Martin-Luther-King et Senghor, le cadavre d'un jeune garçon au milieu de la chaussée. Autour de lui, éparpillés et dérisoires, des bulletins de vote.

Les duvaliéristes avaient décidé coûte que coûte de « gâter » comme ils disent ici les élections. Ils y sont parvenus. Les bureaux de vote avaient ouvert avec plus de deux heures de retard et certains avaient été incendiés dans la nuit. Toute la nuit de samedi à dimanche, Port-au-Prince avait vécu au rythme des explosions de grenades et des rafales d'armes automatiques qui couvraient les sirènes des ambulances et des voitures de pompiers. Plusieurs églises, où était entreposé la matériel électoral, avaient été attaquées. Et pourtant, hier matin, la population de Port-au-Prince était sortie. Avec la farouche volonté de voter.

« Le signe satanique de Papa Doc »

« Pauple là té soif élektion an » (Le peuple avait soif d'élections). Il était 8 heures, boulevard Delmas, dans la banlieue de Port-au-Prince. Des centaines d'électeurs faisaient la queue devant les cinq bureaux de vote installés dans l'école de l'Immaculée Conception. On avait le sentiment que la partie était gagnée pour la démocratie, malgré tout ce sang.

Il y avait vingt-deux candidats pour le premier tour des élections présidentielles ; la veille au soir un Haïtien m'avait dit : *« Ces élections n'auront pas lieu. Elles sont placées sous le signe satanique de 22 »*. « 22 » était en effet le chiffre fétiche du vieux Papa Doc. Je retourne au bureau de vote de Delmas après l'annonce de l'annulation des élections. Colère, stupeur et consternation. Des femmes pleurent. Des hommes parlent de *« quérir machette »* pour marcher sur le palais présidentiel. La chasse aux macoutes s'organise.

Mais le plus consternant c'est l'hypocrisie du CNG (conseil général du gouvernement) du général Namphy et des militaires dont ce dernier est le chef. Vendredi soir, théâtral, le général Regala, ministre de l'Intérieur, avait déclaré que l'armée *« prenait la responsabilité de faire respecter l'ordre pour que force reste à la loi »*. L'armée n'a rien fait.

Tous les observateurs et journalistes présents — parmi lesquels un cameraman dominicain a été tué et plusieurs blessés — peuvent en témoigner. Aucun bureau n'a été gardé. Les soldats se contentaient de patrouiller à bord de blindés légers entreposés généralement avec l'artillerie à l'intérieur du palais présidentiel. J'ai vu ces soldats indifférents, croiser une voiture pleine de civils armés jusqu'aux dents qui venaient de tuer deux jeunes gens rue Paul-VI. La complicité objective du CNG avec les macoutes a été éclatante.

Non seulement le général Regala a manqué à sa parole, en ne faisant pas garder les bureaux de vote, mais d'autres faits prouvent que le CNG avait lui aussi décidé de torpiller coûte que coûte les élections. C'est ainsi qu'au dernier moment il a refusé aux hélicoptères civils américains chargés de convoyer le matériel électoral dans les communes isolées, de survoler le territoire haïtien, et le port d'arme a été interdit. Mais personne n'a enlevé leurs armes aux macoutes. C'est ce qui a laissé les partisans du vote sans défense devant leurs assassins.

Le défi à Reagan

Samedi, avec plusieurs confrères, j'avais recueilli la preuve manifeste de la connivence existant entre les terroristes macoutes et les « forces armées d'Haïti ». Un barrage à la sortie de Saint-Marc, à une centaine de kilomètres au nord de la capitale. Des arbres abattus en travers de la route. La largeur d'un semi-remorque achève de constituer la barricade. Un pick-up *Datsun* brûle. Des hommes ivres de colère brandissent des machettes et nous narguent en nous mettant sous le nez des 357 magnum. La meute glapissante veut s'emparer des films et des appareils de mon confrère Patrick Chauvel de l'agence Sygma. Nous tenons bon. Les autres lèvent haut la machette. Arrivent deux soldats : Lafleur et Paulin. Ils portent deux gros fusils. Les deux militaires sont casqués et empêtrés dans leur tenue vert olive. Blabla en créole entre les deux parties. Les forcenés nous laissent passer mais les soldats ne font rien, ni pour les désarmer ni pour leur faire lever le barrage. Lafleur et Paulin nous ont peut-être sauvé la vie mais leurs amis macoutes ont pu poursuivre leur besogne, puisque c'est quelques minutes plus tard qu'une équipe de la 5e chaîne française, voyait son matériel complètement brisé sur ce même barrage.

Les macoutes ont donc gagné la première manche. Le CNG et l'armée attendent la prochaine étape. Le général Namphy défie le président Reagan comme jadis, Papa Doc avait défié successivement tous les hôtes de la Maison-Blanche, de Kennedy à Carter. Une Task Force de l'US Navy croise à 50 miles de Port-au-Prince, juste derrière l'île de la Gonave. Comme en 1963, à Saint-Domingue, la présence des marines en Haïti — juste le temps du scrutin — aurait permis d'éviter ces morts et cette violence.

Dans son palais du Champ de Mars, « Chouchou Namphy » a pris, depuis deux ans, le goût du pouvoir. Ses alliés objectifs, les macoutes, lui permettent aujourd'hui de se maintenir ; deux grandes inconnues demeurent : l'attitude de la majorité du peuple haïtien frustré de ses élections auxquelles il tenait tant. Va-t-il descendre dans la rue et balayer le pouvoir en place ? Autre question : que va faire et que peut faire le président Reagan après l'affront qu'il vient d'essuyer.

F. L.

Référendum en Pologne

La population sceptique

Moins de la moitié des Polonais se sont rendus aux urnes. Plusieurs manifestations contre le scrutin.

Vingt-sept millions de Polonais se sont prononcés hier sur le projet de réforme politico-économique annoncé il y a deux mois par le gouvernement. Les premiers chiffres officiels indiquaient un taux de participation de 40 %. Plusieurs centaines de personnes ont manifesté hier dans les villes de Gdansk, Cracovie et Nowa-Huta, pour manifester leur hostilité à ce référendum.

Comme chaque dimanche, l'église Saint-Stanislas-Kostka se remplit de fidèles. On prie jusque sur le parvis. C'est là que repose le père Popieluszko, assassiné en 1983 par la police politique. Tout au long de la grille qui entoure le jardin de l'Église, des banderoles de *Solidarnosc*. A quelques centaines de mètres de cette petite enclave du souvenir, un bureau de vote du quartier Zoliborg. Il est 11 heures et les électeurs se font rares. *« Normal,* explique le secrétaire de la commission électorale, *c'est l'heure de la messe. Les gens viendront plus tard. »*

VARSOVIE :
de notre envoyé spécial
Arielle THÉDREL

Une femme confie qu'elle a voté *« oui »*, sans être sûre *« que le gouvernement mettra à profit les efforts de la population »*. Un ouvrier considère, lui, que *« c'est la dernière chance à accorder aux dirigeants »*.

Les Polonais étaient invités hier à se prononcer sur un vaste projet de réformes. En dépit du battage publicitaire de ces dernières semaines, le suspense n'était pas vraiment au rendez-vous de ce référendum, le second de l'histoire de la Pologne socialiste. *« Es-tu pour la réalisation d'un programme d'assainissement de l'économie, en vue d'améliorer le niveau de vie sachant que cela exige de passer par une période difficile ? »*

« Te prononces-tu pour le modèle polonais de démocratisation de la vie politique visant à renforcer l'autogestion et élargir les droits des citoyens ? »

« Le régime a toujours menti »

Sur un point, les deux questions posées hier ont déjà fait l'unanimité : elles sont stupides. Dans les rangs de Solidarité combattante, on jubile. Parodiant le régime, l'organisation de Wroclaw a fait circuler cette semaine la question suivante : *« Voulez-vous que Jaruzelski devienne roi de Pologne et que tout aille mieux ? »*

Ce mauvais esprit a contaminé de nombreux Polonais. *« Autant me demander si j'aimerais être jeune et belle, riche, et célèbre,* s'exlame Eva. *Il est évident que tout le monde est pour la réforme ! »*

De fait, l'enjeu de ce scrutin, qui ne mérite même pas, selon certains, l'appel au boycott lancé par Solidarité paraît... inexistant. Les autorités elles-mêmes le reconnaissent implicitement. *« Si ce programme n'est pas accepté,* déclarait benoîtement, mardi dernier, le porte-parole du gouvernement Jerzy Urban, *ce ne sera pas un malheur, nous introduisons alors les réformes au rythme habituel... »*

Pour ce chef d'entreprise, le pouvoir, de toute façon, ne peut pas perdre : *« En l'absence de tout contrôle, une fraude est possible. Et puis, il y a une sorte d'automatisme chez les électeurs. Depuis quarante ans, on a pris l'habitude d'aller voter, ne serait-ce que parce que cela évite des ennuis. »*

Pour la grande majorité des Polonais, « le tremblement de terre » annoncé par les autorités se traduira surtout par une nouvelle hausse de prix de l'ordre de 40 % au début de l'année prochaine. *« Les gens sont effrayés »*, témoigne une mère de famille qui a assisté il y a deux semaines, aussitôt après l'annonce de cette future augmentation, à une ruée dans les magasins : *« C'était extraordinaire, en quelques heures, le super marché de mon quartier a été vidé. Les gens achetaient tout, y compris ce dont il n'avait pas besoin... »*

Les promesses du gouvernement selon lesquelles, *« quelle que soit la hausse des prix, les salaires augmenteront en conséquence »*, n'ont pas eu jusqu'ici beaucoup d'effets. Parce qu'on se méfie des promesses d'un régime *« qui a toujours menti »*. Comme le dit Eva, *« ce qui est bien à long terme pour la Pologne, est mauvais pour moi à court terme... »*

Les nouvelles valeurs prônées à Varsovie, dynamisme et travail, semblent indifférer la majeure partie de la population. Chacun en est conscient : la réforme risque de signifier d'abord une baisse d'un niveau de vie qui n'a déjà cessé de se dégrader ces dernières années.

« L'hiver arrive, et avec lui le tardeau de la vie quotidienne paraît encore plus lourd. La grisaille de la ville se voit davantage, les files d'attente deviennent encore plus pénibles. Les transports en commun fonctionnent encore plus mal...

« La plupart des gens savent qu'ils vont y perdre. Que donnera leur mécontentement ? Beaucoup prévoient déjà des événements dramatiques. »

A. T.

Communauté européenne

« Conclave » sans illusion

BRUXELLES
Robert de SUZANNET

Les ministres des Affaires étrangères des Douze poursuivent ce matin les préparatifs du Conseil européen de Copenhague, où les chefs d'Etat ou de gouvernement de la Communauté européenne devront se prononcer sur les propositions de la Commission sur la réforme de la CEE. Leur « conclave » a commencé hier en milieu d'après-midi. Les discussions se déroulent sur la base d'un texte établi par la présidence danoise du Conseil, qui est une tentative de compromis entre les positions très divergentes des uns et des autres.

De l'aveu du ministre allemand, Hans-Dietrich Genscher, rien de très positif ne devrait sortir de cette réunion. *« Il ne faut pas se faire d'illusions sur les résultats à attendre de ce conclave »*, a-t-il déclaré. Le plus clair des travaux d'hier a porté sur la discipline budgétaire agricole, c'est-à-dire les moyens de freiner la progression des dépenses agricoles, et sur les mécanismes destinés à stabiliser les productions agricoles.

Les autres points du texte danois portent sur l'augmentation des ressources communautaires, le rôle des fonds structurels d'une Europe élargie à l'Espagne et au Portugal et, enfin, le problème de la contribution britannique. En tout état de cause, le but du conclave est moins de prendre des décisions que de déblayer le terrain, de telle sorte que le Conseil européen ne s'enlise pas dans des discussions techniques et puisse prendre les décisions que l'on attend.

Un « cadre de référence »

Sur le chapitre de la discipline budgétaire appliquée à l'agriculture, la délégation française, conduite par Jean-Bernard Raimond, a rappelé une nouvelle fois les positions que François Guillaume a défendues lors des derniers conseils agricoles. La France, a souligné le ministre des Affaires étrangères, veut que le *« cadre de référence »* dans lequel devra se tenir le budget de l'agriculture communautaire pour les années à venir soit établi en partant d'une base réaliste, à savoir le chiffre des dépenses du FEOGA — garantie pour l'année en cours, estimées à quelques 27 milliards d'écus — environ 189 milliards de francs.

Ce montant permettrait de faire passer dans le budget communautaire le coût de l'écoulement des stocks agricoles qui se sont accumulés au cours des dernières années. Il convient également de prévoir que le rythme de progression de la dépense agricole pourra se faire au même rythme que la progression du PNB de la Communauté.

La délégation française a insisté en outre pour que, nonobstant une discipline budgétaire dont elle est la première à reconnaître la nécessité, il soit tenu compte de l'éventualité de circonstances exceptionnelles.

Enfin, Jean-Bernard Raimond a réitéré l'importance que la France attache à l'adoption du mécanisme de stabilisation des prix des matières grasses végétales.

R.S.

États-Unis

Les otages d'Oakdale libérés

Les mutins cubains du centre de détention d'Oakdale ont relâché leurs vingt-six otages, détenus depuis une semaine. Les otages sont sortis du centre de détention en faisant des signes de victoire et ont embrassé leurs proches.

La crise n'est pas résolue pour autant. En effet, le projet d'accord élaboré par des détenus et des responsables américains pour la libération de cinquante gardiens toujours retenus dans la prison d'Atlanta a échoué. Aux termes de ce projet, les otages d'Atlanta devaient être libérés, en échange de quoi cinq cents journalistes, cameramen et photographes en attente devant l'établissement seraient autorisés à y pénétrer pour y rencontrer les Cubains.

Les détenus ont renvoyé la délégation avec une proposition prévoyant l'entrée des journalistes contre la libération de seulement trois otages. Les négociateurs ont rejeté cette offre et les discussions n'ont pas repris.

Élections générales en Turquie

Le parti au pouvoir resterait majoritaire

Pour la première fois depuis le coup d'Etat militaire de 1980, les Turcs se sont rendu hier aux urnes pour participer aux élections générales. Le parti de la Mère Patrie du premier ministre Turgut Ozal est donné largement favori pour obtenir la majorité dans la chambre unique du Parlement.

Le scrutin a été clos à 17 heures et les premières estimations devaient être annoncées dans la soirée. Le résultat final, non officiel, sera connu demain. Comme le décompte des voix se fait à la main, il faudra une semaine pour connaître les résultats définitifs.

Un flot continu d'électeurs endimanchés a envahi les couloirs des lycées et des écoles de la capitale turque, tôt dans la matinée, tant dans les quartiers résidentiels que dans les banlieues pauvres.

Le vote est obligatoire pour les quelque vingt-six millions d'électeurs turcs.

Le dernier sondage publié samedi faisait état d'un léger recul pour le parti de la Mère Patrie, avec 36,3 % contre 39,4 % deux semaines auparavant. En raison du système proportionnel favorisant les partis importants, la formation de M. Ozal conserverait alors, selon les projections, une majorité de deux cent soixante sièges sur quatre cent cinquante.

Le principal mouvement d'opposition, le parti populiste social-démocrate, était crédité de 28,8 % des intentions de vote, ce qui correspondrait à cent quarante-cinq sièges. *(AFP, AP, Reuter.)*

REVEILLON A NEW-YORK EN CONCORDE

DU 31/12 AU 03/01
ALLER-RETOUR EN CONCORDE
Séjour à l'hôtel Hilton (3 nuits)
soirée de gala au Windows of the World
19400 F
TAAG AIR FRANCE
LES PLUS FABULEUX VOYAGES
76, avenue de St-Mandé - 75012 Paris
Tél. : 43.07.40.00

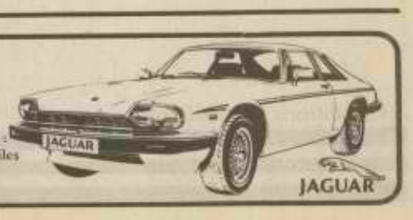
L'HUMIDITE, LA CONDENSATION, LE SALPETRE, ÇA SUFFIT !

Avec les procédés PACMUR découvrez la solution définitive à tous vos problèmes d'humidité. PACMUR, c'est une technique révolutionnaire, éprouvée dans de nombreux pays, une mise en œuvre simple et durable (l'humidité est absorbée dans l'épaisseur du mur pour être rejeté à l'extérieur) avec une efficacité. GARANTIE 30 ANS.
Vous trouverez tous les détails en page 4 de la documentation préparée pour vous par :
HYDRECO
Résidence du Parc
47450 COLAYRAC
NUMERO VERT 05.47.33.33 APPEL GRATUIT
Présent dans toute la France
Veuillez me retourner GRATUITEMENT et sans engagement de ma part votre documentation sur les procédés PACMUR le tout préparée ☐ locataire ☐ d'une maison de + de 30 ans ☐ + de 20 ans ☐ - de 10 ans ☐
Nom
Adresse
Code Postal
Tél.
Profession
N° départemental de la mission humble
Siège social ST-HILAIRE DE LUSIGNAN 47490
FIG 30 NOV.

GALERIES Lafayette

Rolex est présent à l'Espace Fred des Galeries Lafayette Haussmann.
FRED et ROLEX
JOAILLIER

COUPÉS JAGUAR
6 cyl. 220 cv
12 cyl. 295 cv
à BAYONNE
votre concessionnaire :
DAVERAT Automobiles
7, quai de Lesseps
Tél. : 59.55.07.48



FRFR
FRANN21 4 P N2N7 FRA /AFP-KT33
Revue-Presse flt1

LES OTAGES ET LA NORMALISATION DES RELATIONS FRANCO-IRANIENNES

PARIS, 1er dec (AFP) -

"Les Echos" (Faville)

"C'est la suite des événements qui montrera si la France a su négocier le retour de ses otages dans des conditions compatibles avec l'honneur mais aussi avec la prudence, l'otage étant, comme chacun sait, un avoir indéfiniment renouvelable. L'intérêt de la démonstration qui vient d'être faite est d'établir sans le moindre conteste la responsabilité directe et entière de l'Iran dans le destin des otages, dans le fait même qu'il y en ait ou qu'il n'y en ait pas. On ne conçoit donc pas qu'une "normalisation" soit normale si elle ne se conclut pas par la libération de tous les otages, sans exception. Dès lors aussi que l'aveu de ce terrorisme d'Etat est publiquement passé, nous ne pouvons considérer l'Iran khomeyniste comme un Etat "normal", ou du moins ses normes n'ont rien à voir avec les conventions de Genève. "Normaliser" nos relations avec lui ne peut avoir qu'un sens très restreint, c'est régler un contentieux particulier. Mais tant que l'Iran poursuivra son entreprise de destruction de l'Irak et de déstabilisation du monde arabe, les relations avec lui ne pourront être paisibles."

suivra
AFP N1N444 DEC 87

FRFR
FRANN22 4 P N197 FRA /AFP-KT38
Revue-Presse flt2

PARIS -

"Le Matin de Paris" (Pierre Feydel)

"Il n'est pas sûr que le départ précipité de Gordji, sans que l'on connaisse son degré de culpabilité, avalte cette dignité de la France si célébrée par le gouvernement. Il n'est pas sûr que son simulacre d'audition par le juge Boulouque renforce le sentiment que l'indépendance de la magistrature dans ce pays garantit fermement l'Etat de droit. Il n'est donc pas sûr que le grand marchandage des négociations avec l'Iran soit bien engagé. (...) Il serait bon que tout cela réussisse pour Marcel Carton, Marcel Fontaine, Jean-Paul Kauffmann et leurs familles. On comprend tout l'avantage électoral qu'espèrent en tirer Jacques Chirac et ses amis : l'opposition ne pourrait que s'incliner devant cette réussite. Mais l'enjeu ne peut être mesuré à un seul gain politicien. La raison d'Etat ne peut pas écraser perpétuellement l'Etat de droit. La première ne fonctionne que dans le rapport de forces international : une sorte de loi de la jungle. L'Etat de droit, c'est l'exercice de la loi, donc l'inverse: la gestion des conflits d'une société, donc la civilisation. En ce moment, la loi de la jungle gagne."

suivra
AFP N1N445 DEC 87

FRFR
FRANN23 4 P N15N FRA /AFP-KT41
Revue-Presse flt3

PARIS -

"Le Quotidien de Paris (Philippe Tesson)

"On n'a pas le droit de se réjouir, le samedi, du retour de deux otages et de pleurer, le lundi, sur l'honneur perdu de la France. Qui n'aurait souhaité que Normandin et Acoca fussent libérés sans contrepartie ? Mais qui ne sait que ce souhait-là est une vue de l'esprit ? (...) Le réalisme a conduit le gouvernement à entamer, dès que l'opportunité s'en est présentée, un processus de normalisation (...). Ajourner cette chance de normalisation, était-ce rendre service à la cause nationale ? Et qui peut affirmer que c'eût été un mauvais coup porté à l'Iran ? Alors, cessons d'opposer le marchandage à la dignité et, de même, le crime à l'innocence. C'est de politique qu'il s'agit. Il faut savoir ce que l'on veut : sauver ce que l'on peut sauver et amorcer un dialogue ou sauver l'honneur et risquer le pire."

suivra
AFP N1N445 DEC 87

FRFR
FRANN24 4 P N111 FRA /AFP-KT44
Revue-Presse f1t4

PARIS -

"Le Parisien" (Bruno Fanucchi)

"Ce tract fait aujourd'hui tinter le chef de l'Etat, qui avait pourtant lui-même proposé en son temps d'échanger l'ensemble des Français retenus en otages contre le terroriste Anis Naccache. Quand on veut souper avec le diable, il est vrai, il faut avoir une longue cuiller. Il n'est pas sûr que celle de la France soit à la taille de celle de la République islamique. Reste à savoir quel prix notre pays est prêt à payer pour obtenir la libération de Marcel Carton, Marcel Fontaine et Jean-Paul Kauffmann, ultime étape obligatoire avant toute normalisation de nos relations avec Téhéran."

suivra
AFP N1N44A DEC 87

FRFR
FRANN25 4 P N154 FRA /AFP-KT51
Revue-Presse f1t5

PARIS -

"l'Humanité" (Yves Moreau)

"Le sort des trois - et peut-être des quatre - otages français qui restent détenus au Liban est trop douloureux, selon moi, pour que l'éloquence officielle puisse se permettre les envolées dont on entend déjà quelques préludes discordants. Si la discrétion peut faciliter l'action diplomatique, une certaine retenue verbale devrait être aussi dictée par la situation dramatique de Jean-Paul Kauffmann, Marcel Carton et Marcel Fontaine. D'autant plus que les grands mots que l'on commence à brandir, ici ou là, tendent à justifier non pas la cause libératrice dont on se réclame mais, au contraire, une prétendue raison d'Etat, qui une fois encore bafouerait les droits de l'homme. Arracher les otages à leur captivité est en effet tout simplement une exigence d'humanité. Comment un pays tel que le nôtre n'aurait-il pas les moyens de la faire prévaloir ?"

suivra
AFP N1N447 DEC 87

FRFR
FRANN26 4 P N152 FRA /AFP-KT54
Revue-presse f1t6

PARIS -

"La Voix du Nord" (Marcel Marcal)

"On pense aujourd'hui, à Matignon, que le régime des ayatollahs, conscient de l'isolement dans lequel il se trouve, est prêt à faire le geste décisif qui lui permettrait de renouer des relations normales avec notre pays. Bref, c'est un pari sur l'avenir que viennent d'engager Jacques Chirac et Charles Pasqua, une nouvelle fois chargé par le Premier ministre de monter en première ligne. L'un et l'autre sont sans doute conscients des risques qu'ils prennent dans cette affaire mais l'enjeu leur a paru suffisamment important pour bousculer quelques-uns des principes qui fondaient la position française depuis le début de la crise. Ils savent que l'opinion suivra leur entreprise avec sympathie tant que la libération de nos trois derniers ressortissants encore détenus dans les géôles islamiques, paraîtra à portée de la main."

suivra

AFP N1N44A DEC 87

FRFR
FRA0027 4 P 0168 FRA /AFP-KT57
Revue-presse flt7

PARIS -

"L'Yonne republicaine" (Gilles Pauverre)

"Prudence a l'Elysee. Prudence a Matignon. Le trac entre la France et l'Iran ne fait, pour l'instant, pas de vague a la surface de la cohabitation. Tandis que les dirigeants du parti socialiste s'interrogent sur ''les revirements et les volte-face du gouvernement'' et que Jean-Marie Le Pen parle de ''renoncements'', on reste de marbre au sommet de l'etat. Pas de triomphalisme de la part du premier ministre, mais pas d'enthousiasme non plus de la part du president de la Republique. Profil bas pour tout le monde. Chacun est persuade que l'interet du pays et des otages restants est de parler d'une seule voix. Meme si c'est a voix basse. Alors Francois Mitterrand laisse faire Jacques Chirac et Charles Pasqua. Il n'intervient pas dans la tactique du ministre de l'interieur qui consiste a negocier en secret, a laisser les diplomates sur la touche, ou encore a faire bon menage de quelques vieilles regles morales."

suivra

AFP 010448 DEC 87

FRFR
FRA0028 4 P 0152 FRA /AFP-KTA0
Revue-presse flt8

PARIS -

"l'Est republicain" (Chantal Didier)

"Liberation de deux otages et echange Gordji-Terri : arrestation de Mav Ereret, l'artificier d'Action Directe : coups portes au FLNC en Corse... M. Charles Pasqua, ces derniers jours, engrange les succes. Effets de la "baraka" ? Il arrive que cette derniere reserve ses rendez-vous. A condition, toutefois, de les avoir bien prepares. Or, le ministre de l'Interieur est homme a marcher d'un pas ferme et bruyant dans la porcelaine... Sans la casser. (...) L'ancien responsable du Service d'Action Civique se sent l'esprit serein. Tous ses combats, la resistance, la lutte contre l'OAS, la bataille antiterroriste s'inscrivent dans la defense de la democratie au service d'une france respectee. Et sa fidelite le pousse a toujours en laisser la gloire a ceux qu'il sert : hier, le general de Gaulle : aujourd'hui, M. Jacques Chirac."

suivra
AFP 010449 DEC 87

FRFR
FRA0030 4 P 0158 FRA /AFP-KTA2
Revue-presse flt9

PARIS -

"La Nouvelle Republique du Centre-Ouest (Guy Bonnet)

"Pourquoi ne pas le dire ? A la joie pure de savoir libres deux otages dont le destin n'a tenu durant tant de mois qu'a un fil, se mêle un sentiment amer. (...) Les contentieux majeurs ne sont pas resolus. L'hodjatoleslam Rafsandjani, l'homme fort du regime, president du parlement iranien, l'a rappele.(...) Ce ne sont pas de minces litiges. (...) Teheran attend, desormais, beaucoup de nous. (...) Dans ce marchandage, mot odieux des lors qu'il concerne des hommes soumis a la sequestration, a la torture psychologique, aux menaces sur leur vie, c'est l'Iran qui fixe le prix. C'est le terrorisme qui impose sa loi aux democraties, qui fait payer a la France dans la perspective d'un processus de normalisation problematique, car rien n'est encore certain, le prix d'un renoncement, qui nous contraint a substituer la raison d'etat a la justice."

suivra

AFP 010450 DEC 87

FRFR
FRA0031 4 P 0152 FRA /AFP-KTA5
Revue-presse fl110

PARIS -

''Nord Eclair'' (Jules Claument)

"Malgre les avertissements sanglants, les menaces et le climat de terreur, des gens se font massacrer dans des bureaux de vote, pour defendre un droit qui leur parait essentiel : celui de designer leurs representants, et leurs dirigeants. Apres l'horreur, l'indignation, et la honte, voila qui devrait nous donner a reflechir. Car c'est une terrible leçon qu'ils nous donnent, les pauvres de la terre. Ils ne demandent pas seulement de ce pain dont nous ne manquons pas. Ils veulent, ils exigent d'abord un peu de democratie, parce que c'est a leurs yeux la premisse necessaire a la lutte contre la misere, la prevarication, l'injustice, l'oppression. Pour eux, tout commence par le droit de s'exprimer, et ils savent deja comme toute forme d'expression libre est a la fois puissante, mobilisatrice, et intolerable pour la dictature."

suivra
AFP 010451 DEC 87

FRFR
FRA0032 4 P 0117 FRA /AFP-KT7A
Revue-presse fl111

PARIS -

"Dauphine libere" (Charles Debbasch)

''On ne traite pas avec les dictatures comme on pourrait le faire avec les democraties. L'affaire des otages le demontre. Le succes que vient de remporter le gouvernement Chirac l'illustre abondamment. La strategie suivie a ete composee de fermete, de discretion et de souplesse aussi... la souplesse (...) exigeait que dans une situation exceptionnelle l'on se gardat de tout blocage formel. Certes l'interrogatoire du juge Boulouque s'est deroule dans des conditions pour le moins inhabituelles mais il a eu lieu, les principes sont saufs, la vie des otages aussi. C'est un succes que vient de remporter le gouvernement.''

suivra

AFP 010451 DEC 87

FRFR
FRA0033 4 P 0119 FRA /AFP-KTAD
Revue-presse fl112

PARIS -

"La Charente libre" (André Mazières)

"Tout cela n'est pas très en accord avec les grands principes que l'on prétend défendre, mais l'opposition pense-t-elle que l'opinion va la suivre pour jeter la pierre au gouvernement à propos de sa démarche si celle-ci ne pêche pas vraiment par indignité, mais simplement peut-être par cynisme, et si surtout elle aboutit à la libération de tous les otages (...) la petite phrase du président est cependant grave au point de vue politique: elle témoigne que le chef de l'Etat se défie de la déviation que pourrait prendre la politique moyen-orientale du gouvernement, et qu'il est prêt à s'opposer à cette éventuelle déviation."

suivra

AFP 010452 DEC 87

FRFR
FRA0034 4 P 0128 FRA /AFP-KTR3
Revue-presse fl113

PARIS -

"l'Alsace" (Paul Feuermann)

"Le danger est que les juges, meme a leurs corps defendant soient amenes a se laisser influencer par l'amalgame qui se fait entre raison politique, raison d'etat et raison judiciaire, ce qui peut donner la facheuse impression que la justice commence a fonctionner a deux vitesses. La liberation de Wahid Gordji releve de la plus pure raison d'etat, celle d'un troc qui a pour seul merite de debloquer les rapports franco-iraniens et d'esperer la liberation des trois otages (dernier) Francais au Liban, mais dont la justice francaise, pas plus qu'iranienne ne sortent grandies. Au train ou vont les choses, les juges risquent a leur tour de devenir des otages... De la raison d'etat."

suivra

AFP 010452 DEC 87

FRFR
FRA0035 4 P 0128 FRA /AFP-KTR8
Revue-presse fl114

PARIS -

"Haute Marne liberee" (Dominique Pado)

"La dignite ou la reussite. Bien sur la formule est caricaturale, mais c'est un peu sur ce theme que, tout a trac, une polemique s'installe sur le troc.. (...) Cette methode n'est visiblement pas du gout de tout le monde. D'un cote il y a ceux qui sont presses d'en finir. De l'autre les rigoristes. Ainsi le chef de l'etat a affirme, hier, que ''le crime ne peut etre troque contre l'innocence''. La formule est tres belle, louable, moraliste a souhait, mais au point ou nous en sommes elle est helas a l'oppose de la realite des choses. De toute facon il y a longtemps - et c'est heureux que Paris et Teheran ne mettent pas les memes valeurs sur les deux plateaux de la balance."

suivra

AFP 010453 DEC 87

FRFR
FRA0036 4 P 0137 FRA /AFP-KTR9
Revue-presse fl115

PARIS -

"Ouest-France" (Patrick Le Banter)

"Délivrance de deux otages, espoir encore timide d'une libération des trois autres, retour à Paris du consul de France à Téhéran ... Autant de motifs de satisfaction. Mais satisfaction ambigue. Et qui ne pouvait être qu'ambigue: une démocratie, dès lors qu'elle traite avec le terrorisme ne peut oser prétendre sauvegarder à la fois ses intérêts, la morale et la justice. Entre un marché indigne et un troc peu glorieux mais acceptable, la frontière est mince. La France, pour récupérer sept de ses dix otages, a déjà beaucoup donné et consenti plus qu'elle n'eut souhaité. On veut espérer que la libération de Kauffmann, Fontaine et Carton, plus que jamais attendue, pourra désormais se faire "dans le respect de la dignité de notre pays"."

suivra

AFP 010454 DEC 87

FRFR
FRANN37 4 P N123 FRA /AFP-KT97
Revue-presse f1t16

PARIS -

"Courrier de l'Ouest" (Alain Paniau)

"François Mitterrand a ainsi déclaré hier qu'"on ne peut trouver le crime contre l'innocence", le chef de l'Etat pose ainsi, avec cette formule, de façon implicite, une condition incontournable à la normalisation des relations entre Paris et Téhéran. Voici les Ayatollahs de Téhéran prévenus. Mais également Jacques Chirac, s'il demandait au chef de l'Etat la grâce d'Anis Naccache, le Premier ministre porterait seul toute la responsabilité de vouloir "trouver le crime contre l'innocence". François Mitterrand s'était pourtant déclaré prêt naguère, à accorder cette grâce si tous les otages français étaient libérés. A-t-il aujourd'hui changé d'avis ?"

suivra

AFP N1N454 DEC 87

FRFR
FRANN38 4 P N153 FRA /AFP-KUN7
Revue-presse f1t17

PARIS -

"La Montagne" (Dominique Valet)

"'On ne peut pas trouver le crime contre l'innocence". En faisant, hier, cette observation, François Mitterrand, s'est-il borné à énoncer une remarque d'ordre général ou a-t-il voulu soulever publiquement une interrogation sur les conditions dans lesquelles l'Iranien Wahid Gordji a été autorisé à quitter la France ? Le Président de la République, passé maître dans l'utilisation des mots, s'exprime sans ambiguïté aucune, lorsqu'il le veut. Les réponses laconiques qu'il a données hier à TF1, peuvent être mises sur le compte de la prudence, jugée indispensable dans une affaire internationale particulièrement délicate. Mais elles peuvent aussi être interprétées, sinon comme un désaccord sur le fond, du moins comme une divergence de vues sur la manière dont le gouvernement a géré les derniers développements de la crise franco-iranienne."

suivra

AFP N1N455 DEC 87

FRFR
FRANN39 4 P N125 FRA /AFP-KUN6
Revue-presse f1t18

PARIS -

"La Presse de la Manche" (Daniel Lubert)

"En fait, au moment où nous vivons des moments peut-être décisifs pour le sort de nos otages, on peut regretter que les nécessités du combat politique empoisonnent tout, y compris la justice de ce pays. Tout comme il doit exister un consensus sur les moyens d'obtenir la libération des otages on doit également soutenir les magistrats qui instruisent, dans une ambiance de soupçon entretenue par les politiques, des dossiers particulièrement difficiles. De grâce, laissons leur le minimum de sérénité nécessaire à l'accomplissement de leur mission. C'est aux hommes politiques de veiller eux-mêmes aux limites de leur combat et d'éviter le mélange des genres."

suivra

AFP N1N455 DEC 87

FRFR
FRANN4N 4 P N154 FRA /AFP-KUN9
Revue-presse f1119

PARIS -

"Télégramme de Brest" (Jean-Yves l'Hemeau)

"Si l'on considère que la petite phrase prononcée par le chef de l'Etat s'applique à l'échange Gordji-Terri, l'énigme peut se résumer de la manière suivante : Gordji n'égale pas Terri, Naccache égale tous les otages, mais Gordji n'égale pas Naccache. Cela mériterait quelques explications que François Mitterrand jusqu'à présent n'a jamais fournies. Cela montre, en tout cas, combien ce type de négociations échappe aux normes diplomatiques ordinaires. Lorsqu'un Etat de droit négocie avec un Etat terroriste, il adopte des méthodes parfois qui échappent au droit. Dès lors le silence des négociateurs mérite d'être respecté. Mais le secret total n'est pas pour autant défendable, n'en déplaise à Michel Rocard qui, à force de vouloir paraître raisonnable, en vient à défendre la raison d'Etat et donc ce qu'elle couvre d'indicible."

suivra

AFP N1N45A DEC A7

FRFR
FRANN41 4 P N159 FRA /AFP-KU13
Revue-presse f1120

PARIS -

"Dernières Nouvelles D'Alsace" (Daniel Rist)

"Autant dire que le "coup", techniquement si bien réussi - qui peut s'en plaindre ? - de la "diplomatie secrète" du ministre de l'intérieur va entraîner de graves polémiques. François Mitterrand, "naturellement informé" des derniers développements, s'est montré très prudent, pour ne pas dire réservé.(...) Quand des vies sont en jeu, rien ne doit être négligé pour tenter de les sauver et tous les risques doivent être pris. Mais comment ne pas songer aux victimes et aux familles des victimes de la vague terroriste de 86 ? Et si, effectivement, Gordji avait eu une part de responsabilité dans ces horribles tueries ... Pasqua devrait avoir à rendre des comptes... à Pasqua. Graves, très graves questions. Les "lettres persanes" version 87 ne cessent-elles pas d'horribles lettres de cachet ... qui emprisonnent notre diplomatie et bâillonnent nos principes ?"

suivra
AFP N1N457 DEC A7

FRFR
FRANN42 4 P N144 FRA /AFP-KU16
Revue-presse f1121

PARIS -

"Le Républicain Lorrain" (Jacques Daniel)

"Tout le monde se réjouit de la récente libération des deux otages français, Y compris François Mitterrand. Ce dernier a pourtant pris hier quelque distance avec le processus de négociation qui a permis également de débloquer les relations entre Paris et Téhéran. Il est vrai que l'Elysée avait été tenu, dans une certaine mesure, à l'écart de cette première phase. (...) Surtout, le chef de l'Etat a voulu réaffirmer sa primauté en matière de politique étrangère. Notamment, en excluant "toute pression" sur l'attitude de la France dans le Golfe. C'est bien le piège. Avec le départ de Wahid Gordji, Paris a perdu sa principale monnaie d'échange. Contre un résultat qui est bien sûr loin d'être négligeable, mais que l'on aurait pu espérer plus "global". Qu'avons-nous désormais à offrir?"

suivra

AFP N1N45A DEC A7

FPFR
FRANN43 4 P N199 FRA /AFP-KU22
Revue-presse fl122

PARIS -

"Le Méridional" (Laurent Gilardinal

"MM. Mitterrand et Chevènement sont les derniers à pouvoir oublier, comme ils le font pourtant que de telles affaires ne se conduisent pas toujours avec la stricte morale en bandoulière. Cela dit, les citoyens de base .. qui ont droit à la naïveté.. peuvent à juste titre s'étonner du spectacle auquel on les convie. La vie et la liberté de nos compatriotes, détenus au Liban valent assurément qu'on se salisse un peu les mains. Il n'empêche. Cet homme, Gordji, que l'on nous présentait il y a quelques mois comme l'organisateur possible de cinq ou six attentats à Paris, ce faux diplomate dont l'audition par la justice française valait une guerre des ambassades, cet homme donc était si innocent qu'une brève entrevue avec le juge Boulouque a pu le laver de tout soupçon ? Le citoyen de base, en effet s'étonne. Puis, comme la naïveté est un droit qu'il exerce avec parcimonie, il se dit qu'après tout, la diplomatie secrète est faite de coups tordus plus que de franches poignées de mains. Et que si Charles Pasqua a su trouver une monnaie d'échange pour amener les Ayatollahs à céder, c'est déjà un progrès."

suivra
AFP N1N458 DEC 87

FPFR
FRANN44 4 P N115 FRA /AFP-KU29
Revue-presse fl123-der

PARIS -

"L'Est Eclair" (Bernard Fluy)

"Les socialistes n'ont pas tous fait preuve de la même prudence que M. Mitterrand. M. Joxpin parle de pression éventuelle sur la justice. En vérité, il est difficile de distinguer ce qui relève d'une réelle et compréhensible inquiétude devant d'éventuelles compromissions de la diplomatie conduite par M. Pasqua avec les Iraniens et ce qui exprime un dépit devant les résultats obtenus par le Ministre de l'intérieur et qui profiteront à M. Chirac. Si c'était un ministre socialiste qui avait réussi à faire libérer des otages, M. Mitterrand aurait sans doute manifesté une autre joie. Comme c'est dommage..."

rh/mhi/mg

AFP N1N459 DEC 87

CONSULAT GENERAL D'ISRAEL

הקונסוליה הכללית של ישראל

מרסיי, יא' בכסלו תשמ"ח

02 בדצמ' 1987

261.1 - 1076

אל: איירופה 1

עיתונות

מאת: הקונסוליה הכללית, מרסיי

הנדון: קטעי עתונות

במצורף קטעי העתונות מתוך העתונים "לה פרובנסיאל" ו"לה מרדיונל" היוצאים לאור באזורנו, נעביר אליכם מדי שבוע.

אם יש לכם הערות בנושא, אנא,

ב ב ר כ ה,

גב' ירנה אבן

CONSULAT GENERAL DE FRANCE MARSEILLE

MONDE 18.11.87
le Méridional

CAMP DAVID : IL Y A DIX ANS

En novembre 77, l'arrivée à Jérusalem d'Anouar El-Sadate, ouvrait la porte à tous les espoirs. Un voyage, qui, malheureusement n'a pas entrainé les lendemains que l'on attendait

Il y a dix ans, le 19 novembre 1977, le président égyptien Anouar el-Sadate arrivait à Jérusalem. En dépit du relatif échec des espoirs qu'il avait alors fait naître chez certains, ce voyage restera, dans un Proche-Orient sensible aux mythes et aux gestes, la première mise en cause du tabou absolu imposé par le monde arabe à tout contact avec l'"ennemi sioniste".

Dix ans plus tard, l'Egypte estime que les accords égypto-israélo-américains de Camp David --résultat concret de cette première prise de contact entre Sadate et les dirigeants isréliens-- "sont morts et enterrés". Mais en même temps, le monde arabe a admis implicitement, par la voix du récent sommet d'Amman, qu'un pays arabe pouvait avoir à la fois des liens avec Israël et avec les autres pays arabes.

Le 9 novembre 1977, Anouar el-Sadate, qui devait être assassiné en octobre 1981, déclare devant le Parlement égyptien: "Je suis prêt à rencontrer les dirigeants israéliens chez eux, à la Knesseth". Six jours plus tard, il y est invité officiellement par les dirigeants israéliens, qu'il avait contactés secrètement quelques semaines auparavant par l'intermédiaire du Maroc et de la Roumanie.

Sadate séjournera à Jérusalem jusqu'au 21 novembre 1977, s'entretenant à plusieurs reprises avec le Premier ministre isrélien de l'époque, Menahem Begin, s'adressant à la Knesseth aux députés israéliens, priant à la mosquée al Aqsa et rencontrant les prélats chrétiens au Saint Sepulcre.

A un moment où toute perspective de poursuite du processus de règlement, commencé en 1974, était bouchée, écrit l'universitaire Jean Pierre Derriennic, "l'initiative de Sadate avait pour objectif d'obliger les dirigeants israéliens à bouger, en suscitant des pressions exercées sur eux par une partie de leur population et par le gouvernement américain".

Mais il faudra encore seize mois de négociations où le président américain Jimmy Carter devra peser de tout son poids, pour que Sadate et Begin signent le 26 mars 1979 un traité de paix, paraphé par Jimmy Carter en qualité de témoin.

Si cet anniversaire va être largement commémoré en Israël, où déjà la presse multiplie articles et suppléments rappelant l'événement, l'Egypte le passe au contraire totalement sous silence.

Un des collaborateurs du président Sadate refera toutefois le voyage qu'il avait déjà fait en 1977, Moustapha Khalil, à l'époque secrétaire général du parti au pouvoir, l'Union Socialiste arabe, puis Premier ministre du "gouvernement de paix" formé après les accords de Camp David. M. Khalil participera notamment aux côtés de plusieurs personnalités israéliennes à un colloque sur la "signification historique de la visite de Sadate".

Interrogé par un quotidien israélien, il a notamment estimé que "les Etats arabes qui viennent de renouer avec l'Egypte après le Sommet arabe d'Amman, ont reconnu de facto l'accord de paix israélo-egyptien" qui avait fait suite à cette visite.

A l'exception du problème toujours en suspens de l'enclave de Taba, --à proximité du port israélien d'Eilath et que les deux pays ont décidé de soumettre à un arbitrage international-- les aspects proprement bilatéraux des accords de Camp David ont été remplis par l'Egypte et Israël. Et en juillet dernier la visite en Israël du ministre égyptien des Affaires étrangères Abdel Meguid --la première de ce niveau depuis cinq ans-- a permis d'atténuer la "paix froide" qui semblait caractériser les relations entre le Caire et Jérusalem.

Mais, fait-on valoir au Caire, les Israéliens n'ont jamais mis en oeuvre la partie des accords concernant l'autonomie palestinienne, tandis que le vrai débat est maintenant celui qui porte sur une éventuelle conférence internationale.

Les deux têtes de la coalition gouvernementale au pouvoir aujourd'hui en Israël continuent, pour leur part, à s'opposer sur cette conférence internationale. Si le travailliste Shimon Pérès y est favorable, le Premier ministre Yitzhak Shamir reste partisan d'accords séparés du type Camp David.

Mais quel que soit l'avenir, le rapprochement israélo-égyptien a survécu aux années malgré les difficultés, et depuis 1980 prés d'un demi-million d'Israéliens ont pu se rendre en Egypte.

Begin, Carter, Sadate. On pensait que le premier pas vers la paix venait d'être franchi

Le pèlerin solitaire

Il était seul contre tous. Ce qui donna plus de poids, plus de force à son courage. Il a osé, défiant ainsi l'ostracisme et l'intransigeance, voire la haine des pays dits frères qui refusaient le premier pas.
Comment en effet balayer, par le miracle de Camp David, quelque trente ans de luttes avec ce voisin dont on n'admettait point qu'il luttât pour son existence, sa survie. Comment en effet balayer près de vingt années de règne nassérien faites d'intolérance et d'appels à l'agression permanente. Le voyage à Jérusalem revêtait un double symbole. Celui de la reconnaissance de l'Etat d'Israël, celui avant tout d'une volonté commune de trouver un terrain d'entente. Et le visage étonné, puis bouleversé d'Anouar El-Sadate s'inclinant devant le mausolée des martyrs de l'Holocauste laissait entrevoir, à travers le geste, le début d'une autre époque.
Il n'était certes pas encore question de paix. On voulait, cependant, ne plus parler de guerre. Ne fût-ce que quarante-huit heures durant. Hélas, l'homme du Caire resta solitaire. Il paya même de sa vie une témérité que d'aucuns qualifièrent de folie.
La colombe de Camp-David a stoppé son vol. Mais l'ombre du pèlerin plane toujours sur le Proche-Orient.

Guy HERNANDEZ

L. MERIDIONAL
15.11.87

MASSALIA
HEBRAICA
Rubrique animée par Me Joseph CHOUKROUN

CONSULAT GENERAL D'ISRAEL
קונסוליה כללית של ישראל

VENDREDI 13 OU LE PROBLEME DE LA FOI ET DE LA SUPERSTITION

קונסוליה כללית של ישראל
מרסיל
MARSEILLE
CONSULAT GENERAL D'ISRAEL

Le calendrier nous fournit aujourd'hui le motif d'un commentaire comparatif sur la foi et la superstition. Abraham Heshel, dans son magistral ouvrage D. en quête de l'Homme « écrit » : La foi est sensibilité, compréhension, engagement et lien... ajoutant que ce n'est pas quelque chose d'achevé une fois pour toutes, car c'est une attitude que l'on peut gagner... et perdre...

Sans méconnaître que le doute peut, de temps à autre, saisir le croyant le plus ferme et le plus sincère dans ses convictions, notre éminent Rabbin-Philosphe s'interroge : L'homme, avec l'aide de son esprit et de son expérience, peut tendre vers le Dieu caché... mais, comment sait-il s'il s'agit là de Dieu ou d'une valeur personnifiée ? et à supposer que cette recherche allant de l'homme vers Dieu le trouve effectivement, sommes-nous sûrs que Dieu nous rencontre ?

Si l'on regarde les indications figurant sur les dictionnaires, au regard du mot « superstition », qu'y trouve-t-on généralement : déviation du sentiment religieux, crainte et ignorance prêtant un certain caractère sacré à de vaines circonstances. Alain, le philosophe français, déclare « La superstition est naturelle à l'homme, je la crois même indestructible en un sens. On y lit aussi dans les dictionnaires : croyances à de vains présages tirés d'événements purement fortuits ; attachement non justifié à quelque chose... avoir la superstition des chiffres, des diplômes, etc... Il y a aussi des références aux rites, aux tabous, à l'aninisme, au fétichisme, au polythéisme, aux événements surnaturels.

L'étude des textes bibliques

Pour ce qui nous concerne, il est sûr que le problème de la foi ne saurait se dissocier de celui de l'étude continue des textes bibliques et prophétiques qui relatent les diverses expériences collectives et individuelles qui nous servent de références. Et comment interpréter autrement que par une continuelle « Présence de D. » le récit de la Génèse, l'histoire de la vie d'Abraham, celle d'Isaac et de Jacob... les tribulations du peuple juif en Egypte d'abord, avec l'Evénement du Sinaï suivi des quarante années de traversée du désert... avec pour guide la nuée le jour et la boule de feu la nuit...

Voici en quelques lignes comment « Abraham Heschel » définit pour ce qui le concerne personnellement l'expérience de la révélation : « La plupart d'entre nous ont découvert au cours de leur existence qu'il existait des formes de connaissances autres que celles de la spéculation et de l'observation. En vivant selon l'émerveillement de la sagesse qui se dévoile de manière constante, nous ressentons parfois comme l'écho d'une voix, perçant le silence, cherchant vainement à attirer notre attention. Nous nous sentons parfois appelés, sans savoir par qui, contre notre gré, terrifiés par le pouvoir que prennent soudain nos paroles, nos actes et nos pensées.

Assemblée générale du Maguen David Adom

Mme Yana, présidente de l'Association « Maguen David Adom » (La Croix-Rouge Israélienne), nous prie de faire savoir que l'assemblée générale de son association se tiendra au 116, boulevard Françoise-Duparc à Marseille, le dimanche 15 novembre, à 15 heures. Il est rappelé à cet égard que l'association locale a participé à la construction du Centre médical d'Acco (Saint-Jean-d'Acre), lequel a ouvert ses portes le 27 mai 1986. Un nouveau projet a tout de suite été mis en route : le mini-hôpital de HATSOR, ville frontière libano-syrienne, indispensable aux habitants de cette ville. Un premier transfert de 20.000 F a été effectué au cours du premier semestre 1987. Un second versement doit être effectué avant la fin de l'année. Appel est lancé à toute la communauté (adhérents ou non) pour participer à cette œuvre d'utilité et de charité publiques. Les chèques à l'ordre de M.D.A. peuvent être adressés au siège de l'Association, chez Mme Yana, 116, boulevard Françoise-Duparc.

454, Rue Paradis - 13008 Marseille - Tél. 91 77 39 90

CONSULAT GENERAL D'ISRAEL

הקונסוליה הכללית של ישראל

MARSEILLE
CONSULAT GENERAL D'ISRAEL

Rencontres

MARSEILLE

● **Les Dix jours de la culture Juive à l'Espace Julien**, du **samedi 21 novembre au mercredi 3 décembre**: Outre la soirée inaugurale Concert Gitlis du 21, ce **dimanche 22**, dès **9h30**, Forum de la Jeunesse Juive, à **18h30**, Musique traditionnelle et classique judéo-arabe, avec **Charly El Maghribi**, accompagné par **Maurice Médioni et son orchestre**, - **lundi 23**, cinéma, **Jacob le Menteur**, **20h30**, suivi d'un débat dirigé par **Annie Goldmann**.

MUSIQUE

GITLIS ET SON VIOLON INTERNATIONAL

Ivry Gitlis donne son premier concert à 7 ans et sort Premier Prix du Conservatoire National de Musique de Paris à 12 ans. Il a joué en solistes avec les formations les plus prestigieuses du monde entier (Philharmonique de New-York, de Berlin, de Vienne, de Philadelphie, d'Israël...). Son violon est connu des grandes salles de concert, aux endroits les plus humbles où il aime à porter sa musique. Artiste prestigieux, **Ivry Gitlis**, c'est aussi un homme universel, qui a toujours mis son talent et son coeur au service des plus grandes causes.

Accompagné par **Yves Henri** (piano), pas étonnant qu'il n'ait accepté d'ouvrir les **"10 jours de la Culture Juive"**.

- A Marseille, ce samedi 21, à l'Espace Julien.

LE HERIDIONAL

18/11/87

454, Rue Paradis - 13008 Marseille - Tél. 91 77 39 90

CONSULAT GENERAL D'ISRAEL

MARSEILLE
CONSULAT GENERAL D'ISRAEL

RESTAURANT

Il y en a deux en France...

LE LOTUS DE NISSAN : UN « CHINOIS-CACHER »

Au chapitre des découvertes de l'année, je vous parlerai aujourd'hui d'un restaurant « chinois » peu banal, car il présente une cuisine asiatique, strictement « cachère » et contrôlée en permanence par le Grand Rabbinat de Marseille.

Cet établissement « Le Lotus de Nissane », est le second en France, le premier étant à Paris. L'un comme l'autre ont été d'ailleurs créés par Raspail Bettiti, Guy Fitoussi et un groupe d'hommes de bonne volonté. Leur but : mettre à la portée de tous les pratiquants de la Casherout, une table aux goûts nouveaux tout en respectant les principes incontournables des lois alimentaires. Les Juifs de la stricte observance pourront donc approcher et découvrir en toute confiance quelques « classiques » culinaires asiatiques ou bien leur adaptation, leurs variantes réalisées avec des produits irréprochables tant sur le plan religieux que pour leurs qualités gastronomiques.

Pour l'autre clientèle, venant de tous horizons et de toutes confessions, reçue au « Lotus de Nissane », certains trouveront parfois à l'approche des mets, des goûts légèrement différents que ceux présentés par la cuisine non cachère asiatique. Mais ces derniers pris dans leurs entiers s'inscrivent bien dans le contexte à « la chinoise ».

A remarquer qu'aux « Lotus de Nissane » autant celui de Paris que de Marseille, la cuisine présentée est réalisée entièrement par des Asiatiques. Le tour de main, le secret, la tradition et les multiples splendeurs sont présents donc dans l'assiette.

Pour les non pratiquants, pour les non-juifs, sachez que vous ne trouverez point ici de plats à base de crustacés, fruits de mer, anguilles, raie, mollusques, reptiles ou bien encore porc, lapin, cheval, etc. Cependant, la carte comprend plus de 80 recettes originales ou « chinisées » à base de bœuf, de veau, de poulet, de canard, etc. Bref, vous n'avez que l'embarras du choix. Quant à la « cachérisation », c'est tout simplement une façon d'apprêter les viandes permises. Si vous êtes un esprit curieux, ouvrez donc un Saint Livre et lisez le chapitre intitulé « Le Lévitique ». N'oubliez pas qu'il est écrit : « Frappez et on vous ouvrira... ».

J'ai passé ici un moment agréable, hors du temps, tout en goûtant des entrées cuites à la vapeur suivies d'un canard laqué, d'un poulet sop-suej et pour terminer, d'une délicieuse soupe chinoise.

Le service asiatique est feutré et attentif. Quant à la musique, elle est partagée entre quelques chants — traditionnels de Chine, du Vietnam — entrecoupée par des airs du vieux pays. Il faut noter aussi que l'addition est légèrement plus chère 10 à 15% que dans un restaurant « chinois » classique, cela vient que les produits cachers sont nettement plus chers à l'achat. Mais elle reste cependant fort correcte, de l'ordre de 90 à 140 F par personne (thé ou vin cachers compris). Et là il y en a de fort bons... tant parmi les bordeaux rouge ou blanc, des côtes du Rhône, les bourgogne, les rosés et les bl[illegible] d'Alsace.

Bref, « Le Lotus de Nissane » (nom d'un mois en hébreux qui veut dire « miracle » où l'on fête Pessah, est une réussite et dans son registre fait honneur aux bonnes tables de la cité.

Fermé pour le Sabbat (vendredi soir au samedi soir, et les fêtes juives) ouvre le samedi soir et les autres jours matin et soir. Il est prudent de réserver.

Le Lotus de Nissan 94, cour Julien 13006 Marseille - Té 91.42.61.60

LE HÉRIDIONAL

18/11/87

CONSULAT GENERAL D'ISRAEL
MARSEILLE
CONSULAT GENERAL D'ISRAEL
חקונסוליה כללית של ישראל

LE MERIDIONAL 19-11-87

Israël

UN PROCES FAUTE DE DEBAT

Un des invités des "dossiers de l'écran" envisage de saisir la justice et les instances politiques

Un des invités des "dossiers de l'Ecran" diffusé mardi soir sur Antenne 2, Abdel Wahab Darawisha, député travailliste israélien d'origine arabe, a déclaré hier qu'il "envisageait de saisir la justice et les instances politiques à la suite du préjudice moral qu'il a subi" du fait de sa mise à l'écart de cette émission.

L'émission avait pour thème "Juifs et Arabes en Israël".

"Antenne 2 m'a informé deux heures avant le début de l'émission que je ne figurais plus parmi les invités, alors que j'avais donné mon accord pour débattre avec des journalistes français. C'est un comportement révoltant et irresponsable qui porte atteinte à ma dignité personnelle et à celle du public que je représente", a-t-il déclaré.

M. Darawisha a "déploré le fait qu'une occasion ait été perdue d'offrir une tribune pour un dialogue israélo-palestinien".

De son coté, Ovadia Soffer, ambassadeur d'Israël en France, "a déploré que les pressions exercées par l'OLP sur les organisateurs du débat prévu hier soir aux Dossiers de l'Ecran aient amené à l'annulation de la participation israélienne à ce débat".

"La raison donnée à cette annulation, c'est à dire l'absence de participation palestinienne, n'est pas acceptable du point de vue israélien", a-t-il conclu.

Armand Jammot, producteur des Dossiers de l'écran et Charles Villeneuve, animateur de l'émission, entourent Yael Dayan, fille de l'ancien chef d'état-major israëlien, qui a déclaré avoir été empêchée par la direction d'Antenne 2 de participer au débat « Arabes et Juifs en Israël », faisant suite à la diffusion du film « Hanna K ».

454, Rue Paradis - 13008 Marseille - Tél. 91 77 39 90

קונסוליה כללית של ישראל
מרסיל
MARSEILLE
CONSULAT GENERAL D'ISRAEL

הקונסוליה הכללית של ישראל

CONSULAT D'ISRAEL : UNE RELEVE ARTISTIQUE

Successeur d'Itzaak Michaeli, qui a reçu, à l'occasion de son départ, la médaille de la ville, David Yehuda Soussana mariera l'Art à la diplomatie

M. Itzaak Michaeli (à gauche) en compagnie de son successeur M. David Yehuda Soussana (à droite). (Photo Louis SERAFINI).

Il ne voulait pas repartir à Jérusalem sans la médaille de la ville de Marseille. C'est Itzaak Michaeli qui l'a avoué lui-même hier soir à l'Hôtel de Ville, lors de la réception donnée en son honneur.

Il faut dire que les tournants de sa route diplomatique ne l'ont pas amené chez nous par hasard.

"Depuis l'âge de 16 ans, j'ai toujours eu l'occasion de faire des choix. Pourtant, arrivé à la pré-retraite lorsque j'ai appris qu'un poste se libérait à Marseille, j'ai tout de suite demandé à ce qu'il me soit confié. Je dirai même que, négligeant les usages en la matière, j'ai beaucoup insisté..."

S'adressant à ses amis, M. Michaeli a modestement évoqué quelques épisodes de sa vie, parmi lesquels une partie de son action humanitaire à Port-de-Bouc et, dans un registre plus gai, ses nombreuses activités consulaires.

" C'est à Marseille que je dois les moments les plus agréables de ma vie diplomatique. Mon contact avec différents publics et communautés mais aussi mes relations avec les hommes politiques de cette région ont été très passionnants. J'étais partout, c'est vrai. Mais je pensais que c'était là mon devoir. Le meilleur moyen de faire connaitre et apprécier Israël."

La relève... artistique

Si Itsaak Michaeli pense avoir négocié au mieux ce dernier virage dans sa vie de diplomate, M. David Yehuda Soussana n'en est pas moins ravi de démarrer la sienne. Une fois n'est pas coutume, le successeur de M. Michaeli au poste de Consul général d'Israël est un artiste peintre. Il fut d'ailleurs président de l'association des artistes peintres dans son pays.

Si le mariage de l'art et de la diplomatie n'est pas chose courante, il sera sans doute néanmoins chose aisée à M. Soussana qui apparait, d'ores et déjà, dans son élément.

Valérie LEYDET

CONSULAT GENERAL D'ISRAEL

קונסוליה כללית של ישראל

provençal

Le sharon détrône le kaki

Ce nouveau fruit israélien sera présenté vendredi au M.I.N. des Arnavaux

Le port de Marseille reste toujours le point de passage obligé de l'exportation des primeurs et agrumes d'Israel à destination de l'Europe. Par nos quais transitent les fruits classiques. Depuis quelques années, les chercheurs agronomes israéliens se sont penchés sur de nouveaux produits pour, marketing oblige, accrocher la curiosité des consommateurs.

Voilà que Carmel met sur le marché européen le dernier-né de ces recherches: le sharon fruit carmel, un produit qui a déjà été testé l'an passé, plus de 400 tonnes ayant été importées.

Le sharon fruit carmel est un fruit de saison appartenant à la famille des plaqueminiers. Il rappelle le "kaki" dont il est le cousin éloigné. Il est sans pépin, se croque comme une pomme. Sa chair est dense et sucrée.

La campagne 87/88 sera lancée vendredi matin au Marché d'Intéret national des Arnaveux. Le box de la Compagnie Fruitière accueillera la profession et les représentants Agrexo France de 6 à 9 heures pour faire plus ample connaissance avec la dernière création agrumière d'Israël.

Pour satisfaire les curieux, son nom, sharon, ne vient pas d'un certain général mais tout simplement d'une vallée où il est cultivé, entre Tel Aviv et Haiffa.

454, Rue Paradis - 13008 Marseille - Tél. 91 77 39 90

LE MERIDIONAL
23.11.87

Les dix jours de la culture juive

AFFIRMER SON IDENTITÉ

Depuis le 21 novembre et jusqu'au 2 décembre, l'Espace Julien propose les dix jours de la "Culture Juive" qui ont été inaugurés samedi soir par un récital exceptionnel

CONSULAT GENERAL D'ISRAEL

S'ouvrir aux autres, se faire connaître. Telle pourrait être la devise des organisateurs des "Dix Jours de la Culture Juive" qui se tiennent actuellement à l'Espace Julien, pour la quatrième année consécutive. Car de fait, la culture juive recèle une foule d'aspects inconnus. Qui sait, par exemple, que l'affiche symbolisant ce festival est la reproduction d'un parchemin du XIIIe siècle? Et que le cheval y étant représenté figure la lettre "aleph", le "A" dans l'alphabet hébreu. Le début de toute chose...

Inaugurés samedi soir par un récital exceptionnel du violoniste israélite Ivry Gitlis, ces dix jours sont l'occasion de découvrir des facettes ignorées du monde juif, comme les liens entre les différentes communautés issues de la Diaspora. Ce qu'a d'ailleurs tenu à souligner un des oraganisateurs, M. Daniel Sperling, secrétaire général du PACUEJ (1): *"Le choix des spectacles a été conçu de façon à créer un trait d'union entre les différents courants de notre communauté, tout en offrant à l'égard d'autres cultures, l'ouverture indispensable pour sa perception universelle."*

Lors de son discours inaugural, M. Sperling a également tenu à remercier *"la Caisse d'Epargne Ecureuil des Bouches-du-Rhônes, sans qui rien n'aurait pu se faire."*

Au cours de cette soirée de gala placée sous la présidence de M. David Yehoude Soussana, consul général d'Israël à Marseille, les nombreux spectateurs ont pu découvrir avec émotion l'immense talent d'Ivry Gitlis, soliste dans les formations les plus prestigieuses comme le Philharmonique de New-York, de Berlin, de Vienne, de Philadelphie ou encore d'Israël, qui a interprété des oeuvres de Schubert, Bartok, Mendelsohn, Kriesler et Sarasate.

A la suite de cette soirée de gala de samedi, s'est déroulé hier le forum de la jeunesse juive, avec au programme un débat de qualité sur le thème de "l'effet Le Pen", animé par Paul Amar, journaliste politique à A2.

Aujourd'hui, les "Dix jours de la Culture Juive" proposent à 20h30, une soirée cinéma avec le film de l'Allemand de l'Est Franck Beyer: "Jacob le Menteur", datant de 1978 et retraçant la vie dans le ghetto en 1943.

Les personnalités

Parmi les nombreuses personnalités qui ont assisté samedi soir au récital d'Ivry Gitlis, on remarquait la présence de MM. Robert Vigouroux, Maire de Marseille, Bernard Jacquier, conseiller régional représentant Jean-Claude Gaudin, président du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, Emil Weiss, directeur du Festival International de la Culture Juive. Par ailleurs, l'ensemble de la communauté juive était représenté par MM. le grand rabbin Israël Salzer, Clément Yana, président de Radio JM et par Mme Guenoun, représentant le Président du Consistoire Israélite de Marseille.

Une foule importante a assisté à l'inauguration des "Dix Jours de la Culture Juive". A la tribune, on reconnaît de gauche à droite, Daniel Sperling, David Yettouda Soussana, consul général d'Israël, Gérard Bismuth, président du PACUEJ et Emil Weiss, directeur du festival. (Photo DR)

LES DIX JOURS
DE LA
CULTURE JUIVE
ESPACE JULIEN
LUNDI 23 NOVEMBRE : Cinéma
20 h. 30 : « JACOB LE MENTEUR »
Soirée organisée par l'Association Bnai Brith sur le thème « le rôle de l'audiovisuel dans la transmission de la mémoire de la SHOAH ».
Débat dirigé par Annie Goldmann.
MARDI 24 NOVEMBRE : Cabaret
20 h 30 : « Au pays des langues juives »
Interprété par TALILA, Ben ZIMET, Rachel SALIK
Tadek LOCZANSKI, Patrick MICHAELIS, Carlos ANDREU
454, Rue Paradis - 13008 Marseille - Tél. 91 77 38 00

LE PROVENÇAL - 23-11-87

הקונסוליה הכללית של ישראל

Ivry Gitlis, l'unique

Ce n'est assurément pas un récital comme les autres qui a ouvert, samedi, les *Dix jours de la culture juive*, à l'*Espace Julien*. Et ce récital n'était pas du tout comme ceux qu'**Ivry Gitlis** a l'habitude de donner. D'ailleurs l'auditoire (très nombreux) n'était pas non plus celui des récitals habituels. Il se composait essentiellement de membres de la communauté israëlite de Marseille. Un public avec lequel le violoniste se sentait en totale communion. Aussi il en profita pour bavarder familièrement entre les oeuvres au programme, parfois interpellant un spectateur. Il le fit avec esprit, parfois drôlerie. Ce qui n'avait rien d'étonnant puisqu'il s'adressait à de vieux amis. Des amis de plusieurs milliers d'années (ça en fait des souvenirs en commun...).

Après une petite heure de discours officiels par diverses personnalités, on fit place à la musique.

Ce fut d'abord la *Sonatine D. 408* de **Schubert**, que le célèbre virtuose, dont la fantaisie, l'esprit semblent apparentés à celui des Tziganes, présenta selon sa poésie personnelle...

Et il rajouta un peu d'ambiance rhapsodique à la *1ère Rhapsodie* de **Bartok**. Un très bon musicien a tenu la partie de piano: **Yves Henri**.

C'est dans la seconde partie de la soirée qu'**Ivry Gitlis** fut le plus brillant, le plus captivant. La musique et les commentaires formaient un tout savoureux. Les oeuvres choisies étaient courtes, certaines très populaires, appartenant généralement à ce répertoire-bouquet d'où les concertistes tirent quelques fleurs pour les offrir en bis au public: plusieurs pièces de **Kreisler**, dont *Lieber Freud*. Cela était si bien venu, joué avec tant de brio, de liberté, de bonheur (celui de faire simplement de la musique) que le public ne laissa pas s'en aller **Ivry Gitlis**, qui donna plusieurs bis du même caractère, dont les *Airs bohémiens* de **Sarasate**, *Malaguena* d'**Albeniz-Kreisler**. En début de seconde partie, nous avions entendu également *Nigun* d'**Ernest Bloch**, pièce sur des airs populaires, et une improvisation sur une chanson, d'**Ivry Gitlis** lui-même (qui, déjà tout jeune, adorait improviser).

C'est **M. Gérard Bismuth** président du P.A.C.U.E.J., qui ouvrit la soirée. Il rappela les buts de ces *Dix jours e Culture juive*, puis il passa la parole à de nombreux orateurs, dont **M. Robert P. Vigouroux**, maire de Marseille. A la table d'honneur se trouvait également le nouveau consul général d'Israël à Marseille, son excellence **David Yeouda Soussana.**

El Maghribi et ses musiciens

Et hier, ce fut un concert de musique traditionnelle judéo-arabe qui a été donné par le chanteur **Charles El Maghribi**, accompagné par l'orchestre de **Maurice Medioni**. Ces musiciens jouent sur des instruments modernes, mais dont s tirent des effets orientaux. Le ioloniste tient souvent son instru- ent droit sur le genou joue ans vibrato.

Dans la salle, il y avait sans loute beaucoup de gens venus de 'autre côté de la Méditerranée, ce ue j'ai crû reconnaître à leur fa- on de vivre corporellement la mu- ique traditionnelle. Les femmes surtout, commençèrent à danser sans quitter leur sièges, puis plusieurs se levèrent, et quelques-unes quittèrent leurs places, pour évoluer dans les allées.

J'ai maintes fois regretté que la plupart des Européens aient perdu depuis longtemps cette spontanéité, cette immédiateté de la traduction corporelle de la musique, ce qu'on devine souvent, hélas! en écoutant leurs interpr ions (sans vie authentique, sans sincérité) des chefs-d'oeuvre échelonnés à travers les siècles...

Jean ABEL

A l'issue du concert: de gauche à droite (au premier plan), André Smadja, vice président de la Communauté d'Aix, Gérard Bismuth, Président du PACUEJ, Ivry Gitlis et Yves Henri; derrière, Emil Weiss, directeur du Festival International de la Culture Juive, Nicole Berkowitz et Daniel Sperling, secrétaire général du PACUEJ. (Photo Yohan Brandt)

454, Rue Paradis - 13008 Marseille - Tél. 91 77 39 90

454, Rue Paradis - 13008 Marseille - Tél. 91 77 39 90

LE PROVENÇAL N- 87

CONSULAT GÉNÉRAL D'ISRAEL
הקונסוליה הכללית של ישראל

A l'appel de l'ACEFI, au Pharo

MANIFESTATION DE LA COMMUNAUTE JUIVE

De droite à gauche, on reconnait, MM. Serge Klarsfeld, David Soussana, Rolland Anselem, le grand rabbin Sitruck et Robert Vigouroux. (Photo Jean Pagano)

Salle comble au Palais du Pharo, qui réunissait les membres de la Communauté Juive, répondant à l'appel du Comité Marseillais de l'Association de Coopération Economique France-Israël (ACEFI).

Les orateurs ont été présentés par Me Rolland Amsellem, président à Marseille de l'Acefi.

Intervention marquante, celle du nouveau Consul Général d'Israël à Marseille M. David Yehuda Soussana, dont c'était la première manifestation publique, accompagné de son épouse.

Me Serge Klarsfeld, présent à cette manifestation, qui a présenté les excuses de son épouse Béate Klarsfeld, retenue aux Etats-Unis, à l'ONU, à l'occasion de l'ouverture des archives de la 2è guerre mondiale. Serge Klarsfeld a rappelé l'action menée, avec sa femme, à travers le monde, non seulement à la recherche des criminels de guerre mais surtout pour défendre la vérité de l'Histoire.

Egalement M. Robert Vigouroux, maire de Marseille, a souligné combien il était heureux d'avoir, une fois de plus, eu la présidence d'honneur de cette manifestation de qualité. Celle-ci était placée sous le signe du 40ème anniversaire de l'Etat d'Israël. La première d'une série organisée à cette occasion.

Le maire a également rappelé les liens étroits qui ont toujours existé entre Marseille et l'Etat d'Israël et notamment par l'intermédiaire d'Haïfa, ville jumelle à la nôtre.

La soirée a été clôturée par une intervention du grand rabbin Sitruk.

C450130

CONSULAT GENERAL D'ISRAEL
הקונסוליה הכללית של ישראל

LE PROVENÇAL - 23-11-87

Espace Julien

LA JEUNESSE JUIVE EN FORUM

Dans le cadre des dix jours consacrés à la culture juive présentés par le Pacuej (association régionale Provence Méditerranée art et culture juive) et le Ficj, l'union des étudiants juifs de France et le département éducatif de la jeunesse juive (Dejj) organisaient hier à l'Espace Julien le forum de la jeunesse juive.

Le Dejj, dirigé au niveau départemental par Jacques Bacouche, a été créé en 1962 pour venir en aide aux milliers de juifs rapatriés d'Afrique du nord. Des éducateurs bénévoles ont pris en charge ce mouvement où la jeunesse est reine. Ils sont 700 sur Marseille à avoir adhéré au Dejj. Du pratiquant à l'agnostique, du sioniste au non sioniste, ce mouvement à l'esprit profondément pluraliste laisse la parole aux jeunes. Ce sont eux qui ont organisé ce forum, de la conception de la maquette de présentation à la séléction des conférenciers invités à participer aux différents débats.

Cinq commissions se sont tenues, dont les thèmes étaient divers: les jeunes juifs et la société, leurs rapports avec les institutions communautaires, le judaïsme et l'engagement politique, sa modernité et [illegible]

Séances animés

Chaque commission tenait un débat ouvert, mené par un conférencier. Des séances houleuses, où la bonne humeur et la fraternité dominent avant tout, et où les plus âgés en apprennent finalement autant que les jeunes.

La séance pleinière du matin était tenue par des conférenciers aussi prestigieux que Marc-Alain Ouakin, écrivain, docteur en philosophie, Claude Laloum, directeur du département jeunesse de l'agence juive de Jérusalem, Haïm Hatsits, de celle de Paris, Joseph Sitruk, grand rabbin de France, et Maurice Aziza, membre du conseil national du fonds social juif unifié.

600 personnes

Enfin, à 17 H, un conférencier non moins prestigieux engageait le débat sur le thème: l'effet Le Pen, la montée de l'extrême droite et ses implications. Il s'agit de Paul Amar, rédacteur en chef, éditorialiste et responsable politique d'Antenne 2, qui a accepté avec la plus grande gentillesse cette invitation que les jeunes avaient lancé avec tant d'enthousiasme.

Le public était venu nombreux à ce forum: on pouvait compter le matin même plus de 600 personnes dans la grande salle de l'Espace Julien. Les jeunes avaient rude-

CONSULAT GENERAL D'ISRAEL

הקונסוליה הכללית של ישראל

LE PROVENÇAL 24.11.87

Racisme

LA LICRA SATISFAITE DU RAPPORT HANNOUN

La LICRA a indiqué hier qu'elle a "pris connaissance avec satisfaction" du rapport de Michel Hannoun sur le racisme et les discriminations en France. "Ce rapport reprend en effet les grands thèmes qu'a toujours défendus la LICRA sur les problèmes d'éducation pour mieux combattre les discriminations raciales, les sanctions des délits et des crimes racistes, l'intégration des travailleurs immigrés dans la communauté nationale", souligne la Ligue qui "souhaite que le gouvernement adopte le plus rapidement possible les conclusions du rapport du député Hannoun".

Quant à Harlem Désir, il a estimé que "le rapport rentre dans le détail et fait des propositions concrètes qui devraient être contraignantes", et dont le contenu devrait être "mis en chantier extrèmement rapidement" avant les présidentielles.

454, Rue Paradis - 13008 Marseille - Tél. 91 77 39 90

LE PROVENÇAL

Jeudi 26 novembre 1987

CONSULAT GENERAL D'ISRAEL

הקונסוליה הכללית של ישראל

Israël
Un commando en delta-plane attaque un camp militaire

Un commando venant du Liban à bord de delta-planes a attaqué hier soir le camp militaire israélien de Guibor, près de la localité de Kyriat Shmona à la frontière nord d'Israel, a-t-on appris de source militaire israélienne.

Les assaillants ont atterri vers 22 heures locales (20H00 GMT) à l'intérieur du camp et ont aussitôt ouvert le feu.

Selon des sources bien informées, l'attaque aurait fait six morts et huit blessés parmi les soldats israéliens. De son côté, l'armée faisait état hier soir de "nombreuses victimes", sans autre précision, et indiquait que les combats se poursuivaient tard dans la soirée. On ignorait alors le nombre d'assaillants et leur appartenance.

Toute la région a été bouclée par les forces israéliennes, tandis que des hélicoptères et des renforts de l'armée étaient dépêchés sur place.

Il y a trois ans environ, un delta-plane piloté par un Palestinien avait réussi à atterrir en territoire israélien, près de la frontière libanaise.Le pilote s'était immédiatement rendu à l'armée israélienne.

En avril 1981, une tentative d'infiltration en mongolfière avait eu lieu au nord-est de la Galilée.

La montgolfière avait été abattue à quelques dizaines de mètres de la frontière, et les deux hommes qui se trouvaient à bord avaient été tués.

454, Rue Paradis - 13008 Marseille - Tél. 91 77 39 90

Après l'opération suicide palestinienne en Galilée (six morts, sept blessés)

Les Israéliens sous le choc

Feddayine et Syriens, en alerte, redoutent une violente riposte au Liban.

Israël était, hier, sous le choc du raid mené par un jeune Palestinien contre une caserne dans le nord du pays, qui s'est soldé par six morts et sept blessés parmi les soldats israéliens. Le feddayin, tué après une demi-heure de fusillade, était arrivé du Liban en ULM.

● ***« C'est un coup très dur »***, a déclaré le chef d'état-major de l'armée israélienne. A Jérusalem, l'opinion publique se demande comment un homme seul a pu ainsi entamer le prestige de l'armée.

● **Des Palestiniens hostiles à Arafat** ont revendiqué l'opération la plus meurtrière réalisée à l'intérieur des frontières de l'État hébreu depuis près de dix ans. Le Front populaire de libération de la Palestine-CG, basé à Damas, entretient également des liens étroits avec le régime du colonel Kadhafi.

● **Syriens et Palestiniens sont en alerte** au Liban, où ils craignent une opération de représailles israélienne. Le premier ministre d'Israël, Yitzhak Shamir, a directement mis en cause la Syrie.

● **Riposter contre l'organisation palestinienne** sans croiser le fer avec Damas : c'était hier le problème débattu par les responsables israéliens, au cours d'une réunion extraordinaire du cabinet restreint, à Jérusalem.

(Page 3)

LE MERIDIONAL. 27.M.87

CONSULAT GENERAL D'ISRAEL
הקונסוליה הכללית של ישראל

ULM-KAMIKAZE SUR ISRAEL

Deux palestiniens ont attaqué mercredi en aile volante un campement militaire israélien, en Haute Galilée, faisant 7 morts et 7 blessés. Ce commando-suicide a été revendiqué par le FPLP

La meurtrière opération suicide réalisée dans la nuit de mercredi dans le nord d'Israël, qui a fait six morts et sept blessés parmi des militaires israéliens, est un "coup très dur" pour Israël, a reconnu hier le chef d'état-major israélien, le général Dan Shomron.

Le Front Populaire de libération de la Palestine-Commandement Général (FPLP-CG d'Ahmed Jibril) a revendiqué hier matin à Damas cette attaque. Dans un communiqué, le FPLP-CG affirme que *"l'unité du martyr Abou Ammar Adham, un lieutenant d'aviation mort dans une opération, a attaqué des positions de l'ennemi sioniste en Palestine occupée"*. Il précise que l'opération porte le nom de Qoubayya, *"du nom du village palestinien* (près de Safad, au nord d'Israël) *investi les 14 et 15 novembre 1953 par Ariel Sharon et Yitzhak Shamir"*.

Deux hommes pilotant chacun un ULM, armés de fusils d'assaut Kalatchnikov et de grenades ont décollé du Sud-Liban d'un secteur proche de la frontière israélo-libanaise en direction de la Haute Galilée dans le but apparent de réaliser une prise d'otages, indiquait l'armée israélienne quelques heures après l'attaque.

Une attaque meurtrière

L'un des hommes du commando s'est posé, dans la nuit, en territoire israélien, dans un champ proche d'une route menant à un petit campement de toile qui abritait une unité israélienne chargée de la défense des villes et des kibboutzim de la région.

Un ULM comme arme de guerre, on n'avait encore jamais vu ça

Le second pilote a atterri au sud-Liban dans la "zone de sécurité" sous contrôle israélien et a été abattu à moins de 500 mètres de la frontière israélo-libanaise par une patrouille de l'armée israélienne.

Le pilote du premier ULM, quant à lui, a ouvert le feu en direction d'une Peugeot de l'armée israélienne, abattant son conducteur, un lieutenant, et blessant une soldate qui se trouvait à ses côtés dans la cabine.

Il a pénétré par la suite à l'intérieur du campement endormi, arrosant les tentes au fusil-mitrailleur et jetant plusieurs grenades en direction des soldats en état de choc, qui sortaient de leur tente, avant d'être abattu à son tour par l'un d'entre eux.

La fusillade terminée, les militaires israéliens ont pu dresser le lourd bilan de l'attaque: six tués, dont deux lieutenants, et quatre hommes de troupe, ainsi que sept blessés, dont un dans un état grave.

Aux abris

Aussitôt les premières informations parvenues au QG de l'armée israëlienne, des mesures exceptionnelles ont été prises dans toute la région. Les habitants de la Haute Galilée ont reçu l'ordre de descendre dans les abris, où ils ont passé toute la nuit pour la première fois depuis la fin de la guerre du Liban, en juin 1985. Sur les routes, des barrages militaires ont été dressés, et la Haute Galilée a été pratiquement coupée du reste du pays, jusqu'aux premières heures de la matinée.

Toute la nuit, à la lueur des bombes éclairantes larguées par des hélicoptères de l'armée, une gigantesque battue a été organisée dans toute la Galilée et le Sud-Liban sous contrôle israélien pour repérer d'éventuels autres membres du commando.

Hier matin, les recherches de l'armée israélienne se poursuivaient encore de part et d'autre de la frontière israélo-libanaise.

454, Rue Paradis - 13008 Marseille - Tél. 91 77 39 90

CONSULAT GENERAL D'ISRAEL
MARSEILLE

Le commando-suicide aérien en Israël

Il tire sur les soldats endormis dans leur campement...

Un soldat israëlien examine l'ULM qui a servi au commando-suicide. (Photo AFP).

L'opération suicide réalisée dans la nuit de mercredi dans le nord d'Israël, qui a fait six morts et sept blessés parmi des militaires israéliens, est un "coup très dur" pour Israël, a reconnu hier le chef d'état-major israélien, le général Dan Shomron.

Le Front populaire de libération de la Palestine-Commandement général (FPLP-CG, d' Ahmad Jibril) a affirmé hier que quatre de ses combattants ont participé à l'attaque. Dans un communiqué, le FPLP-CG a indiqué que l'un de ces combattants était mort, un autre porté disparu et que les deux derniers avaient regagné "sains et saufs" leur base. Une source responsable du FPLP-CG a précisé que ce commando était composé d'un Syrien, d'un Tunisien et de deux Palestiniens.

Par ailleurs le FPLP-CG affirme que "l'unité du martyr Abou Ammar Adham, un lieutenant d'aviation mort dans une opération, a attaqué des positions de l'ennemi sioniste en Palestine occupée".

Deux hommes pilotant chacun un ULM, armés de fusils d'assaut Kalatchnikov et de grenades ont décollé du Sud-Liban d'un secteur proche de la frontière israélo-libanaise en direction de la Haute Galilée dans le but apparent de réaliser une prise d'otages a-t-on indiqué de sources israéliennes.

L'un des hommes du commando s'est posé en territoire israélien vers 21H00 hf, dans un champ proche d'une route menant à un petit campement de toile qui abritait une unité israélienne chargée de la défense des villes et des kibboutzim de la région.

6 tués,7 blessés

Le second pilote a atterri au sud-Liban dans la "zone de sécurité" sous contrôle israélien et a été abattu à moins de 500 mètres de la frontière israélo-libanaise par une patrouille de l'armée israélienne.

Le pilote du premier ULM a ouvert le feu en direction d'une Peugeot de l'armée israélienne, abattant son conducteur, un lieutenant, et blessant une soldate qui se trouvait à ses cotés dans la cabine. Il a pénétré par la suite à l'intérieur du campement endormi, arrosant les tentes au fusil-mitrailleur et jetant plusieurs grenades en direction des soldats en état de choc, qui sortaient de leur tente, avant d'être abattu à son tour par l'un d'entre eux.

A 21H30 hf, la fusillade terminée, les militaires israéliens dressaient le lourd bilan de l'attaque: six tués, dont deux lieutenants, et quatre hommes de troupe, ainsi que sept blessés, dont un dans un état grave.

Aussitôt les premières informations parvenues au QG de l'armée israélienne, des mesures exceptionnelles ont été prises dans toute la région. Les habitants de la Haute Galilée ont reçu l'ordre de descendre dans les abris, où ils ont passé toute la nuit pour la première fois depuis la fin de la guerre du Liban, en juin 1985.

Sur les routes, des barrages militaires ont été dressés, et la Haute Galilée a été pratiquement coupée du reste du pays, jusqu'aux premières heures de la matinée de jeudi.

27.11.87

Emotion dans la communauté juive de Marseille
M. Soussana consul général d'Israël : "Nous saurons en tirer les leçons"

Vive émotion dans l'importante communauté juive de Marseille où l'on est toujours à l'écoute attentive des nouvelles en provenance d'Israël. Un raid sanglant qui a d'autant plus surpris que cette fois il ne s'agit pas d'un de ces attentats aveugles visant des civils sans défense, mais d'une opération ciblée dirigée contre une base militaire.

L'état hébreu a-t-il relâché sa garde? Si cette question était hier sur toutes les lèvres ce n'était pas l'opinion de M. David Yehouda Soussana, consul général d'Israël à Marseille qui connait bien les problèmes militaires auxquels est confronté son pays. "C'est un attentat qui nous affecte beaucoup, et provoque chez nous une grande tristesse nous a-t-il déclaré ajoutant, la vie de chacun de nos soldats a pour nous une importance considérable. Il n'y a pas, j'en suis sûr, de relachement dans la vigilance de nos forces armées. Israël reste un pays mobilisé pour sa défense et sécurité, mais ce type d'action suicide est difficile à détecter et à prévenir. Il n'en demeure pas moins que nous répliquerons comme il convient et que nous en tirerons toutes les leçons pour l'avenir".

Cela signifie-t-il que l'on va à nouveau vers un embrasement général de la région? Une éventuslité que n'envisage par M.Soussana qui souligne "C'est un acte téléguidé, une provocation soigneusement montée, une fois de plus, pour saboter toutes le chances d'un règlement pacifique".

Propos recueillis par Alex PANZANI

LE MERIDIONAL 2-12-87

קונסוליה כללית של ישראל
מ-ס-יל
MARSEILLE
CONSULAT GENERAL D'ISRAEL

LE PACUEJ ET LE FICJ
PRESENTENT LES
DIX JOURS DE LA

CULTURE JUIVE

DU 21 NOVEMBRE
AU 2 DECEMBRE 87
ESPACE JULIEN
FESTIVAL INTERNATIONAL
DU CINEMA JUIF - DANSE
MUSIQUE - THEATRE

radio JM

ESPACE JULIEN

PROGRAMME

Mercredi 2 Décembre
20 h 30 : *Soirée de Clôture*

Cocktail de chansons : Jazz, Juives...
Laurence SALTIEL

TEMPLE BETH CHALOM

La président du conseil d'administration prie tous les membres d'assister à l'assemblée générale annuelle qui aura lieu, le dimanche 20 décembre à 9H30 au temple.

LE MERIDIONAL

Mercredi 2 décembre 1987

MARSEILLE
CONSULAT GENERAL D'ISRAEL

L'ORCHESTRE DE CHAMBRE DE JERUSALEM A SAINT-VICTOR

Après le plein succès de son concert de musique contemporaine consacré à Maurice Ohana, le Festival de Saint-Victor revient au classicisme avec l'orchestre de Chambre de Jérusalem placé sous la direction de Gérard Wilcowics, ce mercredi, à 21 heures.

C'est un orchestre jeune qui s'est donné pour tâche de représenter à l'étranger la communauté musicale israëlienne. C'est pourquoi, au sein d'un programme éminemment classique : Haendel (le festin d'Alexandre), Mozart (concerto pour violon et orchestre), Schubert (symphonie en si), se glissera, en création mondiale, une œuvre d'un compositeur israélien, Tzui Avni, pour violoncelle et cordes avec Shmuel Magen au violoncelle.

Cet orchestre de Jérusalem que le Festival de Saint-Victor reçoit avant Paris où il se produira le 8 décembre, est, nous l'avons dit, dirigé par Gérard Wilcowicz qui fit ses études au Conservatoire National de Paris où il remporta quatre premiers prix (dont un de direction d'orchestre dans la classe de Manuel Rosenthal).

Nul doute que ce mercredi 2 décembre, il n'attire un public nombreux...

Locations : Gebelin Pianos, 77, rue Saint-Ferréol, tél. 91.54.21.19. — FNAC Centre bourse, tél. 91.91.30.62. — Arcenaulx, 25, cours d'Estienne-d'Orves, tél. 91.54.39.37.

MARSEILLE
CONSULAT GENERAL D'ISRAEL

LE. PROVENÇAL 2-12-87

C457083

LE PACUEJ ET LE FICJ
PRESENTENT LES
DIX JOURS DE LA

CULTURE JUIVE

DU 21 NOVEMBRE
AU 2 DECEMBRE 87
ESPACE JULIEN
FESTIVAL INTERNATIONAL
DU CINEMA JUIF - DANSE
MUSIQUE - THEATRE

radio JM

ESPACE JULIEN

PROGRAMME

Mercredi 2 Décembre
20 h 30 : *Soirée de Clôture*

Cocktail de chansons : Jazz, Juives...
Laurence SALTIEL

AMBASSADE D'ISRAËL

שגרירות ישראל

פאריס, 1.12.87
ט' כסלו תשמ'ח
248

אל : אריה אבידור, אירופה 1
מאת: עתונות, פאריס

103.3 דע

הנדון: ראיון עם שה'ח ראיימונד

ראה נא הראיון הרצ"ב המתפרסם ב-FIGARO- MAGAZINE (28/11).
שה"ח הצרפתי סוקר בעיקר את יחסי צרפת ואיראן ובעית בני הערובה (הראיון נערך כמובן לפני ההתפתחויות האחרונות).
דבריו מתייחסים גם לפסגת ראייגן-גורבצ'ב הקרובה ולנעשה באוקאנוס השקט.

בברכה,

יוש עמישב

העתק: נמרוד נוביק, היועץ המדיני לשר

3, RUE RABELAIS - 75008 PARIS - TÉL. 42.56.47.47

EXCLUSIF : UN ENTRETIEN AVEC J.-B. R

"Je n'ai jamais marchandé n

- **"Ce ne sont pas les Iraniens qui détiennent les otages"**
- **"L'affaire Luchaire est très sérieuse et très grave"**
- **"Il n'y a pas de chef d'orchestre du terrorisme mais il y a un stock de terroristes de cinq cents à six cents personnes"**
- **"Affirmer que la France est l'amie de tout le monde n'a aucun sens. La France dialogue avec ceux qui veulent dialoguer avec elle"**
- **"La politique australienne à l'égard de la France est incompréhensible"**

Jean-Bernard Raimond et

PROPOS RECUEILLIS PAR ROBERT LACONTRE

☐ Robert Lacontre. – **Commençons par le problème des otages. Le grand silence qui règne en ce moment nous paraît très inquiétant...**

■ **M. le ministre des Affaires étrangères.** – Au mois de mars 1986, lorsque ce gouvernement est arrivé aux affaires, huit otages étaient officiellement détenus au Liban – plus un dont nous ignorions l'existence. Aucun des otages n'avait été libéré et, pour certains, le début de la détention remontait au mois de mars 1985. Un autre otage avait bien été libéré en échange d'un terroriste, mais ce dernier, pour des raisons particulières, n'avait pas été remis, ce qui nous a valu par la suite une série d'attentats.

A ce moment-là, le gouvernement français a fait une analyse qui s'est révélée être juste : il a estimé que la principale clé de la libération des otages se trouvait, non à Damas – comme le croyaient la plupart des observateurs – mais à Téhéran.

En fait, notre politique concernant les otages s'est fondée sur une analyse de l'ensemble des problèmes politiques du Proche-Orient. Nous avons constaté que les relations entre la France et l'Iran se trouvaient au plus bas.

Nous avons donc proposé aux Iraniens de normaliser les relations d'État à État, et nous avons envoyé, en qualité d'émissaires, des personnes tout à fait « transparentes » : le secrétaire général du Quai d'Orsay et le directeur d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient.

Nous avons déclaré aux Iraniens que nous voulions bien normaliser nos relations avec eux, mais sous les conditions suivantes. D'abord, nous ne modifierions pas d'un iota notre politique dans le Proche-Orient et le Moyen-Orient, notre politique dans le monde arabe. Ensuite, nous ne modifierions pas d'un iota notre politique de coopération avec l'Irak. Enfin, en aucun cas, nous ne livrerions des armes à l'Iran, pas un pistolet ! « *Si vous acceptez ces limitations,* avons-nous dit aux Iraniens, *nous pouvons normaliser nos relations.* »

Normaliser nos relations, qu'est-ce que cela signifiait pour nous ? D'abord, mieux contrôler certains exilés iraniens abusant du droit d'asile et, surtout, régler le contentieux économique et financier, lié à l'origine à un prêt à la France d'un milliard de dollars – consenti par le shah pour les affaires nucléaires.

Les Iraniens ont accepté ces conditions de la normalisation. Mais nous avions ajouté une autre condition pour l'achèvement de la normalisation, c'est-à-dire l'échange d'ambassadeurs dans les deux pays et des échanges de visites : l'achèvement ne serait possible que si tous les otages français étaient libérés.

C'est sur ces bases, notamment sur le contentieux financier, que nous avons mené des négociations. Finalement, en très peu de temps, entre le mois de juin et le mois de décembre, nous avons pu obtenir la libération de cinq otages, trois journalistes *d'Antenne 2* et deux autres personnes. Bien entendu, nous aurions souhaité que tous les otages soient libérés. Il reste encore Marcel Fontaine, Marcel Carton, Jean-Louis Normandin, Jean-Paul Kauffmann et Michel Seurat. Un journaliste a été enlevé au mois de janvier 1987, mais son enlèvement n'a pas été revendiqué. Le nombre des otages restants a été porté ainsi à six, avec Roger Auque.

Au mois de janvier dernier nous avons observé un ralentissement dans les négociations provoqué sans doute en partie par l'Irangate. En outre, la lutte contre le terrorisme en France a eu forcément des conséquences avec entre autres, dans le cadre d'une enquête, la convocation d'un Iranien, M. Gordji, par la justice française.

A la suite de cette convocation, les Iraniens ont essayé l'intimidation : ils ont tenté de faire pression sur la France. Ils nous ont même menacés d'une rupture des relations diplomatiques, si nous ne consentions pas à formuler telles ou telles excuses. Nous avons alors décidé de rompre nous-mêmes les relations diplomatiques.

Les autorités iraniennes ont même été assez surprises : elles avaient commis diverses erreurs d'interprétation sur la politique intérieure française – ce n'est pas la première fois que cela leur arrive.

Cela dit, nous maintenons tous les fils et tous les relais dont nous disposons, et nous ne désespérons pas d'obtenir un jour la libération des otages.

En dépit d'une situation difficile, avec ce que l'on appelle « *la guerre des ambassades* » – ce n'en est pas exactement une – nous ne désespérons pas, parce que nous n'avons aucune raison de désespérer, je vous le répète.

☐ **En somme, vous avez eu recours à la formule « diplomatique », le secret, les contacts, de préférence aux formules du genre : « On va tout casser », ou : « Nous allons terroriser les terroristes ? .**

La formule « terroriser les terroristes » était applicable au plan de la politique intérieure. S'agissant des otages, nous avons toujours été extrêmement clairs, car nous avons toujours tenu le même langage à tout le monde, à nos amis comme à ceux

'os otages contre des armes"

Robert Lacontre dans le salon de musique des enfants du ministre.

qui ne l'étaient pas tout à fait. Nous avons été d'une grande clarté et d'une grande fermeté.

Il ne s'agit pas de « tout casser ». A mon avis, le problème est simple : il convient d'essayer d'avoir un dialogue avec les autres États. C'est le rôle du ministère des Affaires étrangères. Nous devons poursuivre le dialogue tant que les autres États acceptent ce dialogue, et si ce dernier se déroule dans des conditions qui préservent la dignité de chacun. Maintenant, si l'autre État ne veut plus dialoguer, nous cessons. C'est ainsi que les relations diplomatiques ont été rompues avec l'Iran.

Pour ma part, j'ai répété inlassablement qu'affirmer que la France était l'amie de tout le monde n'avait aucun sens. La France dialogue avec ceux qui veulent dialoguer avec elle. Si quelqu'un ne veut pas du dialogue, celui-ci s'interrompt évidemment. Là, c'est la fermeté. Que de fois n'ai-je pas entendu dire que nous avions marchandé, que nous allions vendre des armes, verser une rançon !

Tout cela était faux !

□ **Ce sont les Iraniens qui ont nos otages ?**

■ Non, ce ne sont pas les Iraniens.

□ **Je parlais en termes d'influence.**

■ Ce sont des groupes terroristes qui détiennent nos otages au Liban, mais l'Iran peut exercer une influence sur eux – l'Iran est le seul État à avoir une aussi grande influence sur ces terroristes.

Bien entendu, les Syriens peuvent jouer un rôle favorable, dans la mesure où ils sont présents, où ils ont des relations avec l'Iran. Lorsque je suis allé à Damas, j'ai évoqué la question des otages avec tous mes interlocuteurs, en fonction des relations que les Syriens entretiennent avec les Iraniens, et du rôle qu'ils jouent dans la région. S'ils le pouvaient, les Syriens nous aideraient considérablement à libérer les otages.

□ **Cela dit, Khomeiny a quand même obtenu que l'on expulse les Moujahidin.**

■ Non, nous ne les avons pas expulsés à proprement parler ! Après avoir pris beaucoup de précautions, nous avons mis en place un système pour contrôler des activités qui n'étaient pas normales de la part d'exilés. Ils se comportaient comme en pays conquis, disposaient de radios, de journaux. Ils s'étaient armés. Lorsqu'ils ont senti que les contrôles français allaient se resserrer sur eux, ils ont préféré partir. Voilà ce qui s'est passé. Ils n'ont pas été expulsés. Ce point est important, mais on n'arrive jamais à le faire passer.

□ **Et l'affaire Luchaire ?**

■ Mais l'affaire Luchaire est antérieure au mois de mars 1986. C'est une affaire du précédent gouvernement. Quand nous sommes arrivés au pouvoir, nous nous sommes aperçus que, trois jours avant les élections, le gouvernement précédent avait engagé une action judiciaire à propos de cette affaire de vente d'armes. Trois jours avant les élections, j'insiste.

Nous, lorsque nous avons décidé de normaliser les relations avec l'Iran, nous avons posé comme condition que nous ne vendrions pas un pistolet à l'Iran. La France dispose d'un processus de contrôle des exportations d'armes très au point. Je pense à la commission interministérielle pour les exportations de matériel de guerre. Tout doit passer par cette commission, y compris les explorations préalables à la vente d'armes par une entreprise. Il peut arriver qu'une entreprise essaye de passer outre, mais alors l'administration intervient.

Nous avons un système en principe tout à fait étanche qui permet à l'administration de contrôler les exportations de matériel de guerre.

□ **Ce qui s'est passé avant, c'est criminel ?**

■ Une action judiciaire est en cours. Elle poursuivra son cours. L'affaire est très sérieuse, très grave. Elle est entre les mains de la justice, et il est bien qu'il en soit ainsi.

□ **Y a-t-il un terrorisme d'Etat ?**

■ Je ne suis pas un expert en matière de terrorisme. D'ailleurs, je ne sais pas s'il y a des experts dans ce domaine en dehors des terroristes eux-mêmes.

Pour ma part, j'ai une interprétation que j'ai toujours formulée quand on m'interroge à ce sujet. Dans le monde actuel, il y a en quelque sorte un « stock de terroristes », quelques centaines, qui travaillent dans diverses organisations. Il y a des interconnexions entre tous ces organismes de toutes sortes. Les terroristes trouvent aussi des points d'appui ou de refuge dans certain États. C'est pourquoi la lutte contre le terrorisme est si difficile. Il faut remonter les interconnexions qui s'établissent.

□ **On se demande toujours si à l'arrière-plan de ces terrorismes divers, il n'y aurait pas un chef d'orchestre.**

■ Ah ! nous y voilà. Moi, je n'y crois pas. En effet, on change de chef d'orchestre. Longtemps, on a affirmé que, derrière le terrorisme, il y avait Moscou. Ensuite, ce fut Kadhafi, puis la Syrie, puis l'Iran. Mais je ne crois pas qu'il y ait un chef d'orchestre.

Je crois profondément à ma théorie des 500 ou 600 terroristes, organisés chacun à sa manière, s'aidant les uns les autres, se réfugiant ou trouvant appui sur tel territoire et utilisant telle ou telle complicité. Je ne crois donc absolument pas à l'hypothèse du chef d'orchestre. Cela est d'ailleurs fort dommage, car tout serait plus facile s'il existait un chef d'orchestre !

►►►

"Je n'ai jamais marchandé nos otages contre des armes"

►►►

Bien que je sois généralement favorable au pluralisme, je reconnais qu'en matière de terrorisme le pluralisme complique les choses.

□ Le prochain sommet américano-soviétique n'est-il pas un nouveau Yalta ?

■ La France a été l'un des premiers pays, et j'ai personnellement été l'un des premiers à tirer la sonnette d'alarme après le sommet de Reykjavik d'octobre 1986 en soulignant que plusieurs conclusions de ce sommet pouvaient concerner directement la sécurité de l'Europe. Cela a fait prendre conscience aux Européens de la nécessité de rappeler le caractère irremplaçable de la dissuasion nucléaire, ce qui se retrouve dans la plate-forme de l'U.E.O.

Dans ces affaires Soviétiques et Américains ne peuvent pas négliger les autres États et je vais vous en donner un exemple.

Le plus regrettable, en l'occurrence, a été la méthode suivie.

La première option zéro avait, en fait, été proposée par les Occidentaux, M. Reagan étant appuyé par l'ensemble de l'Alliance atlantique. Cela résultait de la double décision de 1979 quand le déploiement des missiles de croisière et des *Pershing II* avait répondu au déploiement des *SS 20* soviétiques. Par la suite M. Gorbatchev s'est aperçu que le déploiement de ces missiles avait été une erreur puisqu'il avait abouti à l'installation, sur le territoire européen, de missiles américains qui désanctuarisaient le territoire soviétique qu'ils pouvaient atteindre. C'est l'une des erreurs que M. Gorbatchev a décelées chez ses prédécesseurs, l'autre erreur en matière de politique extérieure étant l'Afghanistan. Il a alors décidé d'accepter la première option zéro.

Il y a eu bien des discussions à ce sujet, mais je crois qu'il ne faut pas dramatiser cette première option zéro. Le plus fâcheux ensuite, c'est que l'on s'est toujours situé dans la logique soviétique ; or, dans cette affaire, la logique soviétique repose sur la dynamique de la dénucléarisation de l'Europe occidentale. Il s'agit d'un objectif que nous connaissons depuis longtemps et qui s'est traduit sous différentes formes : propositions de zones dénucléarisées, propositions de statut spécial pour le centre de l'Europe, ce qui vise essentiellement l'Allemagne.

C'est là que mon exemple montre que même les Américains ne peuvent pas négliger les autres Etats.

En effet, lorsque l'on est venu à la discussion de la deuxième option zéro qui, elle, était bien une proposition soviétique, la situation s'est compliquée. Les Soviétiques ont indiqué aux Occidentaux que puisqu'ils voulaient éviter un contournement par le bas de la première option zéro, avec le recours à des missiles à moins longues portées, il était possible, après le retrait et la destruction des armes ayant des portées de 1 000 à 5 500 km, de prendre un engagement similaire pour les missiles à têtes nucléaires ayant des portées comprises entre 500 et 1 000 km.

Le 30 avril, j'ai indiqué à ce sujet aux Américains qu'il fallait offrir aux autres Occidentaux le choix entre cette deuxième option zéro et une option intermédiaire permettant un déploiement limité d'un certain nombre de ces missiles de 500 à 1 000 km de portée, sinon ils risquaient, s'ils choisissaient d'emblée la deuxième option zéro, d'entrer en contradiction, au sein de l'Alliance atlantique, avec les Allemands. Ces derniers seront en effet tentés de souligner qu'il n'y a aucune raison pour que ne restent en Europe, comme missiles nucléaires américains, que les armes d'une portée inférieure à 500 km, installés sur le territoire allemand, où ne menaçant que les territoires allemands. Or, les Américains, parce qu'ils tiennent à la riposte flexible, ne veulent pas entendre parler du retrait de ces missiles nucléaires d'une portée inférieure à 500 km. Cela est parfaitement justifié, mais la contradiction, due aux conséquences de la deuxième option zéro, existe.

Cela démontre que la seule difficulté que les Américains ont créée tient à la méthode utilisée. Nous avons toujours été partisans, et nous restons partisans d'une discussion au sein de l'Alliance atlantique, comme cela figure d'ailleurs dans le communiqué de juin 1987. Une étude doit être menée en son sein pour « recadrer » dans le contexte nouveau de la politique est-ouest les processus de désarmement. Il faut analyser la politique de M. Gorbatchev et élaborer une sorte de logique occidentale pour les futures négociations, qu'elles aient lieu entre Soviétiques et Américains ou dans d'autres cadres.

Les Soviétiques ont parfaitement le droit d'avoir leur logique, mais le devoir des Occidentaux est de fixer la leur. Lorsque celle-ci aura été élaborée, les négociations se mèneront mieux. En la matière, les Européens ont un rôle à jouer, et je dois dire que les Américains y sont sensibles.

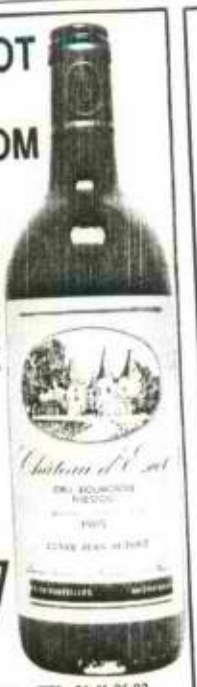
Il ne faut pas oublier, en outre, que nous ne sommes plus dans la même situation que dans les années soixante-dix. A l'époque, les Soviétiques avaient l'impression – c'était la période Brejnev – que leur système l'emporterait sur le système *« impérialiste »* comme ils disaient ; et les Américains reprenaient confiance en eux-mêmes. Or, actuellement, les dirigeants soviétiques constatent qu'ils doivent réformer profondément leur système, sinon ce sera la stagnation, donc le recul ; et les Américains connaissent des problèmes considérables puisque leur système économique ne fonctionne pas d'une manière satisfaisante.

Nous ne vivons plus comme à l'époque de Kissinger où il y avait une profonde tendance à régler les problèmes à deux. La tentation peut subsister mais cela est beaucoup plus difficile. Je suis donc persuadé que les Européens, la France en particulier, peuvent jouer un rôle important dans les questions internationales.

CHATEAU D'ESCOT
pour son renom
l'étiquette à votre NOM

695 F les 12 bouteilles
en caisse bois estampillée, franco de port, c'est là une offre unique que vous fait YVES LAVEAU sur le millésime 85-86. C'est le premier geste d'amitié d'un propriétaire amoureux de ses vignes. C'est aussi le signe de distinction qui étonnera et séduira vos amis. L'occasion de créer la surprise, d'offrir à votre mari, à vos parents, à vos amis un cadeau original.

UN CADEAU PERSONNALISÉ.



CHATEAU D'ESCOT - 33340 LESPARRE - TEL. 56 41 06 92

BON DE COMMANDE A renvoyer à :
Château d'Escot - Yves LAVEAU - 33340 LESPARRE
Oui, je désire recevoir ma cuvée personnelle "Château d'Escot", étiquetée aux noms et prénoms que j'indique ci-dessous.
(1) Nom : ..... Prénom : .....
(2) Nom : ..... Prénom : .....
(3) Nom : ..... Prénom : .....

Nombre de caisses de 12 bouteilles	Prix unitaire TTC FRANCO	Montant TOTAL
	695 F	

Emballage compris et port gratuit
CADEAU : 10% à partir de 5 caisses livrées à la même adresse.
Adresse de livraison : .....
..... Votre tél. : .....
Ci-joint mon règlement par chèque bancaire ❑
FM 28-11-87

Charles Balsan

A L'OCCASION
DE SON 7e ANNIVERSAIRE
OFFRE À SA FIDÈLE
CLIENTÈLE
CHEMISE ET CRAVATE
POUR L'ACHAT
D'UN COSTUME
DU
28 NOVEMBRE
AU 12 DÉCEMBRE 87

Waldorf -
50, Rue François-1er.
75008 Paris

s missiles de croisière et des *Pershing II* ait répondu au déploiement des SS 20 viétiques. Par la suite M. Gorbatchev est aperçu que le déploiement de ces mis- les avait été une erreur puisqu'il avait bouti à l'installation, sur le territoire eu- péen, de missiles américains qui désanc- uarisaient le territoire soviétique qu'ils ouvaient atteindre. C'est l'une des erreurs batchev a décelées chez ses

zéro, avec le recours à des missiles à moins longues portées, il était possible, après le retrait et la destruction des armes ayant des portées de 1 000 à 5 500 km, de prendre un engagement similaire pour les missiles à têtes nucléaires ayant des portées comprises entre 500 et 1 000 km.

Le 30 avril, j'ai indiqué à ce sujet aux Américains qu'il fallait offrir aux autres Occidentaux le choix entre cette deuxième option zéro et une option intermédiaire

Dans son livre, Gorbatchev ne cesse de parler de l'I.D.S. Il en a une peur terrible !

■ Il y a un défaut majeur dans cette initiative de défense stratégique, c'est le discours américain sur la disparition du nucléaire. En effet, l'idée de l'élimination de la dissuasion nucléaire entretient une ambiguïté extraordinaire, car le discours soviétique véhicule également ce désir de faire disparaître l'arme nucléaire. En 1986 les Soviétiques avaient même élaboré un programmme qui prévoyait la disparition, sur quinze ans, des armes nucléaires du monde entier.

La présence française dans le Pacifique Sud est plutôt favorable aux Australiens

C'est précisément pour lever cette ambiguïté que nous avons tenu à cette charte de l'U.E.O., en rappelant que si la guerre n'avait pas éclaté en Europe depuis 1945, c'était essentiellement grâce à la dissuasion nucléaire. Cela ne signifie pas qu'il ne faille pas désarmer, alléger les armements.

L'autre phénomène inévitable est le progrès technique, car l'I.D.S. est porteuse de progrès dans bien d'autres secteurs que celui de la défense. Je crois que M. Gorbatchev craint d'avoir à livrer une course aux armements dans l'espace, compte tenu de l'essoufflement économique de l'Union soviétique. C'est pourquoi il essaie, depuis le début, de faire renoncer les Américains à l'I.D.S. Il a rencontré beaucoup de difficultés sur ce terrain, mais il semble se dessiner actuellement une ouverture entre les deux pays pour observer une sorte de trêve.

□ Que pensez-vous de l'attitude de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande à l'égard de la politique française en Nouvelle-Calédonie ?

■ La politique australienne et la politique néo-zélandaise en la matière sont quelque peu incompréhensibles.

L'indépendance, l'avenir de ces deux pays tiennent à la solidité de leurs liens, non seulement avec les pays du Pacifique Sud, mais aussi avec les Etat-Unis et l'Europe occidentale. Nous connaissons les ambitions des uns et des autres dans cette région ; nous savons ainsi que l'Union soviétique s'intéresse beaucoup au Pacifique Sud.

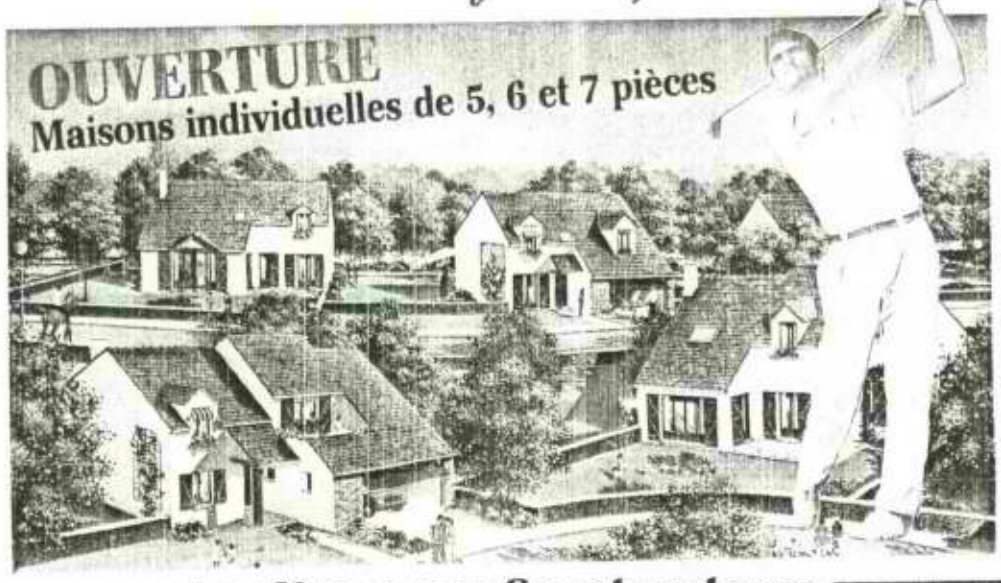
A mon avis, l'un des éléments de la sécurité de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande est la dissuasion nucléaire en Europe et ailleurs. Or, ils n'arrêtent pas d'attaquer la politique nucléaire, non seulement française, mais aussi américaine.

En cela les Australiens et les Néo-zélandais ne sont pas compréhensibles. On ne peut expliquer la politique qu'ils mènent que par une erreur d'appréciation sur l'importance pour eux du Pacifique Sud. Ainsi, ils ne suppportent pas la présence française alors qu'elle est plutôt positive pour eux. ■

PROPOS RECUEILLIS
PAR ROBERT LACONTRE

Chevry Park

Le Club 365 jours par an



Les Nouveaux Constructeurs
Rond-Point du Golf - 91190 GIF-SUR-YVETTE
Tél. : 60.12.27.00
Veuillez m'adresser votre documentation sur "Chevry Park"
NOM _____ ADRESSE _____
_____ TÉL. _____

Au sommet des 3 vallées

SAVOIE OLYMPIQUE 1992

des studios, appartements 2 et 3 pièces
Bureau de vente sur place - Tél. 79 00 03 33

SCIO
François PRONIER

Courrier à adresser à SCIO 73440 VAL THORENS
Je souhaite recevoir une documentation sur la « RÉSIDENCE LE CHAMOIS D'OR »
Nom _____ Adresse _____
_____ Tél. _____
☐ Studio ☐ 2 pièces ☐ 3 pièces FM 28-11-87

Puissance 3

1090 משרד החוץ-מחלקת הקשר תאריך : 02.12.87

שמור נכנס **
**
**
**

חוזם:12,1090
אל:המשרד
מ-:פריס,נר:19,תא:011287,זח:2015,דח:ר,סג:ש
נד:פ

שמור/רגיל

אל: מאפ'

דע: אירופה 1

מאת: הציר, פאריס

שיחה עם FOCCART , יועץ ראש הממשלה לעניני אפריקה.

1. חשיבותה של הפסגה הפרנקו-אפריקאית באפשרות שהיא נותנת לנשיאים להפגש ביניהם ולדון גם בנושאים בילטרליים. לדעתו, העדרותו של נשיא מהפיסגה מחלישה את כוחו בעיני עמיתיו. הנושא העיקרי בו ידונו בפסגה הוא מחיר חומרי הגלם והחובות הגדולים שיש לארצות אלה ושהנם פוקנציה ישירה למחיר חומרי הגלם בעולם. לצרפת אין ישובה. צרפת העלתה הנושא בפני האמריקאים, אולם אין פוקרט חושב שנושא זה זוכה לתשומת ליבם.
הנושא הישראלי עלול לעלות לדיון, כתוצאה מפסגת עמאן אולם אין הוא בטוח בכן. הבטיח לדווח לי על תוצאות הפסגה.

2. פוקארט מודע להבטחתו של שיראק לעזור לנו לחדור בקמ'א ובגינאה, הבטיח לברר ולהודיעני. סיפר שהמצב בגינאה לא יציב והם גם המליצו בפני קונדה לא לבוא לפסגה, כי זה יסכן את שלטונו. (לא לחזור על מה שקרה עם נשיא בורונדי).

3. צ'אד - המלחמה נמשכת. קדאפי מגייס כוחות כולל פלשטינאים וגם תימנים - ידוע שמשלם היטב. לדעתו, קדאפי עשוי

לערך מתקפה גדולה בחודשים מרס-אפריל 1988 מתוך הערכה מוטעית שצרפת נמצאת באותה תקופה בשיא מערכת הבחירות לנשיאות. לדעתו, קיים קונצנזוס בנידון ואין לקדאפי כל סיכוי להצליח, אם ינסה.

4. ניגר - הוא לא בטוח שסייבן עבר את 'משלות הילדות' לשלטונו. יש כאלה המעוניינים לתפוס את מקומו וגם למדו באמצעות ה'טאם-טאם האפריקאי' איך לעשות זאת (בירקינה פאסו). צרפת תומכת בו.

5. בירקינה-פאסו - המשטר איננו יציב והוא מצפה להתפתחויות. המתחרים מחכים למועד הנכון כדי לפעול.

6. גבון - בונגו חושב שזו צריכה ללכת בעקבות חו'ש וטוגו ולחדש היחסים עם ישראל. יברר ויודיענו לאחר הפגישה.

7. חו'ש. אם כי מצבו הבריאותי של הנשיא עדיין טוב הספקולציות הן רבות לגבי יורשיו העתידים. יאסה זוכה לפופולאריות רבה בעם אולם לבדיה רוב הסבורים לתפוס את המקום בידם מן הימים. אמר שלבדיה קשרים טובים עם האמריקאים רציין 'גם עם הצרפתים'.

אבידן==

/רם

העתק: שהה, מנכל, ממנכל, הדס, מאפ, אירא, ר/מרכז, ממד/בינל2

21860 משרד החוץ-מחלקת הקשר תאריך : 11.12.87

שמור נכנס **
**
**
**

חדזם:11/21860
אל:המשרד
מ-:פריס,נר:475,תא:301187,זח:1730,דח:ר,סג:ש
נד:@

163.3
3 נכנס

שמור/רגיל

אל: אירופה 1

מאת: הציר, פאריס

שיחה עם JEAN PAUL CLUZEL מנהל לשכתו של שר לעניני אירופה BOSSON .
זו היתה פגישת היכרות בה קיבלתי סקירה מקיפה על מדיניות צרפת לגבי ''ארצות הברית של אירופה'' (בדיף חוברת הסבר מעניינת אותה קבלתי עם סיום הפגישה). הדברים מוכרים לכם, אך ברצוני להדגיש מספר הערות:

1. מאז 1985, עם סיום כהונתו של מורואה, ניתנה הנחיה עוד בימי ממשלת פביוס ובעיקר בתקופת כהונתו של שיראק לזרז התהלין כך שיוכלו להביא לביצוע 'הסכמי רומא' עד סוף 1992. למרות הנחיה זו אין הוא בטוח שיימצאו התשובות לכל השאלות המתעוררות. טרם גובשו ההסכמים בין המדינות השונות. גרמניה תומכת כלהבת לעומת אנגליה ה'נגררת' - אם כי חל שינוי גדול לטובה.
גם מבחינת 'הטמפו' - ספרד ואיטליה מאיצות ומזרזות לעומת אחרות המעכבות התהלין. גם בתון צרפת לא התגברו על ההנגדותן של שכבות פוליטיות בעלות עוצמה. (LE PEN, DEBRE מנהיגים בתון
ה- R.P.R.). המכשול העיקרי לדעתו הם הבירוקרטיה ומשרדי החוץ של המדינות שונות החוששים מאיבוד כוחם ושליטתם.

2. לדעתו, המשך שלטון ה- COHABITATION בצרפת יזרז האיחוד האירופאי. הנשיא מיטראן, המוכר בדעותיו

הפרק אירופאיות, ראש הממשלה שיראק, מתחרים ביניהם
בתמיכתם לגיבושה של אירופה מאוחדת.
CLUZEL חושב שגם אם יבחר שיראק לנשיא יוכל הנ"ל
להתגבר על התנגדויות במחנהו. (כתן לדוגמא את ראש
ממשלת בגין שהיה מסוגל לכפות פתרונות).
פרדוקסלית אם כי הוא והשר שלו חברי מפלגת CDS שהנה
חלק מה- UDF התומכת במועמדות באר לנשיאות, חושב
CLUZEL
שאין הנ"ל יוכל להתגבר על ההתנגדויות הרבות לרעיון
ואיחוד והוא עשוי להאיש הקצב ואולי אפילו לעצרו.

3. CLUZEL בטוח שתוך זמן קצר תשנה צרפת את מדיניותה
כלפי הברית האטלנטית ותחזור אליה בחברה מלאה.

4. CLUZEL העביר ביקורת חריפה על המנהיגות הפוליטית
הצרפתית שלא מבינה תוכן הסכמים ומבריזה לא פעם דברים
שהגם בניגוד למדיניות הרשמית של הממשלה, דבר שפוגע
בקשריהם עם המדינות האירופאיות האחרות.

5. סנמנר על קיום קשר קבוע. אשמח על הערותיכם לקראת
הפגישה הבאה.

אבירן==

/רם

העתק: שהח/מנכל/ממנכל/אירא/אירב/ר/מרכז/ממד

AMBASSADE D'ISRAËL

שגרירות ישראל

פאריס, 27 נוב' 1987

אל: מא"פ
אירופה 1
ואונדה
מאת: עתונות, פאריס.

1083

דרך

הנדון: צרפת- קמרון

ייתכן ותמצאו עניין בקטע המצ"ב שפורסם בתאריך 21.11.87

בסוכנות הידיעות הצרפתית (סי"צ).
מעניינים במיוחד הנתונים המספריים בסך כולל של 742
מיליון פר"צ.

של הסיוע הצרפתי

בברכה,

יהודה עמיאב.

3, RUE RABELAIS - 75008 PARIS - TÉL. 256.47.47

FPFP
FPANNA3 4 I 0259 FPA /AFP-YIN3
France-Cameroun
Arrivée à Paris du ministre camerounais des Affaires étrangères

PARIS, 21 nov (AFP) - Le ministre camerounais des Affaires étrangères, M. Philippe Matanga, est arrivé samedi matin à Paris où il doit procéder, lundi, avec le ministre de la Coopération, M. Michel Aurillac, à l'ouverture des travaux de la commission mixte de coopération franco-camerounaise.

Durant son séjour, M. Matanga sera reçu au Quai d'Orsay par son homologue français, M. Jean-Bernard Raimond, avec lequel il fera un tour d'horizon de l'actualité africaine.

La France a avec le Cameroun des relations "importantes et anciennes", indique-t-on de source française à Paris.

Pour 1987, le montant de la coopération française est de 742 millions de francs, soit notamment :

280 millions au titre des engagements de la caisse centrale de la coopération économique.

232 millions de charges financières de l'assistance technique.

28 millions de crédit FAC (fonds d'aide et de coopération), et

11 millions pour les bourses.

La coopération française, dont la préoccupation est d'aider le Cameroun à préparer l'échéance encore lointaine de "l'après-pétrole", intervient dans quatre grands secteurs :

- l'assistance technique par la formation et l'enseignement.
- la diversification des productions primaires (élevage et agriculture).
- les grands travaux d'infrastructures : télécommunications, chemins de fer, réseaux routiers.

La précédente commission mixte franco-camerounaise s'était tenue en novembre 1985 à Yaoundé.

13655 משרד החוץ-מחלקת הקשר

תאריך : 18.11.87

שמור נכנס ** ** ** **

חרזם:11/13655
אל:המשרד
מ-:פריס/נר:306/תא:181187/זת:1600/דת:ר/סג:ש
נד:0

שמור/רגיל

אל:אירופה-1

זע:ממד

מאת פריס

משיחה עם BOURGOIS סגנית מנהל אגף מזתים ברציף

הפגנה .

1. עדיין לא קיבלנו סיכומי כל הנציגויות,אך בניתוח ראשוני מעריכים את הפגנה בחיוב:

א.מצרים וירדן הרוויחו,נושא הועידה הביקל זכה לתמיכה.הושג מכנה משותף ערבי טוב יותר המקדם סיכוי לנרע בתהליך המדיני.הם מרוצים מהתפתחות זו.

ב. בנושא המפרץ ההסכמה אמנם על ניסוחים די ממותנים אך בכל אופן מעבר לצפיות,נוכח ההבדלים בין הגורמים הערבים השונים בנושא מלחמת המפרץ, שמנעו מלכתחילה סיכוי לקונצנזוס אנקטיבי נגד איראן.מה שהושג ,אם כן ראוי להערכה,הראיה שהאיראנים.זועמים והסורים נאלצו לפצותם בהודעה נומבית,התמיכה ב 569 וישומה בזמן של פי סדר הסעיפים, הולם את הראיה הצרפתית לגבי ביצוע ההחלטה .

ג. הסובייטים בצד המפסיד שכן תביעתם לסילוק הציים הזרים- ורעיון בינרן כח ימי בחסות אום,לא זכה להד

בלשהו .

2. שאלתיה למאזן האשפי מאחר שלא מנתה אותו בטבלת החיובי שלה, השיבה כי אשף אמנם יצא עם נוסחה מתקבלת על הדעת אך בקושי רב, ובכך עדות לחולשה העמוקה שהוא שרוי בה. ציינה כי העמדה האנטי אשפית שהציגו הסורים אינה מפתיעה.

3. ההתנהגות הסורית בנושא המפרץ, עדיין לוטה באי בהירות שכן גם לה לא ברור היקף מתת הנשף שקבלו, מכל מקום ניתן להשיג מתגובתם לאחר הפיסגה שלא חל שינוי במדיניותם הבסיסית בנושא איראן שגורמיה הם:

א. היתרונות וכושר התמרון הבינערבי שמקנה להם מעמדם בלפי איראן.

ב. הצורך להתחשב בהשפעה האיראנית בלפי לבנון .

ג. שוחד הנפט האיראני .

מלחמת המפרץ .

4. התגובה האיראנית האחרונה להצעות מזכל האום מהווה נסיגה והקצנה לעומת תגובות איראניות קודמות, התפיסה האיראנית המעודכנת דורשת באורח ברור גינוי התוקפן קודם להפסקת אש .בעוד שנוסחים איראניים קודמים גילו גמישות ניסוחית גדולה יותר.

5. קריאות הקרב האחרונות של האיראנים עשויות להיות חלק מהמערכה הדיפלומטית שהם נערכים לה על מנת ליצור לחצים לטובת עניינם. אך טקטיקה זו הינה חרב פיפיות שכן הכרזות המלחמה מחלישות אותם מול הקהילה הבינלאומית ומגבירות את הנחישות לבודד אותם. אף שהפסגה לא הזכירה סנקציות על איראן הרי תוצאותיה מקנות במשתמע, גיבוי למדינות התובעת סנקציות במסגרת מושבט, צרפת נמנית על מדינות אלה.

6. משגגעה בחומרת הסכנה האיראנית לשלום האיזור ובכלל זה לישראל-והסכמנו על כן בנקל-גלשנו מעט לעתידנו ושאלתיה להערכתה את חומרת הסכנה העיראקית בעתיד-מבחינתנו עם חלוף המלחמה, נובה החיל, הנשק הרב והנסיון שצברו העיראקים במלחמה. ציינתי שקרבתם הרבה לעיראקים מאפשרת

להם אולי להיטיב ולהעריך נוקדה זו. השיבה כי היא מביעה את חששותיבר אך לדעתה המלחמה חוללה שינוי מבטלי בעיראק בנושא השלום בערן עליון,והמודעות להזדקקות לשיקום ולשלום היא רבה ביותר בעיראק של היום לדעתה אין ספק שתהיה לכך השלכה חיובית הן לגבי בלימת שאפתנותה האיזורית של עיראק כלפי שכנותיה, שבעבר חששו ממנה ובצדק,והן לגבי הסכסוך הערבי ישראלי. השבתי באינשאללה לאמור שחזות זו הטעונה הרבחה מעודדת ביותר אם לוקחים בחשבון שעירק היתה בעבר סמן קצוני מסורתי בעוינות לישראל,בין היתר,מבעלי זכות הפטנט על אבו-נידאל.

שוקת.===

חפ: שהח,רהמ,שהבט,מנכל,ממנכל,סמנכל,ממד,רם,אמן,אירא,אירב, אירג,מזתים

מ ד י נ ת י ש ר א ל
מ ש ר ד ה פ נ י ם

כג' בחשון תשמ"ח
15 בנובמבר 1987
56

לכבוד
מיכאל בבלי
מנהל מחלקת אירופה
משרד החוץ, ירושלים

הנדון: פגוי אוכלוסיה באיזור נאנט בשל שריפה

1. לוטה כתבה שפורסמה בעיתונות על אסון שארע במפעל תעשיתי בצרפת וכתוצאה פונו 50.000 תושבים שגרו בסביבה.

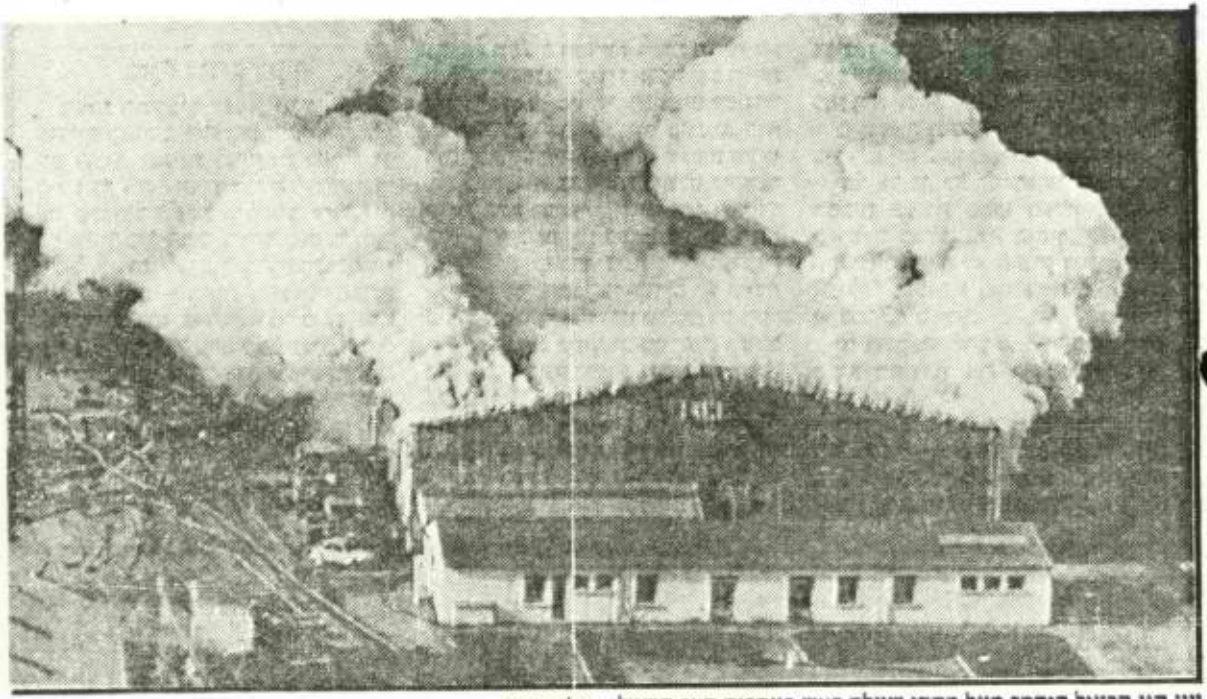
2. הואיל ומשרדנו מטפל בשרותי הכבאות, בפנוי אוכלוסיה בשעת חרום ובאיכות הסביבה יש לנו עניין מיוחד לקבל חומר כתוב על ממצאי החקירה שנערכה לגבי הארוע.

3. אודה על סיועכם בהשגת החומר ובהעברתו אלינו.

ב ב ר כ ה

י. מרקוביץ
המשנה למנהל הכללי

עשרות אלפי צרפתים פונו מבתיהם בגלל ענן גז רעיל



ענן הגז הרעיל היתמר מעל מחסן שעלה באש בעקבות קצר חשמלי. צילום: א.פ.

מאת תמר גולן
סופרת מעריב בפריס

ענן גז רעיל, באורך 15 ק"מ וברוחב חמישה ק"מ, התפשט אתמול מעל איזור נרחב ליד העיר נאנט בצרפת, והכריח את השלטונות לצוות על פינויים המיידי של חמישים אלף בני אדם.

קצר חשמלי במחסן גרם לדליקה, שכתוצאה ממנה החל מיתמר ענן ענקי של גז המכיל אמוניאק, כלור וחומרים רעילים אחרים.

תחילה אמרו השלטונות, כי המצב אינו מסוכן, וציוו על התושבים להיסגר בבתיהם. הם טענו, כי חומצות האמוניאק אינן מסוכנות, גם אם הן גורמות לתחושה חולפת של צריבה בעיניים ובגרון.

אולם, עם חלוף השעות החמיר המצב, ואז נתקבלה ההחלטה לפנות תושבים מהכפרים והעיירות שעליהם מרחף הענן.

האיזור כולו הוכנס למצור. אלפי חיילים הוזעקו לסייע בפינוי התושבים. תחילה פונו תלמידי בתי הספר והקשישים, ואחר כך שאר האזרחים.

המשטרה המקומית מפטרלת ברחובות, כדי למנוע מעשי ביזה.

בסביבה הותקנו אולמות בתי ספר, כניסיות ובנייני ציבור, לקליטת המפונים. מאות אוטובוסים הוחשו לכפרים הנגועים, וכוחות המשטרה המפטרלים באיזור, קוראים ברמקולים לשמור על שקט ולהתפנות מהאיזור באופן מסודר.

אמש לא נמסר על קרבנות, להוציא מספר אנשים שניכוו קלות.

זהו האסון הסביבתי הגדול ביותר שידעה צרפת בשנים האחרונות.

סודי נכנס **
**
**
**

חרזם:11/4860
אל:המשרד
מ-:פריס/נר:97/תא:051187/זת:1900/דת:ר/סג:ס
נד:ם

603.3

סודי/רגיל

אל: ממ"ד

דע: אירופה-1

מאת: פאריס

משיחה עם לפור, דסק ישראל, ירדן, פלסטינית ברצי"פ (5):

1. בסגה ערבית

א. הירדנים אומרים להם כי הנושא המצרי יעלה, ותמלץ הסרת האיסור לחדש היחסים עם מצרים. סוריה תביע הסתייגות אן תאלץ לבלוע, בעניין זה תהיה במיעוט במשט מוחלט.

ב. חלוקי הדעות על הסכסוך במערב לא יאפשרו החלטות תקיפות נגד איראן.

ג. מתקשים להסביר ההודעה על העדרות מהד, ברגע האחרון האפשרויות:

1. הערכה סעודית שהפסגה תהיה בעייתית ולא נראי למלך להתחלק באחריות להעדר קונצנזוס בפעילות המרכזיות.

2. סיבות בריאותיות.

3. הקנאה ההיסטורית הירדנית-סעודית.

4. איתות גמישות סעודית כלפי איראן.

ז. מעריכה כי יאריכו את סיוע בגדאד, אולי יותר במשורה גם לסורים על מנת ל"החזיקם בחבל".

2. ביקור שיראק

שאלתיה אם האזינה הבקר לשיחתו בערבית של נציג הליגה הערבית אל-סיד ברדיו "המזרח" בו תקף את התקרבות ישראל-צרפת - השמיץ את שיראק ו"הקיום הצירני", בלשון חצופה ובוטה. אמרה שלא האזינה אך שמעה על השיחה ויתכן - לא הבטיחה - שיקראו אותו לסדר כפי שעשו בעבר עם אבראהים אל-סוס, נציג אש"פ. ציינה כי האיש תוניסאי עשה בתחילה רושם טוב (נשוי לגרמניה פרוטנסטנטית) אך הוא הסתבך בכספים והוא תלוי בגורמים ערביים מממנים. אגב אורחה סיפרה שמשרד אשף בפאריס הפועל בחסות שגרירות מאוריטניה איננו נהנה מסטטוס דיפלומטי נפרד, ואין לו שק דיפלומאטי. הקשר שלו עם תוניס מתנהל טלפונית.

שוקת==

/רם

תפ: שהח,רהמ,שהבט,מנכל,ממנכל,סמנכל,ממז,רם,אמן,אירא,אירב

סודי נכנס **
**
**
**

חדש:3396/11
אל:המשרד
מ-:פריס/נר:72/תא:051187/זח:1100/דח:ר/סג:ס
נד:@

סודי/רגיל

אל: אוקיאניה - אירופה - 1

מאת: פאריס

פיג'י. שלנו 16523.

משיחה עם ג'קולין, סגן מנהל מח' הפסיפיק ברצי"פ.(4):

א. הם מתייחסים לממשל רמבוקה באורח חיובי. לטענתו רמבוקה "אינו פינושה", מדובר בשליט המבטא את רצונם ומאוויהם של תושבי האי המקוריים (מאלינזים פולינזיים) בניגוד להודים ה"מיגראנטים".

ב. אוסטרליה וניוזילאנד פינו את שגריריהן מפיג'י וקטעו את סיוען, ההתנהגותן כלפי פיג'י נתפסת כמעין "קולוניאליות" ו"ג'אנדרמיות". לעומת זאת צרפת ממשיכה בשיבר את רצף יחסיה עם פיג'י בכלל זה הסיוע הכלכלי והטכני.

ג. לא היתה בעיה של הכרה במשטר החדש בפיג'י כי לפי הנוהג הצרפתי לא היה צורך בזה.

ד. שאלתיר לגבי ידיעות עיתונאיות לפיהן צרפת תסייע להקמת נמל בפיג'י. הבחיש. ציין כי אמנם הפיג'ים פנו אליהם ויש להניח שיפנו גם לישראל. מדובר גם על צרכים בטחוניים ימיים בלשהם בהקשר זה. הם לא נענו כי נדרשה בנך השקעה גדולה מידי.

ה. הערתי כי בהתייחסות האוסטראלית-ניוזילאנדית צרפתית בלפי הבעיות הדמוגראפיות בקלדוניה ובפיג'י נוצרה אי-סימטריה מזרה: במקרה של קלדוניה האוסטרלים מאשימים את צרפת שהיא תומכת בשליטת הגזרם הנכרי ובמקרה של פיג'י התפקידים הפוכים. השיב כי אכן זהו הרושם התיצוני המתקבל, אך האמת היא שהאוסטרלים והניוזילאנדים מתייחסים באיפה ואיפה ובציבעות בלפי הקונפליקטים הדמוגראפיים בפאסיפיק הדרומי.

ו. לשאלתי על החדירה הלובית לאיזור הציע כי לא נגזים בחשיבותה. אובלוסיית האיזור היא נוצרית ויש להניח שתדחה השפעות בהשראה איסלאמית.

ז. ידוע לו כי ישראל עומדת לפתוח שגרירות בפיג'י ביוואר הקרוב. המליץ מאד ששגרירנו יקיים קשר עם שגרירם.

ס.מ.

תפ: שהח,מנכל,ממנכל,אירא,הדס,אדקיאניה,ר/מרכז,ממד

AMBASSADE D'ISRAËL

שגרירות ישראל

פאריס, יא' חשון תשמ"ח
3 נובמבר 1987

מא"פ

אירופה 1

הנדון: צ'אד-לוב-צרפת

28.10.87

LE FIGARO

שימו נא לב לאזכור נוכחות "לוחמים פלשתינאים" לצידם של הלובים.

L'opposition tchadienne reste divisée

Les palabres, à Ouagadougou, de Goukouni Weddeye et Acheik Ibn Oumar n'ont pas eu de résultats. Mais le Tchad craint de nouveaux raids libyens.

Les Tchadiens toujours sur leur garde. (Photographie GAMMA.)

OUAGADOUGOU :
de notre envoyé spécial
François HAUTER

Trois mois de discussions à Ouagadougou entre les diverses tendances réunies au sein de l'opposition tchadienne (le Gunt), n'ont pas suffi à reconcilier ses deux principaux chefs, Goukouni Weddeye résidant à Alger et Acheik Ibn Oumar, actuellement hébergé à Ouagadougou. « *Nous devons réévaluer notre alliance avec les Libyens sur une base critique et objective* », nous a déclaré hier Acheik Ibn Oumar, qui « *souhaite rencontrer Hissène Habré* », mais qui n'apprécie guère sa conception « *autocratique et royale du pouvoir* ».

Dans les rangs du Gunt, la « *révision stratégique* » entre Tripoli et ses alliés tchadiens repose sur un constat : « *Nous ne voulons plus que les Libyens se battent à notre place.* » Les opposants à Hissène Habré se disent prêts à « *ouvrir différents fronts* », ce qui pourrait se traduire, selon les services de renseignements occidentaux, par des tentatives d'attentats à N'Djamena même, où un regain d'activité rebelle au Soudan, en direction du nord-est du Tchad.

Les victoires militaires de N'Djamena cet été contre les seules forces libyennes ont amené Acheik Ibn Oumar et Goukouni Weddeye à « *rechercher une base politique claire* » entre eux. Cela aussi bien vis-à-vis d'Habré que de Kadhafi. « *Nous devons d'abord nous entendre (avec Goukouni) pour faire soit la paix, soit la guerre* » remaque Oumar.

Palestiniens, Libanais et Syriens

Ces palabres agacent semble-t-il Tripoli. L'ambassadeur de Libye à Ouagadougou, mercredi, a « *coupé les vivres* » aux Tchadiens, annonçant au directeur de l'hôtel où ils résident que les « négociateurs » du Gunt ne seraient plus pris en charge par son gouvernement. La plupart des Tchadiens ont donc été forcés de retourner immédiatement à Tripoli, par un vol militaire spécial..

Ce détail d'intendance illustre la dépendance et l'impuissance des opposants tchadiens, qui naviguent de Cotonou (Bénin) à Brazzaville (Congo), Ouagadougou, et, le moins possible, Tripoli. « *Nous voyageons parce que maintenant la lutte est davantage politique que militaire, et que nous devons profiter de l'accalmie actuelle sur le terrain pour faire avancer les solutions inter-tchadiennes* » affirme Acheik Ibn Oumar.

Le jeune chef militaire tchadien, âgé de trente-six ans et qui fut longtemps l'un des plus brillants lieutenant d'Habré considère que le problème de la bande d'Aouzou doit d'abord être réglé par la négociaton directe entre le Tchad et la Libye, et qu'il « *faut s'en tenir aux frontières héritées de la colonisation* ».

L'affaire de la bande d'Aouzou mobilisera aujourd'hui à Brazzaville les experts de l'OUA qui doivent recevoir les documents préparés à N'Djamena et à Tripoli, avant de rendre leur verdict sur la propriété de cette bande immense de désert, aux confins, entre les deux adversaires. M. Allam-Mi, ambassadeur du Tchad à Paris, estimait voici peu que la nouvelle tactique libyenne sur ce dossier va consister à préférer un arbitrage rendu par la Cour internationale de La Haye plutôt que par celui de l'OUA. Cela afin de gagner pour Tripoli les quelques années nécessaires au verdict de La Haye.

A N'Djamena, le gouvernement continue de s'inquiéter à propos de la situation dans le Tibesti. Les Libyens disposeraient d'une cinquantaine d'avions – dont vingt Mig 23 – sur leurs bases de Maaten Es Saara, Aouzou et Al Wigh. Selon les amis d'Habré, les Libyens prépareraient des « raids » sur le Tchad, appuyés par 3 200 combattants palestiniens, 800 Libanais et 170 techniciens syriens. « *Notre salut est dans l'offensive, nous devons détruire ces bases pour disposer d'un répit de deux ans* », explique un responsable tchadien.

A Paris, on ne partage pas du tout cette logique guerrière, consistant à attaquer préventivement les points d'appuis du colonel Kadhafi au sud de la Libye. Les Français conseillent la prudence, afin disent-ils de ne pas souder l'armée libyenne autour du colonel, et de pas lui donner d'occasions de redorer son blason dans le monde arabe. Matignon et l'Elysée pensent que les Tchadiens demeureront « *raisonnables* », parce que « *coincés* » par l'échéance du prochain sommet franco-africain d'Antibes, le 10 décembre.

La décision de construire une piste à Faya-Largeau pouvant accueillir les Mirage et Jaguar de la force Epervier n'a pas été prise. Mais dans la capitale du Tchad, les forces françaises effectuent des travaux indiquant qu'elles s'y installent durablement.

F. H.

Le Figaro
28.10.87

5228 תאריך : 08.10.87 משרד החוץ-מחלקת הקשר

נכנס **
**
**
**

סודי

חוזם:10,5228
אל:המשרד
מ-:פריס,נר:85,תא:071087,זח:1500,זח:ר,סג:ס
נד:פ

(2)

סודי/רגיל

אל : אירופה-1

זע : ממכנ'ל

מאת: השגריר,פריס

פגישת השגריר עם DEJAMMET
מנהל אגף המזה'ת (6.10). נכחו גב' LEFORT .

זסק ישראל-אשף-שטחים והח"מ. סקירת "אופק" מפי דג'אמה :

1. ביקור ריימון בדמשק ב-11 (24 שעות).

א. המטרה - דיאלוג עם סוריה, מדינה המשחקת תפקיד במזה'ת ולא ניתן להתעלם ממנה. רוצים לעודד ולהערין את מידת פתיחותה האפשרית מערבה. הדיאלוג עם הסורים הוא קשה כי הסורים חשים כלפיהם חוסר אמון נוכח קשרי צרפת עם עיראק.

ב. השגריר תמה אם החיזור המאסיבי אחרי סוריה שבעצם לא השתנתה, לא יעודד אותה להמשיך בדרך הטירור. דג'אמה השיב בנימה אפולוגטית כלשהי, כי מאז אפריל כבר נוסעים פקידים רשמיים אירופאים (לא צרפתים) לדמשק, וולטרס האמריקאי היה שם ואסד שהוא ניום די פופולרי, נתן ראיון מתוך ל"וושינגטון פוסט". הם מעריכים כי אין ניום טירור סורי בחו"ל ונראה כי הסורים מבקשים להנחיל לצרפתים את ההרגשה כי הם משתפים פעולה בסכול הטירור

בחו'ל, דבר המשתקף בהתנהגותם בכפר קוביאת כפרה של משפחת הטירוריסט עבדאללה הכלוא בצרפת.

ג. הם מתנוונים להעלות, בין היתר, את נושא החדירה האיראנית ללבנון והסכנות הנובעות מכן ליציבות בלבנון ולעולם הערבי כולו. הסורים מתירים חופש פעולה נכר לפסדראן וחזבאללה באיזורי שליטתם. שמו לב כי הסורים אמנם לא אשרו כנון קו טיסה טהראן-ביירות. הם מניחים שהסורים ישיבו בדרכם השגרתית, כי לאיראנים תפקיד בעמות מול ''האויב הציוני'' וכיו''ב.

ד. יש לצפות כי אסד יביע תמיכה ברועידה ביג'ל, אף שבפועל יקווה שרה'מ ישראל יעשה להכשלתה. ודאי יחזור על תפישתם כי רועידה ביג'ל צריכה להיות ארטוריסטיבית ולא מטריה בלבד. יש כוונה להתעניין בקונספט הסורי לגבי היצוג הפלסטיני, עמדת סוריה בנושא אינה ברורה: היא מתנגדת למשלחת ירדנית-פלסטינית משותפת ויש להניח כי לא תתמוך במשלחת אשפ'ית נפרדת. צפוי שישתמשו ב- LONGUE DU BOIS בנושא זה.

ה. השגריר ביקש שיעלו בעיית הנעדרים והחטופים שלנו.

ו. לשאלת השגריר אם הם גם יעלו נושא יהודי סוריה, השיב בחיוב, תוך התיחסות מודגשת לבעלי האזרחות כפולה צרפתית-סורית (משפחה אחת כבר טופלה לאחרונה) וכן 28 נשים יהודיות רווקות. הבטיח שיעלו בעיית השבויים והנעדרים שלנו, כולל הנווט שבידי אמ'ל. ציין ששיראק כבר בקש משה'ח להתעניין בנושא.

ז. סכסון המפרץ,

א. דג'אמה נכח בפתיחת העצרת בניו יורק לדבריו אחד ההיבטים המעניינים בטיפול האו'מ, במשבר המפרץ, היא הפעלת מועבי'ט ומערכת ההתיעצויות הבינמעצמתיות. למרות התחרות הבינמעצמתית במפרץ מתפתח מודל של הסכמה אפשרית בחסות מועבי'ט כאשר יש ענין משותף באתור סכסון בינלאומי. שרי חוץ ערבים מסוימים רואים התפתחות זו בחיוב נוכח אפשרות שבכן טמון תקדים לטפול מועבי'ט בסכסון המזה'ת. הציע שנשים לב לתופעה זו.

ב. עם זאת אמר שעד כה המודל אינו עובד שכן הסובייטים

ממשיכים לחשוש הטלת הסנקציות.

3. ברה"מ מזה"ת.

א. נראה שהסובייטים שרויים בדילמה כלפי הערבים והם בשלב של הערכת מדיניותם המזרח-תיכונית. זאת, לראשונה ששה"ת הסובייטי לא הזכיר את הסכסוך והועידה הבינ"ל למזה"ת. הסברים אפשריים לכך :-

1. הסובייטים נותנים עדיפות לנושא מערב-מזרח ואינם רוצים לשבש התקדמות באפיק זה ע"י מכשלות מן הצד. יתכן שהם מתבוננים לטפל בנושאים רגיונאליים בשלב מאוחר יותר. אך יש לד'גאמה ספיקות לגבי העתיד שהרי עסוקים בבעייה הראשונה יתמשך עוד זמן רב.

2. הסובייטים עייפו מלהיות הסניגורים הבלעדיים של הצד הערבי. יתכן שהם סבורים כי גם אם יפחיתו משהו מהתשורות הפרו-ערביות שלהם, יקבלו אותה תמורה שממילא אינה כה גדולה.

ב. מאז אפריל ש.ז הסובייטים נוקטים בקו מרוסן יותר כלפי איראן ובכך נחשפו, לראשונה, לביקורת במחנה הערבי. ההתייחסות לאיראן מציבה בפניהם דילמה ונראה שהם בשלב נדיקת הבעד והנגד בנושא האיראני. מבחנם יהיה בנושא הסנקציות, לפי שעה, הם חרסמים.

ג. מפגישת שה"ח ריימון עם קדומי עולה כי באשף יש חשש מסויים באשר לעמדה הסובייטית בנושא הייצוג הפלסטיני ונסיעתו של ערפאת למוסקווה נועדה לברר את עמדתם לאשורה. בשיחת ריימון עם שוואדנאדזה לא עלה נושא הועידה הבינ"ל.

4. נאום פרס בעצרת.

ציין תוך תמיהה, כי שמר לב לאי אזכור מצרים בהתייחסות פרס להרכב הועידה הבינ"ל, אמר כי גם שה"ח המצרי התעניין בתופעה זו. השגריר הסביר כי לפי הסכם ק"ד שהוא שריר וקיים, מצרים תהיה שותפה לתהליך ההסדר עם הפלסטינים.

5. גילה עניין רב בפרשת עמירב ושאל אם אין עמירב משקף זעות בממשלת ישראל. השגריר הסביר כי רה"מ הסיר תוצנו באורח חד משמעי מיוזמתו הפרטית של עמירב.

א.ג.

תפ: שהח,רהמ,שהבט,מנבל,ממנבל,סמנבל,ממד,רם,אמן,אירא,אירב,
ארבל2,תפוצות

AMBASSADE D'ISRAËL

שגרירות ישראל

ישיבת שגרירות מורחבת (כולל נציגי הגופים הישראליים בפריס) - 18.9

1. השגריר עדכן באורה כללי מצב היחסים עם צרפת:-

א. קשה לתרגם שינוי פוליטי חיובי - שחל לאחר התנכרות של כ-20 שנה - למישור המעשי. לפיכך, ההתקדמות בתחומים השונים היא איטית אמנם, אך משמעותית ודורשת מאמץ רב.

ב. האינטרסים הצרפתיים בעולם הערבי הם כבדי משקל:

1) היקף ההשקעות והסחר עם הערבים, בכלל זה ייצוא אמל"ח. ההיבט התעסוקתי הרציני הכרוך בכך.

2) השדולה הערבית - 5 מיליון מוסלמים בצרפת (לעומת 750 אלף יהודים). יתווסף לה בקרוב מכשיר רב עוצמה, עם פתיחתו בנובמבר של המכון של העולם הערבי.

ג. על רקע אילוצים כבדים אלה ניתן לציין מה שהושג עד כה כשיפור יחסים שתרם מימד של איזון - אמנם לא איזון של ממש - ביחסי צרפת מול ישראל והערבים. טוב נעשה אם לא נראה את צרפת כ"מונחת בכיס".

השיפור הוא פרי מאמץ יומיומי וכל הרפייה מצדנו כרוכה באפשרות של נסיגה מסוכנת.

ד. אנו נערכים לקראת ביקור רה"מ שיראק בארץ. ביקור ראשון של ראש ממשלה צרפתי אצלנו. הנטייה לקשור את ביקורו בשיקולים אלקטוראליים אינה במקומה. התאריך נקבע על רקע שיקולים שונים. ספק אם פוליטיקאים רציניים כשיראק, באר או מיטראן, רואים בקול היהודי גורם אלקטוראלי משמעותי. אם אמנם ביקור מעין זה מניב לשיראק במערכת הבחירות - זו זכותו וזכותנו.

ה. אנו מעוניינים להשקיע תשומות כלכליות במשך הביקור. החזון לקדם השקעות אירופאיות בישראל, תוך ניצול הסכם הסחר החופשי עם ארה"ב, אינו מזנמש לפי שעה. יתכן שהאשמה גם בנו ונדרש מאמץ בכוון זה. ייצואנו לצרפת מפגר אחר הצפיות, עיקרו מוצרי מזון.

ו. היחסים בתחום התרבות מתקדמים בקצב איטי. הרצ'יף, שתמיד היה ונשאר עוין, מחזיק בתקציבים ונראה שאינו נדיב כלפינו, גם כאשר במינסטריונים אחרים אנו מוצאים גילויים של רצון טוב.

2. נציג בנק לאומי לישראל סקר את פעולות הבנק בפריס.

משרד החוץ
יחידת רופה 1
ת. ר. נכנס
29-09-1987
נ.ק. מס'

ב ב ר כ ה,

אבי שוקת

AMBASSADE D'ISRAËL

שגרירות ישראל

פאריס, טו' אלול תשמ"ז
9 ספטמבר 1987

206

16-09-1987

אל: הציר, כאן
מאת: עתונות

הנדון: דו"ח נסיעה לסטרסבורג

בימים 31/8 ו- 1/9 שהיתי בסטרסבורג ובננסי.
ב- STRASBOURG ביקרתי את ערוך חדשות החוץ של ה-
DERNIERES NOUVELLES D'ALSACE (220,000), DANIEL RIOT.
האיש ידוע כידיד ישראל מובהק והוא מרבה לכתוב על ענייני חוץ.
עתונו שייך לקבוצת HACHETTE, אך שומר על קו עצמאי. דברנו גם
על כינון משלחת עתונאים מערי-השדה לישראל, לרגל חגיגות שנות
ה- 40 והוא הביע נכונות להשתתף אישית במבצע זה.

נפגשתי גם עם מנהל תחנת הטלויזיה האיזורית - FR 3 ALSACE,
FRANCOIS POULET-MATHIS, ועם מנהל RADIO-FRANCE ALSACE, GERARD SCHEER.
בשני המקרים ניסנו לבחון באילו נושאים נוכל לשתף פעולה. למען האמת,
קשה להעלות על הדעת ראיונות רבים במה שקשור לרדיו, אך בהחלט יש
על מה לדבר עם הטלויזיה האיזורית, פה גם ש- POULET MATHIS נשמע
חיובי מאוד לענייננו.

ב- NANCY אירח אותי עורך ה- EST-REPUBLICAIN (250,000),
ROLAND MEVEL. גם כאן היתה השיחה חיובית מאוד. לישראל ידיד גדול
ביומון זה, והוא איש חדשות החוץ CHARLES LAPREVOTE. ניתן גם לציין
את הפרשן לענייני חוץ JEAN-PIERRE ZEHDNER כמי שמקורב לנו.
MEVEL עצמו, אגב, גילה אהדה רבה לישראל והפליג בשבחי הסכם
הערים התאומות בין עירו לקרית-שמונה.

בברכה

יוש עמישב

העתק: אירופה 1
מע"ת

AMBASSADE D'ISRAËL

שגרירות ישראל

פאריס, כא' אלול תשמ"ז
15 ספט' 1987

אל: מיקי בבלי, מנהל אירופה 1
מאת: עתונות, פאריס

הנדון: תגובות להתבטאויות להב"ן

רצ"ב לקט קטעי עתונות בנדון.

בברכה,

יוש עמישב

3, RUE RABELAIS - 75008 PARIS - TÉL. 42.56.47.47

בברכה מאת

הקונסוליה הכללית של ישראל

מרסיי

Avec les compliments du

CONSULAT GÉNÉRAL D'ISRAEL

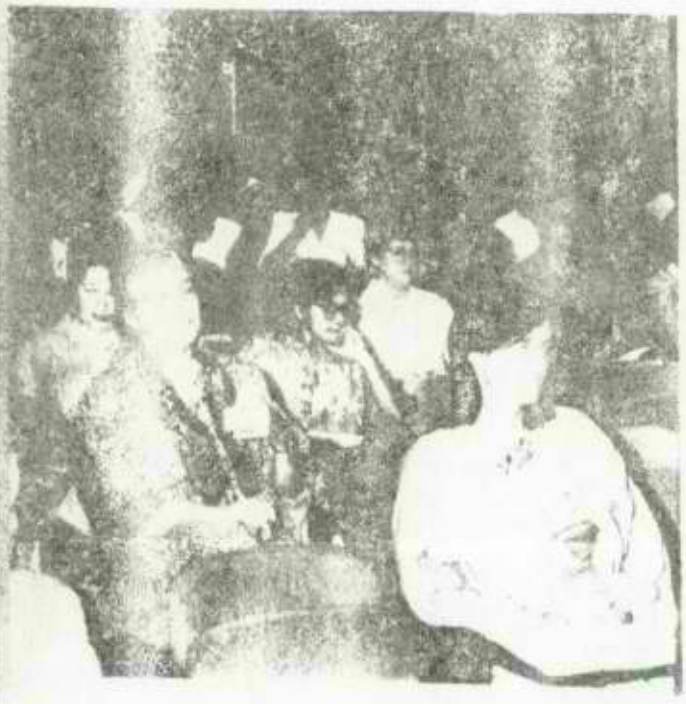
MARSEILLE

454, RUE PARADIS
13008 MARSEILLE
TÉL. 77.39.90

MERIDIONAL 15.09.92

103.3 073

LIERES



ir leur avenir ont écouté avec attention la présentation
Antoine CALASSO)

tes stages en fonction des ni-veaux et de la formation ini-iale. Certains stagiaires se-ont retribués. Pour tous ren-seignements, téléphoner aux C.I.D.F ou tout organisme équivalent.

Le programme pilote de la délégation à la condition fémi-nine concerne des femmes qui ont un diplôme d'études supé-rieures. Du bac à la maîtrise, les stages proposées forment les techniciennes électro-au-tomaticiennes ou encore des chefs de projet-gestion... Tout dépend du niveau et des sou-haits exaucés pour l'avenir professionnel.

Autres projets: les stages mixtes. Ces actions vont permettre aux jeunes entre 16 et 25 ans de bénéficier des stages de formation, des programmes d'insertion professionnelle... Le but de tous ces stages ou apprentissages est de permettre aux femmes et aux hommes d'acquérir une formation de qualité, et de leur ouvrir par la suite les portes d'une entreprise. Reste à découvrir si tous les stagiaires ont trouvé un emploi stable!

G.V.L

LA POLITIQUE

PASCAL ARRIGHI EN VISITE EN ISRAEL

« Dans 15 ans Marseille pourrait être semblable à Beyrouth »

Si la politique française de l'immigration se poursuit, « dans 15 ans, Marseille sera semblable à Beyrouth », a affirmé M. Pascal Arrighi, député du Front National, dans une déclaration au quotidien israélien Jérusalem Post.

M. arrighi, qui est député de Marseille, est arrivé en Israël avec un groupe de parlementaires français, pour une visite de pèlerinage en Terre Sainte.

Le député français a ajouté que « d'ores et déjà on voit (à Marseille) de plus en plus de femmes en tchador. L'enseignement des Imams en France est dangereux et l'Islam est certainement un danger pour la France comme il l'est pour le monde entier ».

Interrogé sur la situation au Proche-Orient, le député du F.N. a déclaré être « résolument hostile » à une conférence internationale de paix au Proche-Orient, dont le principe est admis par la gauche travailliste israélienne et catégoriquement rejeté par la droite nationaliste israélienne.

M. Arrighi, qui est vice-président du groupe « Amitié France-Israël » à l'Assemblée Nationale, a affirmé que « l'Occident doit toujours se ranger aux côtés d'Israël ».

Se référant à la politique du F.N. à l'égard des Juifs de France, le député a souligné qu'ils « ne constituent aucun problème », « René Cassin, sous les ordres duquel j'ai servi au Conseil d'Etat, était le type même du juif français qui s'était battu pour la France et qui jouissait du respect du monde entier », a-t-il dit.

*

Pascal Arrighi sera de retour à Paris pour la fête bleu-blanc-rouge du Front National au Bourget les 19 et 20 septembre. Il reprendra ses activités à Marseille à la tête de la Fédération Marseille-ville, à partir du 22 septembre.

PERMANENCES DU DOCTEUR ROBERT VILLANI (R.P.R.)

Robert Villani, conseiller général reçoit : à sa permanence R.P.R. 52, avenue de la Capelette 13010 Marseille tél. 91.80.05.51. tous les mardis et jeudis à partir de 17 heures, sur rendez-vous au conseil général des Bouches-du-Rhône : hôtel de département, place Félix Baret 13006 Marseille tél. 91.37.46.81. tous les jeudis de 10 h. 30 à 12 heures.

Des permanences sont assurées 52, avenue de la Capelette 13010 Marseille afin de vous aider dans vos différentes démarches administratives : « sécurité sociale » : le lundi à partir de 16 h ; « assistante sociale » le mardi à partir de 16 h ; « allocations familiales » le mercredi à partir de 17 heures.

En dehors de ces jours de réception, les bureaux R.P.R. de l'avenue de la Capelette sont ouverts tous les jours de 9 à 12 heures et de 16 à 19 heures.

C443601
MESDAMES...
LA BOUTIQUE
AVELTA
78, ... de la Palud
AN... RUE DIEUDE
... vous propose
UNE ... NELLE COLLECTION
... jersey
... dessus chaînes
... GUILLEMOT - GUPIER
... VENNIE etc...
... grandes tailles
... ouvert de 9 à 12 h

Des

LE PROVENCAL
15.09.87

Pour Le Pen, les chambres à gaz sont "un point de détail de l'histoire"

Les propos de la honte

Ces affirmations du président du FN ont provoqué un tollé général dans les rangs de la gauche et de la droite

Le secrétaire d'Etat aux Droits de l'Homme, M. Claude Malhuret, plusieurs dirigeants socialistes, différentes associations luttant contre le racisme et l'antisémitisme, ainsi que l'ambassade d'Israël, ont très vivement réagi hier aux propos tenus dimanche sur RTL par M. Jean-Marie Le Pen sur les chambres à gaz.

Lors du "Grand jury RTL-Le Monde", le président du Front national, interrogé sur les thèses des "historiens révisionnistes", avait affirmé que "la façon" dont les victimes avaient été tuées durant la seconde guerre mondiale constituait "un point de détail de l'histoire". Auparavant, M. Le Pen s'était élevé contre les questions sur ce sujet, qu'il a jugé "inquisitoriales" et qu'il a qualifié de "questions-pièges".

"Les récents propos de M. Le Pen sur les chambres à gaz constituent une nouvelle offensive des thèses révisionnistes", assure M. Malhuret. "Les chambres à gaz ont une signification claire: la volonté d'extermination de masse d'une population donnée et non le moyen indifférent d'un crime ordinaire. Loin d'être un -point de détail-, elles sont une des clés de l'histoire du 20ème siècle", a-t-il ajouté.

"Les propos de M. Le Pen sont une excellente leçon de choses pour ceux qui tentent de nous persuader que les démocraties peuvent sans se trahir accepter un compromis avec les thèses de l'extrême-droite", a poursuivi le secrétaire d'Etat.

Louis Mermaz: "monstruosité"

De son côté, l'ancien président de l'Assemblée nationale, M. Louis Mermaz, a qualifié les propos de M. Le Pen de "terrifiants", et a indiqué qu'il allait "s'employer" à saisir le président de l'Assemblée nationale de cette affaire. Les déclarations de M. Le Pen sont "à la fois une monstruosité et une ignominie", a déclaré M. Mermaz.

La "bagatelle pour un massacre" de Le Pen: des millions d'hommes et de femmes, un million et demi d'enfants, massacrés au nom d'une idéologie raciste et fasciste. (Photo archives)

Autre député socialiste, M. Gérard Welzer (Vosges), demande au garde des Sceaux Albin Chalandon, dans une question écrite, "de vérifier le contenu de ce propos et de préciser si ceux-ci doivent faire l'objet de poursuites". Quant à Michel Charzat (PS, Paris), il estime que "pour la première fois, un candidat à la magistrature suprême banalise le nazisme".

L'ambassadeur d'Israël à Paris, M. Ovadia Soffer a lui aussi réagi aux propos de M. Le Pen. "A partir du moment où l'on traite de +détail+ les chambres à gaz, dans lesquelles ont été exterminés des millions de juifs dont 1 million et demi d'enfants, on porte atteinte à l'humanité tout entière", a-t-il déclaré dans un communiqué.

L'Union des Etudiants Juifs de France "considère que ces propos font apparaître au grand jour l'antisémitisme de Jean-Marie Le Pen et de son parti et constituent un alignement politique sur les thèses falsificatrices de Faurisson".

De son côté, la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme "s'indigne" de la "désinvolture outrageante" de M. Le Pen.

M. Eric Ghebali, secrétaire-général de SOS-racisme, assure quant à lui que M. Le Pen sera "l'antisémite avoué des prochaines présidentielles".

M. Jean-François Dauriac, Secrétaire national du Mouvement des radicaux de gauche (MRG) a estimé pour sa part dans un communiqué, qu'"après les déclarations du leader du Front National visant à minimiser la gravité des chambres à gaz (...), nier le danger que représente Le Pen est aussi grave que nier l'existence des chambres à gaz".

"le vrai danger réside aujourd'hui dans le fait que les démocrates puissent encore être surpris par de telles déclarations", poursuit le comuniqué de M. Dauriac. "Pour une fois, Le Pen est cohérent avec lui-même", précise le communiqué.

M. Jean-Pierre Soisson, député UDF barriste de l'Yonne a également condamné vivement de M. Le Pen. "Ce n'est pas un point de détail, mais un point de rupture. C'est la première erreur majeure que M. Le Pen a commise car il y a des idées que l'on croyait mortes. Il y a malheureusement des complaisances qui survivent et qui ne sont pas tolérables", a déclaré M. Jean-Pierre Soisson.

Invité de l'émission de France Inter "Face au Public", hier soir, M. Soisson a estimé que ces "propos déshonorent la vie politique française."

Jacques Chirac, jeudi, à Nouméa mais...

VELLE-CALEDONIE :

OURS DES NUAGES!

Tjibaou reste sur ses positions en son rejet de tout statut d'autonomie

"Foutu d'avance"

Il leur a encore demandé de comprendre "qu'on vient de franchir une étape, qu'une main leur est tendue pour participer aux institutions futures, où ils auront de la place". De son coté le sénateur RPR Dick Ukeiwé, président du Congrès du territoire, a souhaité que "les nouvelles institutions soient très vite mises en place".

Le président du FLNKS, Jean-Marie Tjibaou, a pour sa part réaffirmé son rejet de tout statut d'autonomie. "Si MM. Chirac et Pons arrivent (à Nouméa) avec un statut d'autonomie qui continue à nier le peuple kanak, ils peuvent [illegible] ner au vestiaire. C'est foutu d'avance", a-t-il déclaré.

Interrogé sur une éventuelle rencontre avec M. Chirac, M. Tjibaou a déclaré: "j'y ai déjà été. Il n'y a pas de raison que je n'y retourne pas".

Le leader indépendantiste a également estimé que le problème calédonien "n'a pas évolué d'un pouce" avec le référendum et "qu'il demeure aujourd'hui comme hier".

"Il n'y a pas de solution définitive pour notre pays, sans intégrer le concept d'indépendance et la revendication kanake", ajoutant que les indépendantistes continueront "à demander un référendum pour les gens concernés".

Le président du FLNKS a enfin

AMBASSADE D'ISRAËL

שגרירות ישראל

פאריס, כ' אלול תשמ"ז
14 ספט' 1987

דואר נכנס
20 -09- 1987
תיק מס'

אל: אירופה 1
אוקאניה
מאת: עתונות, פאריס.

9

103.3 ברב

הנדון: משאל-העם בקלדוניה החדשה.

ייתכן ותמצאו עניין בקטע המצ"ב שפורסם בתאריך 14.9.87 בסי"צ

זוהי סקירת עתונות בוקר בנדון.

בברכה,

יהושע עמישב.

3, RUE RABELAIS - 75008 PARIS - TÉL. 256.47.47

FRFR
FRA0019 4 P 0131 FRA /AFP-PA63
Revue-presse flt1

LE REFERENDUM EN NOUVELLE CALEDONIE

PARIS, 14 Aout (AFP) -

"Libération"(Jean-Michel Helvig)

"Le Premier ministre et les siens se retrouvent avec une victoire embarrassante sur les bras. Ils prétendent renouer aujourd'hui le dialogue avec ceux-là mêmes qu'ils ont activement contribué à rejeter dans l'isolement ethnique, et chez qui les sirènes "radicales" vont se faire plus pressantes. Après avoir fait ouvertement la campagne du RPCR, le ministre des DOM-TOM prétend pourtant s'ériger aujourd'hui en arbitre. Ce ne sera pas simple. Même dans le camp des vainqueurs du jour, dont les comportements passés plaident mal en faveur d'une compréhension future à l'égard de la "minorité". C'est le revers d'une médaille qui sonne faux depuis le début."

suivra

AFP 140433 SEP 87

FRFR
FRA0020 4 P 0153 FRA /AFP-PA66
Revue-presse flt2

PARIS -

"Le Figaro" (Alain Peyrefitte)

"Forts d'une victoire qui doit les rassurer sans humilier leurs adversaires: que les loyalistes majoritaires n'oublient pas que toute minorité a droit au respect! Aux indépendantistes d'accepter la règle du jeu démocratique. Qu'ils renoncent à leur chimère de ne reconnaître comme légitime que le vote des Kanaks, "premiers occupants"! A ce compte, seuls les Indiens pourraient voter aux Etats-Unis et auu Canada, seuls les aborigènes en Australie, les Maoris en Nouvelle-Zélande... et les Blancs en Afrique ddu Sud. Le gouvernement a su réunir les conditions pour que le dialogue se poursuive et aboutisse à une solution acceptable par tous, dans le respect du suffrage universel. Là où les socialistes avaient échoué, la majorité a réussi. Un exemple qui devrait peser sur le jugement des Français à la prochaine élection présidentielle."

suivra

AFP 140433 SEP 87

FRFR
FRA0021 4 P 0153 FRA /AFP-PA70
Revue-presse flt3

PARIS -

"Le Quotidien de Paris" (Paul Guilbert)

"(...) Ainsi le "parti" indépendantiste, en Calédonie comme en métropole, a perdu de s'être perdu dans ses complications, ses contradictions et pour tout dire les torsions au sens où l'on parle d'esprit tordu, de ses raisonnements politiques.(...)Lionel Jospin est plus responsable et plus prudent, se bornant à noter que le référendum "ne règle rien". Soit. Aimé Césaire dit la même chose en remarquant avec philosophie: "Que vous le vouliez ou non, il y a là-bas un peuple canaque." Mais cet homme intelligent se garde d'offenser la loi démocratique en niant que ce "peuple canaque" est bel et bien minoritaire. Car c'est la preuve qui vient d'en être démocratiquement faite, celle que les indépendantistes voulaient empêcher à tout prix, celle Nouvelle-Calédonie."

suivra

AFP 140434 SEP 87

FRFR
FRA0022 4 P 0103 FRA /AFP-PA73
Revue-presse flt4

PARIS -

"Le Matin"(Bernard Pellegrin)

"Et maintenant, que vont-ils faire de ce Caillou? Passé un scrutin dont la préparation a réduit le débat à des prises de position manichéennes, l'avenir du territoire semble plus incertain que jamais. Et les deux camps qui collaient étroitement à leur stratégie préélectorale vont devoir de toute urgence donner corps à l'après référendum.(...) Ainsi le dossier calédonien n'est-il pas près d'être réglé. Et qu'il s'appelle Mitterrand, Barre, Chirac ou Rocard, le prochain locataire de l'Elysée le trouvera en bonne place sur son bureau."

suivra

AFP 140434 SEP 87

FRFR
FRA0023 4 P 0147 FRA /AFP-PA79
Revue-presse flt5

Paris -

"Ouest France" (François-Régis Hutin)

(...) Les autochtones ont été dominés dans un vote qui s'est déroulé, il faut le reconnaitre et on ne peut en douter, dans la régularité. (...) Car en ce cas précis, une minorité importante et d'origine autochtone se voit imposer une appartenance par une majorité d'origine extérieure. (...)

Très vite le gouvernement français doit prouver avec éclat qu'il n'est pas au service de certains profiteurs qui s'abritent derrière le sentinemnt national exprimé par la majorité, mais qu'il est, au contraire, au service de la justice. Celle-ci passe par le développement économique et culturel de la plus faible communauté.

C'est la condition première et indispensable qui favorisera les solutions dignes et pacifiques issues non d'un rapport de force, mais d'une authentique coopération.

suivra

AFP 140435 SEP 87

FRFR
FRA0024 4 P 0134 FRA /AFP-PA84
Revue-presse flt6

Paris -

"Sud ouest" (Joel Aubert)

Ce scrutin consacre donc la division du Caillou plus qu'il ne scelle une unité désormais impossible à trouver. Voilà pourquoi rien ne serait pire que de cogsidérer ce qui "franc" mais non "massif" à la France comme l'expression normale du vote démocratique dans n'importe quelle autre partie de la République française. Le peuple canaque, qui fut le premier occupant, ne renoncera, pas plus que ses voisins de l'Oceanie ne l'ont fait, à exercer ses droits à la souveraineté. Est-il capable, et ses leaders avec lui, de surmonter l'inévitable frustration que ce référendum ne manquera pas de susciter ? C'est toute la question dont dépendent notamment les chances de garantir la paix civile en Nouvelle-Calédonie.

suivra

AFP 140436 SEP 87

FRFR
FRA0025 4 P 0122 FRA /AFP-PA86
Revue-presse flt7

Paris -

Midi Libre (Paul Katz)

Et maintenant? il y a d'abord les chiffres:incontestables et puis il y a les faits les kanakes doivent avec tous les autres, etre partie prenante des negociations du futur statut de la nouvelle caledonie. Sa mise en place sera longue, delicate. Elle peut etre contrariee par la pusillanimite des politiques metropolitains par leurs preoccupations presidentielles par les recuperations. Tout demeure possible, y compris l'evolution tranquille d'une nouvelle caledonie apaisee et reconciliee. Tout pourrait deraper malgre le scrutin sans equivoque d'hier si nous ne perdions pas la suicidaire habitude de transformer nos problemes en aliments de nos passions internes.

suivra

AFP 140437 SEP 87

FRFR
FRA0026 4 P 0096 FRA /AFP-PA90
Revue-presse flt8

Paris -

Le Courrier de l'Ouest (Alain Danjou)

En Nouvelle Caledonie la question maintenant est de savoir comment les deux camps gereront, l'un sa victoire, l'autre sa defaite. Il y a, apres ce referendum, un risque certain de voir les loyalistes faire de la surenchere. Rassembles pour la plupart au sein du rpr local, ils mettent tous leurs espoirs dans le futur candidat chirac. A l'oppose, la crainte existe d'une radicalisation des independantistes. La priorite, pour le gouvernement, est donc d'apaiser les passions et de calmer le jeu.

suivra

AFP 140437 SEP 87

FRFR
FRA0027 4 P 0159 FRA /AFP-PA93
Revue-presse flt9

Paris -

La Haute Marne Libérée (Dominique Pado)

Un kanak sur trois n'a donc pas obei aux consignes de Jean-Mmarie Tjibaou. D'autres chiffres peuvent etre compares mais ceux-la sont les plus frappants, les plus parlants. Le FLNKS a enregistre, hier, un incontestable echec. Les caldoches se sont fortement mobilises, les kanaks se sont divises.
(...) Si le chiffre des abstentionnistes avait depasse la barre des 50 %, la partie aurait ete considerablement compromise, sinon perdue. La volonte affirmee par bon nombre de melanesiens de rester francais ouvre, par contre, les portes a une conciliation necessaire et a l'etablissement organise et organique d'une veritable societe multi-raciale. Le gouvernement francais ne doit pas laisser passer cette chance, chance qui risque d'etre fugitive, et qui le serait certainement si les droits de la minorite n'etaient pas mieux respectes demain qu'ils le furent hier.

suivra

AFP 140438 SEP 87

FRFR
FRA0028 4 P 0091 FRA /AFP-PA98
Revue-presse flt10

Paris -

Nice matin (Marc Chevanche)

Il reste , alors, à jouer jusqu'au bout ce jeu démocratique de la majorite et de la minorité, c'est à dire de ne pas considerer que la majorité a tous les droits et qu'elle serait sans devoirs vis à vis de la minorite.
(...) Et puisque le ministre invite lui meme ala citation , comment ne pas songer aujourd'hui qu'a l'instar de Leon Blum, victorieux en 1936, Bernard Pons ne soit aujour'hui persuade qu'au moment de son succes les vraies difficultes commencent.

suivra

AFP 140438 SEP 87

FRFR
FRA0029 4 P 0140 FRA /AFP-PB03
Revue-presse flt11

PARIS -

"Rhône-Alpes" (Henri Amouroux)

"La victoire du "oui à la France" est, il faut malheureusement l'écrire, un échec du Président de la République qui, dans cette affaire, s'est beaucoup trop souvent et beaucoup trop constamment engagé pour n'être pas atteint par ricochet. Son intimité politique avec M. Tjibaou, les critiques ouvertes qu'il a adressées jusqu'au dernier instant à la police et à l'armée françaises, ont pris un aspect choquant surtout si l'on garde en mémoire les troubles provoqués par une gestion socialiste qui, M. Pisani installé à Nouméa, avait prodigué des espoirs fous, déchaîné les passions et assumé la responsabilité de heurts raciaux qui se sont traduits par une trentaine de morts mélanésiens et européens ainsi que par le funeste exode d'une partie de la population".

suivra

AFP 140439 SEP 87

FRFR
FRA0030 4 P 0148 FRA /AFP-PB05
Revue-presse flt12

Paris -

La Republique du Centre (Jacques Camus)

Par un vote '' franc et massif '', les neo-caledoniens ont manifeste leur volonte de rester dans le giron tricolore. Ce n'est pas a proprement parler une revelation. On savait que la question referendaire se resumerait a un oui ou... Zut. Tout l'interet residait dans les proportions respectives de '' oui '' loyalistes ou de '' zut '' abstentionnistes.
(...) Un tres perceptible agacement a gagne, symetriquement, Francois Mitterrand, jusque-la insensible aux multiples chicaneries, le chef de l'etat a paru ceder a l'energvement en demandant trop solennellement une enquete de commandement sur le comportement De l'armee pendant la campagne.
Tres soucieux du dossier neo-caledonien, Francois Mitterrand pourrait bien, lui aussi, avoir ressenti les resultats du scrutin comme un... Derouillement.

suivra

AFP 140440 SEP 87

FRFR
FRA0031 4 P 0113 FRA /AFP-PB08
Revue-presse flt13

Paris -

L'Alsace (Claude Mislin)

Car,en fait , l'essentiel n'est pas le referendum mais le contenu du projet que le gouvernement entend maintenant mettre en oeuvre et la facon dont il prendra en compte le droit des minorites, autre principe democratique. Les canaques, s'ils sont plus numeriquement majoritaires, ne constituent pas moins un peuple avec lequel il faudra compter pour, comme le souhaite Bernard Pons, aboutir a ''une societe fraternelle fondee sur la tolerance, le dialogue, le respect de la dignite de chacun, la paix, la prosperite ''. La tache essentielle du gouvernement doit donc consister desormais a rechercher un compromis.

suivra
AFP 140440 SEP 87

FRFR
FRA0032 4 P 0143 FRA /AFP-PB23
Revue-presse flt14

Paris -

Le Républicain Lorrain

Quoi qu'il en soit on saura vite ce que Djibaou a décidé. Lui qui aime à se retirer sous sa case pour réfléchir dans les grands moments de déséquilibre. Va-t-il accepter cette main gantée que lui tend habillement le vainqueur ? C'est improbable. Sera-t-il amené à lier son échec relatif aux violences que certains de ses partisans avaient commises les années passées ? C'est possible. Mais on l'imagine mal acceptant à chaud la perche enrubannée que lui tend Paris. On le voit plutôt réorienter son action vers les arenes internationales comme l'ONU ou le Forum du Pacifique. Sur ce terrain en effet la cause Kanak demeure intacte et gênera de plus en plus le Gouvernement français. Il y a gros à parier que la bataille perdue par Djibaou à Nouméa, il va tenter de la gagner ailleurs.

suivra

AFP 140441 SEP 87

FRFR
FRA0033 4 P 0143 FRA /AFP-PB34
Revue-presse flt15

Paris -

Dernières Nouvelles d'Alsace (Jean-Louis English)

Il serait vain de discuter l'incontestable succès obtenu par Jacques Chirac et Bernard Pons, hier, en Nouvelle-Calédonie. (...) Mais il serait tout aussi vain de penser que ce référendum, tant redouté, est l'aboutissement, l'achèvement d'une crise. La minorité, un peu plus minoritaire, n'est de loin pas gommée. Il ne serait pas de bonne politique d'afficher un triomphalisme blessant et de ne pas tirer les leçons de ce succès retentissant. (...)

Il faut désormais dédramatiser les passions et reussir la stabilisation institutionnelle, sociale et économique, avec une harmonisation ethnique pour une Nouvelle-Calédonie autonome dans le giron français. C'est l'enjeu. Si le référendum ne conduisait pas à cela, effectivement, il n'aurait servi à rien.

suivra

AFP 140441 SEP 87

FRFR
FRA0034 4 P 0160 FRA /AFP-PB39
Revue-presse flt16

Paris -
La Charente Libre (André Mazieres)

Il apparait que le nombre des Mélanésiens qui ont voté pour le maintien est plus important qu'on ne le pensait. Et c'est là surtout que réside le succès du gouvernement.

C'est encourageant pour l'avenir. Mais comme on l'a souvent répété le référendum n'est qu'un point de départ. Il peut ne rien résoudre du tout - comme le prétend l'opposition en France - s'il ne fait qu'accroitre les divisions et exacerber les rancunes et les frustrations, comme il peut déboucher sur un avenir pacifié et de concorde si le gouvernement sait utiliser sa victoire avec modération et discernement et s'il met effectivement en oeuvre les moyens propres a une réconciliation générale. Réconciliation qui passe forcement par la justice, l'équité, l'égalité des droits et des possiblités de deux communautés qui sont appelées à vivre ensemble sous un même drapeau et avec une même citoyenneté.

suivra

AFP 140442 SEP 87

FRFR
FRA0035 4 P 0160 FRA /AFP-PB43
Revue-presse flt17

Paris -

Est Eclair (Bernard Eluy)

(...) Il faut se féliciter de ces résultats, de leur clarté, de leur netteté. Car ils donnent au gouvernement une autorité, un poids, dont il faut espérer qu'il fera un bon usage. (...)

Il importe qu'à partir de la décision d'hier soit mise en oeuvre une politique pluri-ethnique, permettant à tous les Français de l'ile d'évoluer dans les mêmes conditions.

C'est une politique de fraternité au profit de tous qui doit être développée, c'est à dire une politique conforme aux principes de la République Française.

Les résultats du scrutin d'hier constituent pour la France la chance de maintenir sa présence, son influence, dans le Pacifique, dont le rôle mondial ne cesse de s'accroitre.

Cette chance, c'est le devoir du gouvernement de ne pas la laisser échapper.

On le sait : il est bien de vaincre. Il est encore mieux de savoir utiliser sa victoire.

suivra

AFP 140443 SEP 87

FRFR
FRA0036 4 P 0136 FRA /AFP-PB47
Revue-presse flt18

Paris -

La Presse de la Manche (Daniel Jubert)

En remportant un succès personnel, en surmontant les traquenards de ce "guérier calédonien", Jacques Chirac vient de marquer un essai entre les poteaux contre ses deux principaux adversaires de l'élection présidentielle. Il lui faut maintenant réussir la transformation qui passe par la mise en place de mesures appropriées qui hérisseront, sans doute, une part non négligeable des partisans du "oui". Loin d'être un aboutissement, ce succès doit représenter un nouveau départ vers plus de justice, plus d'égalité des chances et surtout vers l'abandon d'un état d'esprit colonial qui a fait tant de dégats ces dernières années. Finalement, et ce n'est pas le moindre des paradoxes de cette consultation, le plus dur reste à faire...

suivra

AFP 140444 SEP 87

FRFR
FRA0037 4 P 0195 FRA /AFP-PB54
Revue-presse flt19

Paris -

Echo Républicain (Alain Bouzy)

Ainsi en a décidé une large majorité d'insulaires. Cette participation exceptionnelle a été la surprise du scrutin. L'autre surprise du week-end aura été la déclaration du premier ministre annonçant son suhait de voir l'ile régie par un statut d'autonomie. Il aurait surement été plus judicieux d'en faire état avant le scrutin. Le manicheisme de l'enjeu aurait été ainsi un peu tempéré. (...) La volonté du gouvernement doit raridement se solder par des décisions claires et spectaculaires. Il serait suicidaire de laisser un peuple canaque bafoué se replier dans la brousse pour ruminer sa rancoeur. Aux canaques aussi d'accepter le jeu de la démocratie et de faire entendre leur voix par les moyens légaux. (...) Il est souhaitable que la métropole se désengage de la gestion quotidienne de ce pays. (...) Mais les blessures entre les communautés sont si vives et le poids des lobbies caldoches si écrasant que paradoxalement la mère-patrie ne pourra se désengager complétement. L'évolution de la Nouvelle Calédonie n'est pas dans les mains des seuls calédoniens mais de tous les français.

suivra

AFP 140445 SEP 87

FRFR
FRA0038 4 P 0107 FRA /AFP-PB57
Revue-presse flt20

Paris -

La Montagne

Ce référendum intervient, à moins de huit mois d'une élection présidentielle qui peut tout remettre en cause. (...) Ce ne serait finalement que dans l'hypothèse de l'arrivée à l'Elysée de l'actuel Premier Ministre que, du référendum d'hier serait tirées des leçons allant dans le sens souhaité par l'actuel gouvernement.

Cette incertitude ne peut naturellement inciter qu'à l'attentisme. En particulier les autonomistes. Plutot qu'un point de départ, comme le voulait le gouvernement, ce référendum pourrait ainsi donner, au contraire, le signal d'une période de sur place.

suivra

AFP 140446 SEP 87

FRFR
FRA0039 4 P 0140 FRA /AFP-PB64
Revue-presse flt20

Paris -

La Nouvelle République (Guy Bonnet)

(...) Pour que la victoire des "loyalistes" soit la victoire de la France, une profonde modification des comportements doit l'accompagner. Les deux camps doivent avoir conscience que tout effort de développement économique, de progrès social serait vain si le blocage persistait, si la moitié de la population de l'île continuait à vivre dans le mépris de l'autre moitié.

Les initiatives, certes, doivent venir de Paris. Ce n'est pas leur caractère éventuellement spectaculaire qui convaincra. C'est le sérieux et la profondeur des projets.

L'enjeu n'est pas sans conséquence. Si la stabilité politique de la Nouvelle Calédonie demeurait précaire, ce sont les intérêts de la France dans le Pacifique qui, un jour, se trouveraient menacés.

suivra

AFP 140446 SEP 87

FRFR
FRA0040 4 P 0118 FRA /AFP-PB72
Revue-presse flt21

Paris -

Télégramme de Brest (Michel Bassi)

(...) On peut douter que les responsabes des deux camps aient choisi délibérement d'engager si tôt le fer et de cette façon. Ou alors, cela augurerait bien mal du ton et de l'élévation d'une campagne qui ne connaîtra sa conclusion que dans quelque huit mois. (...) Il faut bien comprendre que toutes les réflexions, toutes les analyses des stratèges butent sur une inconnue : la décision de François Mitterrand de se représenter ou non. Les socialistes savent fort bien qu'un autre candidat aurait beaucoup moins de chances de l'emporter. La majorité a évidemment tout intérêt à ne pas se retrouver face à l'actuel président.

suivra

AFP 140447 SEP 87

FRFR
FRA0041 4 P 0154 FRA /AFP-PB74
Revue-presse flt22

Paris -

Le Provencal (Jean-Rene Laflayne)

(...) Comment s'exprimera demain cette cohabitation avec, d'un cote, des caldoches confortes dans leurs convictions par un vote democratique, et de l'autre, des kanaks qui, par reaction, auront tendance a radicaliser leur opposition? en fait, le concept 'd'un homme, une voix', sur lequel le gouvernement a voulu asseoir cette election, ne resiste pas a l'examen, a la logique. (...) Quand le gouvernement aura consomme son triomphe, il se retrouvera, qu'il le veuille ou non, a la case depart. (...) Quand bien meme le gouvernement mettrait en place un statut idyllique, il aboutirait a l'echec s'il n'est pas porteur d'un changement en profondeur reel. Un changement qui doit passer par la fin des inegalites, le retablissement de la dignite, l'abolition des privileges, l'instauration d'une regionalisation au-dessus de tout soupcon. (...)

suivra

AFP 140448 SEP 87

FRFR
FRA0042 4 P 0145 FRA /AFP-PB77
Revue-presse flt23-DER

Paris -

Le Méridional (Philippe Nicoli)

Le caillou n'a pas bascule les habitants de nouvelle caledonie veulent rester francais. C'est clair et net. Jamais ca n'avait ete aussi clair et net. Ni les pressions du flnks, ni les croche-pied de l'elysee ne sont parvenus a faire basculer le caillou dans l'independance. Une victoire pour le gouvernement, une victoire de la sagesse. (...) Curieuse gauche, toujours prompte a exiger qu'on accorde la nationalite francaise meme a ceux qui n'en ont cure. Mais qui souhaiterait en revanche qu'on la retire aux hommes et aux femmes qui y sont viscéralement attaches. Comme les 48.611 electeurs qui se sont prononces hier pour le maintien de la nouvelle caledonie au sein de la republique. Qu'importe il est vrai que socialistes et communistes soient deconfits quand c'est la france qui gagne.

FIN

AFP 140448 SEP 87

AMBASSADE D'ISRAËL

שגרירות ישראל

פאריס, יד' אלול תשמ"ז
8 ספטמבר 1987

103.3 ברכ

אירופה 1

אל: מא"פ

מאת: עתונות, פאריס.

הנדון: צרפת-צ'אד-לוב

ייתכן ותמצאו עניין בקטע המצ"ב שפורסם בתאריך 8.9.87

זוהי סקירת עתונות הבוקר של סי"צ, למחרת בפלת המטוס הלובי ע"י הצרפתים.

ב ב ר כ ה,

יהושע עמישב.

3, RUE RABELAIS · 75008 PARIS · TÉL. 256.47.47

FRFR
FRA0028 4 P 0190 FRA /AFP-DQ32
Revue-presse flt1
La France et le Tchad

PARIS, 8 sept (AFP) -

Le Quotidien de Paris (J.-M. Kalfléche)

"Le problème de fond qui se pose à la France au Tchad, mais pas seulement au Tchad, est finalement de savoir si ses relations avec l'Afrique doivent continuer, au-delà des grands mots, sur leur lancée première; si, dans les cas graves, son intérêt est de conserver une conduite paternaliste face à des nations figées dans une attitude d'éternelles assistées. Ce n'est pas sur ces bases que l'on fondera cette "nouvelle alliance" dont la francophonie et la nécessité du codéveloppement seraient le ciment. On se trompe dans certains centres de décision parisiens : M. Hissène Habré, justement parce qu'il fut notre ennemi, la souhaite ardemment aujourd'hui, pourvu qu'on ne demande pas en échange à son pays de rester impavidement et indéfiniment le terrain d'expérimentations privilégié des étranges "Kriegspiele" de Kadhafi. Le problème ne s'appelle pas Habré, il s'appelle le Tchad, exaspéré par quinze longues années d'ingérences libyennes et bien résolu à s'en sortir, quel qu'en soit le prix : il a déjà payé si cher...".

suivra
AFP 080429 SEP 87

FRFR
FRA0029 4 P 0208 FRA /AFP-DQ36
Revue-presse flt2

PARIS -

L'Humanité (Claude Cabanes)

"L'opération déclenchée au-delà des frontières du Tchad a été réalisée avec des armes françaises; et il ne faut pas être un grand expert de la guerre moderne pour comprendre qu'elle n'aurait pu avoir lieu sans la présence, "derrière", du dispositif militaire français. (...) A l'Elysée et à Matignon, on jure ses grands dieux de respecter le caractère "défensif" des accords de coopération militaire avec le Tchad : Hissène Habré n'en a pas plus tenu compte que de sa première chemise. Les autorités françaises disposaient de tous les moyens pour le dissuader de relancer l'escalade de l'affrontement : elles ne les ont pas utilisés. (...) L'attitude complaisante de Paris face à cette relance de la guerre s'inscrit dans la stratégie menaçante des Etats-Unis dans cette partie de l'Afrique. (...) M. Reagan a-t-il entrepris d'utiliser le Tchad comme instrument d'agression contre la Libye voisine ? (...) La question n'est plus du domaine de la théorie abstraite... Cette hypothèse vérifiée serait une catastrophe pour le Tchad. (...) Des instruments de négociations sérieux sont en place pour dénouer les conflits : la France s'honorerait de leur faire jouer tout leur rôle".

suivra
AFP 080430 SEP 87

FRFR
FRA0030 4 P 0182 FRA /AFP-DQ38
Revue-presse flt3

PARIS -

Le Matin (Didier François)

"Hissène Habré (...) a toujours pensé que Kadhafi ne négocierait qu'acculé à le faire. De plus, la guerre est aussi le ciment de l'unité tchadienne; elle n'a donc pas à N'Djamena les mêmes inconvénients qu'à Tripoli. Bousculés à Aouzou par les troupes libyennes, le 28 août, les Tchadiens ont renversé la vapeur en attaquant plus à l'est, là où on ne les attendait pas, à Maaten es-Sara, en Libye même. Mais en faisant monter aussi haut les enchères (pour la première fois les combats se sont déroulés hors du territoire tchadien), Hissène Habré mettait la France dans une situation délicate. Jean-Bernard Raimond, le ministre des Affaires étrangères, a beau affirmer que Paris "n'est pas derrière l'intervention tchadienne en Libye", il est facilement compréhensible que le colonel Kadhafi se sente un peu floué. (...) L'efficacité du dispositif Epervier a permis d'éviter que Paris se trouve face à une décision d'escalade difficile à prendre mais aujourd'hui, la deuxième ligne s'est dangereusement rapprochée du front".

suivra
AFP 080431 SEP 87

FRFR
FRA0031 4 P 0149 FRA /AFP-DQ48
Revue-presse flt4

PARIS -

Le Parisien

"Pour une fois, c'est le territoire protégé par la France qui bénéficie de l'impunité et de l'incertitude que Paris laisse planer sur ses éventuelles interventions. Les Tchadiens peuvent lancer des raids jusque sur le territoire libyen : la France ne les soutient pas; mais si les Libyens répliquent par des attaques sur les centres vitaux du Tchad, la France est là pour les protéger. Il reste aux Libyens à mener leurs opérations sur les zones frontalières où la France n'intervient pas, ce qui leur a permis, la semaine dernière, de reprendre la palmeraie d'Aozou. Mais l'ignorance dans laquelle ils sont entretenus de la limite des interventions des forces françaises, de même que la mobilité des troupes tchadiennes, qui se sont montrées aptes à frapper même à l'intérieur des frontières libyennes, réduit considérablement leur capacité".

suivra
AFP 080432 SEP 87

FRFR
FRA0032 4 P 0168 FRA /AFP-D@51
Revue-presse flt5

PARIS -

Libération (Gérard Dupuy)

"Le joli mot d'engrenage va-t-il exploser à la bourse des valeurs langagières ? Il en a le profil par sa signification élastique et sa chaude actualité. Dira-t-on bientôt que la France se fait engrener dans les sables du Sahara tchado-libyen ? La réponse à ce sympathique problème de vocabulaire repose dans la besace de trois états-majors : le tchadien, le libyen et le français... (...) Les Français sont contre l'engrenage, mais ils se trouvent tout contre. A part quelques résidus lepéno-revanchards (on en trouve au RPR), personne en France n'est prêt à jouer l'héroïsme des sables chauds. Mais il faut bien dégommer les bombardiers libyens, sous peine de passer pour des rigolos, voire couvrir les aventures septentrionales de Habré en cas de détresse grave. Et tout cela, sans pouvoir plus que de coutume prévoir la suite des évènements. Celui qui souffre de l'engrenage, ce n'est ni la chaîne ni le pignon, mais le doigt au milieu".

suivra
AFP 080432 SEP 87

FRFR
FRA0033 4 P 0193 FRA /AFP-D@55
Revue-presse flt6

PARIS -

Le Figaro (Charles Lambroschini)

"Pour effacer le revers que les troupes de Hissène Habré lui ont infligé à Maaten-es-Sara, sur le territoire même de la Libye, le colonel de Tripoli a voulu "mouiller" la France. Le Tupolev abattu au-dessus de N'Djamena par les missiles du dispositif Epervier apporte, selon lui, la preuve de la participation directe de notre pays à la guerre. (...) Mais Paris reste tout aussi déterminé à aider le Tchad à préserver sa souveraineté. Dès les premiers jours du déploiement d'Epervier, la France avait clairement défini les conditions d'intervention de nos soldats. Kadhafi ayant choisi l'affrontement, la réplique française était donc prévisible. (...) La Libye a-t-elle donc une chance de convaincre le tiers monde ? Sans doute pas. Les gouvernements arabes sont plus que jamais réticents à se mêler d'une querelle qui, contrairement aux affirmations de Tripoli sur les ingérences du néocolonialisme, est essentiellement un conflit entre deux voisins. Quant aux Africains, ils sont plus inquiets des visées expansionnistes de la Libye que soucieux de lui exprimer leur solidarité".

suivra
AFP 080433 SEP 87

FRFR
FRA0034 4 P 0135 FRA /AFP-D@63
Revue-presse flt7

PARIS -

Sud Ouest (Bertrand Lagaillarde)

"Tout se passe comme si la Libye voulait aujourd'hui amener la France à participer directement au conflit dont la phase actuelle est née de l'offensive tchadienne sur la bande d'Aouzou. Les accusations lancées à Paris par l'ambassadeur libyen, comme les vives représentations faites à notre ambassadeur à Tripoli, vont évidemment dans ce sens. Là encore, on voit mal comment ce tour de passe à usage diplomatique pourrait trouver grand écho dans l'opinion internationale. (...) Dans tous les cas de figure, les avantages à retirer de cette escalade par le colonel Kadhafi paraissent donc maigres. A moins que, las d'être tenu en échec par les Tchadiens, il ne cherche désespérément à prouver qu'il ne doit ses déboires qu'à la France".

suivra
AFP 080434 SEP 87

FRFR
FRA0035 4 P 0158 FRA /AFP-D@66
Revue-presse flt8

PARIS -

Le Républicain Lorrain (Georges Suffert)

" Autant la situation dans le Golfe demeure préoccupante, autant la petite guerre du désert que se livrent le Tchad et la Libye semble un peu dérisoire. La guerre Iran-Irak a fait un million de morts et il y a risque d'internationalisation du conflit. Là-bas, il faut donc trouver une solution. Dans le cas du Tchad, au contraire, les grandes puissances observent ces affrontements dans le désert avec une pointe d'indifférence. Sauf la France qui contribue largement à l'équipement de l'armée tchadienne, donc au budget d'Hissène Habré. Pour le moment, le chef de l'Etat tchadien ne veut rien entendre. Il a le sentiment qu'en poursuivant sa guerre, il donne une âme à cette immense nation vide qu'on appelle le Tchad. C'est son affaire, pas la nôtre. Le moment est peut-être venu pour les diplomates de s'occuper de cette guerre des sables. Pour tenter de l'arrêter".

suivra
AFP 080434 SEP 87

FRFR
FRA0036 4 P 0149 FRA /AFP-D@69
Revue-presse flt9

PARIS -

La Charente Libre (Jacques Guyon)

"Paris se trouve plus que jamais engagé dans un conflit qu'il ne maîtrise pas, Hissein Habré prenant de plus en plus d'initiatives périlleuses sans - semble-t-il - en référer à la France. Ce fut d'abord le coup de la bande d'Aouzou, c'était surtout samedi ce raid-éclair en plein territoire libyen que, bien entendu, le colonel Kadhafi ne pouvait pas laisser impuni. Du coup, l'affrontement a pris une toute autre dimension et les 1500 soldats français du plan "Epervier" se trouvent désormais exposés aux raids aériens. (...) Le bombardement avorté, l'avion abattu hier, mais surtout la volonté d'Habré et de Kadhafi de porter le ton au sein même des bases adverses créent une situation bien risquée : il est temps pour la France d'apprendre à Habré le sens du mot allié au risque d'un affrontement direct France-Libye".

suivra
AFP 080435 SEP 87

FRFR
FRA0037 4 P 0160 FRA /AFP-D@71
Revue-presse flt10

PARIS -

L'Echo Républicain (Alain Bouzy)

"Même si la guerre est tchado-libyenne, le missile qui a abattu le Tupolev de Kadhafi au dessus de N'Djamena est français. (...) Cela prouve enfin que les risques d'engrenage pour la France ne sont pas négligeables. Il ne fallait pas être grand clerc pour savoir que Kadhafi ne laisserait pas impuni l'affront que lui a fait subir Hissene Habre. Certes, il répondait à l'humiliation d'avoir reperdu Aouzou. Mais il jouait surtout au "petit soldat" sans tenir compte des conseils pressants de Paris de n'utiliser que la carte diplomatique. Certes la logique de cet africain, qui fut opposant clandestin et rebelle preneur d'otages avant de devenir chef d'Etat, n'a rien de commun avec la nôtre. Mais sa désinvolture à notre égard est choquante. Il risque de se passer encore beaucoup de temps avant que l'épervier français et le faucon libyen ne laissent la place à la colombe de la paix".

suivra
AFP 080436 SEP 87

FRFR
FRA0038 4 P 0154 FRA /AFP-DQ74
Revue-presse flt11

PARIS -

Le Midi Libre (Jérome Collet)

"Le président Habré sait que la France ne peut l'abandonner face à Kadhafi. Notre influence en Afrique dépend en effet beaucoup de notre attitude au Tchad face au colonel libyen. Hissene Habre joue donc de cette situation pour déplacer ses propres pions et nous mettre devant le fait accompli. Dans cette partie, il se sert également des Etats-Unis qui depuis quelques jours lui livrent des armes de manière massive. Washington de fait est prêt à prendre le relais de la France pour porter des coups contre Kadhafi via le Tchad. Cette attitude américaine est en vérité un autre moyen de pression du président tchadien sur le gouvernement français. Bref, notre marge de manoeuvre au TYhad se rétrécit. Avec le risque de se trouver directement confronté au colonel Kadhafi qui aujourd'hui menace N'DJaména- où les Français sont en force- de ses bombes".

suivra
AFP 080437 SEP 87

FRFR
FRA0039 4 P 0218 FRA /AFP-DQ76
Revue-presse flt12

PARIS -

L'Yonne Républicaine (Gilles Dauxerre)

"La France au Tchad joue plus que jamais les équilibristes. Entre le colonel Kadhafi et Hissene Habre qui tentent tous les deux de nous entrainer dans une véritable escalade militaire, il s'agit d'affirmer clairement nos intentions et d'éviter tout faux pas. C'est une question de sécurité vis à vis de nos propres interêts mais aussi une question de crédibilité à l'égard de nos partenaires africains. Et jusqu'à présent l'attitude française est cohérente, nos forces installées au Tchad n'ont pas directement aidé Hissene Habré à affronter les libyens dans le nord du pays, mais elles ont abattu un bombardier qui tentait d'attaquer N'Djamena. C'est clair. La France protège le Tchad contre les appétits de Kadhafi mais ne soutient pas pour autant Habre quand il joue les cow-boys. (...) La France n'ira pas plus loin. D'une part parce que notre politique envers les pays arabes ne nous permêt pas d'en affronter directement un, fût-il aussi turbulent que la Libye, d'autre part parce que nos moyens militaires restent somme toute assez limités au Tchad, enfin parce qu'il est peu probable que l'opinion publique soit prête à accepter que des soldats français aillent se faire tuer pour quelques dunes de pierres et de sable".

suivra
AFP 080437 SEP 87

FRFR
FRA0040 4 P 0152 FRA /AFP-DQ80
Revue-presse flt13

PARIS -

L'Alsace (François Becet)

"A force de réclamer toujours d'avantage et de placer la France au pied du mur, Hissene Habre peut lasser. Le soutien africain à sa cause risque de s'effriter. La France a des responsabilités particulières au Tchad et ailleurs en Afrique. Elle tient ses engagements et l'a prouvé hier en abattant un avion libyen. Mais la France n'est pas au service du Tchad. C'est à Paris et non à N'DJamena que se définit la politique tchadienne de la France. Ce sont les soldats francais qui sont sur le terrain. Faut-il qu'ils meurent si Habre conduisait de nouveaux raids en Libyie? L'opinion publique ne tolérerait sans doute pas qu'Hissene Habre entraine la France dans une guerre. Au lieu de consolider les acquis, de réussir l'indispensable réconciliation nationale, le président tchadien a choisi de défier Kadhafi. Jusqu'où peut-il aller trop loin ?".

suivra
AFP 080438 SEP 87

FRFR
FRA0041 4 P 0136 FRA /AFP-DQ82
Revue-presse flt14

PARIS -

L'Est Républicain (Charles Laprevote)

"Kadhafi peut-il croire vraiment que ses avertissements aux ambassades et à la population civile de N'Djamena vont entraîner l'évacuation de la capitale tchadienne ? Pour l'heure, il semble plus dangereux de violer l'espace aérien du Tchad ou de vivre dans une base aérienne libyenne que de vaquer à ses occupations quotidiennes sur les rives du Chari. La présence des forces françaises conjuguée au dynamisme des troupes tchadiennes offre cet incontestable avantage aux compatriotes de M. Hissene Habre. Beaucoup en Afrique se réjouissent, même s'ils ne le proclament pas, de voir s'enliser ou s'écraser dans les sables du désert les ambitions guerrières du Libyen, trop longtemps supportées sans riposte à la mesure de ses insolences".

suivra
AFP 080439 SEP 87

FRFR
FRA0042 4 P 0116 FRA /AFP-DQ85
Revue-Presse flt15-der

PARIS -

La Montagne (Dominique Valès)

"Quoi qu'il en dise, Kadhafi n'est pas la victime de Paris ou de Washington, mais de Hassane Djamous, sorte de Bonaparte tchadien, habile stratège et audacieux baroudeur, artisan des succès militaires de son pays depuis deux ans. Tout l'intérêt de la France est maintenant de calmer le jeu et de ne pas se laisser conduire sur le terrain miné choisi par les protagonistes du conflit. Ce qui n'est pas aisé, avec d'un côté le colonel Kadhafi qui ne s'est jamais trouvé dans une position plus fâcheuse en dix-huit ans de pouvoir et de l'autre, Hissène Habré qui, grisé par ses succès, en veut à l'évidence "toujours plus"".

fmc
AFP 080439 SEP 87

AMBASSADE D'ISRAËL

שגרירות ישראל

פאריס, יד' אלול תשמ"ז
8 ספטמבר 1987

אירופה 1

אל: קשתו"ם

מאת: עתונות, פאריס.

103.3 בת

הנדון: כדורגל בארץ

למברקי 98 מ- 7.9

ריתכן ותפצאו עניין בקטע המצ"ב שפורסם בתאריך 7.9.87

בעיתון L'EQUIPE

ב ב ר כ ה,

יהושע עמישב.

(Photo Pierre LABLATINIÈRE)

voir si je vais jouer... »

V. M.

URSS on peut s'attendre à tout.

Patrick UR

Peyroche, Jules Zvunka, ont sans problème accepté de jouer le jeu, et j'ai tout fait pour les valoriser. Je me souviens en particulier d'une conversation avec Herbin à Geof-

j'avais un joueur de ce niveau : Marius Trésor. Hidalgo, lui, en a eu plusieurs. Je souhaite à Henri Michel d'en découvrir très vite deux ou trois. »

Les Bleus iront en Terre sainte

L'équipe de France effectuera une tournée en Israël durant la trêve hivernale. A son retour, elle participera à un tournoi dans le sud de la France.

Il y avait ceux, Henri Michel en tête, qui étaient favorables à une tournée de l'équipe de France, durant la trêve hivernale. De l'autre côté, certains, comme Guy Roux, préconisaient l'organisation d'un tournoi dans notre pays. Tournée ou tournoi ? « Tournée et tournoi » a répondu le Conseil fédéral. Les Bleus passeront la dernière semaine de janvier en Israël. Ils seront réunis six ou sept jours dans un « camp d'entraînement », avant d'affronter, en match amical, la sélection nationale israélienne. Ensuite, durant la première semaine de février 1988, les Internationaux tricolores disputeront un tournoi à quatre dans le sud de la France. D'ores et déjà, la Tchécoslovaquie, la Roumanie, les Pays-Bas, la Suisse et le Maroc ont été pressentis pour y participer.

C'est avec enthousiasme que les joueurs français ont découvert ce programme, alors qu'ils étaient réunis à Jouy-en-Josas. José Touré, par exemple, estime qu'une tournée *« est essentielle pour créer une homogénéité et pour resserrer les liens entre les sélectionnés »*. Le Marseillais Yvon Le Roux approuve et ajoute : *« Pour que des joueurs s'entendent à merveille sur un terrain, il faut d'abord que l'ambiance soit parfaite hors du stade. Le fait de vivre ensemble pendant une certaine période doit permettre de découvrir des affinités entre nous et c'est ainsi que le groupe retrouvera une âme. »*

Une semaine en Israël, cela risque d'être bien court pour faire du tourisme, entre deux séances de travail. Cependant, tous se réjouissent de découvrir un pays que bien peu ont déjà eu l'occasion de visiter. C'est pourtant le cas d'Ayache, de Bats et de Poullain, qui, avec le PSG, avaient passé cinq jours dans l'État hébreu, du 2 au 6 février 1987.

« J'avais fait le vœu d'y revenir »

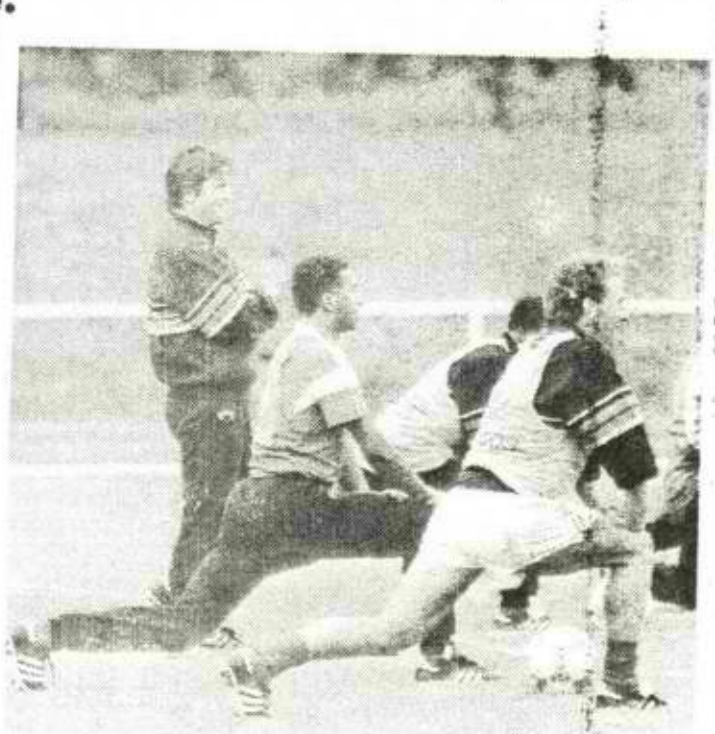
Fabrice Poullain garde un excellent souvenir de ce court séjour en Terre sainte : *« Pas besoin d'être chrétien pratiquant pour apprécier un tel voyage. Avec le Paris-SG, nous avions suivi le parcours de Jésus et les paysages valaient vraiment le coup d'être vus. L'accueil avait été très chaleureux. »* Le milieu de terrain parisien voit au moins trois avantages au choix de la Fédération : *« Tout d'abord, le voyage est très court ; ensuite, le décalage horaire est peu important et sollicite peu l'organisme ; enfin, pour l'avoir testée en début d'année, je sais que la nourriture vocale ne me posera pas de problème. »*

Joël Bats, lui, est croyant. Et c'est, selon lui, un atout supplémentaire pour goûter aux charmes d'Israël. *« A Jérusalem, j'étais absolument émerveillé et, voyez comme c'est bizarre, j'avais alors fait le vœu d'y revenir... »* Le gardien international estime qu'une tournée à l'étranger constitue le meilleur moyen de créer une dynamique de groupe. *« Hors de France, les atomes crochus naissent plus facilement. Nous avons, ne serait-ce qu'à cause de la barrière linguistique, plus besoin les uns des autres et, par ailleurs, la pression des médias et du public est moins forte. »*

Troisième tricolore à avoir été du voyage avec le P-SG, le néo-Marseillais William Ayache, espère simplement que ses coéquipiers de l'équipe de France apprécieront autant que lui le séjour au Proche-Orient. *« Israël a une histoire, des monuments fantastiques, des paysages hallucinants. C'est une très bonne chose que le football français ait décidé d'aller y séjourner. »*

Et puis, il y a tous ceux qui ne se sont jamais rendus dans ce petit pays, à l'autre extrémité de la Méditerranée. Fernandez, *« ravi de découvrir une région au passé aussi riche »*, Touré ou encore Amoros, qui visiteront ce pays avec grand plaisir. Même si l'arrière monegasque précise aussitôt : *« Nous irons là-bas, avant tout, pour travailler. Le plus important est de faire le point et qu'il en sorte quelque chose de positif. Nous n'avons pas le droit de manquer le rendez-vous de 1990. »*

Dominique COURDIER



A vos marques, prêt ? Le 25 janvier, direction Israël pour Touré et Papin.

Conseil fédéral

Le Conseil fédéral a décidé que l'équipe de France effectuerait une tournée en Israël cet hiver. Il a également abordé les problèmes suivants :

- Un nouveau record d'engagements a été enregistré pour la Coupe de France de football 1987-1988 avec 4 868 clubs inscrits contre 4 647 la saison dernière.
- L'ex- Lyonnais Aimé Mignot a été nommé responsable de l'équipe de France féminine à la place de Francis-Pierre Coché qui avait donné sa démission.
- La candidature de Strasbourg pour une finale de Coupe d'Europe 1987-1988 a été retenue par l'UEFA. Une première visite du stade de la Meinau sera d'ailleurs effectuée le 18 septembre prochain. La ville alsacienne paraît assurée d'obtenir la finale de la Coupe des Coupes, celle des champions paraissant être promise à la ville ouest-allemande de Stuttgart.
- Le match France- Norvège Espoirs, comptant pour le Championnat d'Europe de cette catégorie d'âge, qui doit avoir lieu le 13 octobre, a été fixé par le Conseil fédéral à Villeneuve-d'Ascq (Nord) à 20 heures. France-RDA Espoirs, prévu le 17 novembre, a été fixé à Besançon.
- Le vainqueur toutes catégories du Challenge, qui récompense chaque année le meilleur club sur l'ensemble de ses équipes de jeunes, a été, la saison dernière, le Racing Club de Paris qui s'est imposé devant Auxerre, Lyon et Nîmes.
- L'assemblée générale des Championnats de France de Division III et de Division IV a été fixée au 21 novembre à Paris.

1 2/c L'EQUIPE